



ONUDC

Office des Nations Unies
contre la drogue et le crime

Recueil d'affaires de **criminalité organisée**

Compilation d'affaires
avec commentaires et
enseignements tirés

Préparé en collaboration avec
Le Gouvernement colombien
Le Gouvernement italien
INTERPOL

OFFICE DES NATIONS UNIES CONTRE LA DROGUE ET LE CRIME
Vienne

RECUEIL D'AFFAIRES DE CRIMINALITÉ ORGANISÉE

Compilation d'affaires
avec commentaires
et enseignements tirés



ONU DC

Office des Nations Unies
contre la drogue et le crime

Traduction non officielle.

Copyright © Nations Unies, octobre 2012 pour l'édition anglaise.

Copyright © Nations Unies, octobre 2012 pour l'édition française réalisée par les traducteurs du Ministère de l'intérieur italien. Tous droits réservés au niveau mondial.

Les appellations qui ont été utilisées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Le présent Recueil est publié sans avoir fait l'objet d'un travail formel d'édition.

TABLE DES MATIERES

Remerciements	v
Avant-propos	vii
Directeur général / Directeur exécutif de l'ONUDC	vii
Représentant de la Colombie	ix
Représentant de l'Italie	x
Secrétaire général d'INTERPOL	xii
Résumé	xv
Introduction	1
I. Criminalité organisée : nature et incrimination	5
A. Stratégies de lutte contre le crime organisé. Infractions de criminalité organisée	5
B. Types d'organisation criminelle	14
C. Participation à un groupe criminel organisé	22
D. Responsabilité des personnes morales	28
E. Infractions transnationales et compétence	30
II. Enquêtes et poursuites	35
A. Approches policière et judiciaire de la criminalité organisée	35
B. Cadre institutionnel : services spécialisés en criminalité organisée	42
C. Techniques d'enquêtes spéciales	45
D. Autres techniques d'enquête	51
E. Protection des témoins	52
III. Coopération policière et judiciaire internationale	57
A. Cadre juridique international	57
B. Coopération policière	61
C. Aspects institutionnels	68
D. INTERPOL	73
E. Equipes communes d'enquête	77
F. Entraide judiciaire et extradition	86
IV. Mesures concernant le produit du crime	93
A. Stratégies et cadre juridique	93
B. Confiscation élargie. Confiscation in rem. Confiscation en l'absence de condamnation. ...	96
C. Coopération internationale pour l'exécution des mesures de confiscation	102

V. Infractions particulières et leurs caractéristiques	105
A. Piraterie maritime.....	105
B. Armes à feu.....	108
C. Criminalité environnementale.....	111
D. Biens culturels.....	114
E. Cybercriminalité.....	117
VI. Prévention.....	123
A. Généralités.....	123

Annexes

I. Liste des abréviations par pays	127
II. Liste des affaires réparties par type d'infraction.....	128
III. Liste des experts	135

REMERCIEMENTS

Le *Recueil d'affaires de criminalité organisée* a été élaboré par la Section de l'appui à l'application du Service de la criminalité organisée et des trafics illicites, sous la supervision de M. John Sandage, Directeur de la Division des traités (DTA/ OCB/ISS) de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime.

La coordination générale de l'initiative du *Recueil* a été assurée par Mme Simonetta Grassi (ONUDC).

Le *Recueil* a été rédigé par M. Gioacchino Polimeni (Conseiller juridique responsable) avec l'appui de Mme Simonetta Grassi (ONUDC), M. Ricardo Peixoto (Conseiller juridique), Mme Livier Calderon (stagiaire), Mme Dayan Faria (stagiaire), M. Sergio Rea (stagiaire) et M. Pascal Valette (stagiaire).

De précieuses contributions ont été fournies par de nombreux membres de l'ONUDC, notamment (par ordre alphabétique) : Mme Mounia Ben Hammou, M. Mike De Feo (conseiller), Mme Simone Heri, Mme Tejal Jesrani, Mme Karen Kramer, M. Aldo Lale-Demoz, M. Pierre Lapaque, M. Carlos Medina, Mme Luz Elea Restrepo (conseillère), M. Stephen Thurlow et Mme Veronic Wright.

La révision du texte anglais du *Recueil* a été réalisée par Mme Mary Albot (réviseur). Le support logistique et administratif général a été assuré par Mme Hilda-Olivia Sarkissian.

Le *Recueil* n'aurait pu être réalisé sans l'aide financière et en nature des gouvernements colombien et italien ainsi que d'INTERPOL. L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime exprime toute sa reconnaissance aux personnes et institutions suivantes, qui ont permis la réalisation du *Recueil* :

Partenaires

Colombie

Mme María Ángela Holguín, Ministre des affaires étrangères, République de Colombie ; Général de division José Roberto León Riaño, Directeur général de la police nationale de Colombie, Président de l'*American Police Community* (AMERIPOL) ; Général de division Edgar Orlando Vale Mosquera, Sous-Directeur général de la police nationale de Colombie ; Colonel Jorge Luis Vargas Valencia, Direction de renseignements de la police, DIPOL, police nationale de Colombie ; Colonel Joaquin Fernando Buitrago Rueda, Chef du Service des affaires internationales, police nationale de Colombie ; Commandant Carlos Andrés Martínez Romero, Chef des affaires internationales, Direction de renseignements de la police, DIPOL.

Italie

Ministère des affaires étrangères

Direction générale de la coopération au développement

Direction générale des affaires politiques et de la sécurité

Ministère de l'intérieur

Mme Annamaria Cancellieri, Ministre de l'intérieur, République italienne ; Préfet Antonio Manganelli, Chef de la police, Directeur général de la sécurité publique; Préfet Francesco Cirillo, Sous-Directeur général de la sécurité publique et Directeur central de la police criminelle ; Brigadier général Fabrizio Lisi, Directeur du Service de coopération policière internationale, Garde des finances ; Brigadier général de police Filippo Dispenza, Chef de la Préfecture de police (*Questura*) d'Alessandria ; Colonel Gennaro Capoluongo, Directeur de cabinet du Service de coopération policière internationale ; Lieutenant-colonel de police Claudio Martini, Directeur de la Section des relations et accords de coopération bilatéraux et multilatéraux, Service de coopération policière internationale ; Mme Vittoria Palmerini, Experte en relations et accords de coopération bilatéraux et multilatéraux, Service de coopération policière internationale.

Direction nationale anti-mafia

M. Pietro Grasso, Procureur national anti-mafia, Direction nationale anti-mafia; M. Giustino Sciacchitano, Procureur général adjoint anti-mafia, Bureau du Procureur général, Direction nationale anti-mafia.

Interpol

M. Ronald K. Noble, Secrétaire général

M. Gianni Baldi, Sous-directeur, Sous-direction Organisations criminelles et stupéfiants.

Experts

Le *Recueil* est le résultat d'un vaste projet qui a vu la participation d'experts en matière d'enquêtes et de poursuites provenant des différentes régions du monde. Ces experts ont consacré leur temps, offert leurs compétences spécialisées, partagé leurs expériences et présenté les affaires de leurs pays avec un grand enthousiasme et toutes leurs énergies pour élaborer le *Recueil*. La plupart d'entre eux ont également participé à au moins une des trois réunions du groupe d'experts qui se sont déroulées à Rome (Italie), Carthagène (Colombie) et Palerme (Italie). L'ONUUDC leur est profondément reconnaissant pour leur dévouement personnel, ainsi que pour leur engagement constant dans cette initiative ; leurs avis, commentaires et suggestions pendant l'élaboration du *Recueil* ont permis de tirer des enseignements pratiques et concrets. La liste complète des experts (par ordre alphabétique) figure à l'annexe III.



Remerciements spéciaux aux interprètes et aux traducteurs du Ministère de l'intérieur italien et de la police nationale de Colombie qui ont participé aux trois réunions d'experts et qui ont assuré la traduction du *Recueil*.



AVANT-PROPOS

Directeur général / Directeur exécutif Office des Nations Unies contre la drogue et le crime

Depuis une vingtaine d'années, la communauté internationale nourrit une inquiétude croissante envers les menaces posées par la criminalité transnationale organisée. La Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée représente une première et décisive riposte à ces menaces et fournit un ensemble unique d'outils juridiques et un cadre pour une politique criminelle concertée.

La mise en commun des connaissances des praticiens représente un instrument efficace pour l'application de la Convention de Palerme et, de manière plus générale, pour la riposte de la justice pénale à la criminalité organisée. Dans cet esprit, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), en coopération avec les gouvernements colombien et italien et l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL), s'est adressé aux experts en matière de justice pénale – notamment fonctionnaires de police, procureurs et juges – pour qu'ils mettent en commun leurs expériences et leurs points de vue sur la façon de lutter contre la criminalité organisée.

Au cours de ces dix-huit derniers mois, l'ONUDC et ses partenaires, les gouvernements colombien et italien et l'Organisation internationale de police criminelle (OIPC-Interpol), ont travaillé en étroite collaboration avec 50 experts de 27 pays, qui ont présenté et analysé un panel d'affaires retenu à l'occasion de trois réunions. Le résultat de ce travail est le *Recueil d'affaires de criminalité organisée, compilation d'affaires avec commentaires et enseignements tirés*, ayant pour objectif de fournir, aux décideurs et aux praticiens de la justice pénale, des analyses approfondies et des exemples de bonnes pratiques. Le Recueil illustre toutes les phases de la riposte de la justice pénale – cadre législatif, enquêtes, action publique et jugement – y compris celle de la coopération internationale. Grâce aux affaires illustrées, le *Recueil* explique les succès obtenus et les difficultés rencontrées par les praticiens, et dresse dans le même temps l'état de l'art de la lutte globale contre la criminalité organisée.

Le *Recueil* confirme que la politique criminelle, définie par la Convention de Palerme et visant à démanteler les organisations criminelles et à assigner leurs chefs devant la justice, se retrouve, bien qu'avec quelques différences, dans les législations et pratiques nationales de nombreux pays. Cette politique est appliquée avec succès à une vaste gamme d'infractions, y compris aux formes émergentes de criminalité. Le *Recueil* prouve que cette Convention demeure un instrument essentiel pour pouvoir appliquer la politique en question à tous les niveaux du système de justice pénale. Les affaires illustrées témoignent de l'importance croissante de la coopération judiciaire et policière internationales en tant que pilier fondamental de l'application de cette politique.

Je suis certain que le *Recueil* sera une source d'inspiration pour les décideurs et les praticiens engagés dans la lutte contre la criminalité organisée. Ce travail a en outre encouragé une culture d'échanges ouverts entre les experts, laquelle devra être poursuivie afin d'aider les Etats membres à comprendre la nature changeante de la criminalité organisée. Je souhaite que le *Recueil* puisse promouvoir un dialogue actif et devenir, avec le soutien de l'ONUDC et de ses partenaires, un véritable « instrument vivant ».

Yury Fedotov

Directeur général / Directeur exécutif

Office des Nations Unies contre la drogue et le crime

AVANT-PROPOS

Ministre des affaires étrangères, Chef de la police République de Colombie

La criminalité a exploité des opportunités d'enrichissement illicite au niveau international en utilisant différents moyens et méthodes pour conduire des activités telles que le trafic de drogues, le blanchiment d'argent, le faux monnayage, le trafic de personnes et la traite d'êtres humains, le trafic de biens culturels, la criminalité environnementale, et d'autres activités illicites qui ont conduit à une détérioration de la situation sécuritaire.

La Convention de Palerme, entrée en vigueur le 29 septembre 2003, représente l'instrument global le plus important visant à promouvoir la coopération et à prévenir et à lutter efficacement contre la criminalité internationale. Avec cet instrument, les Etats parties se sont engagés à identifier les processus de globalisation que les réseaux criminels internationaux ont exploité en tant que situations idéales pour échapper à la répression ainsi qu'à attaquer avec vigueur la criminalité transnationale dans toutes ses manifestations.

Depuis cette date, les pays participants ont développé les compétences nécessaires afin de prévenir, enquêter et poursuivre les activités criminelles qui franchissent leurs frontières et affectent leurs territoires, sur la base du principe de la coopération multilatérale ayant pour objectif de combattre ces phénomènes qui nous affectent tous.

A l'initiative des gouvernements italien et colombien, de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et de l'Organisation internationale de police criminelle OIPC-INTERPOL, ce *Recueil d'affaires de criminalité organisée* a été réalisé avec la participation de 27 pays afin de fournir un outil de référence finalisé au renforcement des pratiques nationales ayant pour objectif de contrôler et maîtriser les conséquences de la criminalité transnationale organisée.

Ce document fait le point sur les menaces actuelles et les nouvelles tendances qui pourraient se manifester selon l'évolution de l'action des institutions préposées à l'application de la loi et de leur capacité à lutter efficacement contre la criminalité. Les « meilleures pratiques » mentionnées dans ce document ainsi que les affaires retenues serviront à identifier de nouveaux espaces de coopération et à définir les priorités communes permettant d'optimiser les accords et les mécanismes existants.

Les pays participants qui ont contribué à la réalisation de ce *Recueil* appuient l'engagement multilatéral ayant pour objectif de lutter contre la criminalité et de protéger leur territoire et leur population, sur la base du principe de l'état de droit et du droit à la sécurité.

María Ángela Holguín
Ministre des affaires étrangères
République de Colombie

Général de division
Jose Roberto LEÓN RIAÑO
Directeur général de la police nationale,
République de Colombie,
Président de la Communauté des polices américaines
AMERIPOL

AVANT-PROPOS

Ministre des affaires étrangères, Ministre de l'intérieur, Ministre de la justice, Italie

La criminalité transnationale organisée est l'un des fléaux les plus pernicioeux du XXI^{ème} siècle puisqu'elle sape les assises de nos sociétés de par le fait qu'elle en entrave sérieusement le développement. En faussant la concurrence sur les marchés mondiaux, en profitant des Etats défaillants ou de territoires disputés et, dans certains cas, en établissant d'exécrables partenariats d'intérêt avec d'autres entités menant des actions dans un but de déstabilisation comme c'est le cas du terrorisme ou de la piraterie maritime, les réseaux criminels peuvent aller jusqu'à représenter une menace pour la paix et la sécurité mondiales.

L'utilisation impropre des technologies a favorisé l'apparition de nouvelles activités illicites telles que la cybercriminalité et les usurpations d'identité. Au trafic de drogues, d'armes ou d'êtres humains, s'ajoutent, entre autres, la contrefaçon de produits ou de médicaments, le trafic de biens culturels et la criminalité environnementale. Les groupes criminels organisés ont développé la capacité de changer rapidement leurs secteurs d'intervention selon les fluctuations de la demande et d'infiltrer insidieusement les entreprises légales et les circuits financiers internationaux. Ils agissent au niveau mondial en accumulant d'énormes profits illicites qu'ils réinvestissent dans différents pays, notamment par le blanchiment d'argent. En tentant de contrôler et maîtriser le pouvoir financier des groupes criminels organisés, il est ainsi possible de parvenir à miner leur raison d'être.

La nature et la portée de la criminalité transnationale organisée demande une riposte collective sur la base du principe de la responsabilité partagée. Une riposte complète et efficace peut naître de la pleine et universelle application de la Convention des Nations Unies contre la Criminalité Transnationale Organisée, signée à Palerme en 2000. Les dispositions de cet instrument ouvert peuvent s'appliquer à une gamme non définie d'infractions ; ainsi, il contient en soi le potentiel pour faire face efficacement et durablement aux nouveaux défis qui se présenteront à l'avenir. Vingt ans après l'assassinat des juges Giovanni Falcone et Paolo Borsellino, dont les idées et les intuitions ont amplement inspiré la Convention, nous sommes honorés d'affirmer que cette importante réalisation juridique sur le chemin de la communauté internationale a contribué à faire de Palerme le symbole de la lutte commune contre toutes les mafias.

L'objectif du Recueil de l'ONUDC est de promouvoir l'efficacité de la Convention de Palerme et des protocoles s'y rapportant en illustrant, grâce à des affaires représentatives, les bonnes pratiques tirées de l'utilisation concrète de ces instruments dans la lutte contre la criminalité organisée. Fruit du travail de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), et en coopération avec les gouvernements de Colombie et d'Italie et avec l'Organisation internationale de la police criminelle (OIPC-INTERPOL), et rédigé avec l'aide de hauts experts désignés par 27 des Etats Parties à la Convention de Palerme, le présent Recueil se veut un instrument pratique pour nos valeureux collègues du monde entier, chargés d'enquêtes et de poursuites complexes contre la criminalité organisée.

L'Italie est fière d'avoir promu, soutenu et cofinancé ce manuel multidisciplinaire qui, en recueillant les différentes expériences nationales et en répandant un modèle partagé d'approches policières et judiciaires

homogènes, pourrait, à long terme, favoriser l'harmonisation des différentes législations nationales. Nous sommes certains que le *Recueil* sera adopté comme instrument de formation par les écoles de police et de magistrature sur plus d'un continent et nous estimons que sa mise à jour régulière pourra préserver l'objectif et l'esprit de ce document « vivant » et aisément exploitable.

Aucune institution n'est à même, à elle seule, de briser le pouvoir économique et corruptif des réseaux criminels transnationaux mais, si nous travaillons tous ensemble avec détermination et responsabilité, nos pays disposeront des armes pour remporter la bataille. La loi et nos sociétés sont avec nous : c'est là la source de notre force et c'est là la raison pour laquelle nous sommes plus forts que la criminalité.

Giulio Terzi di Sant'Agata,
Ministre des affaires étrangères, Italie

Annamaria Cancellieri,
Ministre de l'intérieur, Italie

Paola Severino Di Benedetto,
Ministre de la justice, Italie

AVANT-PROPOS

Secrétaire général d'INTERPOL

Proposé par L'Italie, en tant qu'une initiative pour suivre la recommandation de la Conférence des Etats Parties à la Convention de Palerme de 2010, le présent *Recueil d'affaires de criminalité organisée* nous raconte l'histoire, parsemée d'embûches et non encore achevée, d'une coopération internationale qui fonctionne. Le *Recueil* analyse à fond la complexité de la coopération policière internationale et des enquêtes multi-juridictionnelles concernant les groupes criminels agissant dans toutes les régions du monde. L'analyse a été faite sur plus de 200 affaires et sur les lois nationales, grâce au labeur de 52 experts venus de 27 pays qui se sont en outre inspirés des bonnes pratiques et des enseignements tirés de la contribution d'INTERPOL et de l'ONUDC.

L'Italie, l'un des deux pays partenaires du présent *Recueil*, a fourni de nombreuses affaires tirées de la bataille qu'elle conduit sans répit depuis des décennies contre la Mafia ; ces affaires illustrent notamment les succès qu'elle a obtenu dans la détection et le recouvrement des produits du crime. La Colombie, le deuxième pays partenaire, a présenté plusieurs affaires exemplaires tirées de son propre combat contre les groupes armés illégaux impliqués dans le trafic illicite transnational de drogues, d'armes et d'autres biens, ainsi que dans le blanchiment d'argent, les enlèvements de personnes, l'extorsion et les meurtres.

La contribution d'INTERPOL souligne le rôle essentiel joué par les instruments et les mécanismes de coopération policière internationale pour lutter efficacement contre la criminalité transnationale organisée ; entre autres, l'utilisation du système global de communication policière sécurisée d'INTERPOL (I-24/7), des notices avec un code couleur et des bases de données criminelles afin d'identifier, prévenir et poursuivre la criminalité transnationale. Les « canaux » INTERPOL contribuant à combattre la criminalité transnationale organisée dans le monde entier incluent également les initiatives de coopération régionale coordonnées par les sept bureaux régionaux de l'Organisation. Les instruments et les services policiers globaux fournis par Interpol à ses 190 membres contribuent efficacement à l'application de la Convention de Palerme dans chaque pays du monde.

Cette publication ne représente pas uniquement un tribut à la coopération policière internationale, mais elle est tout d'abord et surtout un instrument pour les fonctionnaires de police, les procureurs, les décideurs et les législateurs du monde entier engagés dans la lutte contre la criminalité transnationale organisée. Les techniques, les tactiques et les stratégies illustrées sont autant d'opportunités d'apprendre ce qui pourrait (ou pourrait ne pas) fonctionner dans des circonstances et des contextes différents à chaque phase de la lutte contre la criminalité transnationale organisée.

Le *Recueil* est également un outil permettant de comprendre les nouvelles formes de criminalité organisée émergentes. Certaines infractions spécifiques, allant de la piraterie maritime moderne au trafic illicite de biens culturels et à la criminalité contre l'environnement, sont analysées d'un point de vue multidimensionnel, le seul permettant d'affronter et de contrôler l'activité de ces réseaux criminels tirant profit de ces crimes.

Le *Recueil* est aussi une source d'inspiration. Il prouve que les efforts conjoints peuvent vaincre les mécanismes criminels transnationaux qui privent de leurs biens, de leur sécurité et de leur tranquillité les personnes respectueuses des lois.

Les pages qui suivent contiennent des informations d'une très grande valeur pour les femmes et les hommes qui partout dans le monde travaillent inlassablement pour lutter contre la criminalité transnationale organisée.

Ronald K. Noble
Secrétaire général
INTERPOL

RÉSUMÉ

Le premier chapitre du *Recueil* est consacré à des thèmes ayant trait au droit pénal substantiel. L'analyse des affaires a permis d'étudier en détail des aspects tels que le champ d'application des lois nationales contre la criminalité organisée, l'infraction de participation à un groupe criminel organisé, la responsabilité des personnes morales et l'extension de la compétence nationale en matière pénale.

Nombre des affaires présentées dans le *Recueil* portent sur des infractions de criminalité organisée nouvelles ou émergentes, telles que la cybercriminalité, la criminalité environnementale et la criminalité se rapportant à des biens culturels. De même, les affaires montrent qu'il existe un large éventail de types d'organisation : les groupes criminels organisés impliqués dans la commission de ces infractions sont aussi bien des groupes constitués sur un principe ethnique et/ou hiérarchique que des groupes avec une structure plus lâche et plus souple, axés sur un territoire ou sur un « commerce ». En outre, les liens entre les divers acteurs ayant des rôles distincts, montrent également les différentes possibilités : un groupe dirige l'ensemble de l'opération ou bien un certain nombre de cellules sont gérées par un seul coordonnateur ou bien encore un réseau d'entités autonomes collabore dans le cadre d'une opération ponctuelle.

Ces mêmes affaires confirment que les méthodes d'enquête et de poursuite adoptées pour les infractions ou typologies organisationnelles plus traditionnelles sont également adéquates pour les procédures se rapportant à ces nouvelles infractions ou à des systèmes opérant en réseau. Par conséquent, le premier enseignement tiré dans ce domaine est que le champ d'application de la législation nationale contre la criminalité organisée devrait dans l'idéal être large ou souple, afin d'éviter tout risque de rigidité d'une part et d'autre part de permettre l'utilisation d'outils juridiques renforcés contre les nouvelles formes de criminalité organisée. Le champ d'application ouvert de la Convention de Palerme qui s'applique à toutes les « infractions graves » (de nature transnationale et commises avec l'implication d'un groupe criminel organisé) et la vaste définition du terme « groupe criminel organisé » ont été utilisés comme principes directeurs à cet égard.

En outre, ces affaires montrent de manière éloquente que la politique pénale fondamentale définie dans la Convention - à savoir que la riposte de la justice pénale contre la criminalité organisée devrait avoir pour objectif le démantèlement des groupes criminels - est appliquée dans la pratique dans différents pays.

Les affaires soulignent également l'importance d'incriminer correctement l'infraction que constitue la participation à un groupe criminel organisé, comme le prévoit l'article 5 de la Convention de Palerme. Outre les affaires présentées, les experts ont fourni des textes de loi et expliqué les dispositions de leur pays sur l'incrimination. Selon le *Recueil*, les différentes approches législatives adoptées dans les pays de droit coutumier (qui retiennent généralement l'infraction de *conspiracy* et dans les pays de droit civil (qui retiennent normalement l'infraction d'association) ne constituent pas nécessairement un obstacle à une action globale efficace contre la criminalité organisée. Par ailleurs, l'approche cumulative suggérée par la Convention de Palerme qui prévoit les deux formes d'infraction lorsque les principes fondamentaux du système juridique national ne l'interdisent pas, a donné des résultats encourageants dans de nombreuses affaires.

Dans sa conclusion, le *Recueil* affirme qu'il importe d'envisager d'incriminer la *conspiracy* et l'association de malfaiteurs, d'élaborer une politique pour démanteler les groupes criminels organisés et, lors de l'établissement de ces infractions, de bien les adapter aux caractéristiques de la criminalité organisée dans chaque pays, ainsi qu'à l'échelon transnational. Les infractions que constituent la *conspiracy* et l'association sont essentielles pour élargir la portée des enquêtes et des poursuites à un ensemble d'actes et d'auteurs d'infractions le plus vaste possible.

Seules quelques affaires ont été fournies sur la question délicate de la responsabilité des personnes morales. Il est difficile de savoir si cela est dû au fait que cette mesure est rarement utilisée ou si elle ne joue qu'un rôle négligeable dans la lutte contre la criminalité organisée. Toutefois, certains experts ont noté qu'il était difficile d'adopter et d'appliquer des mesures sur la responsabilité des personnes morales dans les systèmes juridiques dans lesquels elle n'est pas encore coutumière. Il pourrait être utile de mener une étude approfondie et détaillée ayant pour objectif, en particulier, d'identifier les aspects pénaux de la criminalité organisée demandant une prise en compte adéquate de la responsabilité des personnes morales.

Les affaires retenues montrent que les infractions liées à la criminalité organisée se caractérisent actuellement par leur nature transnationale, ce qui complique les efforts déployés pour les combattre. Il est donc nécessaire de mettre en place, entre les services d'enquête et de poursuite, des mécanismes juridiques, des pratiques et plus généralement une culture de la coopération internationale, qui soient réellement efficaces.

Les affaires retenues illustrent la situation actuelle de la coopération internationale et soulignent en particulier que la coopération exige souvent une coordination continue qui doit être assurée tout au long des enquêtes et des poursuites. À cet égard, si certains experts ont noté que l'absence de coordination dans l'exercice de la compétence peut donner naissance à des conflits, la plupart d'entre eux pensent en revanche que l'exercice parallèle de la compétence pénale par plusieurs pays peut apporter une contribution précieuse aux enquêtes et aux poursuites et notamment permettre d'améliorer la coordination et les synergies des actions menées par les pays concernés.

Le chapitre II du *Recueil* accorde une attention particulière aux enquêtes et aux poursuites, qui sont les éléments fondamentaux de la procédure pénale. Les experts ont souligné plusieurs aspects méthodologiques essentiels qui, comme le montrent certains exemples, jouent un rôle central dans la lutte contre la criminalité organisée, notamment celui de la nécessité d'adopter une approche proactive et de disposer de personnels spécialisés d'enquête et de poursuite.

Deux éléments sont particulièrement importants dans une approche proactive, le premier étant de mener des enquêtes criminelles fondées sur le renseignement. La collecte et l'analyse d'informations sur l'histoire, la composition, les moyens, les objectifs et les modes opératoires des groupes criminels, ainsi que sur les réseaux et les marchés illicites, sont des facteurs essentiels de toute enquête et en sont bien souvent les éléments déclencheurs. Le second élément, qui s'est révélé très efficace, consiste à élargir l'enquête et à couvrir l'ensemble de la structure et des conduites criminelles d'un groupe ou d'un réseau, indépendamment de l'ampleur de l'affaire lors de son ouverture, dans l'objectif ultime de prévenir de futures infractions. Cet aspect préventif est un élément constitutif important de toute enquête criminelle proactive.

Un autre enseignement tiré est que les services chargés des enquêtes et des poursuites devraient adopter une approche holistique pour couvrir le plus grand nombre de personnes impliquées dans les activités de groupes criminels et les formes les plus diverses d'infractions commises par ces groupes. Ainsi, les mesures de justice pénale peuvent jouer un rôle utile dans une stratégie ayant pour objectif de démanteler une

organisation et de prévenir de futures infractions. Cela exige notamment une planification précise des opérations et des liens fonctionnels entre tous les acteurs concernés.

Plusieurs solutions organisationnelles ont été examinées, telles que celle de la création de bureaux ou de services spécialement chargés de mener des enquêtes sur la criminalité organisée et d'en poursuivre les auteurs. L'objet de ces différentes entités est : a) de recueillir, gérer et utiliser efficacement les informations sur les phénomènes criminels ; b) d'acquérir des compétences particulières sur les politiques pénales et les méthodes connexes pour lutter contre la criminalité organisée ; c) de renforcer les capacités en ce qui concerne l'utilisation d'outils juridiques spécialement conçus pour les enquêtes et les poursuites ; d) de coordonner ou de consolider les enquêtes et les poursuites afin d'éviter tout double emploi ; et e) d'améliorer les résultats des efforts déployés pour poursuivre certains groupes ou réseaux criminels.

Le *Recueil* examine les questions liées à l'utilisation de techniques d'enquête spéciales, en particulier celles stipulées dans l'article 20 de la Convention, à savoir les livraisons surveillées, la surveillance et les opérations d'infiltration. Tout en reconnaissant que les praticiens doivent continuer à faire le meilleur usage des preuves et des techniques traditionnelles d'enquête, l'enseignement tiré est que ces techniques spéciales sont souvent indispensables. Ces dernières ont permis d'obtenir des résultats dans la plupart des grandes enquêtes présentées par les experts. Les techniques spéciales telles que celle de l'interception de communications ou encore celle des livraisons surveillées mettent l'accent sur l'interaction entre les criminels. Elles sont particulièrement importantes pour combattre les organisations criminelles car elles permettent de mettre au jour la structure et les conduites de ces organisations.

Lors de la présentation des affaires, les experts ont souligné que ces techniques spéciales exigeaient une réglementation détaillée à l'échelon national, qui faisait encore défaut dans certains pays. En outre, ils ont fait remarquer que l'absence d'harmonisation entre les lois internes compromettait souvent la coopération internationale, ce que montrent plusieurs affaires dans lesquelles les résultats de ces techniques n'ont pu être utilisés par les tribunaux des pays requérants au motif qu'ils contrevenaient sur le fond ou la forme à des dispositions juridiques. Par conséquent, le *Recueil* en conclut que le recours à des techniques d'enquête spéciales reste un domaine dans lequel des efforts considérables doivent encore être déployés pour renforcer les capacités et qu'une assistance législative doit être fournie.

Dans ce chapitre les experts ont également inséré des descriptions approfondies et détaillées de certains cadres juridiques nationaux sur deux thèmes importants : l'identification et la protection des témoins et des collaborateurs de justice. Par identification on entend tant l'association de données personnelles à un individu que l'établissement d'un lien entre une personne et un fait criminel ou la scène d'un crime ou des affaires précédentes. La protection des témoins et des collaborateurs de justice est illustrée par la présentation d'un programme national de "protection spéciale" qui prévoit des mesures comme la fourniture d'un nouveau domicile, le changement d'identité, une assistance sociale et la réinsertion. Les affaires examinées rappellent que les effets des programmes de protection peuvent être renforcés par l'adoption d'une approche pluridimensionnelle qui prévoit tout d'abord l'application de mesures temporaires ou à long terme et de règles spéciales en matière de preuve pendant les auditions, comme le recours à des visioconférences.

Le chapitre III aborde la question de la coopération internationale. Les affaires retenues offrent une perspective riche et variée sur la coopération internationale tant policière que judiciaire. Elles confirment que, lorsqu'une coopération ne peut être accordée si une disposition juridique interne le permet, notamment à des fins d'extradition ou d'entraide judiciaire, la législation nationale et les accords bilatéraux ou régionaux constituent la base juridique sur laquelle s'appuient les États. Conformément au paragraphe 7 de l'article 18 de la Convention de Palerme, l'application des normes énoncées dans cet article devrait être fortement encouragée,

en particulier lorsqu'elles facilitent la coopération, en complément de celles contenues dans les traités bilatéraux ou régionaux et les législations internes. Plusieurs affaires étayent la conclusion que l'utilisation de la Convention devrait être encouragée dans la mesure où elle joue un rôle important dans l'harmonisation des pratiques de coopération à l'échelle internationale. Lorsque plusieurs pays sont appelés à coopérer, il faudrait envisager la possibilité que tous s'appuient sur la Convention en tant que base juridique commune, afin de faciliter une démarche plus homogène et mieux coordonnée en matière d'aide juridique internationale.

L'adoption d'une approche proactive et holistique en matière d'enquête a également des incidences considérables sur la coopération policière internationale. Le *Recueil* souligne que la coopération doit être entreprise le plus tôt possible. Conformément à l'article 27 de la Convention, cette coopération devrait comprendre l'échange du renseignement et s'appuyer sur des mécanismes tels que les échanges spontanés d'informations qui permettent aux enquêteurs d'identifier des infractions au plus tôt et d'informer leurs homologues. L'enseignement tiré est que les services d'enquête devraient contacter le plus tôt possible leurs homologues dans d'autres pays pour assurer la coordination des enquêtes.

S'agissant des infractions liées à la criminalité transnationale organisée, la coopération policière et judiciaire ne porte rarement que sur des actes ponctuels et limités d'assistance, mais comprend le plus souvent un ensemble d'activités continues et interdépendantes menées dans deux ou plusieurs pays. Cela exige la coordination des initiatives prises en matière d'enquête, notamment leur programmation, leur synchronisation et leur répartition, ainsi que l'élaboration d'un nouveau concept de gestion commune des enquêtes et des poursuites. Dans les affaires examinées, ces caractéristiques semblent liées à la nature transnationale de la criminalité organisée et jouent un rôle central dans les stratégies de démantèlement des organisations criminelles.

Par ailleurs, la notion de coordination prolongée des activités d'enquête et de poursuite prévoit la création d'entités de coopération. Les affaires présentées par les experts ont montré qu'un système international de détection et de répression, comme évoqué plus haut, qui permet un échange continu et élargi du renseignement et une coordination importante pendant les enquêtes, bénéficierait grandement d'une structure établie de manière permanente, que ce soit au niveau bilatéral ou international, pour appuyer certaines enquêtes et constituer un canal de communication permanent. Le *Recueil* examine en détail ces structures et fournit des éclaircissements supplémentaires, en fonction des modèles législatifs présentés par les experts. Certaines des solutions les plus courantes sont la désignation d'officiers de liaison, la création de services de détection et de répression conjoints et l'examen de l'expérience acquise au sein de l'Union européenne par l'Office européen de police (Europol) et Eurojust.

Eu égard aux dispositions de l'article 19 de la Convention, le *Recueil* accorde une attention spéciale à la question des équipes communes d'enquête. Plusieurs affaires ont montré que la mise en place de ces équipes était utile dans les enquêtes portant sur des infractions transnationales complexes. S'appuyant sur les affaires présentées et les informations disponibles sur les cadres normatifs nationaux et régionaux, l'enseignement tiré est qu'une équipe commune d'enquête peut être un outil efficace pour prendre des mesures concertées en matière de détection, de répression et de poursuites. Grâce à ces équipes, la présentation de requêtes officielles d'entraide judiciaire n'est pas nécessaire, ce qui permet de maximiser la coordination, d'unifier les efforts opérationnels au sein d'un seul organisme et de prendre des mesures rapidement. Néanmoins, en raison de la combinaison de pouvoirs issus de deux ou plusieurs systèmes judiciaires différents et des nombreuses questions juridiques que soulèvent les opérations menées par des équipes communes, la création de telles équipes devrait s'appuyer sur un ensemble de normes de fond générales et de règles précises, convenues à l'échelle bilatérale ou régionale, et pas simplement être le fait de besoins fortuits et immédiats dans une affaire particulière. Les pays qui s'intéressent tout particulièrement à la création d'équipes communes devraient entreprendre ensemble les préparatifs et mener des activités pilotes.

En outre, les affaires retenues montrent que, si les circonstances ne permettent pas de constituer une équipe commune d'enquête, les pays concernés devraient malgré tout projeter d'établir d'autres procédures pour assurer une coordination continue de leurs enquêtes et pouvoir tirer parti d'activités autonomes parallèles pour améliorer l'efficacité des enquêtes et élargir la portée de leurs objectifs. Lors de la mise en place d'un mécanisme de coordination, les pays concernés devraient projeter de mobiliser la participation des autorités judiciaires et de poursuite, sous réserve de leur législation interne, afin de renforcer la capacité opérationnelle des entités compétentes devant être coordonnées.

Les affaires du *Recueil* montrent que les mécanismes de coopération mis à disposition par INTERPOL sont utilisés à l'échelle mondiale et de manière fréquente. Le *Recueil* contient également des informations sur la nature des bases de données et systèmes d'information d'INTERPOL, y compris du système de « notices et de diffusions », ainsi que sur les autres types de programmes et de services, et met l'accent sur le rôle d'INTERPOL dans la promotion de la création de réseaux internationaux de services de police nationaux.

L'importance de l'entraide judiciaire et de l'extradition est confirmée par le fait que ces formes de coopération internationale ont été utilisées dans pratiquement la moitié des affaires présentées. Les experts ont regretté que les difficultés fréquemment rencontrées dans le domaine de la coopération internationale, comme les réponses tardives ou incomplètes aux demandes d'assistance et les divergences dans les règles de procédure des pays concernés, subsistaient et que les preuves éventuellement recueillies pourraient ne pas être admissibles devant les tribunaux des États requérants. L'enseignement qui en sera tiré dans le *Recueil* montre que les autorités judiciaires et de poursuite devraient collaborer, dans toute la mesure du possible, dans un climat de confiance mutuelle. Elles devraient allouer des ressources opérationnelles au développement des contacts informels et directs afin de mettre en place des procédures officielles d'entraide judiciaire. Le recours à des autorités centrales spécialisées, la création de réseaux internationaux des autorités judiciaires et de poursuite et l'organisation de réunions avec des représentants étrangers, que ce soit sur des thèmes généraux ou sur certaines affaires, peuvent également être d'importants facteurs facilitant la coopération.

Les quelques cas d'extradition cités dans les affaires montrent que, à condition que des normes régissant les principaux aspects des procédures d'extradition existent dans les législations internes des deux pays concernés, l'article 16 de la Convention peut être utilisé comme base juridique lorsque le système juridique de l'État requis subordonne l'extradition à l'existence d'un traité.

Le chapitre IV du *Recueil* est consacré à la confiscation du produit du crime, mesure qui, au fil des ans, a joué un rôle primordial parmi les moyens juridiques utilisés pour lutter contre la criminalité organisée. L'argument le plus convaincant en faveur de la confiscation montre qu'en privant le criminel de ses avoirs illicites, elle constitue à la fois une sanction appropriée et un outil de prévention efficace. Cette mesure a un important effet dissuasif sur les criminels ne songeant qu'au profit et constitue un mécanisme efficace pour les priver de leurs ressources financières ou autres et qu'ils pourraient utiliser pour poursuivre leurs activités criminelles. En outre, la confiscation empêche que des biens acquis illicitement soient réinvestis dans l'économie légale. Sa fonction dissuasive est en large mesure conforme à la stratégie de démantèlement des groupes criminels.

L'importance de la confiscation a été soulignée dans les affaires présentées dans le *Recueil*. Dans certaines d'entre elles, le produit et les instruments du crime ont été confisqués ou saisis pour des montants non négligeables. Les affaires montrent également l'attention accordée à la confiscation par les services d'enquête et de poursuite. En outre, l'évolution récente de nombreuses législations nationales montre qu'ont été renforcés les pouvoirs nécessaires pour confisquer le produit du crime, afin d'entraver les activités des structures criminelles organisées.

Plusieurs affaires présentées dans le *Recueil* concernent la confiscation élargie ou d'autres formes de confiscation en l'absence de condamnation. Ces confiscations ne sont pas consécutives à une condamnation pénale ou ne portent pas seulement sur le produit de l'infraction pour laquelle un auteur a été condamné, mais aussi sur l'ensemble des avoirs qu'il contrôle et dont on sait ou on assume qu'ils ont été directement ou indirectement obtenus par des activités criminelles. Le *Recueil* fournit des exemples de ces formes spéciales de confiscation et conclut donc que la confiscation, quelle que soit sa forme, devrait être considérée comme un élément fondamental de la riposte de la justice pénale à la criminalité organisée. Par conséquent, les enquêteurs et les autorités de poursuite devraient mener des enquêtes financières et prendre des mesures pour prévenir la disposition des avoirs par des criminels, en tant que partie intégrante de leur action, outre l'établissement de la responsabilité pénale des auteurs d'infraction. Les enquêtes financières et les mesures de prévention devraient donc être intégrées, dès le départ, dans le plan d'action des services d'enquête et de poursuite. Lorsqu'une confiscation élargie est possible, elle devrait porter sur l'ensemble des avoirs attribués aux auteurs présumés de l'infraction.

Les affaires retenues montrent qu'une spécialisation est absolument nécessaire et que les services d'enquête et de poursuite devraient s'assurer que les officiers de police et les procureurs qui sont spécialisés dans les procédures de confiscation participent, dès le départ, aux affaires les plus complexes afin d'apporter leurs connaissances et leurs compétences à la planification et au développement des initiatives de confiscation.

Le *Recueil* note que la diversité des mécanismes internes de confiscation et de confiscation élargie est source d'incertitude en ce qui concerne l'octroi d'une assistance efficace, en particulier lorsque la confiscation est ordonnée par l'État requérant. Des analyses et des travaux de recherche approfondis sur cette question seraient utiles pour les praticiens qui s'intéressent à la confiscation des avoirs criminels situés à l'étranger. À cet égard, la Convention des Nations Unies contre la corruption prévoit que, pour faciliter l'entraide judiciaire à l'échelle internationale aux fins de l'exécution de décisions étrangères de confiscation, des procédures spécifiques devraient être proposées, outre celles des procédures de confiscation internes. Conformément au paragraphe 1 de l'article 55 de cette Convention, ces procédures pourraient viser à la reconnaissance et à l'exécution de la décision initiale de confiscation prononcée par un tribunal de l'État requérant.

Les thèmes examinés dans le *Recueil* tiennent compte des différentes étapes de la riposte de la justice pénale et non pas des différentes catégories d'infractions. Toutefois, les affaires retenues ont permis de formuler des observations sur les caractéristiques particulières de certaines catégories d'infractions. Un chapitre supplémentaire a été ajouté, le chapitre V, portant sur des questions concernant les infractions liées aux armes à feu, au blanchiment d'argent, à la piraterie maritime, aux biens culturels et à la criminalité environnementale.

De même le chapitre VI est consacré aux divers aspects de la prévention de la criminalité organisée qui ne pouvaient être aisément insérés dans un texte axé sur le fonctionnement de la justice pénale. Les affaires présentées et les interventions des experts durant les réunions ont permis de recueillir un ensemble de remarques sur les mesures de prévention se rapportant tout spécialement à la criminalité organisée, qui sont comparables à celles énoncées à l'article 31 de la Convention contre la criminalité organisée, lesquelles sont pour la plupart consécutives à une condamnation pénale.



INTRODUCTION

L'initiative

1. Dans sa résolution 64/179¹ l'Assemblée générale a réaffirmé la nécessité urgente de renforcer la coopération et l'assistance technique internationales pour promouvoir et faciliter la ratification et l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (UNTOC). A cette fin, elle a appelé les Etats membres, *inter alia*, à tenir compte des manuels et des textes réalisés et publiés par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) et à les diffuser.
2. La Conférence des Parties à la Convention (COP), lors de sa cinquième session qui s'est tenue à Vienne en octobre 2010, a approuvé cette recommandation et, dans sa résolution 5/1 intitulée « Assurer la bonne application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transfrontalière organisée et des protocoles s'y rapportant », a encouragé l'ONUDC « en consultation avec les Etats membres, à poursuivre son action pour faire face aux menaces que pose la criminalité transnationale organisée, notamment les différentes formes de criminalité, et à continuer d'élaborer des outils d'assistance technique à forte valeur ajoutée, tels que des recueils de jurisprudence pertinente et des commentaires d'ordre juridique ».
3. Compte tenu de cela et pour marquer le dixième anniversaire de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (Convention de Palerme)², en 2010 l'ONUDC, les gouvernements italien et colombien et l'Organisation internationale de la police criminelle (INTERPOL) ont décidé d'un commun accord d'élaborer un *Recueil d'affaires de criminalité organisée* afin de pouvoir fournir aux Etats une compilation d'affaires de criminalité organisée accompagné des commentaires des experts et de « bonnes pratiques ». Le *Recueil* a été élaboré entre 2011 et 2012. 27 pays ont soutenu cette initiative en désignant un ou plusieurs experts pour participer aux réunions.

¹ A/RES/64/179, *Renforcement du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, surtout en ce qui concerne ses capacités de coopération technique*.

² L'Assemblée générale a utilisé l'expression « Convention de Palerme » dans la résolution 54/129. Aucune autre dénomination ou abréviation n'ont été utilisées ni proposées dans des documents officiels des N.U pour indiquer cette Convention.

4. Le *Recueil* a pour objectif d'intégrer et de renforcer les outils d'assistance technique déjà adoptés par l'ONUDC pour consolider la capacité des Etats à prévenir, enquêter sur et poursuivre la criminalité transnationale organisée ainsi que d'agir au niveau législatif. Ces outils incluent, entre autres, les guides législatifs pour l'application de la Convention et des Protocoles s'y rapportant, les modèles de traités et de lois, les publications juridiques spécialisées, l'annuaire en ligne des autorités nationales compétentes, la bibliothèque juridique en ligne et l'outil d'aide à la rédaction de requêtes d'entraide judiciaire.³

Nature et objectifs du *Recueil*

5. Le *Recueil* recense et analyse les affaires de criminalité organisée présentées par plusieurs pays. Son objectif est de présenter aux praticiens une série « d'enseignements tirés » concernant les aspects problématiques de la riposte de la justice pénale contre la criminalité organisée en contribuant ainsi à faciliter l'application de la Convention de Palerme et de ses protocoles. Le *Recueil* donne un aperçu des difficultés rencontrées et des solutions trouvées pour ce qui est de l'incrimination, des enquêtes, de la poursuite et du jugement des infractions dans lesquels sont impliqués des groupes criminels organisés. Il passe également en revue des exemples de coopération policière et judiciaire internationales. Etant donné que le *Recueil* ne se limite pas aux formes traditionnelles de criminalité, il pourrait en outre accroître les connaissances des praticiens de droit pénal sur les formes nouvelles et émergentes de criminalité organisée.

Les affaires retenues et leur rapport avec la Convention de Palerme

6. Le *Recueil* se fonde sur l'analyse de plus de 200 affaires et lois nationales présentées par des experts. Il offre donc un instantané de la riposte de la justice pénale à la criminalité organisée – en tenant compte de sa nature évolutive – à un moment et dans un lieu donnés, sans prétendre fournir une analyse exhaustive de toutes les formes de criminalité organisée ni des ripostes données. En outre, le *Recueil* ne mentionne que les pratiques directement liées aux affaires présentées, commentées et examinées par les experts.

7. Les affaires retenues et les commentaires qui s'y rapportent ne sont pas nécessairement liés à l'application de la Convention de Palerme ni limités à la criminalité transfrontalière car de bonnes pratiques peuvent également être tirées d'expériences liées à la criminalité nationale et aux cadres juridiques internes. Toutefois, étant donné que l'un des objectifs du *Recueil* est de promouvoir l'application de la Convention de Palerme et de ses Protocoles et compte tenu qu'ils jouent un rôle central d'instruments normatifs globaux, les dispositions qu'ils contiennent ont été utilisées pour définir les thèmes et les problèmes ainsi que pour comparer les pratiques mentionnées dans les affaires retenues. Certaines des affaires présentées sont en attente d'un jugement définitif. Toutefois, l'on a décidé de ne pas les exclure même si l'efficacité des bonnes pratiques pouvant être tirées de ces affaires ne sera confirmée qu'après le jugement définitif.

Audience cible

8. Le *Recueil* s'adresse à un public très vaste et il est susceptible de constituer un point de repère pour les forces de l'ordre, les procureurs ou encore les personnels judiciaires, en les aidant à faire face aux défis posés

³Il aurait été trop long d'énoncer tous les outils juridiques et d'aide technique, les manuels et les brochures spécialisés édités par l'ONUDC dans le domaine traité par le *Recueil*. La plupart de ces outils sont disponibles et consultables sur le site web de l'ONUDC (www.unodc.org).

par la criminalité organisée. Etant donné que plusieurs « enseignements tirés » concernent l'adoption de nouveaux outils juridiques ou les lacunes et les points faibles des législations en vigueur, le *Recueil* pourrait également être utile aux autorités définissant la politique nationale de lutte contre le crime ainsi qu'aux législateurs et aux autres promoteurs de réformes législatives.

Méthode

9. Ce *Recueil* n'aurait pu être rédigé sans la participation et le soutien des experts nationaux des pays participants qui ont partagé leurs expériences et leurs connaissances et qui ont soumis à l'ONUDC des affaires et des suggestions. Une attention particulière a été accordée à la nécessité d'assurer une représentation géographique équilibrée et de rendre compte des expériences les plus significatives de lutte contre les différentes formes de criminalité organisée. Au total, 52 experts provenant de 27 pays⁴ ont participé au projet et/ou présenté des affaires et des commentaires.

10. Pour présenter les affaires, les experts ont été invités à utiliser un formulaire standard qui a souvent été accompagné de documents supplémentaires, fournis spontanément ou sur demande des rédacteurs du *Recueil*. L'ONUDC a aussi envoyé aux experts un bref questionnaire général et des questions sur des affaires spécifiques. De plus, l'ONUDC a utilisé aussi des informations sur les systèmes juridiques nationaux et les lois nationales en matière de criminalité organisée que les Etats membres avaient fournies lors des différents cycles de collecte des informations mis en place par la Conférence des Parties.⁵

11. Les trois réunions d'experts qui se sont déroulées à Rome, Italie (23-26 mai 2011), Cartagena, Colombie (28 novembre - 2 décembre 2011) et Palerme, Italie (11 - 14 juin 2012) ont été particulièrement importantes pour l'élaboration du *Recueil*:

- Lors de la première réunion, les experts ont présenté quelques affaires et ont discuté de et ont défini la méthode de rédaction du *Recueil*, sa structure préliminaire et les sujets à aborder. En particulier, ils ont décidé que le *Recueil* n'aurait pas été une simple compilation d'histoires criminologiques, policières et judiciaires mais plutôt une analyse critique des difficultés spécifiques rencontrées dans la lutte contre la criminalité organisée et des solutions trouvées. Ils ont également décidé que les documents et les commentaires collectés seraient structurés en fonction des thèmes et des problèmes qu'ils affrontent.
- Au cours de la deuxième réunion, une discussion nourrie a permis aux experts d'approfondir leurs expériences concrètes et de décrire les caractéristiques les plus marquantes des différentes affaires ainsi que les approches s'étant révélées efficaces ou inefficaces (par ex. : une technique d'enquête ou une méthode de poursuites). L'examen des affaires, soutenu par l'illustration des différents cadres normatifs et institutionnels nationaux, a considérablement facilité la compréhension des affaires retenues. Plusieurs experts ont également précisé que le *Recueil* devrait être conçu comme un « ouvrage évolutif » et proposé de le mettre en ligne en y ajoutant périodiquement de nouvelles affaires et de nouveaux commentaires.

⁴ Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Argentine, Brésil, Canada, Colombie, El Salvador, Espagne, États-Unis, France, Hongrie, Italie, Jamaïque, Kenya, Maroc, Mexique, Nigeria, Philippines, Portugal, Roumanie, Royaume Uni, Russie (Fédération de), Serbie, Suisse, Ukraine et Venezuela.

⁵ A savoir, les réponses au questionnaire et les informations fournies par les Etats membres au Secrétariat pendant le premier et le deuxième cycle de collecte des informations sur l'application de la Convention de Palerme et de ses trois Protocoles entre 2004 et 2008, à l'aide d'une check-list d'autoévaluation distribuée en 2008 et dans le cadre du projet pilote ONUDC ayant pour objectif de vérifier leur application par un nombre limité de pays entre 2009 et 2010 ainsi que d'étudier les mécanismes éventuels de vérification de l'application de ces outils.

- Pendant la troisième réunion, les experts se sont concentrés sur la rédaction du *Recueil*. Ils ont approuvé la structure générale et le contenu des quatre premiers chapitres et ont proposé quelques ajouts et modifications. Ils ont également décidé d'ajouter un cinquième chapitre sur des infractions particulières et leurs caractéristiques et un sixième chapitre sur des questions générales concernant la prévention. Ces deux chapitres ont été rédigés et incorporés au *Recueil* par la suite. Les experts ont également réaffirmé leur intérêt et leur souhait que le *Recueil* soit un document « vivant » pouvant être mis à jour et développé ultérieurement en ligne.

Structure et contenu du *Recueil*

12. Le *Recueil* adopte une approche thématique axée sur les différents aspects de la riposte de la justice pénale (incrimination, enquêtes, poursuites, etc.) à certains types d'infractions plutôt que sur des conduites criminelles spécifiques. Ce choix est fondé sur la conviction que la plupart des enseignements tirés des affaires retenues sont applicables à toutes, ou presque toutes, les infractions commises par les groupes criminels organisés. Toutefois, dans certains cas, le *Recueil* examine également certaines caractéristiques de formes particulières de criminalité.

13. Le *Recueil* se compose des six chapitres suivants : I Criminalité organisée: nature et incrimination; II Enquêtes et poursuites; III Coopération policière et judiciaire internationales; IV Mesures visant le produit du crime; V Infractions particulières et leurs caractéristiques; VI Prévention. Chaque chapitre est divisé en sous-chapitres. Des encadrés sont utilisés pour rendre compte de manière plus détaillée de certaines affaires ou pour citer des dispositions de la Convention, des lois et des modèles nationaux ainsi que pour présenter des conclusions générales et les enseignements tirés.

14. Le *Recueil* utilise une nomenclature très simple pour désigner les différentes affaires : les trois premières lettres du nom du pays suivies par un chiffre (par ex. : ALB 1). Cela permet de repérer aisément les affaires sur le cédérom joint au *Recueil*. Une liste des affaires avec une synthèse de leur contenu et des aspects les plus marquants est également jointe en annexe. Les affaires citées dans le *Recueil* ne sont pas les seules affaires à avoir été présentées, seules les affaires les plus pertinentes ou celles qui constituent les exemples les plus frappants ont été retenues.

15. Ce travail d'élaboration du *Recueil* a produit une quantité considérable de documents. La plupart des plus de 200 affaires (beaucoup d'entre elles ont été synthétisées dans un formulaire standard) sont accompagnées des décisions judiciaires ou d'autres documents explicatifs. De plus, plusieurs lois et règlements nationaux ainsi que les résultats d'études comparées ont facilité l'analyse des affaires et la compréhension des cadres juridiques respectifs. La plupart de ce matériel, tout comme les affaires retenues, est disponible sur un cédérom et peut également être consulté sur le Portail de gestion des connaissances de l'ONUDC.



I. CRIMINALITÉ ORGANISÉE : NATURE ET INCRIMINATION

A. STRATÉGIES DE LUTTE CONTRE LE CRIME ORGANISÉ. INFRACTIONS DE CRIMINALITÉ ORGANISÉE.

Sommaire : politiques pénales en matière de criminalité organisée ; - la criminalité organisée, une criminalité dynamique et multi-facettes ; - types d'infractions de criminalité organisée, y compris les infractions nouvelles et émergentes ; - champ d'application ouvert de la Convention de Palerme ; - champ d'application des lois nationales contre la criminalité organisée ; - possible rigidité des systèmes se fondant sur une liste d'infractions.

16. La Convention de Palerme ne formule pas explicitement une stratégie pénale générale contre la criminalité organisée, mais l'analyse générale de ses dispositions permet d'identifier clairement la théorie qui la sous-tend : en sus des manifestations concrètes de conduite criminelle, l'action de la justice pénale devrait concerner l'organisation criminelle⁶ en tant que telle et tous les efforts doivent tendre au démantèlement des entités constituant cette organisation⁷. Cette théorie devrait donc se refléter stratégiquement dans tous les aspects du droit pénal et des systèmes de justice pénale. Par exemple, sur le plan de l'incrimination, elle explique l'importance particulière attribuée à l'infraction de participation à un groupe criminel organisé ; dans le cadre des poursuites pénales, elle conduit à la stratégie d'élargissement des enquêtes et des poursuites afin de couvrir

⁶Dans la limite du contexte, le terme « organisation » est utilisé ici pour indiquer un ensemble systématique d'éléments et non pas un groupe ou une entité ou un ensemble d'entités tels que les groupes ou les réseaux criminels organisés.

⁷La résolution de l'Assemblée générale 55/25 (15 novembre 2000) qui a adopté la Convention ne contient pas une formulation explicite d'une stratégie pénale générale. Naturellement, la philosophie de base de la convention n'est pas le fruit du hasard ; elle a fait suite à un ample débat international et à l'adoption d'instruments internationaux collatéraux et de dispositions de droit « mou » au sein des Nations Unies. L'analyse de tous ces aspects dépasse la portée du *Recueil*. Parmi les instruments des Nations Unies, le texte suivant est particulièrement intéressant : résolution de l'Assemblée générale 49/159 (23 décembre 1994) concernant l'adoption de la Déclaration politique et du Plan d'action global préparés par la Conférence ministérielle mondiale des Nations Unies sur la criminalité transnationale organisée, qui s'est tenue à Naples, Italie (novembre 1994).

la gamme la plus large possible de délinquants et de faits illicites attribuables à un certain groupe criminel ; en matière de mesures frappant les profits illicites, cette théorie renforce les mécanismes de confiscation dans le but, entre autres, de priver les groupes criminels de biens pouvant favoriser leurs activités illicites. De même, l'article 31 de la Convention, en sollicitant des mesures de prévention, se concentre sur les normes et les pratiques administratives ayant non seulement pour objectif d'entraver la commission de certaines infractions, mais aussi et surtout, d'empêcher les groupes criminels de développer leurs agissements économiques, y compris l'infiltration et la contamination de l'économie et des activités licites. Cette stratégie s'applique évidemment à tout genre d'organisation criminelle ou tout du moins à tout phénomène grave de criminalité organisée. Par conséquent, les instruments juridiques et les méthodes opérationnelles découlant de cette stratégie devraient s'appliquer, en théorie, à tout type de criminalité identifiable comme criminalité organisée. Toutefois, le *Recueil* ne cherche pas à fournir une définition générale de criminalité organisée. Les affaires retenues et les remarques des experts permettent par contre de réfléchir sur le sens attribué à la notion de criminalité organisée et sur son emploi dans les différentes lois et pratiques nationales. Le présent sous-chapitre et le suivant sont consacrés à l'analyse du champ d'application des lois nationales contre la criminalité organisée. L'image de la criminalité organisée résultant des affaires présentées dans le *Recueil* fait apparaître une forte diversification et une innovation qui ne permettent pas d'identifier des archétypes stables et/ou cohérents. On rencontre deux dynamiques:

- les nouvelles conduites criminelles qui de par leur nature demandent d'être mises en place, ou sont mises en place, sous forme organisée ;
- les modèles d'organisation sont nombreux, très différents entre eux et susceptibles d'évoluer rapidement.

17. La première dynamique tient au fait que les groupes criminels sont opportunistes : ils passeraient aisément d'une infraction à l'autre pour un avantage opérationnel ou des profits plus élevés. Le programme criminel développé par ces groupes structurés prévoit toujours une « deuxième phase » afin de garantir la continuité, la réussite et, but final, le profit. Il est révélateur que, dans les systèmes juridiques nationaux dont les mesures pénales contre la criminalité organisée sont axées sur l'infraction « d'association de malfaiteurs »⁸, la jurisprudence et la doctrine montrent souvent que les groupes criminels n'ont pas de programmes définis qui sont par contre souvent la condition requise pour qu'un groupe soit considéré en tant qu'une association de malfaiteurs.

18. En outre, les catégories d'infractions traditionnelles prennent parfois une nouvelle connotation (par exemple, lorsque les malfaiteurs changent de *modus operandi*) en présentant des aspects tout à fait nouveaux, au niveau opérationnel, tant pour les enquêteurs que pour les procureurs.

19. De même, les infractions auxquelles participent des groupes criminels et qui n'ont encore pas fait l'objet d'une attention particulière en raison de leur faible gravité et de leurs conséquences limitées sur la sécurité publique, peuvent acquérir une importance nouvelle pour plusieurs raisons (par exemple, dimension plus vaste, implication de groupes organisés très dangereux, obtention de profits considérables) et demander une réaction forte des services répressifs, telle que celle réservée aux infractions traditionnelles graves de criminalité organisée. Un exemple significatif de cette catégorie est représenté par ITA 15, une affaire de contrefaçon de produits industriels (tels que générateurs électriques, scies à chaîne, marteaux perforateurs) faisant l'objet d'un trafic de la Chine vers l'Italie et distribués dans toute l'Europe avec de fausses étiquettes de producteurs renommés au moyen de vendeurs porte à porte dans les zones rurales. L'expert italien a affirmé que la menace posée par le

⁸L'infraction de participation à un groupe criminel organisé stipulée à l'article 5 de la Convention de Palerme est prévue dans les législations pénales nationales comme conspiracy ou sous la forme stipulée au paragraphe 1(a)(ii) de cet article, dénommée « association de malfaiteurs ». Pour plus de détails sur ces deux possibles incriminations, voir les paragraphes 56 à 64.

marché illicite de produits contrefaits et la dangerosité des criminels qui l'alimentent ont été reconnues dernièrement et exigent un effort opérationnel intense de la part des forces de l'ordre. Le rapport Eurojust 2010⁹ rend compte de ce que, dans cette affaire italienne, l'un des soucis principaux était « d'accroître la prise de conscience des rapports existants entre des infractions apparemment non prioritaires (contrefaçon) et les cartels de la criminalité organisée liés à la Camorra » ; un souci bien motivé, du moment que le rapport conclut ainsi : « A la suite de cette action, 67 suspects ont été arrêtés, 143 entrepôts ont été fouillés, plus de 800 tonnes de produits contrefaits ont été saisies (pour une valeur de 12 millions d'euros), des biens pour une valeur supérieure à 16 millions d'euros ont été récupérés et de nouvelles pistes d'investigation conduisant à un autre pays ont été dégagées ».

20. Parallèlement, des formes de criminalité organisée qui ont toujours été considérées comme des infractions très graves telles que la piraterie maritime, peuvent regagner l'attention de la communauté internationale en raison de faits nouveaux, en ouvrant un débat sur la façon dont des outils juridiques, y compris la Convention de Palerme, conçus pour d'autres catégories d'infraction de criminalité organisée, peuvent s'appliquer à ces infractions. Par exemple l'affaire KEN 1 portant sur un épisode de piraterie au large des côtes de la Somalie montre l'importance de la coopération internationale telle que prévue par la Convention de Palerme pour la lutte contre la piraterie.¹⁰

21. Les affaires citées dans le *Recueil* concernent deux catégories fondamentales d'infractions : les infractions structurellement nécessaires à l'existence des groupes criminels organisés (telles que la participation à un groupe criminel, la corruption et le blanchiment d'argent) et une série « d'infractions finales »¹¹ qui produisent un profit matériel direct (trafic de drogues, trafic d'armes à feu, traite d'êtres humains, trafic illicite de migrants, trafic et contrebande de marchandises, contrefaçon, cybercriminalité, faux, fraude, trafic de biens culturels, piraterie maritime, criminalité environnementale, fraude fiscale, infractions financières et autres infractions contre l'administration publique).

22. Certaines de ces catégories ne sont entrées dans le débat international sur la criminalité organisée que très récemment. Lors de ses sessions de 2008 et de 2010, la Conférence des parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée a considéré l'implication des groupes criminels dans de nouvelles formes de criminalité comme une question à laquelle il convenait de réserver une attention particulière¹². La cybercriminalité, le trafic illicite de biens culturels, le trafic de ressources naturelles, la contrefaçon de médicaments, la piraterie maritime et le trafic d'organes sont les nouvelles formes de criminalité organisée les plus débattues.¹³

⁹Conseil de l'Union européenne, rapport Eurojust 2010, p. 34. Pour la nature et les fonctions d'Eurojust à l'intérieur de l'Union européenne, voir le Chapitre III.

¹⁰Pour plus de détails sur cette affaire, voir Chapitre V, sous-chapitre A.

¹¹Le terme « infraction finale » n'a pas une définition précise mais sera utilisé – sauf indication contraire du contexte – pour désigner les infractions qui constituent le but du groupe criminel organisé lui permettant d'obtenir un profit direct. Les experts de droit pénal utilisent également le terme « infraction principale » pour désigner toutes les infractions commises par les groupes criminels autres que la participation à un groupe criminel organisé ; cette définition comprend la corruption et le blanchiment d'argent qui sont des moyens illicites permettant de commettre une infraction finale et/ou de préserver les profits illicites. Il faut rappeler à cet égard que, lors de l'élaboration de la Convention de Palerme, la décision d'établir l'obligation d'incriminer la corruption, le blanchiment d'argent et l'entrave à la justice en sus de la participation à un groupe criminel organisé, a été motivée non tant par la gravité intrinsèque de ces infractions, mais plutôt par leur caractère instrumental dans le programme des groupes criminels organisés, indépendamment des conduites criminelles adoptées.

¹²Voir les décisions prises par la Conférence des parties dans : CTOC/COP/2008/19 (en particulier, décision 4/2) et CTOC/COP/2010/17 (en particulier, décisions 5/1 et 5/6).

¹³Pour le trafic de biens culturels voir, en particulier, la décision 5/7 de la Conférence des Parties dans CTOC/COP/2010/17, page 41.

23. Trois de ces catégories d'infractions - souvent dénommées « formes nouvelles et émergentes de criminalité organisée » - sont illustrées par plusieurs des affaires retenues : la criminalité environnementale, la cybercriminalité et le trafic de biens culturels.¹⁴

CRIMINALITE ENVIRONNEMENTALE

Sur 27 pays participant au *Recueil*, seulement deux, le Brésil et l'Espagne, ont présenté des affaires de criminalité environnementale organisée. Cela ne doit pas être interprété ni comme un manque de prise de conscience à l'égard de ces infractions, ni comme une incrimination lacunaire. Cependant, en général, les peines pour les infractions contre l'environnement sont relativement légères et cela comporte le risque que celles-ci soient exclues de la catégorie des infractions graves ou de criminalité organisée pour lesquelles sont souvent prévus des outils juridiques renforcés et des ressources supplémentaires pour les autorités répressives.

Les quatre affaires de criminalité environnementale organisée présentées par le Brésil et l'Espagne décrivent respectivement un groupe criminel organisé se livrant à l'extraction illicite, au commerce et à l'exportation de fragments de récifs de corail, deux groupes impliqués dans la chasse et le trafic d'espèces de faune menacées et un groupe s'adonnant au trafic de bois rares, extrait de forêts protégées, destiné au marché interne et international. L'expert brésilien a souligné que la criminalité environnementale est une forme assez nouvelle d'activité criminelle organisée qui accompagne désormais les activités traditionnelles de trafic de drogues. La conduite criminelle caractérisant ces quatre affaires ressemble de près à celle caractérisant les affaires de criminalité organisée traditionnelle, y compris pour son caractère « entrepreneurial » et pour l'utilisation de moyens technologiques modernes. Le haut niveau d'organisation des groupes exige que les forces de l'ordre consacrent des ressources importantes en termes de temps, de fonds, de personnel et d'équipements techniques à la lutte contre ceux-ci.

TRAFIC DE BIENS CULTURELS

Les biens culturels font partie du patrimoine commun de l'humanité et constituent un témoignage important et unique de la culture et de l'identité des peuples. Leur trafic illicite provoque la disparition, la perte et la destruction d'objets irremplaçables. En 2008, le Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) a reconnu la nécessité de protéger les biens culturels avec une série d'actions à l'échelle internationale, y compris la coopération internationale pour la prévention et la lutte contre ce trafic sous toutes ses formes¹⁵.

Dans les affaires présentées dans le *Recueil*, cette activité criminelle est organisée suivant les mêmes schémas que ceux des associations criminelles classiques axées sur un « commerce », avec des différences en ce qui concerne la logistique opérationnelle. Selon les experts italiens, ce type de trafic exploite souvent les mécanismes du marché licite, tels que les enchères et les ventes sur Internet. On y trouve souvent impliqués des sujets régulièrement établis comme les marchands d'art et les musées. L'affaire ITA 2 est un excellent exemple de ce scénario : un groupe criminel organisé avait créé un réseau d'entreprises étrangères, utilisées comme sociétés-écran en vue de cacher l'origine de monnaies anciennes provenant de fouilles illégales et d'en transférer à l'étranger une énorme quantité sans aucune autorisation légale. Les enquêtes ont dévoilé que les délinquants entendaient utiliser ces sociétés-écran et des faux documents pour éviter que leur activité illicite soit découverte.

Les affaires ITA 1, ITA 9 et ITA 13 décrivent une expansion d'activités illicites où étaient impliqués plusieurs groupes criminels opérant au niveau international. Les efforts de ces groupes visaient surtout à dissimuler l'origine illicite de biens archéologiques, afin de les introduire sur le marché légal. Ces infractions ont énormément appauvri le patrimoine historique et archéologique italien.

¹⁴Il ne faut pas oublier que le trafic illicite d'espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction et les infractions contre le patrimoine culturel ont déjà été mentionnés au dernier paragraphe du préambule de la résolution 55/25 de l'Assemblée générale en tant qu'infractions pour lesquelles la Convention de Palerme sera un outil efficace et fournira à la coopération internationale le cadre juridique nécessaire.

¹⁵Résolution ECOSOC 2008/23.

CYBERCRIMINALITE

La cybercriminalité se caractérise par une nature complexe en raison de la dimension ambiguë et sans frontières du cyberspace. Les infractions informatiques exploitent les possibilités et les opportunités fournies par l'outil Internet qui augmente la rapidité, la facilité et la portée des transactions tout en faisant baisser les coûts et diminuer le risque d'être détecté. La cybercriminalité ne comprend pas seulement les actions perturbatrices des pirates informatiques et les possibilités d'extorsions mais aussi la fraude, le vol, la pornographie, la pédophilie, le trafic de drogues et d'autres trafics illicites traditionnels. Les groupes criminels sont prêts à exploiter les nouvelles variantes technologiques pour commettre des infractions traditionnelles.

L'expert de la Roumanie a présenté une affaire de cybercriminalité intéressante (ROM 4) concernant ces variantes cyber technologiques d'infractions traditionnelles (dans ce cas, vol de cartes de crédit). Au sein du groupe criminel organisé en question, un premier niveau de délinquants s'occupait de l'achat ou de la mise en œuvre des dispositifs de *skimming* ; un second niveau était responsable du transfert de l'argent et des tâches administratives ; un troisième niveau avait comme rôle principal l'acquisition et la vérification des données des cartes de crédit obtenues par le biais de techniques d'hameçonnage. Une fois obtenues et vérifiées les données des cartes de crédit, celles-ci étaient transmises aux autres membres du groupe qui passaient à l'utilisation illicite.

Dans l'affaire ITA 22, des « chevaux de Troie » ont été utilisés pour envoyer des milliers de courriels au personnel de l'Administration pour obtenir les identifiants permettant d'accéder aux bases de données confidentielles. Ces données ont été envoyées ensuite à un serveur se trouvant en Malaisie d'où elles pouvaient être utilisées ou vendues. Il est important de souligner que l'Administration était la cible principale des criminels, ce qui ajoute au souci général envers le vol de données et l'hameçonnage, l'inquiétude quant à la sécurité des données détenues par l'Administration.

24. L'importance des nouvelles caractéristiques de ces infractions « émergentes » pourrait exiger des interventions ciblées. Par exemple, les infractions contre le patrimoine culturel et les espèces protégées pourraient demander l'adoption d'une réglementation administrative préventive du marché licite international ou, comme suggéré par l'expert ayant présenté ces affaires, l'établissement d'une meilleure coopération avec la société civile et notamment avec les acheteurs finaux. D'autres mesures préventives pourraient consister à promouvoir un commerce responsable, à encourager certaines catégories professionnelles souvent associées à ces infractions à adopter un code de conduite ou à établir des niveaux de « *due diligence* » plus élevés. D'un point de vue plus général, pour ce qui est de la protection de l'environnement, plusieurs experts estiment que les instruments internationaux de droit pénal ne sont pas encore adéquats et dans le domaine de la cybercriminalité il est absolument nécessaire de recourir à des techniques d'enquête spéciales et de disposer de compétences professionnelles particulières. Toutefois, les particularités de ces infractions et les perspectives de lutte ad hoc n'entraînent pas nécessairement une séparation nette entre celles-ci et les autres catégories d'infractions de criminalité organisée. Ces affaires permettent d'en tirer le premier enseignement suivant:

ENSEIGNEMENT TIRE

En dépit des traits spécifiques caractérisant certaines infractions émergentes, les affaires retenues confirment que les méthodes d'enquête et de poursuites utilisées pour les infractions de criminalité organisée plus traditionnelles peuvent être adéquatement et efficacement appliquées pour poursuivre ces « nouvelles » infractions lorsqu'elles sont commises de façon organisée.

25. Par exemple, les affaires de criminalité environnementale présentées par le Brésil et l'affaire de cybercriminalité de la Roumanie indiquent que l'incrimination de participation à un groupe criminel organisé permet (même si elle n'est pas toujours nécessaire) de faciliter l'arrestation et la poursuite d'un nombre élevé de délinquants présumés. L'objectif est en effet de démanteler l'ensemble du réseau criminel impliqué dans ces infractions et surtout d'éradiquer totalement une conduite criminelle donnée à l'intérieur d'un pays. Dans toutes les affaires mentionnées, les enquêteurs ont utilisé la technique spéciale des interceptions téléphoniques et d'autres formes de surveillance électronique ; de plus, une coopération (policière et judiciaire) internationale a été mise en place avec des modalités très performantes.

26. Il faudrait donc prendre note des catégories d'infractions qui sont incluses dans le champ d'application des lois nationales sur la criminalité organisée et de celles qui ne le sont pas. Cette question est indépendante de la question de vérifier si et comment les lois nationales érigent en infraction pénale la participation à un groupe criminel organisé ; en effet, la législation nationale d'un pays pourrait prévoir l'application des mesures renforcées contre la criminalité organisée sans que ne soit reprochée la participation à un groupe criminel organisé. Par conséquent, l'éventail des cas auquel il est possible d'appliquer ces mesures sera déterminé par une notion de criminalité organisée décrite ailleurs. A cet égard il est intéressant de noter que, durant la dernière réunion, en réfléchissant sur les aspects opérationnels de cette question, l'expert canadien a souligné une erreur fréquemment faite par les avocats et les enquêteurs lorsqu'ils « s'attachent uniquement aux chefs d'accusation et pas assez aux instruments que leurs lois nationales leur confèrent pour lutter contre la criminalité organisée. Dans certains cas, ils peuvent enquêter sur une infraction en exploitant les instruments contre « la criminalité organisée » sans que cette infraction soit nécessairement reprochée par la suite ».

27. L'analyse du champ d'application devrait commencer par celui de la Convention de Palerme. Contrairement à tous les autres traités universels en matière de droit pénal concernant une seule infraction ou une série limitée d'infractions liées à un seul et même phénomène criminel, les normes de la Convention de Palerme en matière de prévention, enquêtes et poursuites s'appliquent non seulement à toutes les infractions stipulées aux articles 5, 6, 8 et 23 mais aussi à une série d'infractions non spécifiées classées comme « infractions graves ». La Convention définit comme « infraction grave » « un acte constituant une infraction passible d'une peine privative de liberté dont le maximum ne doit pas être inférieur à quatre ans ou d'une peine plus lourde »¹⁶. La nature des infractions appartenant à cette catégorie ouverte n'est pas identifiée ; celles-ci peuvent avoir un contenu quelconque. Ces infractions entrent dans le champ d'application de la Convention lorsqu'elles sont de nature transnationale et qu'un groupe criminel organisé y est impliqué. Toutefois, cette dernière implication ne doit pas nécessairement être une modalité typique de ces infractions ; elle ne pourrait qu'occasionnellement caractériser des infractions qui normalement n'ont pas cette particularité. L'on peut donc présumer que la communauté internationale a considéré comme particulièrement dangereuses les infractions graves caractérisées par l'implication d'un groupe criminel organisé et qui doivent faire l'objet de stratégies criminelles spécifiques et de mesures pénales plus sévères.

28. A cet égard, il faut souligner que le fait que le champ d'application de la Convention de Palerme inclut les « infractions graves » n'entraîne pas l'obligation, pour les législateurs nationaux, de créer une catégorie autonome d'infractions, ni d'adopter l'énoncé de la Convention s'ils doivent ériger un acte illicite en infraction grave. En outre, la Convention ne prévoit pas que le régime de « criminalité organisée », ainsi qu'elle le définit, s'applique à toutes les infractions graves, sauf si ces infractions sont de nature transnationale et si un groupe criminel organisé y est impliqué. La notion d'infraction grave doit être interprétée en tenant compte de la valeur fonctionnelle qu'elle avait à l'époque à laquelle la Convention a été négociée, c'est-à-dire dans le but

¹⁶ Art 2(b) de la Convention.

d'éviter de dresser une liste d'infractions spécifiques qui aurait limité le champ d'application de la Convention avec des effets aléatoires pour l'avenir.

■ *Les Nations Unies ont conçu la Convention de Palerme comme un moyen pour renforcer les capacités nationales et la coopération mondiale contre toutes les infractions impliquant des groupes criminels organisés. Le principe criminologique qui sous-tend cet instrument est la notion de groupe criminel organisé en soi plutôt que la description de conduites criminelles ou la protection d'intérêts discrets.*

29. Cet aspect fondamental de la Convention de Palerme est le résultat d'une décision précise et établie de concert, faisant suite à un débat nourri. M. Dimitri Vlassis, le secrétaire du Comité ayant élaboré le texte de la Convention, a ainsi décrit le point de vue prédominant : « La Convention pourra atteindre ses objectifs à condition d'être guidée par la conviction que le crime organisé peut être mieux combattu si la lutte ne se concentre pas sur les activités de la criminalité organisée à un moment donné, mais sur sa structure et ses modalités d'action. Selon les défenseurs de ce point de vue, essayer d'inclure dans la Convention toutes les activités possibles, d'aujourd'hui et de demain, des groupes criminels organisés, , est un exercice vain. Même si le texte était le plus exhaustif possible, cet instrument serait déjà limité au moment même de sa finalisation et de sa signature. La Convention devrait combattre et chercher à détruire les organisations criminelles quelles que soient leurs activités ».¹⁷

30. Il ressort de l'analyse des lois nationales en matière de criminalité organisée, adoptées avant et après l'entrée en vigueur de la Convention, que ces lois ne sont que partiellement conformes à l'approche illustrée et parfois absolument non conformes. L'analyse se complique du fait que certains systèmes juridiques nationaux condensent l'ensemble du régime spécial en matière de criminalité organisée dans un paquet unique de normes juridiques avec un seul champ d'application ; dans d'autres systèmes, par contre, les normes en matière de criminalité organisée sont contenues dans plusieurs textes juridiques pouvant avoir des champs d'application différents, selon les différentes catégories de mesures, même si elles pourraient être également valables pour toutes les manifestations de la criminalité organisée.¹⁸ En outre, le recours à des techniques très efficaces, telles que la surveillance électronique, est encore très répandu dans les enquêtes et les poursuites pénales contre la criminalité organisée. Par conséquent, ces techniques sont encore régies exclusivement – ou séparément – par la réglementation sur la criminalité organisée et sont souvent utilisées dans leur champ d'application spécifique. Ci-après l'on entend par « lois contre la criminalité organisée » les interventions législatives ayant pour objectif d'introduire (de façon plus ou moins systématique et intégrée) des mesures ad hoc contre la criminalité organisée.

¹⁷ Voir « Drafting the United Nations Convention against Transnational Organized Crime », dans *Combating Transnational Crime : Concepts, Activities and Responses*, Phil Williams et Dimitri Vlassis, eds (London, ISPAC, Frank Cass, 2001).

¹⁸ Voir, par exemple, la législation européenne : la Décision cadre 2008/841/JAI du 24 octobre 2008 relative à la lutte contre la criminalité organisée identifie le champ d'application des mesures telles que la réduction ou l'exemption de peine pour les auteurs d'infractions qui collaborent, la responsabilité des personnes morales ou la coordination internationale de l'exercice de la compétence pénale. D'autres mesures – par ex. celles concernant l'assistance internationale pour l'arrestation de délinquants présumés ou l'entraide judiciaire ou bien celles en matière de recouvrement des biens – sont confinées dans d'autres champs d'application plus vastes ou plus limités et déterminés par des critères différents. Dans cette Décision cadre, le champ d'application est déterminé par l'infraction de *conspiracy* ou de participation à un groupe criminel organisé, associée à la gravité de « l'infraction finale » ; dans d'autres cas, il est déterminé par une liste d'infractions.

31. Dans les lois nationales contre la criminalité organisée, l'application de mesures de prévention et de justice pénale se limite souvent à certains types ou catégories d'infractions. Très souvent, ces lois nationales dressent une liste d'infractions spécifiques qui « constituent » la criminalité organisée en délimitant ainsi le champ d'application des nouvelles normes. Ce « système de liste » est également utilisé lorsque les mesures spéciales adoptées correspondent à celles qui sont imposées ou suggérées par la Convention de Palerme - c'est-à-dire des mesures qui, compte tenu de la stratégie de la Convention, doivent être applicables à toutes les infractions impliquant un groupe criminel organisé.

32. Lors de la présentation des affaires, les experts ont également fourni un aperçu des différentes législations nationales. Une loi du Salvador¹⁹, contenant des normes sur les tribunaux spéciaux compétents pour les infractions de criminalité organisée, considère comme crime organisé toute forme de délinquance perpétrée par un groupe criminel, sans aucune distinction. De même une loi brésilienne²⁰ régit toutes les conduites criminelles de tout type de groupe criminel dans le cadre législatif qui réglemente les techniques fondamentales d'enquête (livraisons surveillées, renseignement financier, surveillance électronique, opérations d'infiltration, levée du secret bancaire), la création d'unités spéciales, les décisions judiciaires et le traitement pénitentiaire. Voilà deux exemples de législations qui répondent à la théorie du champ d'application ouvert.

33. Des solutions analogues - mais structurées de façon différente - ont été adoptées dans d'autres législations nationales. Par exemple, la loi sur la prévention de la criminalité organisée de l'Afrique du Sud²¹ est axée sur une liste d'infractions qui entraînent, entre autres, l'adoption de procédures importantes telles que la confiscation in rem du produit de l'infraction ainsi que des mesures de protection des témoins (en vertu de la loi sur la protection des témoins²²). La liste inclut « toutes les infractions punies d'une peine d'emprisonnement d'au moins un an, non remplaçable par une amende » et la loi pour la protection des témoins élargit cette liste à « toute infraction que le ministre établit par règlement » et à « toutes les infractions que l'on suppose avoir été commises par (a) une personne, un groupe de personnes, une association ou une coterie dont les agissements ont pour but de poursuivre ou d'atteindre un objectif commun ou une ou une *conspiracy* ». De même, la définition de « criminalité grave et organisée » contenue dans la loi de la Commission anti-crime australienne²³ se fonde sur une liste d'infractions incluant « les faits ayant une nature générale comme un ou plusieurs des faits illicites figurant dans la liste ci-dessus, et (b) punis d'une peine d'emprisonnement d'au moins trois ans... ». Ce type de définition fait que ces lois sont en ligne avec la théorie du « champ d'application ouvert ».

34. En revanche, d'autres législations nationales prévoient des listes rigides n'admettant aucune exception. La loi fédérale du Mexique en matière de criminalité organisée²⁴ utilise une liste de six catégories d'infractions pour définir le champ d'application d'un système organique de normes pénales en matière de lutte contre la criminalité organisée. Au Venezuela, le champ d'application de la Ley Organica contra la Delinquencia organizada²⁵ est défini par une large liste d'infractions spécifiques et des catégories très vastes telles que la fraude, la criminalité environnementale, les infractions financières, la corruption et d'autres infractions contre le patrimoine public. En particulier, dans les lois du Mexique et du Venezuela – tout comme dans celles d'autres pays

¹⁹Ley contra el crimen organizado y delitos de realización compleja. 2007, art.1.

²⁰Loi n° 9034 du 3 mai 1995, amendée, art. 1.

²¹Loi sur la prévention de la criminalité organisée, n° 121 de 1998, amendée, schedule 2.

²²Loi n°19523, 1998, schedule.

²³Loi de la Commission anti-crime australienne n°41, 1984, amendée, partie I, par. IV.

²⁴Loi contre la criminalité organisée, 7 novembre 1996, texte actuel, dernier amendement 23.01.2009, art.2.

²⁵Loi contre la criminalité organisée, Journal officiel n°5.789, 26 octobre 2005, art.2.

– chaque fait inclus dans la liste est un élément constitutif de l'infraction de participation à un groupe criminel organisé, c'est-à-dire que cette infraction n'existe que si un membre (et/ou le groupe) commet l'un des faits illicites inclus dans la liste.

35. Les législations italienne et française en matière de criminalité organisée sont caractérisées elles aussi par une liste d'infractions. Pour la législation française²⁶, la liste est exclusive : « l'association de malfaiteurs » (tout groupement formé en vue de la préparation d'un ou plusieurs crimes ou d'un ou plusieurs délits punis d'au moins cinq ans d'emprisonnement) n'existe que si le but de l'association est de perpétrer l'une des infractions incluses dans la liste. En revanche, dans le système italien²⁷, l'infraction « d'association criminelle de type mafieux » est incluse en tant que telle dans la liste, indépendamment des infractions commises par l'association. De cette façon, la nature exclusive de la liste est partiellement compensée par la possibilité de poursuivre l'infraction d'association criminelle en tant que telle : par exemple, lorsqu'une personne fait l'objet d'une enquête ou est accusée de participation à une association criminelle de type mafieux impliquée dans des infractions non incluses dans la liste, il est possible d'appliquer la plupart ou certaines des procédures et mesures spéciales prévues pour les infractions incluses dans la liste. En outre, la liste italienne comprend toute infraction commise au profit de l'association ou en utilisant des moyens fournis par celle-ci : ce mécanisme juridique permet d'appliquer les normes spéciales à plusieurs catégories d'infractions lorsque, en l'absence d'une accusation pour participation à un groupe mafieux, il existe des preuves de l'implication de cette association criminelle.

36. Plusieurs raisons peuvent expliquer l'adoption répandue du « système de liste », et notamment le fait que les caractéristiques criminologiques des infractions contenues dans la liste facilitent l'adoption de mesures adaptées au type de criminalité organisée présente dans un pays à un moment donné et permettent l'adoption de nouvelles normes. Toutefois, le « système de liste » présente un grave inconvénient : la rigidité qui exige des adaptations juridiques et parfois institutionnelles longues et complexes. Cela nécessite un laps de temps pendant lequel les groupes criminels s'orientent vers des infractions non incluses dans les listes et, de plus, de nouvelles infractions, vraisemblablement commises au vu de leur nature ou de facto par des groupes criminels organisés, apparaissent. Cette rigidité peut poser également des difficultés en cas d'infraction transnationale car un champ d'application limité pourrait représenter un obstacle à l'entraide judiciaire internationale.²⁸

37. Compte tenu de la nature évolutive de la criminalité organisée et des risques dérivant d'un champ d'application trop rigide, l'on peut tirer une première conclusion:

ENSEIGNEMENT TIRE

Au moment d'adopter des mesures contre les infractions de criminalité organisée en général, il convient de réfléchir sur le modèle proposé par la Convention et sur l'opportunité d'éviter d'établir une liste exclusive d'infractions. Si, en raison de principes juridiques ou d'autres motifs, la législation nationale ne permet pas de retenir le modèle de la Convention (par

²⁶Loi n° 2004-204 du 9 mars 2004 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité (loi Perben II). Cette nouvelle loi introduit dans le Code de procédure pénale le titre XXV comprenant les articles 706 à 773 qui contiennent la liste des infractions.

²⁷Voir art 51, 3-bis, Code de procédure pénale (plus de nombreuses autres lois faisant référence à cet article ou établissant des listes d'infractions analogues).

²⁸Ces difficultés ne sont pas nécessairement liées au principe de la double incrimination: il se peut qu'une infraction soit incriminée aussi dans le système juridique du pays requis mais, puisqu'elle ne rentre pas dans le champ d'application des mesures spéciales contre la criminalité organisée, la mesure requise (par ex.: livraison surveillée) ne peut être autorisée.

ex. : la notion d'infractions graves impliquant un groupe criminel organisé), les législateurs devraient prendre en compte la possibilité de prévoir une liste élargie et réserver une attention particulière aux formes nouvelles ou émergentes de criminalité dont la nature demande ou suppose un mode opératoire organisé et, par conséquent, l'implication de groupes criminels organisés.²⁹

B. TYPES D'ORGANISATION CRIMINELLE

Sommaire : *types d'organisation : typologies traditionnelles et nouvelles ; modèles mixtes ; liens avec des organisations terroristes et militaires ; organisations en cellules ou réseaux ; stratégies et méthodes valables pour toutes les typologies ; avantages d'un champ d'application élargi des lois nationales ; logique selon laquelle le caractère organisé d'un groupe est un facteur de gravité.*

38. Les affaires du *Recueil* illustrent une vaste gamme d'infractions perpétrées par des groupes criminels, ainsi qu'une série hétérogène de structures organisées allant des groupes constitués sur un principe ethnique et/ou hiérarchique, aux groupes occasionnels et moins structurés, aux groupes qui se définissent selon un territoire ou un « commerce ». Dans certains cas un aspect est prédominant et permet de caractériser le type d'organisation, par exemple les liens de parenté ou la connotation mafieuse.

LIENS DE PARENTE

L'affaire RUS 1 concerne un trafic international d'éphédrine, coordonné par un ressortissant de l'ancienne Union soviétique domicilié en Afrique du Sud. Le trafic était géré exclusivement par des membres de sa famille directe et par alliance qui se trouvaient en Russie. L'expert a remarqué que les liens de parenté entre les membres [du groupe], outre qu'ils contribuaient à renforcer la cohésion de l'organisation, ont aussi favorisé la conspiracy, car ils permettaient de dissimuler la véritable nature des expéditions en provenance de l'étranger.

Ces liens de parenté très étroits caractérisent également l'affaire SWI 1 qui concerne un trafic de drogues géré par 4 personnes, dont 3 appartenaient à la même famille et l'affaire **COL 13** où une famille entière (les deux parents et leurs deux enfants) ont été condamnés pour trafic de drogues, le juge ayant établi que les mis en cause avaient des liens directs avec le réseau du cartel de Cali (« *vinculado de forma directa con la red del cartel de Cali* »).

Dans l'affaire MEX 3, selon les enquêteurs mexicains, les premières phases de la traite d'êtres humains, en particulier la traite de mineurs à des fins de travail forcé (recrutement et transfert à l'étranger), étaient gérées par de petits groupes isolés qui souvent comprenaient des parents ou des amis de la famille des mineurs. Dans une autre affaire de traite, **ROM 1**, les liens de parenté jouaient un rôle différent, étant donné que les trafiquants de mineurs étaient les parents de ces derniers.

²⁹ Il serait peut-être utile de préciser que les législations nationales sur la criminalité organisée ont été examinées sans tenir compte de la nature contraignante de l'art. 3 de la Convention qui en établit le champ d'application. Étant donné que les législations nationales pourraient inclure des mesures non envisagées par la Convention, la définition d'un champ d'application vaste ou souple peut être seulement suggérée en tant que bonne pratique législative et non pas imposée comme une obligation. Il en va tout autrement pour la question de savoir si les lois nationales des États Parties à la Convention de Palerme doivent nécessairement avoir un champ d'application incluant toutes les infractions graves lorsque ces lois concernent des instruments juridiques prévus par la Convention.

ORGANISATION DE TYPE MAFIEUX

Un exemple d'organisation de type mafieux traditionnelle est fourni par l'affaire SPA 6, un trafic de drogues et d'armes à feu dirigé par les membres d'une même famille. La solidarité des membres de ce groupe était renforcée par l'homogénéité de sa composition ethnique.

Dans l'affaire ITA 16 concernant le faux monnayage, l'activité criminelle était entièrement gérée par des « familles » de la *Camorra*. Un modèle analogue apparaît dans les affaires ITA 14 et ITA 15, avec des « familles » chinoises et de la *Camorra* impliquées dans le trafic d'objets contrefaits produits en Chine ou en Asie du Sud-Est et commercialisés dans les Etats membres de l'Union Européenne.

L'affaire USA 2 est un autre exemple d'organisation de type mafieux : des groupes et des individus ayant la même origine ethnique avaient mis sur pied un vaste réseau de trafic de produits illicites de l'Asie vers les États-Unis.

39. Les experts canadiens ont présenté une série d'affaires qui concernaient la bande de motards des Hells Angels dont le caractère de groupe criminel organisé a été amplement débattu devant les tribunaux canadiens et il se trouve désormais confirmé par la jurisprudence. La définition de ce type d'organisation en bande, utilisée dans l'une des affaires, est résumée dans l'encadré suivant.

LES BANDES EN TANT QUE GROUPES CRIMINELS

La bande de motards des Hells Angels est un groupe très structuré qui est organisé à dessein pour favoriser la perpétration d'infractions par ses membres. Les membres de cette bande sont répartis en « chapitres » ou en « charters » et doivent respecter les règles des Hells Angels. Ces règles créent un ensemble de circonstances qui leur permet de mener leurs activités criminelles sans être détectés par la police. Par exemple, l'adhésion de nouveaux membres est attentivement contrôlée de façon que ne soient admises que des personnes fiables. Les membres potentiels sont soumis à un examen minutieux et ne deviennent membres à part entière qu'après avoir été systématiquement impliqués dans des activités criminelles durant une période d'essai allant de 1 à 2 ans. Les photos des membres sont envoyées à tous les « chapitres » du Canada de façon à éviter que des policiers sous couverture puissent infiltrer le groupe.

Ne peut devenir membre de l'association une personne qui a appartenu aux forces de l'ordre ou qui a fait des démarches pour devenir agent de police ou gardien de prison. Les membres doivent respecter la règle « ne pas rapporter » qui leur empêche même de porter plainte lorsqu'ils sont victimes d'une infraction. Ils s'entraident dans les activités criminelles et sont conscients du fait qu'en cas de différends ou de conflits entre eux, les autres membres interviendront pour faire fonction de médiateur ou d'arbitre dans la dispute.

40. Dans d'autres affaires, les caractéristiques d'un groupe donné (par ex. connotation ethnique ou hiérarchique) s'associent à d'autres caractéristiques typiques d'autres modèles (groupes définis par un « commerce »). En outre, une personne ou une entité juridique ne faisant pas partie d'un groupe criminel spécifique et bien défini peut sporadiquement ou systématiquement être complice ou fournir des conseils à un groupe et, par conséquent, contribuer à ce que soient commises certaines infractions. C'est pour cette raison que, dans toute activité criminelle, la composante humaine n'est pas constituée uniquement des membres du groupe criminel organisé.

MODELES « MIXTES » ET PARTICIPATION DE PERSONNES NON MEMBRES DU GROUPE

Dans l'affaire ITA 21 concernant un groupe criminel qui gérait un trafic de drogues (cocaïne achetée en Amérique du Sud, transportée en Europe et vendue aux organisations criminelles locales afin d'être écoulée) les membres du groupe étaient unis par le fait d'avoir la même nationalité, même si ce caractère ethnique n'était pas accompagné d'un lien significatif avec un territoire. L'expert a spécifié que tant les responsables chargés de l'organisation commerciale et de la supervision des opérations que les « cellules » qui s'occupaient des aspects logistiques du trafic et dont les membres étaient strictement encadrés, étaient extrêmement mobiles et n'avaient jamais pour but exclusif le contrôle d'un territoire donné mais s'inquiétaient plutôt de créer des bases provisoires d'où ils auraient pu gérer facilement leur activité criminelle et d'où ils auraient pu se déplacer aisément et même disparaître en cas de nécessité.

Dans l'affaire SPA 1, les trafiquants de drogues utilisaient des sociétés déjà constituées et travaillant légalement dans l'import-export de marchandises. Celles-ci participaient sciemment et volontairement au trafic illicite de drogues. De même, les affaires italiennes de trafic de biens culturels (voir ITA 1 et 3) mettent en relief le rôle fondamental joué, dans ce type de trafic, par les experts d'art, les musées et les marchands d'art.

L'affaire SAF 1, concernant un trafic de métaux précieux, illustre un schéma criminel qui se répète selon lequel un même groupe organisé agit avec d'autres participants occasionnels.

41. Un exemple de composantes extrinsèques est fourni par les affaires dans lesquelles des groupes criminels impliqués dans des infractions ordinaires sont en réalité des groupes terroristes et/ou paramilitaires.

LIENS ENTRE CRIMINALITE ORDINAIRE ET TERRORISME GUERILLA / GROUPES PARAMILITAIRES

Plusieurs affaires présentées par les experts colombiens illustrent des enquêtes concernant des groupes armés illégaux considérés par les autorités colombiennes comme des groupes terroristes, tels que les Forces Armées Révolutionnaires de la Colombie (*Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia F.A.R.C.*) et l'Armée de Libération Nationale (*Ejército de Liberación Nacional. ELN*) ou des personnes finançant ou fournissant leur appui à ces groupes de guérilla. Les criminels en question étaient impliqués dans un trafic illicite transnational de drogues, d'armes ou d'autres biens, dans le blanchiment d'argent, les enlèvements, les extorsions, les homicides et dans d'autres infractions ordinaires. Toutes ces infractions étaient commises pour financer leurs activités.

En général, les affaires colombiennes constituent une bonne base pour analyser les aspects juridiques et pratiques ayant trait aux liens entre terrorisme et criminalité ordinaire, et notamment l'aspect de la coopération policière et judiciaire internationale. L'affaire COL 1 constitue le premier cas d'extradition, à partir de la Colombie, de criminels appartenant à un réseau qui fournissait son appui systématique aux terroristes. Dans l'affaire COL 5, l'expert a souligné que la Colombie a coopéré avec le Venezuela de la même façon et avec la même efficacité qu'elle a pu le faire avec d'autres pays. De même, les affaires COL 6 et 7 présentent des exemples intéressants de coopération judiciaire et policière au cours d'enquêtes et de poursuites concernant des infractions de terrorisme ou d'autre nature.

A cet égard, il faut rappeler que l'Assemblée générale, en adoptant la Convention de Palerme, a invité tous les Etats « à reconnaître les liens entre les activités de la criminalité transnationale organisée et les actes de terrorisme, en tenant compte de ses résolutions pertinentes, et à appliquer la Convention des Nations Unies contre

la criminalité transnationale organisée dans la lutte contre toutes les formes d'activité criminelle, conformément aux dispositions de ladite Convention »³⁰.

Dans l'affaire ITA 21, les groupes serbes de type mafieux se livrant au trafic de drogues à grande échelle étaient considérés comme particulièrement performants et dangereux car leurs membres provenaient de groupes militaires ou paramilitaires et disposaient d'une longue expérience de guerre ou de guérilla. L'expert a souligné que « la force de ces groupes réside ... dans la mentalité de tous leurs membres qui agissent comme membres d'une task force. En effet, bon nombre d'entre eux étaient d'anciens membres d'unités spéciales telles que les « Tigres d'Arkan » ou de services du renseignement, et adoptaient par conséquent des tactiques, des comportements et des modes opératoires qui leur venaient de leur expérience. Tout cela était parfaitement visible dans les contre-mesures qu'ils adoptaient pour éviter les filatures, dans les systèmes sophistiqués qu'ils utilisaient pour protéger leurs bases, dans l'arsenal dont ils disposaient qui ressemblait plus à celui d'un commando qu'à celui d'un groupe de trafiquants. En particulier leur mentalité de combattants diminuait leurs risques d'erreurs, constituait une protection pour les cellules et leur permettait de réagir immédiatement en cas de danger ».

42. De plus, lorsqu'une conduite criminelle complexe (par ex. un trafic illicite international) fait appel à des rôles distincts, les liens entre les divers acteurs révèlent l'existence de plusieurs modèles, par exemple : un groupe dirige l'ensemble de l'opération, ou un certain nombre de cellules, plus ou moins indépendantes, est géré par un seul coordonnateur, ou un réseau d'entités autonomes collabore dans le cadre d'une opération ponctuelle. En général, le fait qu'une vaste gamme de fonctions soit nécessaire pour commettre une infraction complexe n'implique pas nécessairement que le groupe criminel ait lui aussi une structure complexe.

CELLULES ET RESEAUX COMPLEXES

L'affaire SPA 2 présente un exemple d'organisation complexe. Il s'agit d'un cas de trafic de cocaïne vers l'Espagne et d'autres pays européens qui a donné lieu à la poursuite de 52 individus. On peut déduire de la description de l'expert que la répartition des tâches entre plusieurs sous-groupes, chacun chargé d'une phase différente de l'opération (du contact avec les vendeurs colombiens, en passant par le transport transatlantique et à la distribution en Europe, aux indispensables accords financiers et tâches administratives), n'a eu aucune conséquence sur la cohésion du groupe criminel grâce essentiellement à la rigueur du contrôle exercé par ses chefs.

L'affaire HUN 1 concerne des infractions contre les droits d'auteur commises par le biais de l'Internet. L'expert a spécifié que les différentes cellules impliquées dans ces activités illicites pouvaient rivaliser entre elles dans la recherche de nouveaux clients/victimes. Cela ne signifie pas nécessairement que ces cellules étaient autonomes mais qu'il s'agissait simplement d'une modalité technique de l'opération planifiée par le coordonnateur unique qui exerçait un sévère contrôle hiérarchique à tous les niveaux exécutifs.

Dans l'affaire ITA 18, une affaire de production, distribution et écoulement de faux billets de banque en euros, 174 personnes ont été poursuivies pour les infractions de participation à une association de malfaiteurs et de faux monnayage. L'affaire est présentée comme un exemple de « véritable réseau d'associations de malfaiteurs... [au sein desquelles] plusieurs groupes criminels, tout en n'ayant pas de caractéristiques mafieuses, commettent des infractions... qui prouvent leur implication constante dans l'écoulement de faux billets... en « sous-traitant » progressivement la cession à des groupes criminels de niveau inférieur pour parvenir à une distribution capillaire en Italie et en Europe ». De plus, « il y a interdépendance entre les individus qui fabriquent les faux billets et ceux qui les écoulent, car... ces deux activités sont indispensables aux fins de l'activité illicite et à l'atteinte du but

³⁰Rés. 55/25, op. par. 6. Le *Recueil* ne concerne pas les affaires de terrorisme en soi. Pour celles-ci, voir le *Digest of terrorist cases* (Vienne, ONUDC, 2010). Que la Convention de Palerme soit applicable aux enquêtes et aux poursuites des infractions de terrorisme est une question encore ouverte. Dans la définition de « groupe criminel organisé » (art 2(a)), la condition requise, c'est-à-dire le but d'obtenir un avantage matériel, constitue un point critique. La résolution 55/25 de l'Assemblée générale, et notamment le paragraphe ci-dessus, semble exclure cette possibilité d'application.

commun, c'est-à-dire la réalisation de profits." Il est intéressant de noter que l'expert a conclu en soulignant que "Si l'on exclut les organisateurs et les promoteurs... qui s'occupent exclusivement de cette activité illicite de faux monnayage, les groupes criminels de la chaîne de distribution se livrent à différentes infractions, dont celle de l'écoulement de faux billets » et l'enquête ... a ainsi amplement démontré ... que l'activité de faux monnayage sous-tend l'existence d'associations de taille importante... , l'écoulement de faux billets ne peut être considéré comme une fraude occasionnelle commise avec « artifices et ruses » au détriment de personnes ignares ou « distraites », mais doit être examiné compte tenu des caractéristiques de stabilité et de durabilité de l'organisation qui a pour but l'écoulement de faux billets ».

Dans une autre affaire italienne (ITA 10) concernant la traite de jeunes nigérianes à destination de l'Europe, les autorités judiciaires ont établi qu'une unique organisation criminelle assurait toute la filière, de la traite à l'exploitation : la femme proxénète qui, en Italie, exploitait ces jeunes nigérianes a été condamnée en tant que chef d'une association de malfaiteurs composée de rabatteurs et de personnes chargées des différentes phases du voyage des jeunes filles jusqu'à leur destination finale en Italie. Le fait que la femme proxénète avait l'habitude de « commander » des femmes aux mêmes rabatteurs et que, en général, les personnes impliquées dans ce trafic avaient adopté une certaine routine, explique que les juges aient considéré que ces entités faisaient partie d'un seul grand groupe criminel. Cependant, ils n'ont pas exclu que les rabatteurs et les trafiquants pouvaient, en d'autres occasions, répondre indépendamment à des « commandes » de la femme proxénète et se présenter comme des entités autonomes.

43. Ces affaires prouvent que souvent les réseaux criminels sont faits de groupes criminels organisés plutôt que d'individus. Si le réseau à son tour constitue un ensemble organisé, l'imbrication des différentes composantes de ses structures organisationnelles peut générer une certaine confusion chez les forces de l'ordre et les représentants de la justice pénale. Plusieurs autres affaires retenues sont également intéressantes à cet égard mais, en général, les affaires présentées par les experts des pays de droit coutumier sont moins compliquées, probablement en raison de l'absence ou de l'importance limitée des infractions de participation à un groupe criminel organisé (à l'exception de la *conspiracy*).

44. Cependant, la création d'une taxinomie précise de la criminalité organisée est une tâche en général extrêmement ardue, voire impossible. La variété, les nuances et la souplesse de la criminalité organisée sont telles que même les propositions de classification les plus modernes risquent de ne pas être suffisamment descriptives ou exhaustives³¹. Plusieurs facteurs concourent à la rapide obsolescence des catégories criminologiques : la nature transnationale qui détermine la complexité organisationnelle, les nouvelles « infractions finales » qui ont quelque conséquence sur les aspects structurels des groupes criminels, l'évolution rapide des marchés illicites. Cela appelle à la prudence.

ENSEIGNEMENT TIRE

Dans tous les aspects de la riposte de la justice pénale à la criminalité organisée pour lesquels les informations sur les structures criminelles et

³¹Pour un résumé intéressant des facteurs à prendre en compte dans la classification des différents types de réseaux impliqués dans le trafic illicite, notamment la traite d'êtres humains, voir Phil Williams, « Combating Human Trafficking: Improving Governance Institutions, Mechanism and Strategies », dans *Strategies against Human Trafficking: the Role of the Security Sector*, Cornelius Friesendorf ed., (Vienne et Genève, Académie nationale de la défense et Ministère de la défense et des sports autrichiens en coopération avec le Centre pour le contrôle démocratique des forces armées de Genève, 2009.). P. Williams classe les réseaux en 5 catégories : *Flux*, *Broker*, *Chain*, *Mesh*, *Hub* et *Core*.

les modes opératoires des délinquants sont d'une importance fondamentale, les modèles stéréotypés doivent être utilisés avec prudence.

45. Les affaires du *Recueil* permettent également de vérifier que des mesures générales sur l'incrimination, les enquêtes et les poursuites existent et qu'elles ont été appliquées de façon appropriée aux différentes variantes d'organisation criminelle illustrées par les affaires retenues. A cet égard, mis à part les questions concernant l'incrimination, l'analyse des affaires montre que l'élément le plus important est la présence d'un certain degré d'organisation et que l'existence de plusieurs types d'organisation ne génère pas de différences substantielles quant à l'utilisation et aux effets de ces mesures générales.

ENSEIGNEMENT TIRE

Les politiques pénales générales (par ex. frapper les biens et les profits des criminels afin d'anéantir leur capacité criminelle ; recours répandu aux primes pour les délinquants et les victimes qui collaborent avec la justice avec adoption de mesures pour assurer leur protection ; utilisation de mécanismes permettant une collecte adéquate et l'échange d'informations) peuvent être valables indépendamment du type d'organisation criminelle. Par exemple, elles peuvent être utilisées de façon efficace tant contre les groupes criminels de type mafieux que contre de vastes réseaux de criminels agissant ensemble de façon occasionnelle.

De plus, les méthodes d'enquête « spéciales » (par ex. les interceptions de communications, la surveillance, les opérations d'infiltration, etc...) ont été utilisées régulièrement et fréquemment, avec de bons résultats, dans de nombreuses affaires qui présentaient des caractéristiques organisationnelles différentes.

46. Naturellement, les modalités d'action des services d'enquête et de poursuite sont conditionnées par les particularités de chaque affaire. Une méthode ou une stratégie donnée pourrait être appliquée de façon différente selon le groupe criminel ciblé. Toutefois, à un stade plus général, c'est-à-dire celui des législations nationales, ces mêmes stratégies et ces mêmes méthodes pourraient être effectivement applicables à une vaste gamme d'organisations criminelles.

47. Par conséquent, la question qui se pose encore une fois est de savoir quelle ampleur a le champ d'application des lois nationales contre la criminalité organisée, et à quel point il devrait être flexible.

48. A cet égard la Convention de Palerme fournit un paradigme au champ d'application très vaste, car cet instrument s'applique à toutes les affaires dans lesquelles sont impliqués des groupes criminels organisés composés d'au moins trois personnes et la définition qu'elle fournit de ces groupes est très souple. Cette définition couvre des groupes qui agissent dans le but de commettre ne serait-ce qu'une seule infraction, qui n'ont pas nécessairement de rôles formellement définis pour leurs membres, de continuité dans leur composition ou de structure élaborée. La seule condition requise est que le groupe doit exister depuis un certain temps et qu'il n'ait pas été constitué au hasard pour commettre immédiatement une infraction.

■ **CONVENTION DES NATIONS UNIES CONTRE LA CRIMINALITE
TRANSNATIONALE ORGANISEE (ARTICLE 2. TERMINOLOGIE)**

DÉFINITION DE GROUPE CRIMINEL ORGANISÉ

(a) L'expression « groupe criminel organisé » désigne un groupe structuré de trois personnes ou plus existant depuis un certain temps et agissant de concert dans le but de commettre une ou plusieurs infractions graves ou infractions établies conformément à la présente Convention, pour en tirer, directement ou indirectement, un avantage financier ou un autre avantage matériel.

(...)

(c) L'expression « groupe structuré » désigne un groupe qui ne s'est pas constitué au hasard pour commettre immédiatement une infraction et qui n'a pas nécessairement de rôles formellement définis pour ses membres, de continuité dans sa composition ou de structure élaborée.

(...)

49. Plusieurs législations nationales (notamment celles fondées sur une liste exclusive « d'infractions finales ») adoptent une notion plus souple d'organisation criminelle tandis que d'autres se concentrent sur des types d'organisation particuliers et souvent très limités. Il en est ainsi pour la loi italienne qui met l'accent sur l'association de malfaiteurs de type mafieux, même si le code pénal italien considère également l'infraction plus générale et moins strictement définie d'association de malfaiteurs³². Selon la définition de « bande criminelle » contenue dans la loi de l'Afrique du Sud³³, il est nécessaire que le groupe, l'organisation ou l'association aient un nom reconnaissable ou un signe ou un symbole distinctif, ce qui restreint le champ d'application de la loi.

50. En revanche, la loi française témoigne de la propension toute récente du législateur d'étendre le champ d'application. En 2004, la notion de bande organisée a été introduite dans le code pénal français pour indiquer tout groupement formé ou toute entente établie en vue de la préparation d'une ou plusieurs infractions³⁴. Cette notion, qui ne constitue pas une infraction en soi, est moins détaillée donc plus vaste par rapport à celle d'association de malfaiteurs existant déjà. Elle est utilisée pour qualifier certaines des infractions contenues dans la liste, auxquelles s'appliquent les mesures contre la criminalité organisée. Pour sa part, la loi brésilienne couvre indistinctement les activités des « quadrilha, bandes, organisations ou associations criminelles de tout type ». Cette liste témoigne clairement de l'intention de n'exclure aucun modèle organisationnel. De son côté, l'expert des Etats-Unis a affirmé que la loi RICO (Racketeer Influenced and Corrupt Organizations)³⁵ de 1970, adoptée à l'origine pour frapper les groupes mafieux italo-américains, s'est révélée suffisamment souple pour être utilisée contre d'autres types de groupes criminels s'adonnant à de nouveaux types d'infractions. Ainsi plusieurs pays ont récemment adopté des lois qui s'inspirent du modèle de la Convention de Palerme,

³²Art. 416, code pénal italien.

³³Loi sur la prévention de la criminalité organisée n° 121 de 1998, amendée.

³⁴Loi 2004-204 (9 mars 2004).

³⁵Racketeer Influenced and Corrupt Organizations Act (RICO), codifiée comme chapitre 96 du Titre 18 du Code des États-Unis.

fidèlement ou avec quelques ajustements, et l'utilisent parfois comme point de départ en étendant encore davantage son champ d'application déjà vaste.

LA LEGISLATION CANADIENNE : DEFINITION D'ORGANISATION CRIMINELLE

La définition canadienne d'organisation criminelle pourrait être considérée comme une divergence anodine par rapport à la définition de la Convention de Palerme : l'article 467.1 du code pénal canadien définit comme « organisation criminelle » un « groupe, quel qu'en soit le mode d'organisation, (a) composé d'au moins trois personnes se trouvant au Canada ou à l'étranger ; (b) dont un des objets principaux ou une des activités principales est de commettre ou de faciliter une ou plusieurs infractions graves qui, si elles étaient commises, pourraient lui procurer - ou procurer à une personne qui en fait partie - directement ou indirectement, un avantage matériel, notamment financier. La présente définition ne vise pas le groupe d'individus formé au hasard pour la perpétration immédiate d'une seule infraction ».

La divergence dérive de l'omission de la notion de « structure » figurant, par contre, dans la Convention. D'une part, cette omission n'est pas nécessairement en contradiction avec la Convention, et d'autant plus si l'on tient compte du fait que la définition de « groupe structuré » y est contenue à la forme négative (voir art. 2(c)). De plus, cette omission simplifie la notion de groupe organisé. De l'autre, en dépit de la formulation au négatif de l'art. 2(c)), on peut se demander si le fait de n'exiger aucun type de structure, même élémentaire, permet en tout état de cause de considérer une entité donnée comme un « groupe ».

51. Au niveau de l'Union européenne, l'art. 1 de la Décision cadre relative à la lutte contre la criminalité organisée de 2008 (à laquelle les Etats membres devaient se conformer avant le 11 mai 2010) a introduit une définition « d'organisation criminelle » qui est tout à fait en droite ligne avec celle de « groupe criminel organisé » contenue dans la Convention de Palerme. Cette expression est utilisée (art. 2) pour définir l'infraction de « participation à une organisation criminelle » en établissant le champ d'application des mesures spéciales prévues par la Décision³⁶.

52. Après avoir pris bonne note, sur la base des affaires retenues, des différentes approches adoptées par les systèmes juridiques considérés et des différents types d'organisation, la recommandation générale que l'on pourrait retenir est celle d'éviter l'établissement de champs d'application trop limités ou trop stricts lorsque l'on a à faire avec les modèles organisationnels de la criminalité organisée :

ENSEIGNEMENT TIRE

Lors de l'élaboration des législations nationales, en conformité avec le principe de légalité et avec la précision requise par le droit pénal, l'on devrait évaluer la manière de couvrir tous les modèles organisationnels utilisés par les groupes criminels et les délinquants devant faire l'objet de ces nouvelles normes.

Le champ d'application des lois ne devrait pas être limité aux types d'organisation criminelle les plus traditionnels.

³⁶Décision cadre 2008/841/JAI du 24 octobre 2008 relative à la lutte contre la criminalité organisée. Voir note 18.

A cette fin³⁷, l'on devrait prendre en compte la définition de « groupe criminel organisé » proposée par la Convention de Palerme.

53. Tant le contenu des mesures que leur champ d'application devraient être fondés sur une logique cohérente. Dans des systèmes non fondés sur la nature des « infractions finales » (tels que celui proposé par la Convention), cette logique pourrait s'appuyer sur la présence d'un groupe organisé en tant que facteur déterminant la gravité de l'infraction et sur les difficultés rencontrées en ce qui concerne la répression. Dans la Convention, cet élément fondamental est représenté par « l'implication d'un groupe criminel organisé » ou d'un groupe constitué pour commettre ne serait-ce qu'une seule infraction. Toutefois, il n'est pas toujours simple d'établir si cet élément est présent - en d'autres termes si un groupe organisé existe effectivement - lorsque n'est commise qu'une seule infraction qui s'apparente plutôt à l'infraction traditionnelle et bien définie « commise avec la participation intentionnelle d'une ou de plusieurs personnes ». Comme il a été excellemment souligné dans certains commentaires à la Convention, il faut distinguer la criminalité organisée des « crimes organisés »³⁸. Quelques-unes des affaires examinées se situent dans une zone grise et pourraient être considérées simplement en tant que « crimes organisés » plutôt qu'en tant que criminalité organisée.

54. Par exemple, dans l'affaire UKG 1, où six personnes ont été condamnées pour avoir « conspiré » dans une seule opération de trafic de drogues, l'expert a jugé nécessaire de préciser que « même si au Royaume-Uni ce réseau est considéré comme un « réseau criminel organisé » (OCN), ses membres étaient des délinquants expérimentés qui normalement travaillaient seuls ou en tant que membres d'un OCN souple. Ils n'étaient pas particulièrement fidèles à un groupe criminel ou à une famille spécifiques ». Cette affaire fait clairement ressortir qu'un schéma organisationnel complexe peut exister même en l'absence d'un véritable groupe criminel. L'éclaircissement fourni par l'expert laisse entendre que, lors de la catégorisation ou de la définition d'une conduite criminelle, l'analyse criminologique des praticiens pourrait se heurter aux définitions juridiques (donc officielles) utilisées par le système de justice pénale du pays concerné.

55. Enfin, il faut noter que les lois nationales en matière de criminalité organisée de certains pays couvrent toutes les infractions graves, même en l'absence d'une forme quelconque d'organisation. Par exemple la liste française, en sus des infractions commises en « bande organisée », inclut également d'autres infractions non caractérisées par un modèle organisationnel, auxquelles la loi s'applique même si elles sont commises par une seule personne de façon non organisée. Toutefois, la plupart de ces infractions graves sont typiques de la criminalité organisée (par ex. traite d'êtres humains, terrorisme, trafic de drogues), tandis que d'autres ne le sont pas nécessairement (par ex. exploitation de la prostitution et extorsion). La loi du Salvador régit de la même manière la criminalité organisée et une catégorie tout à fait nouvelle, celle des « infractions impliquant une exécution complexe » (« delito de ejecución compleja » : meurtre, extorsion et enlèvement de personne, dans certaines circonstances). Dans la loi du Venezuela, une définition juridique innovante établit qu'une infraction doit être considérée comme une infraction de criminalité organisée si elle est commise par une seule personne utilisant des moyens technologiques, cybernétiques, électroniques, numériques ou d'autres moyens modernes qui accroissent les capacités humaines et permettent à un individu d'agir « comme une organisation

³⁷Dans la Convention, la notion « d'infraction grave » et la définition de « groupe criminel organisé » ne sont pas les seuls éléments qui mettent en exergue le caractère extrêmement varié du phénomène de la criminalité organisée : à l'art. 28.1, par exemple, les Etats Parties sont invités à analyser les tendances et les circonstances dans lesquelles opère la criminalité organisée, ainsi que les groupes professionnels et les techniques impliqués.

³⁸Francesco Calderoni, *Organized Crime Legislation in the European Union*, (Berlin and Heidelberg, Springer, 2010), p. 42 ; James O. Finckenauer, « Problems of definition: what is organized crime? » *Trends in Organized Crime*, vol. 8, n°3 (2005), p. 77-78.

criminelle ». L'expression « criminalité grave et organisée » qui apparaît dans plusieurs lois nationales, témoigne de cette tendance à élargir le champ d'application par rapport à celui qui découle de la logique que l'on vient d'illustrer.

C. PARTICIPATION A UN GROUPE CRIMINEL ORGANISE

Sommaire: *l'infraction de participation à un groupe criminel organisé en tant qu'élément de la politique pénale de « démantèlement des groupes criminels »; art. 5 de la Convention de Palerme; l'infraction de conspiracy par rapport à l'infraction « d'association »; la solution de l'approche cumulative; l'infraction d'association dans les pays de droit civil; affaires où l'infraction de conspiracy ou d'association n'est pas poursuivie; nécessité d'une incrimination appropriée et de plus vastes possibilités de poursuivre cette infraction.*

56. L'objectif principal de la politique pénale de la Convention de Palerme a pour but le « démantèlement des groupes criminels organisés » et cela dans tous les domaines, y compris la prévention, les enquêtes et les poursuites. L'infraction de participation à un groupe criminel organisé telle que définie à l'art. 5 de la Convention est en quelque sorte la concrétisation de cette politique au plan de l'incrimination. Les infractions pénales telles que la *conspiracy* et l'association de malfaiteurs existaient dans plusieurs systèmes juridiques bien avant l'établissement de cette politique au niveau international, mais leur rôle est devenu prioritaire quand les structures criminelles responsables de ces infractions sont devenues l'objectif principal de l'action répressive. Indépendamment de la façon dont elle est transposée dans les différentes législations nationales, l'infraction stipulée à l'article 5 rend la réaction de la justice pénale beaucoup plus proactive en la situant bien avant que ne soient commis (ou tentés d'être commis) des faits pouvant porter atteinte à des intérêts protégés et « interdit la participation, même mineure, à des groupes criminels »³⁹. De plus, l'élargissement de la responsabilité pénale va dans deux directions : celle des « chefs » des organisations criminelles, qui conçoivent, coordonnent et dirigent mais ne participent pas toujours à la commission des « infractions finales » et celle des personnes qui participent à des activités non criminelles mais qui néanmoins contribuent à la capacité criminelle du groupe⁴⁰.

■ ARTICLE 5. INCRIMINATION DE LA PARTICIPATION À UN GROUPE CRIMINEL ORGANISÉ

1. *Chaque État Partie adopte les mesures législatives et autres nécessaires pour conférer le caractère d'infraction pénale, lorsque commis intentionnellement,*

(a) À l'un ou l'autre des actes suivants ou aux deux, en tant qu'infractions pénales distinctes de celles impliquant une tentative d'activité criminelle ou sa consommation,

(i) Au fait de s'entendre avec une ou plusieurs personnes en vue de commettre une infraction grave à une fin liée directement ou indirectement à l'obtention d'un avantage financier ou autre avantage matériel et, lorsque le droit interne l'exige, impliquant un acte commis par un des participants en vertu de cette entente ou impliquant un groupe criminel organisé;

³⁹ ONUDC, *Guides législatifs pour l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et protocoles s'y rapportant* (New York, Nations Unies, 2004), p. 21, par. 41.

⁴⁰ Ce dernier aspect suppose l'existence d'un groupe et cela n'est pas évident dans les cas de *conspiracy*.

(ii) À la participation active d'une personne ayant connaissance soit du but et de l'activité criminelle générale d'un groupe criminel organisé soit de son intention de commettre les infractions en question :

- a. aux activités criminelles du groupe criminel organisé;
- b. à d'autres activités du groupe criminel organisé lorsque cette personne sait que sa participation contribuera à la réalisation du but criminel susmentionné;

(b) Au fait d'organiser, de diriger, de faciliter, d'encourager ou de favoriser au moyen d'une aide ou de conseils la commission d'une infraction grave impliquant un groupe criminel organisé.

57. Cette politique criminelle se traduit soit dans « l'association pour commettre des infractions », typique des pays de droit civil, soit dans la *conspiracy*, typique des pays de droit coutumier⁴¹. Les différences sont d'ordre concret : même si l'art. 5 de la Convention de Palerme permet d'adopter l'un des deux modèles ou les deux, il est évident qu'il est impossible de concilier ces deux traditions juridiques en les fondant en une seule infraction. L'expérience de l'Union Européenne qui, dans le but d'harmoniser les lois pénales des Etats Membres a décidé (dans la Décision cadre de 2008⁴²) de ne pas créer une infraction unique, souligne que, pour l'heure, l'alignement des deux systèmes n'est pas à inscrire sur l'agenda des organisations régionales ou internationales.

58. Les pays de droit coutumier ont amplement réfléchi sur la solution de « l'approche cumulative » (*conspiracy* plus infraction d'association) tant avant qu'après l'entrée en vigueur de la Convention. Dès 1970, la loi RICO avait introduit dans le système des États-Unis un type de *conspiracy* que les experts considèrent, à raison, comme correspondant au contenu de l'infraction « d'association » stipulée à l'art. 5 de la Convention⁴³. Dans l'affaire USA 2 les mis en causes ont été accusés de violation de la loi RICO. Dans cette affaire, une organisation internationale de trafiquants, impliquée dans un trafic de drogues, d'armes à feu et de faux billets, a été démantelée grâce à des preuves recueillies au cours des opérations d'infiltration. Selon les experts des États-Unis, l'incrimination « d'association/conspiracy » est essentielle afin de poursuivre avec succès les infractions de criminalité organisée, parce que « sans la théorie de la « responsabilité indirecte » il serait impossible de pénétrer le secret, la stratification et la hiérarchie des groupes criminels organisés les plus sophistiqués ». L'expert de la Jamaïque a annoncé que son pays « a fait un pas décisif vers l'adoption d'une législation antigang qui érige en infraction pénale la participation à un groupe criminel organisé ».

⁴¹La distinction entre pays de droit civil et pays de droit coutumier est une approximation car, par exemple, le système juridique d'un pays de droit civil pourrait prévoir une infraction typique des pays de droit coutumier et vice-versa.

⁴²Voir aussi note 18.

⁴³Voir les réponses des États-Unis au Questionnaire sur l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des protocoles s'y rapportant, ONUDC, Actes Informels, (28 Juillet 2004).

INCRIMINATION CUMULATIVE : INFRACTIONS DE CONSPIRACY ET D'ASSOCIATION

AFFAIRES DE L'AFRIQUE DU SUD

En Afrique du Sud, la loi sur la prévention de la criminalité organisée⁴⁴ a ajouté à l'infraction traditionnelle de *conspiracy* deux infractions d'association (extorsion et infractions commises en bande). Un exemple d'extorsion est l'affaire SAF 1 dans laquelle neuf personnes étaient accusées de vol, d'escroquerie et de blanchiment d'argent en relation avec un trafic international de métaux précieux bruts : l'expert de l'Afrique du Sud a souligné que l'infraction d'extorsion était à l'époque encore tout à fait nouvelle et que la jurisprudence n'était pas suffisante pour étayer l'accusation ; cela a entraîné plusieurs problèmes au niveau procédural.

Toutefois, pour l'affaire SAF 2, l'expert estime que la décision des procureurs de ne pas poursuivre cette même infraction a été une erreur fondamentale qui, d'une façon injustifiable, a renversé le résultat de l'action publique en faveur du mis en cause. L'expert, en exprimant des considérations générales sur l'infraction stipulée à l'art. 5 de la Convention, a remarqué que l'infraction de *conspiracy* traditionnelle, fondée sur la doctrine du « but commun », est encore « bien vivante » en Afrique du Sud. Cela laisse penser qu'un rapport correct et fonctionnel entre les deux modèles n'est pas simple à instaurer et qu'un système de justice pénale prévoyant les deux infractions demande du temps et une certaine expérience avant d'atteindre une efficacité et un équilibre adéquats dans l'utilisation combinée ou alternée des deux infractions. Ce même expert a avancé l'hypothèse que l'incrimination de l'association peut être utile, en particulier, « lorsqu'un ou plusieurs faits d'association sont commis à l'étranger » tandis que « quand tous les faits ne sont commis qu'en Afrique du Sud, le droit coutumier, fondé sur le « but commun » et la complicité convient tout à fait à la situation. »⁴⁵

EXEMPLES D'AFFAIRES DU CANADA

L'évolution législative du Canada est également intéressante. Dans ce pays « le droit pénal associe la *conspiracy* propre au droit coutumier ...aux infractions relatives à l'association de malfaiteurs⁴⁶ ». Ces infractions ont été introduites ou modifiées en 2001⁴⁷ et correspondent, au moins en partie, à l'infraction d'association de la Convention; les modifications introduites ont fourni un éventail de solutions intéressantes aux problèmes posés par ce type d'infractions dans d'autres pays.

L'affaire CAN 8 concernait trois personnes qui ont été jugées responsables de détention illégale et de vente de produits du tabac. En statuant sur cette affaire, le Tribunal du Québec a souligné que les amendements de 2001 visaient à donner une définition plus souple d'organisation criminelle afin de couvrir non seulement les groupes criminels connus mais aussi tout groupe de trois personnes ou plus s'associant pour commettre des infractions. En outre, le Tribunal a remarqué qu'il n'existe pas d'infractions typiques des organisations criminelles et que la conduite criminelle faisant l'objet de la réforme législative de 2001 ne peut être cataloguée dans une liste rigide d'infractions. On peut déduire de ces indications que, dans l'établissement des infractions, le Canada

⁴⁴Voir note 21.

⁴⁵Il serait très intéressant de mener une étude générale dans les pays de droit coutumier sur la possibilité et les avantages de prévoir au niveau national tant l'infraction de *conspiracy* que celle d'association. Il apparaît plus difficile de combiner les deux infractions dans les pays de droit civil où l'incrimination de la *conspiracy* non suivie de la commission d'une infraction s'opposerait aux principes fondamentaux de nombreux systèmes juridiques nationaux.

⁴⁶Voir ONUDC, *Guides législatifs pour l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et protocoles s'y rapportant*, p. 28

⁴⁷L'article 467.1 du Code criminel donne la définition « d'organisation criminelle » (voir note 27). Les alinéas 467.11 à 13 définissent les infractions liées aux activités des gangs criminels en ordre croissant de gravité : participation aux activités d'une organisation criminelle (467.11) ; fait de commettre une infraction au profit, sous la direction de l'organisation criminelle ou en association avec elle (467.12) ; fait de charger une personne de commettre une infraction au profit, sous la direction de l'organisation criminelle ou en association avec elle (467.13).

a pleinement appliqué la notion d'approche extensive et souple que les pays de droit civil ont adopté pour définir le champ d'application des mesures spéciales.

Dans l'affaire CAN 5 (quatre mis en cause avec plusieurs chefs d'accusation liés aux fraudes par cartes de crédit, notamment achat, vente et détention de dispositifs utilisés pour falsifier les cartes de crédit, et trafic de coordonnées de cartes de crédit), la conduite criminelle a été mise en place à travers une société qui conduisait aussi des activités licites et où travaillait l'un des mis en cause. Comme l'illustre la décision de la Cour supérieure de justice de l'Ontario, l'affaire est intéressante notamment pour les méthodes et les solutions judiciaires adoptées qui ont permis : a) de distinguer les activités illicites des activités licites en évitant que celles-ci puissent constituer une protection induite pour les mis en cause ; b) d'établir la responsabilité de l'employé en tant que membre du groupe criminel, même si son avantage matériel ne consistait qu'en son salaire et c) de distinguer la position de l'un des autres inculpés qui n'agissait pas au profit du groupe organisé même s'il avait parfois « conspiré » avec les membres du groupe.

Dans la fameuse affaire Lindsay, CAN 1, les infractions criminelles introduites en 2001 ont permis d'établir la responsabilité pénale de deux membres du Hells Angels Motorcycle Club, auteurs d'extorsions en association avec ce club, reconnu comme association de malfaiteurs. L'un des aspects les plus intéressants de ces affaires et d'autres affaires canadiennes est que, sur trois infractions de « criminalité organisée », deux ne se fondent pas sur la notion d'appartenance à un groupe criminel et que les mêmes faits ont été reprochés tant aux membres qu'aux non-membres du groupe. Cette solution semble correspondre à la notion de « participation » à un groupe criminel organisé prévue par la Convention de Palerme et a le mérite de définir la situation des personnes qui contribuent d'une façon substantielle aux activités criminelles d'un groupe, ou en tirent profit, tout en n'en faisant pas partie. De façon plus générale, l'expert canadien a expliqué que l'importance attribuée à la notion « d'appartenance » a été notablement réduite dans la législation canadienne en raison d'une série de difficultés rencontrées durant la poursuite des infractions de criminalité organisée aux termes de la loi précédente qui était axée sur cette notion.

D'autre part, au Canada l'infraction « d'association » implique nécessairement le fait de commettre une infraction (finale ou principale) ; par conséquent, elle ne couvre pas le cas de personnes qui participent aux activités non criminelles d'un groupe, comme le prévoit en revanche l'art. 5, par. 1(a), section (ii)b de la Convention de Palerme.

59. L'introduction dans les législations de ces deux pays de l'infraction « d'association de malfaiteurs » témoigne de leur volonté d'utiliser efficacement les outils du droit pénal pour punir les groupes criminels et non seulement les infractions commises par ceux-ci. En ce sens, il serait intéressant d'étudier la position de pays (comme par exemple le Japon) dont le système juridique ne prévoit ni l'infraction d'association de malfaiteurs ni de conspiracy – situation qui n'est illustrée dans aucune des affaires du *Recueil*.

60. En même temps, il serait utile d'approfondir la fonction du paragraphe 2 de l'art. 5 de la Convention qui, dans le cadre de l'incrimination de la participation à un groupe criminel organisé, prévoit spécifiquement l'incrimination du « fait d'organiser, de diriger, de faciliter, d'encourager ou de favoriser au moyen d'une aide ou de conseils la commission d'une infraction grave impliquant un groupe criminel organisé ».

61. Dans les pays de droit civil, pendant les vingt dernières années et notamment après l'entrée en vigueur de la Convention, les infractions d'"association de malfaiteurs" ont été largement révisées, renforcées et, parfois, introduites pour la première fois. Les experts des pays de droit civil, lors de la discussion des affaires, ont convenu que l'établissement de ces infractions est l'un des outils juridiques fondamentaux permettant de lutter contre la criminalité organisée. La jurisprudence suisse est particulièrement intéressante pour ce qui est du délit d'association de malfaiteurs, introduit dans le Code suisse en 1993, comme l'illustre l'affaire SWI 1. En effet, l'un des mis en cause a été condamné pour plusieurs épisodes de trafic de drogues ; il a été également considéré comme le chef d'un vaste réseau de trafic de drogues en Europe impliqué dans d'autres épisodes de trafic. Même s'il n'a pas été poursuivi pour ces dernières infractions, il a toutefois été condamné du fait de sa

participation à l'organisation criminelle qui les avait commises. Cependant, aucune des affaires retenues ne concerne une condamnation ou des poursuites pour la seule infraction de participation à un groupe criminel organisé non accompagnée d'une « infraction finale » ou principale.

62. Certaines des affaires examinées sont caractérisées par l'absence d'infractions « d'association » même si les circonstances font qu'on s'y attendrait. Par exemple, dans une affaire de traite d'êtres humains présentée par le Mexique (MEX 1) dans laquelle étaient impliquées plus de trois personnes et dans laquelle la conduite criminelle laissait penser à un risque de réitération, l'infraction d'organisation criminelle, prévue par la loi mexicaine sur la criminalité organisée⁴⁸, même pour la traite d'êtres humains, n'a pas été retenue. Dans des affaires de trafic de drogues aux Philippines, telles que PHI 11 et PHI 12 impliquant une seule personne et PHI 10 impliquant quatre personnes soupçonnées de participation à des groupes organisés connus, ni l'infraction de conspiracy ni celle d'association n'ont été retenues. Dans d'autres affaires de traite d'êtres humains présentées par les Philippines, le facteur criminalité organisée n'a été considéré que comme une circonstance aggravante et l'enquête n'a pas permis d'étendre les poursuites à un éventail plus large de faits et de personnes potentiellement impliquées. Dans l'affaire SPA 2, une affaire de trafic de drogues concernant 52 personnes appartenant toutes à un réseau international bien structuré dirigé par un chef puissant, l'infraction autonome « d'association » n'a pas été retenue du fait que les responsables ont été accusés de trafic de drogues avec la circonstance aggravante d'appartenance à une organisation internationale. Apparemment, cela n'a créé aucun obstacle en ce qui concerne les poursuites judiciaires et l'expert espagnol n'a rendu compte d'aucune difficulté sur le plan de l'enquête.

63. Dans l'affaire COL 13, les trafiquants de drogues ont payé pendant des mois une famille qui leur permettait d'utiliser son téléphone pour effectuer des appels internationaux pour organiser le transport international de drogues. Même si leur contribution matérielle à l'infraction est évidente, les membres de cette famille n'ont pas été poursuivis. L'expert spécifie qu'il n'a pas été possible d'établir avec précision quelle infraction aurait pu être poursuivie car la simple utilisation de ce numéro de téléphone pour les appels internationaux ne suffisait pas à retenir l'infraction d'association de malfaiteurs. Cette affaire illustre la difficulté de cerner la vraie nature de l'infraction stipulée à l'art 5.1(a)(ii)b de la Convention de Palerme.

64. Naturellement les affaires présentées indiquent uniquement ce qui a été concrètement fait, sans mentionner ce qui aurait pu éventuellement être fait. Dans les affaires susmentionnées, des raisons fondées (juridiques ou liées à la stratégie de l'action publique) ont justifié cette action publique limitée. Cependant, il faut souligner que si le droit pénal substantiel ne prévoit pas une infraction d'association de malfaiteurs ou de conspiracy suffisamment vaste - ou si cette infraction est prévue mais non retenue - cela peut limiter l'action judiciaire ainsi que celle des forces de l'ordre, en restreignant le champ des conduites criminelles pouvant faire l'objet de l'enquête et des poursuites. Les experts, lors de leurs rencontres, ont aussi fortement souligné l'importance d'incriminer de façon adéquate la conspiracy et l'association de malfaiteurs. Compte tenu de ce que cet avis des experts se conjugue très bien avec l'expérience positive de « l'approche cumulative » adoptée par certains pays de droit coutumier et vu l'importance majeure volontairement attribuée à cette incrimination par la Convention de Palerme, il est possible de formuler la conclusion suivante:

ENSEIGNEMENT TIRE

Lors de l'élaboration du droit interne, le législateur doit prendre en compte le rôle central joué par l'incrimination de la *conspiracy* et de l'association de malfaiteurs dans le système de justice pénale et dans la stratégie de

⁴⁸ Voir note 24.

« démantèlement des groupes criminels organisés ». Il devrait également réfléchir sur les interventions qui sont nécessaires pour mieux adapter ces infractions aux caractéristiques actuelles de la criminalité organisée nationale et transnationale.

Les infractions de *conspiracy* et d'association sont une base juridique essentielle permettant aux forces de l'ordre et aux procureurs d'étendre le plus possible l'enquête et les poursuites à un éventail plus vaste de faits et de personnes.

Dans cette optique, il faudrait également prendre en compte la possibilité de prévoir tant l'infraction de *conspiracy* que celle d'association de malfaiteurs, comme suggéré par la Convention de Palerme.

D. RESPONSABILITE DES PERSONNES MORALES

Sommaire : obligation de prévoir la responsabilité des personnes morales aux termes de la Convention de Palerme ; sociétés fictives et sociétés conduisant des activités licites ; exemples de cadres juridiques.

65. Les Guides législatifs pour l'application de la Convention de Palerme⁴⁹ expliquent les raisons justifiant l'introduction de la responsabilité des personnes morales et son importance par rapport à la criminalité organisée. Ils illustrent également les évolutions récentes des instruments juridiques internationaux dans ce domaine. Dans plusieurs des affaires présentées, l'utilisation de sociétés joue un rôle important dans des infractions graves et complexes. Ces infractions sont commises matériellement par ces sociétés ou en les utilisant comme écran. Les sociétés-écran peuvent être particulièrement utiles pour dissimuler les clients et les transactions ou pour conserver la propriété ou la possession des produits du crime.

66. Conformément à l'article 10 de la Convention de Palerme, les Etats doivent introduire la responsabilité des personnes morales pour les infractions couvertes par la Convention. La responsabilité peut être pénale, civile ou administrative et les sanctions doivent être « efficaces, proportionnées et dissuasives ». Cette disposition est contraignante même pour les Parties dont le droit pénal coutumier ne prévoit pas la responsabilité des personnes morales en cas de conduite illicite. Cependant, la possibilité de choisir entre des sanctions pénales ou non pénales, la faculté d'établir les critères sur lesquels se fonde cette responsabilité (notamment quant au rôle et à la responsabilité des représentants légaux) et, plus généralement, la possibilité (reconnue aussi par l'article 10) d'adapter ces mesures aux principes juridiques nationaux, permettent de réformer avec une certaine souplesse les systèmes juridiques pour lesquels la responsabilité des personnes morales n'est pas une composante essentielle de la tradition juridique nationale.

67. Même si peu d'affaires analysées dans le *Recueil* concernent cette question, il ne faut pas en déduire que cette obligation prévue par la Convention n'est pas respectée. Pour parvenir à une conclusion sur ce point, il faudrait conduire une étude approfondie au niveau international. Toutefois, les affaires présentées proposent d'intéressantes pistes de réflexion fondées sur la distinction entre, d'une part les situations dans lesquelles ces personnes morales sont utilisées, aux fins d'une infraction, comme un simple écran pour dissimuler les

⁴⁹ ONUDC, Guides législatifs, p. 116.

conduites illicites ou sont expressément créées à cette fin (« sociétés fictives ») et, d'autre part, les situations dans lesquelles des entreprises « réelles », exerçant normalement des activités licites, participent à la commission d'une infraction.

68. Dans le premier cas, non seulement il est particulièrement difficile d'établir la responsabilité de ces sociétés fictives mais il n'est pas simple non plus de leur imposer des sanctions (pécuniaires) ou de procéder à une confiscation. De plus, comme le montre l'affaire ITA 6, les sociétés impliquées peuvent être ou sont considérées comme des biens à saisir et à confisquer plutôt que comme des entités responsables. Des exemples de sociétés fictives sont présents dans de nombreuses affaires, notamment ALB 1, BRA 2, BRA 6, BRA 14, FRA 1, ITA 14 et SER 3.

69. Toutefois, dans les affaires ITA 1 et 3 dans lesquelles des musées et des galeries d'art étaient impliqués dans un trafic de biens culturels ainsi que dans les affaires SPA 1 et ROM 6, le rôle des personnes morales ayant une activité licite consolidée (et dont les gestionnaires menaient des activités illicites pour leur avantage personnel ou au profit de leur société) correspond parfaitement au modèle le plus communément retenu par les législations des pays qui ont introduit la responsabilité, même pénale, des personnes morales.

LA RESPONSABILITE DES PERSONNES MORALES DANS LES DIFFERENTS SYSTEMES NATIONAUX

Les Etats ont adopté des approches différentes pour établir la responsabilité pénale. Aux États-Unis, les sociétés sont des « personnes morales » pouvant commettre des infractions et peuvent être considérées pénalement responsables de leurs actes illicites. En vertu de la doctrine de la responsabilité du fait d'autrui ou *respondent superior*, soutenue par une jurisprudence consolidée, les infractions commises par les employés, les directeurs, les fonctionnaires et les agents de sociétés sont reprochées à la société si ces infractions ont été commises dans l'exercice de leurs fonctions ou au profit de celle-ci.

La France offre un bon exemple de la façon dont la responsabilité des personnes morales peut être établie dans un système de droit civil. La responsabilité des personnes morales est prévue par le code pénal français depuis 1994 comme règle générale pour toutes les infractions commises « pour leur compte, par leurs organes ou représentants ». L'efficacité de cette mesure a été évaluée par les praticiens mais aussi par le Ministère de la justice dans un rapport statistique publié en 2008 qui faisait état des condamnations de personnes morales en France entre 1994 et 2005. Ce rapport confirme que, entre 1994 et 2005, le nombre de condamnations de personnes morales a augmenté à un rythme impressionnant et que, entre 2002 et 2005, 2 340 personnes morales ont subi une condamnation pénale. Cependant, ces chiffres ne concernent pas uniquement des affaires de criminalité organisée.

En Serbie, la loi 97 du 27 octobre 2008 sur la responsabilité pénale des personnes morales définit que toute personne morale peut être considérée responsable des infractions pénales prévues par le code pénal ou par d'autres lois, la seule exception étant celle qui concerne la personne d'un officier public lorsque l'infraction est commise dans l'exercice de fonctions publiques. Cette responsabilité inclut également les infractions perpétrées hors de Serbie lorsqu'elles sont commises au détriment de la République de Serbie, de ses ressortissants ou d'entités juridiques serbes. Pour qu'il y ait responsabilité pénale, l'infraction doit être commise par la personne responsable de l'entité ou, en cas de contrôle fautif, par une personne qui lui est subordonnée. De plus, elle doit être commise au profit de la personne morale. La sanction principale est de nature pénale : une amende ou l'interdiction définitive d'activité. D'autres sanctions prévoient l'interdiction temporaire d'activité pour une période allant de 1 à 3 ans et plusieurs mesures de « sécurité ». La loi n° 97 contient aussi des règles spécifiques applicables aux procédures pénales et à l'exécution des peines.

70. L'affaire POR 2 prouve que le Portugal, après un processus laborieux, est parvenu maintenant à une situation où la responsabilité des personnes morales n'est plus controversée et se trouve prévue également par le Code pénal. POR 2 est une affaire qui remonte à 1991 et qui concerne une société qui a été jugée coupable d'infractions liées à l'altération d'aliments et de médicaments. Pour la première fois, la Cour constitutionnelle a été saisie pour trancher sur la légitimité de la responsabilité pénale des personnes morales. En confirmant cette légitimité, la Cour a déclaré que « la responsabilité pénale des personnes morales est fondée... sur la nécessité absolue d'utiliser des moyens répressifs typiques du droit pénal pour lutter contre des formes collectives de criminalité... » S'agissant du rapport entre la responsabilité des personnes morales et de celle de leurs représentants, la Cour a affirmé que « ce sont les personnes morales qui commettent les violations les plus graves et les plus importantes... le fait de ne punir que leurs organes ou leurs représentants sans parallèlement punir également la personne morale signifierait que l'on accorde un traitement préférentiel à cette dernière par rapport à ses organes ou représentants ». POR 3 représente le premier cas dans lequel la responsabilité d'une personne morale pour corruption a été reconnue au Portugal.

71. Dans l'affaire ROM 6, une affaire de trafic transnational de cocaïne et d'héroïne, provenant respectivement de la Colombie et de la Turquie, un lot de stupéfiants a été transporté en Europe de l'ouest à bord d'un poids-lourd appartenant à une société de transports internationaux. Cette société a été condamnée à payer une amende et le propriétaire et d'autres trafiquants ont été condamnés à une peine d'emprisonnement. L'expert a souligné qu'il s'agissait « du premier cas, en Roumanie, de poursuites d'une personne morale pour appui à un groupe criminel organisé impliqué dans un trafic de drogues dures ».

E. INFRACTIONS TRANSNATIONALES ET COMPETENCE

Sommaire : nature éminemment transnationale de la criminalité organisée ; exercice concurrent de la compétence pénale par les Etats : aspects positifs et négatifs ; rôle limité de la Convention de Palerme ; adaptation des critères juridiques aux besoins dictés par la nature transnationale de la criminalité organisée.

72. Dans le *Recueil*, sur un total de 200 affaires, uniquement une vingtaine n'avaient pas un caractère transnational. Il est bien évident que ces chiffres n'ont pas une valeur statistique ; cependant, les experts ont présenté surtout des exemples d'infractions transnationales même s'il avait été clairement indiqué que même les activités conduites au plan national auraient pu enrichir la collecte de « bonnes pratiques ». Cela corrobore l'hypothèse que, à l'heure actuelle, les infractions de criminalité organisée sont largement caractérisées par une nature transnationale⁵⁰ qui rend particulièrement difficile l'action répressive. Cette nature transnationale exige une évolution des pratiques et des moyens juridiques ainsi qu'une culture de coopération internationale, tant en ce qui concerne le domaine policier que celui de la justice. Les affaires retenues illustrent amplement la situation de la coopération internationale et le Chapitre III est axé sur la coopération internationale policière et judiciaire.

73. L'on peut tout d'abord remarquer que lorsque des infractions transnationales complexes engagent la compétence de plusieurs pays, la coopération ne se limite pas à une aide internationale pour des actions spécifiques mais inclut une coordination régulière ou renouvelée concernant toutes les phases de l'enquête et

⁵⁰Conformément à la Convention, dans le *Recueil* l'on entend par nature transnationale une circonstance ou une modalité délictueuse, même occasionnelle. Le terme « transnational » n'est pas utilisé pour indiquer une catégorie distincte d'infractions ni comme un adjectif qualifiant d'autres termes de droit pénal tels que « délinquant » ou « enquête » : ainsi, par exemple, une procédure d'extradition ou une autre procédure de coopération entre les Etats n'est pas qualifiée de « transnationale » mais « d'internationale ».

des poursuites. Cette tendance reflète des besoins concrets ainsi que l'obligation stipulée à l'article 15.5 de la Convention qui impose aux Etats Parties de se consulter pour coordonner leurs actions quand ils ont été avisés, ou ont appris de toute autre façon, qu'un ou plusieurs autres États Parties à la Convention mènent une enquête ou ont engagé des poursuites ou une procédure judiciaire concernant le même acte. La coordination peut être considérée comme une étape de la coopération et comme une partie intégrante de la notion traditionnelle d'entraide policière et judiciaire. Dans ses manifestations les plus avancées, elle aboutit à une cogestion de toute la procédure d'enquête et de poursuite.

74. Dans certaines situations, la coordination a des répercussions sur l'exercice même de la compétence et en détermine la répartition entre les pays. Cela peut se produire lors de l'application de mécanismes formels. Dans les affaires RUS 4 et 5, deux affaires portant sur des groupes criminels organisés internationaux se livrant à la production et au trafic illicites de grandes quantités de drogues, une coopération internationale étroite et fructueuse dans la phase des enquêtes a été pratiquée en ayant recours au « transfert des procédures pénales » prévu par le Code de procédure pénale russe. Ce « transfert » a permis de juger, dans leur pays respectif, les membres non russes du groupe criminel ayant fait l'objet d'enquêtes en Fédération de Russie. Dans l'affaire ITA 10, une affaire de traite d'êtres humains du Nigeria vers l'Europe, l'Italie et les Pays Bas ont coopéré étroitement aux poursuites d'environ 50 personnes. Les compétences ont été réparties selon un accord qui a été facilité par le cadre juridique de l'UE pour la coopération judiciaire en matière pénale⁵¹. L'expert a rappelé que l'Italie n'a pas demandé aux Pays Bas l'extradition de l'un des auteurs présumés car les autorités des deux pays ont convenu qu'il serait jugé aux Pays Bas.

COMPETENCE UNIVERSELLE POUR FAITS DE PIRATERIE MARITIME

Les affaires de piraterie maritime présentées par le Kenya sont des exemples intéressants de l'exercice de la compétence conformément à un accord international. Dans l'affaire KEN 2, dix personnes, n'ayant pas la nationalité kényane et soupçonnées d'avoir commis des actes de piraterie contre un navire battant pavillon indien, ont été arrêtées à bord de celui-ci par les officiers de la Marine américaine et cela dans les eaux internationales au large de la côte somalienne ; elles ont été jugées et condamnées au Kenya. Etant donné que la piraterie est une infraction de compétence universelle, le Kenya a accepté d'exercer sa compétence pénale après passation d'un accord avec plusieurs pays et organisations internationales⁵² sur le transfert au Kenya des présumés pirates afin qu'ils y soient jugés.

Cet accord (qui n'est plus en vigueur) est l'une des initiatives internationales adoptées dans le but de résoudre les problèmes de plus en plus graves posés par les actes de piraterie commis au large de la Somalie et, plus particulièrement, la difficulté de trouver dans la région des pays disposés à poursuivre les présumés pirates, étant donné que le système de justice pénale de la Somalie n'est, à l'heure actuelle, que partiellement utilisable.

75. Toutefois, à l'exception de ces quatre affaires et de ce qui sera dit en matière « d'équipes communes d'enquêtes », on ne recense aucun autre accord de ce type en matière d'exercice de la compétence. On peut ainsi conclure que les mécanismes de transfert des procédures pénales prévus par la Convention de Palerme

⁵¹ A l'heure actuelle, la question de la coordination, entre les Etats membres, de l'exercice de la compétence dans les cas d'infractions transnationales est très débattue au sein de l'UE et est étroitement liée à la coordination des enquêtes et au renforcement du rôle d'organismes tels qu'Eurojust.

⁵² Mémoire d'entente / échange de lettres entre le Royaume Uni, l'Union Européenne, les États-Unis, le Canada, la Chine, le Danemark et l'EUNAV pour le transfert et la poursuite de présumés pirates interpellés dans les eaux internationales au large des côtes de la Somalie.

(art. 21) et les autres procédures qui permettraient d'unifier l'action publique lorsque plusieurs pays sont compétents ont été jusqu'à présent peu utilisés.

76. Dans certains cas, les conséquences de la non unification des poursuites méritent quelques considérations. Dans l'affaire KEN 1, une organisation criminelle était impliquée dans l'expédition d'une grande quantité de cocaïne du Kenya aux Pays-Bas et les poursuites concernaient, entre autres, deux frères néerlandais résidant au Kenya et ayant un rôle important dans cette organisation. Malgré une étroite coopération policière et judiciaire, l'extradition de l'un des deux frères n'a pas été accordée au Kenya et ces deux individus ont été jugés séparément dans les deux pays. Dans l'affaire NIG 1, concernant des criminels informatiques et des épisodes d'escroquerie au Nigeria, au Royaume Uni et en Espagne, les autorités américaines ont facilité la comparution, en tant que témoin, d'une victime d'une importante escroquerie au procès qui s'est tenu à Lagos. Parallèlement, cette même personne était poursuivie aux États-Unis pour la même infraction. En illustrant cette affaire, l'expert a souligné que le procès qui s'est tenu au Nigeria a permis de démontrer que cette personne était une victime et de lui épargner ainsi « 20 ans de prison, car la plupart des pays considèrent encore les victimes des escroqueries comme des complices ».

77. Toutefois, les experts ont exprimé leur satisfaction quant aux résultats obtenus par la coopération internationale lorsque plusieurs pays ayant des rapports de coopération exercent simultanément leur compétence pénale. Les experts ont en outre constaté que l'institution de procédures pénales parallèles pour les mêmes infractions, non seulement renforce la coordination et l'efficacité de l'action pénale nationale mais facilite la concession de l'aide demandée dans le cadre d'enquêtes ou de poursuites spécifiques. Dans l'affaire SER 1, une affaire de trafic transnational de drogues de proportions énormes qui a conduit à de nombreuses arrestations et à la saisie de drogues dans plusieurs pays de trois continents, il n'a pas été nécessaire de coordonner l'exercice de la compétence nationale mais une intense coopération a été mise en place dans toutes les phases de la procédure. Grâce à cette coopération, il a été possible de couvrir toutes les activités des groupes criminels organisés dans tous les pays concernés. Les experts ont également constaté que l'on ne peut parvenir à démanteler des groupes criminels très complexes que si les procédures sont menées simultanément dans tous les pays concernés. Dans le cas contraire, les lacunes dans les domaines policier et judiciaire permettent aux sous-groupes de poursuivre et même de redynamiser leur réseau illégal. Dans cette affaire, le rôle central était tenu par la Serbie, le pays où ont été arrêtés les chefs et les coordonnateurs du réseau. Étonnamment, aucune saisie de drogues n'a eu lieu dans ce pays, une circonstance qui justifie l'expression « criminalité organisée mobile » récemment adoptée par les praticiens pour indiquer les réseaux et les groupes criminels dont les agissements ne peuvent être associés à un territoire mais uniquement à des activités illicites transnationales. L'expert serbe a insisté sur ce dernier point dans ses commentaires : « l'organisateur du groupe criminel était un ressortissant serbe qui menait ses activités et gérait hors de Serbie les affaires du groupe criminel organisé. Pour les autorités serbes, l'ouverture, le déroulement et la clôture de l'enquête ont représenté un véritable défi étant donné que les saisies les plus importantes et d'autres activités d'investigation ont été menées à l'étranger ».

78. Un autre aspect concernant l'exercice de la compétence permet d'observer que, même si la Convention de Palerme se concentre surtout sur la criminalité transnationale, elle ne prévoit pas l'obligation de résoudre le problème des limites du principe de territorialité⁵³ et, en certaines occasions, l'absence d'une compétence extraterritoriale peut constituer un obstacle concret au déroulement des enquêtes et des poursuites concernant les activités criminelles menées dans plusieurs pays. Dans les affaires de traite d'êtres humains des Philippines aux pays limitrophes (voir par ex. l'affaire PHI 13), l'expert a indiqué que le système juridique des Philippines n'est pas encore prêt à affronter cette dimension transnationale de la criminalité en raison, entre autres, du

⁵³La seule exception est prévue à l'article 15.4 de la Convention qui oblige les Parties à établir une compétence extraterritoriale en se conformant au principe *aut dedere aut judicare* (juger ou extraditer) sanctionné à l'article 16.

principe de territorialité qui a empêché les tribunaux d'exercer leur compétence sur des individus ayant participé à ce trafic hors du territoire des Philippines. Par conséquent, il n'a été possible d'enquêter que sur les rabatteurs et les trafiquants qui avaient agi aux Philippines. A cet égard, l'expert canadien a annoncé en fin de réunion que sera bientôt approuvé au Canada un projet de loi étendant la compétence pénale du Canada aux infractions de traite de personnes commises hors de son territoire national par des ressortissants canadiens ou par des personnes séjournant habituellement au Canada.

79. Dans une autre affaire, SPA 3, les autorités espagnoles ont intercepté dans les eaux internationales une embarcation soupçonnée de transporter des migrants étrangers cherchant à s'introduire clandestinement en Espagne ; les trafiquants étrangers ont été poursuivis : la compétence pénale espagnole a pu être reconnue grâce à une interprétation laborieuse des dispositions de la Convention de Palerme et de son protocole contre le trafic illicite de migrants.⁵⁴

80. La nature transnationale d'une infraction peut également créer des problèmes quant à la répartition des fonctions policières et judiciaires entre les autorités d'un même pays. C'est le cas, par exemple, des trafics transnationaux sur lesquels devraient enquêter les autorités policières des zones frontalières traversées par les trafiquants. Toutefois, il arrive que la compétence et, par conséquent, les enquêtes, soient confiées à des autorités d'autres zones sur la base de critères déterminés. A cet égard l'affaire ITA 7 est intéressante : il s'agissait de contrebande de cigarettes de l'Ukraine à l'Italie. Ce trafic était dirigé par des individus résidant en Pologne et organisé par une association de malfaiteurs composée de personnes agissant tant en Italie qu'à l'étranger (y compris les courriers chargés des transports vers l'Italie). L'expert a souligné que tendanciellement les tribunaux italiens reconnaissent la compétence des autorités italiennes du lieu de résidence des chefs du groupe criminel et, si ceux-ci sont inconnus ou résident à l'étranger, du lieu où s'effectuent les livraisons illégales ou bien où les membres du groupe criminel semblent s'être établis dans le but de recevoir ou d'écouler les marchandises objet de la contrebande. L'expert a fait remarquer que cela cause des difficultés aux forces de l'ordre des zones frontalières. Plus généralement, c'est une bonne raison pour vérifier que, dans le cadre des systèmes nationaux, une attention suffisante a été consacrée à l'adaptation des critères juridiques aux impératifs dictés par la nature transnationale de la criminalité organisée.

⁵⁴ Contrairement à la Convention de Vienne sur le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988 qui contient une norme spécifique régissant la compétence pénale en cas d'interception d'embarcations suspectes en haute mer, la Convention de Palerme et le Protocole contre le trafic illicite de migrants, tout en prévoyant des normes analogues pour les interventions en haute mer, ne contiennent aucune norme spécifique sur l'établissement de la compétence pénale pour les infractions commises hors du territoire national.



II. ENQUÊTES ET POURSUITES

A. APPROCHE POLICIÈRE ET JUDICIAIRE DE LA CRIMINALITÉ ORGANISÉE

Sommaire : l'approche proactive : les enquêtes basées sur le renseignement ; l'approche holistique et les effets de la prévention ; la phase de planification de l'enquête ; l'enquête élargie et la stratégie de démantèlement du groupe criminel.

81. Durant la phase de l'enquête et des poursuites, toutes les informations sur les activités criminelles sont collectées et réunies de façon systématique et cohérente en vue du verdict final. C'est à ce stade que l'on parvient à saisir si une affaire donnée restera un cas isolé ou bien si de là peut naître une enquête complexe de nature transnationale. C'est à ce moment que les praticiens doivent veiller à ce que soit efficacement mise en place la stratégie criminelle générale visant à poursuivre et à démanteler les organisations ou les réseaux criminels, et à les priver de leurs avoirs illicites pour les empêcher de mener toute autre activité criminelle. Par conséquent, l'adoption d'une approche et d'une stratégie d'enquête adéquates et la définition d'un plan d'enquête structuré, permettant de rechercher et de collecter des preuves et d'établir les liens entre les personnes et les faits, sont d'une importance cruciale.

82. Les enquêtes et les poursuites sur la criminalité organisée ont un caractère distinctif : tout d'abord ce sont souvent des activités particulièrement longues et complexes, ne serait-ce qu'en raison de la quantité des activités criminelles impliquées. Ensuite, elles exigent souvent l'intervention d'experts et le recours à des techniques d'enquête et à des méthodes de poursuites spéciales. Les experts qui ont contribué au *Recueil*, et qui possèdent tous une vaste expérience pratique dans le domaine de la criminalité organisée, ont convenu que ce type de spécialisation est essentiel pour une plus grande efficacité, et qu'une approche proactive est indispensable pour la répression de la criminalité organisée.

83. Les experts ont réfléchi sur les différents sens de la notion d'enquête proactive (en opposition à celle d'enquête réactive). Ils ont convenu de manière générale que l'approche proactive implique que la riposte de la justice pénale à la criminalité organisée n'est qu'une composante de la lutte contre la criminalité organisée, et qu'elle doit nécessairement être associée à des mesures de prévention. Un autre effet de l'approche proactive est l'établissement d'infractions qui élargissent les possibilités répressives (*conspiracy*, association de malfaiteurs).

Toutefois, l'approche proactive a également un impact sur les activités même d'enquêtes et de poursuites, car elle influence le choix de modèles précis. Comme l'a souligné l'expert français, une telle approche ne correspond pas forcément à une catégorie exclusive de mesures d'enquête, mais plutôt à une attitude professionnelle partagée consistant à prendre des initiatives plutôt qu'à réagir aux événements. En outre, l'adoption d'initiatives proactives exige de recourir à des pratiques et à des outils juridiques spécifiques, et les affaires retenues prouvent que leur usage est fréquent.

84. L'approche proactive présente deux aspects généraux. Le premier consiste en des initiatives policières motivées par le renseignement : collecter et analyser les informations sur l'histoire (le cas échéant), la composition, les moyens, les objectifs et le *modus operandi* des groupes criminels, ainsi que sur les réseaux et marchés illicites constitue un élément indispensable des enquêtes et souvent même le facteur les déclenchant. L'expert des États-Unis soutient que dans les enquêtes proactives, le renseignement intervient à deux niveaux : un niveau stratégique consistant à établir « quelles sont les activités ou les personnes représentant une menace sociale et nécessitant une attention accrue de la part de la police par rapport aux activités policières normales, comme les contrôles de routine des patrouilles ou suite à des plaintes » et un niveau consistant à « regrouper les informations existantes et collecter, analyser et exploiter des informations supplémentaires sur les activités ou les personnes ciblées conduisant à des interventions répressives directes ou à la création de bases de connaissance qui pourront donner lieu à des actions répressives importantes »⁵⁵. Cet aspect apparaît dans de nombreuses affaires. Par exemple dans trois affaires mexicaines (MEX 1, 2 et 3) de traite de personnes et de pédopornographie, l'expert souligne que les services d'enquête compétents « ont utilisé des techniques proactives d'enquête⁵⁶ ... en disposant ainsi d'une source d'informations confidentielles s'ajoutant à celles déjà possédées sur les activités criminelles en cours ... qui leur a permis de mieux planifier et contrôler les opérations ».

85. Comme le démontrent de nombreuses affaires du *Recueil*, le deuxième aspect typique est qu'une enquête, indépendamment de son origine (par ex. en réaction à un épisode criminel spécifique et limité) est ensuite délibérément élargie en une enquête couvrant potentiellement l'ensemble de la structure et des conduites criminelles de groupes ou de réseaux, visant les infractions futures qu'il faut prévenir. L'emploi de techniques d'enquête telles que la surveillance des communications, les opérations d'infiltration et les livraisons surveillées est également motivé par cet élargissement de l'enquête.

ENQUÊTES ÉLARGIES

Les enquêtes élargies sont illustrées, entre autres, par les affaires HUN 1 et HUN 3. Dans la première affaire, un grand nombre de personnes physiques et morales, étroitement organisées en un seul groupe criminel, réalisaient des fraudes informatiques : l'expert hongrois souligne que les interceptions téléphoniques de certains suspects ont fourni des informations sur les autres membres du groupe et sur d'autres infractions. Pour la seconde, une importante affaire de trafic de migrants vietnamiens vers l'Europe, l'expert indique que les informations générales recueillies au cours de la phase du renseignement (essentiellement par interceptions téléphoniques) et l'approche

⁵⁵Cela correspond parfaitement aux fonctions attribuées au renseignement criminel tel qu'illustré dans une note de réflexion de l'ONUDC de 2010 sur « L'emploi du renseignement criminel et les techniques d'enquête spéciales dans la lutte contre la criminalité transnationale organisée » selon laquelle le renseignement permet également de « formuler des décisions stratégiques (par exemple l'allocation de ressources pour un problème particulier) », voir p. 3.

⁵⁶L'expert a précisé qu'en appliquant ces techniques d'enquête, les autorités mexicaines ont suivi les indications du *Manuel de lutte contre la traite des êtres humains à l'usage des praticiens de la justice pénale* (Vienne, ONUDC, 2009) et du *Manual sobre la investigación del delito de trata de personas. Guía de autoaprendizaje* (San José, Costa Rica, ILANUD, 2010). Dans ce dernier, l'approche proactive prise en compte en relation aux infractions de traite d'êtres humains est présentée comme une méthode permettant aux autorités policières d'entamer et de faire progresser les enquêtes même en l'absence de plaintes ou de collaboration de la part des victimes.

holistique adoptée pour enquêter sur l'ensemble du phénomène de l'immigration vietnamienne ont permis aux autorités policières hongroises de prévenir d'autres infractions, notamment grâce au partage d'expériences avec les autorités consulaires en contribuant ainsi à éliminer les clivages des procédures de contrôle de la migration.

La conjugaison d'objectifs répressifs et préventifs est bien illustrée par l'affaire SER 3, où un groupe criminel doté d'une structure hiérarchique pyramidale et composé de 27 membres agissant en Serbie, en Croatie, au Monténégro et en Bosnie-Herzégovine, a fait l'objet de poursuites coordonnées aboutissant à une condamnation en Serbie et en Bosnie. Les autorités de poursuite serbes ont condamné jusqu'à présent 6 personnes pour les infractions suivantes : association de malfaiteurs, trafic de drogues, extorsion, détention illicite d'armes à feu et autres infractions moins graves. L'expert serbe spécifie que « dans ce cas, une enquête proactive a été mise sur pied en utilisant les techniques policières conventionnelles ainsi que des techniques d'enquête spéciales (surveillance visuelle, écoutes téléphoniques et interceptions de communications) », que « la police serbe a travaillé intensément pour collecter du renseignement sur ce groupe criminel organisé que l'on soupçonnait de préparer de nombreux autres crimes – vols à main armée, extorsions, enlèvements de personnes, meurtres et trafic de drogues » et que « grâce à l'action ponctuelle et coordonnée des services de police de la Serbie et de la Bosnie Herzégovine il a été possible d'empêcher que ces crimes soient commis ».

UKG 3 est une affaire concernant un vaste trafic de produits de coupage de drogues. Cette enquête avait été entamée essentiellement pour recueillir du renseignement et identifier les chefs de ce trafic. Cependant, au fur et à mesure qu'elle avançait et que l'ampleur considérable de l'entreprise criminelle apparaissait, il a été décidé de se concentrer sur la poursuite des personnes impliquées dans le trafic des produits de coupage afin de protéger le Royaume-Uni de ce trafic.

Ces délinquants ont été jugés pour association de malfaiteurs pour avoir écoulé des substances illicites obtenues suite à un trafic de substances en soi licites, mais dans son évaluation finale l'expert souligne davantage les aspects liés à la prévention : les producteurs et les fournisseurs légaux de produits chimiques qui ont collaboré avec l'équipe des enquêteurs ont sécurisé leurs procédures de vente en adoptant la politique « connaissez votre client » ; de plus, l'Agence des frontières britannique a sérieusement durci la réglementation sur l'importation de nombreux produits chimiques, en fixant un plafond des quantités pouvant être importées.

En présentant l'affaire SAF 1, l'expert souligne les éléments de l'enquête qui correspondent à cette stratégie proactive et holistique et le rôle important du renseignement. Il considère l'enquête comme une part d'un projet global visant à « identifier et à surveiller les groupes criminels impliqués dans le trafic et l'exportation illicite de MGP (métaux du groupe du platine); recueillir le renseignement nécessaire sur les suspects selon leur rôle, enquêter sur leurs activités, poursuivre le groupe criminel et assurer le recouvrement grâce à la confiscation des avoirs. Ce projet comprend la création d'un laboratoire pour permettre aux groupes criminels d'analyser les MGP volés, l'achat de produits illicites à des personnes préalablement identifiées durant des opérations d'infiltration, la vente de produits MGP illicites aux principaux suspects, voire proposer à l'exportateur le transport des produits illicites qui seront surveillés jusqu'à leur destination finale pour ensuite identifier les trafiquants étrangers et les comptes off-shore utilisés par les groupes criminels, aux fins du recouvrement dans une deuxième phase ». Il s'agit sans conteste d'un véritable programme d'action proactif.

Dans l'affaire USA 6, un suicide par abus de somnifères a évolué en une poursuite envers une importante structure constituée d'Internet Facilitation Companies (IFC), de médecins et de pharmaciens responsables de la fourniture illégale de médicaments commandés sur Internet. Les enquêtes ont conduit à l'arrestation des médecins qui avaient rédigé des ordonnances sans avoir visité le patient ou sans avoir contrôlé son dossier médical, des pharmaciens qui avaient dispensé les médicaments, des responsables de ces IFC ainsi qu'au gel de plusieurs millions de dollars de profits illicites appartenant à une de ces sociétés. Le tournant fondamental dans l'élargissement de l'enquête s'est produit lorsque le pharmacien qui avait fourni les drogues à la personne qui s'est suicidée a décidé de collaborer avec les enquêteurs, qui ont ensuite mis sur pied un plan pour introduire le pharmacien dans une opération d'infiltration.

À ce propos, l'expert américain remarque que « en général, certains des principaux suspects doivent être « transformés » en informateurs... car ils peuvent fournir des preuves et des témoignages cruciaux ... Il est possible

de devoir « renoncer » à l'une des principales cibles et de se contenter de quatre cibles sur cinq moins importantes. Dans cette affaire, le pharmacien était un pivot essentiel car il constituait la charnière entre les médecins et les IFC. »

86. Naturellement, des enquêtes aussi longues supposent une phase de préparation adéquate, exigeant une analyse attentive des moyens disponibles et une programmation détaillée. L'affaire SAF 1 peut fournir un modèle de planification que l'on retrouve de manière générale dans une bonne partie des affaires retenues et qui aurait été très utile pour structurer les enquêtes sur d'autres affaires :

MODÈLE DE PLANIFICATION DES PHASES DE L'ENQUÊTE

Phase 1, préparation :

- connaître et comprendre le contexte opérationnel et, le cas échéant, le cadre juridique/législatif ;
- évaluer les secteurs prioritaires de l'enquête ;
- recueillir et analyser les informations et le renseignement y afférents afin d'identifier d'autres secteurs et objectifs prioritaires à indiquer dans les motivations de la demande d'autorisation ;
- tracer la stratégie de collecte des informations à transmettre aux autorités judiciaires, ainsi que la stratégie d'enquête, de poursuites et de recouvrement des avoirs ;
- vérifier que les informations recueillies soient suffisantes pour justifier la délivrance d'une autorisation à ouvrir une enquête ;
- rédiger les motivations pour obtenir l'autorisation d'ouvrir une enquête ;
- identifier les ressources nécessaires (multidisciplinaires), partenariats publics et privés et acteurs concernés ;
- établir les compétences pour ce qui est de la gouvernance, la supervision et la gestion des rapports ;
- fixer le budget des opérations ;
- préparer un rapport sur les résultats et les recommandations.

Phase 2, ouverture de l'enquête après autorisation. Durant cette phase les activités à conduire consistent à :

- mener les enquêtes détaillées sur les secteurs prioritaires identifiés au moyen d'opérations d'infiltration/pénétration ;
- mettre en place la stratégie d'infiltration (zone sûre et agents infiltrés) ;
- préparer les dossiers des affaires et les documents probatoires ;
- décider des contre-mesures adéquates et obtenir les autorisations nécessaires pour procéder aux arrestations, aux perquisitions et aux saisies ;
- préparer les actes d'accusation ;
- faire en sorte que les autorités compétentes exécutent les demandes d'entraide judiciaire nationales et internationales ;

- procéder aux arrestations au niveau national ;
- effectuer les perquisitions et les saisies au niveau national et international ;
- procéder au gel et au recouvrement des avoirs ;
- rédiger un rapport sur les résultats et formuler des recommandations.

Phase 3, contre-mesures et clôture du projet. Durant cette phase la tâche de l'équipe consiste à :

- préparer les dossiers de poursuite ;
- préparer d'autres demandes d'entraide judiciaire pour collecter des informations et des preuves au niveau international ;
- entamer les démarches judiciaires/pénales opportunes auprès des sièges compétents, y compris les poursuites pénales et le recouvrement des profits du crime ;
- préparer un rapport final sur les résultats et formuler des recommandations.

87. S'agissant des nombreuses affaires de traite d'êtres humains, les experts des Philippines ont souligné la nécessité, pour les services concernés, de consacrer davantage de temps à la planification de l'ensemble de l'opération. Ces mêmes experts ont également souligné qu'au moment de la planification et de la réalisation d'enquêtes complexes, les fonctions de la police et du procureur doivent s'intégrer constamment et correctement : « Les procureurs des Philippines, en raison de leurs fonctions quasi-judiciaires ne peuvent participer à la phase des enquêtes. Avec les modifications introduites dans notre législation sur la traite de personnes, la participation du procureur durant la phase de l'enquête est maintenant fondamentale pour guider la police... » Ce commentaire peut être comparé à celui qui a été exprimé par l'expert britannique à propos de l'affaire UKG 3, une affaire comportant de nombreux nouveaux aspects problématiques : « Selon le système juridique britannique, le Parquet de la Couronne - Crown Prosecution Service (CPS) - ne dirige pas les investigations mais travaille de près avec l'équipe des enquêteurs, notamment en cas d'affaires complexes » et « après avoir entamé les enquêtes nous avons demandé l'avis du CPS sur les infractions sur lesquelles il valait mieux se concentrer. Cela a influencé la direction de l'enquête et a établi clairement la nature des preuves nécessaires. Le contact continu avec le CPS a été extrêmement utile ».

88. Les enquêtes et les poursuites dans les affaires de criminalité organisée sont souvent particulièrement complexes car elles peuvent exiger de suivre plusieurs lignes d'enquêtes, même au-delà des frontières nationales. Une organisation structurée des moyens et des ressources disponibles est d'une importance vitale pour la réussite de ce type d'enquêtes. ITA 18 est une affaire où étaient impliqués plus de 170 suspects membres d'une structure complexe, composée de 11 groupes criminels agissant de concert pour commettre des infractions liées à la contrefaçon de pièces d'identité et au faux monnayage, constituant un réseau capillaire sur l'ensemble du territoire italien et dans d'autres pays européens. L'enquête, qui a duré de novembre 2005 à janvier 2009, a été schématisée comme suit :

PLAN D'ENQUÊTE ÉLARGIE SUR UN RÉSEAU COMPLEXE (affaire italienne de faux monnayage)

Analyse préliminaire

phase 1 : collecte de billets contrefaits ;

phase 2 : examen de ces billets ;

phase 3 : vérifications dans le CMS (Counterfeit Monitoring System) ;

phase 4 : vérifications dans les bases de données des forces de police.

Phase centrale

phase 5 : surveillance des suspects ;

phase 6 : communication de l'infraction aux autorités judiciaires ;

phase 7 : interceptions téléphoniques, filatures, etc. ;

phase 8 : résultats confirmatoires (arrestations et saisies) ;

phase 9 : identification de tous les membres appartenant à l'organisation criminelle ;

phase 10 : démantèlement des ateliers de production.

Phase finale

phase 11 : démantèlement de l'ensemble de l'organisation criminelle ;

phase 12 : exécution des mandats d'arrêt.

Suites de l'enquête, démantèlement définitif de l'organisation criminelle :

- identification d'autres ateliers de production ;
- saisies de films ;
- arrestation des chefs de l'organisation criminelle.

Prévention de la réorganisation des groupes criminels :

- mesures ayant un impact sur les avoirs illicites ;
- saisie des avoirs.

89. Au-delà des aspects particuliers de ce type d'infraction, ce dernier schéma aussi confirme le bien-fondé de la méthode consistant à élargir progressivement les investigations qui, nous l'avons vu, est une caractéristique opérationnelle générale de la politique de « démantèlement du groupe criminel ». La description de cette affaire concernant un réseau complexe et les explications fournies par l'expert sont précieuses car elles permettent de tirer des conclusions générales importantes, et illustrent de nombreuses bonnes pratiques qui peuvent être intéressantes même pour d'autres affaires de criminalité organisée. ITA 18 non seulement est un exemple très intéressant pour comprendre certaines des caractéristiques les plus spécifiques de l'infraction de faux monnayage, mais met également en évidence comment une stratégie générale contre la criminalité organisée, visant au démantèlement complet d'un réseau ou d'un groupe criminel, est mise en pratique dans la stratégie d'enquête et les poursuites concernant une affaire donnée.

90. Les passages les plus significatifs des explications de l'expert sur l'affaire ITA 18 sont indiqués ci-dessous:

- Les premières transactions illégales de faux billets entre les personnes surveillées permettront de déchiffrer le langage utilisé durant les négociations, et d'identifier les lieux et les modalités d'échange, les personnes impliquées et leur style de vie.
- En remontant progressivement la chaîne de distribution, ... il sera possible de mener des enquêtes jusqu'aux niveaux les plus élevés de la distribution et également d'identifier et de saisir les dépôts de billets de banque,

et ensuite faire irruption dans l'atelier clandestin.

- Les délais de déroulement de l'enquête et de la collecte de preuves ... dépendent évidemment ... de la structure du groupe criminel identifié. L'expérience acquise ... a prouvé que les personnes arrêtées en flagrant délit durant les activités de contrôle policier, notamment dans la région de Campanie [Italie], sont immédiatement remplacées dans leurs activités illégales par d'autres ... Une sorte de solidarité criminelle ... de façon à ce que, durant la détention de la personne arrêtée, les proches de celle-ci (généralement des membres de la même famille) sont quasi systématiquement impliqués dans l'activité du groupe criminel afin que l'organisation reste opérationnelle.
- Ces « remplacements » doivent faire l'objet d'une communication de commission d'infraction ... contenant une demande de mandat d'arrêt envers tous les membres de l'organisation en évitant ainsi la reprise des activités criminelles.
- Après l'exécution des mesures conservatoires autorisées par le juge, l'activité étroitement liée à l'enquête [de départ] peut être considérée comme close. Cependant, il est nécessaire de poursuivre l'enquête en identifiant les chefs de l'activité criminelle et les bailleurs de fonds. Ce sont eux qui, d'une part, prendront en charge les personnes arrêtées ... en leur fournissant des avocats bien choisis et en soutenant financièrement leur famille et, de l'autre, essaieront d'ouvrir de nouveaux ateliers clandestins pour assurer la poursuite de l'activité criminelle à laquelle ils se livrent.

91. La leçon méthodologique que l'on peut tirer est que le procédé qui consiste à faire passer progressivement l'enquête du plus bas échelon, constitué par le dernier revendeur, jusqu'au plus élevé, celui des producteurs et des pourvoyeurs d'argent, dans le but de démasquer l'ensemble de la structure matérielle et humaine de l'organisation criminelle, peut être avantageusement employé pour les autres types de trafic illicite, indépendamment de leur nature (et les techniques d'enquête conseillées, telles que les livraisons surveillées, y trouvent leur principale raison d'être). La remarque de nature stratégique sur laquelle les experts sont tous d'accord est que l'effort visant à démanteler les organisations criminelles et/ou à anéantir entièrement les structures criminelles possède une valeur stratégique fondamentale dans la lutte contre la criminalité organisée. La validité de cette remarque est renforcée par les commentaires des experts qui, tout en ayant rencontré des difficultés pour poursuivre les auteurs de graves infractions de criminalité organisée, n'ont pas cherché la simplification ni les solutions de facilité. Au contraire, ceux-ci estiment qu'un « élargissement de l'enquête » peut conduire à un changement positif dans leurs pratiques et à la bonne issue des poursuites, pour reprendre les mots de l'expert des Philippines dans l'affaire PHI 8 et dans d'autres affaires de traite d'êtres humains. C'est ainsi que l'on peut formuler la conclusion générale suivante :

ENSEIGNEMENT TIRÉ

En abordant les affaires de criminalité organisée, les enquêteurs et les procureurs devraient adopter une approche holistique et proactive pour frapper le plus grand nombre possible de personnes impliquées et le plus grand nombre de conduites illicites mises en place par les groupes criminels, en permettant ainsi à la justice pénale de jouer un rôle efficace dans la stratégie visant à démanteler les organisations et à prévenir d'autres infractions. Cela exige, entre autres, une planification attentive des opérations et des interactions entre tous les acteurs concernés.

Le cadre juridique, les moyens financiers et la culture professionnelle ainsi que l'expertise des praticiens devraient s'adapter autant que possible à cette approche.

92. Il faut remarquer que la Convention de Palerme non seulement suggère ou impose des politiques pénales spécifiques, mais souligne également la nécessité d'en évaluer constamment l'impact. Selon l'art. 28, par. 3, chaque État Partie envisage la possibilité « de suivre ses politiques et les mesures concrètes prises pour combattre la criminalité organisée et d'évaluer leur mise en œuvre et leur efficacité » : il s'agit d'une disposition générale dont le sens réside dans sa nature obligatoire et dans le fait que les règles de ce genre ne sont guère communes dans les traités de droit pénal international.

B. CADRE INSTITUTIONNEL : SERVICES SPÉCIALISÉS EN CRIMINALITÉ ORGANISÉE

***Sommaire** : la spécialisation comme facteur d'efficacité ; les fonctions des services et des unités spécialisées ; - les différents types de spécialisation : police/procureurs, centralisation/décentralisation, répression/prévention, criminalité organisée/autres infractions ; rapports avec les entités non préposées à l'application de la loi.*

93. L'adaptation des cadres juridiques nationaux à cette stratégie pourrait comprendre, en sus d'instruments d'investigation et d'incrimination adéquats, des accords d'organisation tels que la création de services ou d'unités spécialisés en criminalité organisée. Les affaires retenues démontrent que ces accords ont été considérés nécessaires et mis en place : presque toutes les affaires ont mis en relief l'existence d'organismes spéciaux/spécialisés prenant un rôle actif dans les enquêtes et les poursuites en matière de criminalité organisée. La Convention de Palerme et ses protocoles, tout en contenant de nombreuses dispositions sur la nécessité de fournir une formation adéquate au personnel, même par le biais de la coopération internationale, n'affronte pas explicitement la création de ces organismes spéciaux/spécialisés. Cela est probablement dû au fait que les décisions sur l'organisation et la distribution des charges publiques ne peuvent être prises qu'au niveau national⁵⁷. Étant donné que les affaires retenues ne font que mentionner les organismes spéciaux ou décrire rapidement leurs fonctions opérationnelles, une étude comparée approfondie sur les fins et sur la nature des solutions adoptées par différents pays pourrait être utile aux pays envisageant de réformer ce domaine, car elle donnerait un aperçu des modèles possibles et ayant fait leur preuve.⁵⁸

94. D'après les affaires retenues, on peut déduire que les services spéciaux assurent généralement une ou plusieurs des fonctions suivantes : facilitation de la collecte, de la gestion et de l'utilisation efficace des informations sur les phénomènes criminels qui suscitent des inquiétudes ; amélioration des capacités d'utilisation des instruments juridiques d'enquête et de poursuites spéciaux ; coordination ou unification des enquêtes et

⁵⁷La seule exception notoire est contenue dans l'art. 18, par. 13 de la Convention ; celui-ci oblige les parties à désigner une autorité centrale qui a la responsabilité et le pouvoir de recevoir les demandes d'entraide judiciaire : cette exception est justifiée par la fonction de coopération internationale assurée par ce service ad-hoc.

⁵⁸Un recueil de brèves présentations des caractéristiques principales des entités spéciales/spécialisées nationales est contenu dans le cédérom joint à la présente publication.

des poursuites, de façon à éviter tout conflit d'initiative et optimiser les résultats des poursuites contre les différents groupes criminels ou les différents réseaux.

95. Dans ses commentaires sur les affaires concernant le trafic d'êtres humains, l'expert mexicain a également souligné que la création de services spécialisés avait facilité l'institution de groupes de travail multidisciplinaires et, en général, l'échange d'expériences professionnelles et des enseignements tirés entre praticiens. L'expert d'El Salvador a également souligné que les services spécialisés réussissent à mieux répondre à la pression exercée par les groupes criminels sur les enquêteurs et les procureurs. Ce même expert a également souligné que la création de services spécialisés au niveau central au sein du Parquet général ('Fiscalia General') d'El Salvador, a nécessité une étude complexe et une proposition articulée établissant les critères d'attribution des affaires à ces services spécialisés plutôt qu'aux services traditionnels.

96. Quoi qu'il en soit, ces raisons et ces réflexions ne suffisent pas à trancher sur un modèle unique d'organisation. Comme le démontrent les affaires retenues, il est effectivement possible d'adopter des solutions différentes. En général, les différences sont les suivantes :

- Le fait que les services spéciaux/spécialisés sont créés uniquement pour la Police ou également pour les Parquets.

- Le niveau de leur spécialisation :

Dans l'affaire des États-Unis USA 1, l'expert explique que les poursuites ont été conduites par un des Strike Force Offices qui, en général, « disposent de procureurs ne se consacrant qu'aux enquêtes et qu'aux poursuites de criminalité organisée », tandis que les services de police disposent d'un niveau de spécialisation plus spécifique (cette affaire a été suivie par l'équipe de Criminalité organisée eurasiatique). Dans l'affaire SPA 1, l'expert espagnol souligne l'importance de disposer d'unités de police spécialisées en trafic de drogues par conteneurs en soulignant que le niveau d'expertise exigé pourrait être limité non pas à une catégorie d'infractions, et non plus à un type d'organisation criminelle, mais à une modalité spécifique de conduite criminelle.

- Le fait que les fonctions spéciales sont exclusives et centralisées dans un seul service national ou pas :

S'agissant de la centralisation, le système italien est particulier eu égard aux crimes commis avec l'implication de groupes criminels organisés de type mafieux, car les poursuites ne sont que partiellement centralisées. Elles ne sont menées que par les Parquets régionaux (au total moins de 30) ; de plus, ces derniers disposent de l'appui de la Direction nationale anti-mafia (DNA) qui soutient directement l'action des Parquets régionaux et collecte et gère les informations générales et les dossiers concernant toutes les procédures, faisant ainsi fonction de centre opérationnel et de renseignement.

- Le fait que les entités spéciales/spécialisées ne se consacrent qu'aux activités concernant la justice pénale ou sont également chargées de la prévention.
- Le fait que les organismes spéciaux/spécialisés sont créés pour viser la criminalité organisée ou des infractions spécifiques.

En ce qui concerne la première alternative, ces organismes peuvent être chargés de la criminalité organisée en général (conformément à une notion élargie de criminalité organisée) ou avoir été créés pour répondre à des formes spécifiques de criminalité organisée, considérées particulièrement dangereuses dans un pays donné, en une certaine période (par ex. la compétence exclusive des procureurs italiens en matière de criminalité organisée ne concerne essentiellement que la criminalité organisée de type mafieux). La deuxième alternative est illustrée par de nombreux exemples de services ayant une compétence exclusive pour des infractions telles que trafic de drogues, traite d'êtres humains, migra-

tion illégale, etc. Ces spécialisations pour certains types d'infractions (indépendamment du fait que des circonstances historiques en aient justifié l'introduction, par ex. la création au Kenya d'un Parquet spécial pour la piraterie) pourraient conserver leur utilité même s'il existe des services officiellement chargés de la criminalité organisée en général.

Dans certaines des affaires retenues, des services spécialisés en criminalité organisée ont collaboré avec des unités spécialisées dans des infractions spécifiques. C'est ce qui s'est passé par exemple pour les affaires où, grâce à leur expertise, les unités de cybercriminalité et de criminalité environnementale ont fourni une contribution essentielle aux enquêtes menées par les services de police spécialisés dans la lutte contre la criminalité organisée (voir les affaires de la Serbie et du Brésil). Dans l'affaire SPA 6, l'expert a bien souligné qu'en matière d'infractions de blanchiment et, plus généralement, dans les enquêtes financières, une spécialisation est indispensable. L'expert jamaïcain a souligné que dans son pays la Division des enquêtes sur la criminalité organisée (compétente pour tous les phénomènes criminels organisés y compris cybercriminalité, infractions financières, fraudes, fraudes informatiques, extorsions, traite d'êtres humains et enlèvements) collabore régulièrement avec la Division des drogues et crimes transnationaux et avec la Division des enquêtes financières).

D'autres affaires, notamment en matière de traite d'êtres humains, suggèrent que l'on se demande si la compétence exclusive de services spécialisés en un seul type d'infraction ne constitue pas, dans certains cas, une limitation *de facto* à la méthode de l'enquête holistique dictée par la politique de « démantèlement du groupe criminel ». De même, certains doutes se posent quant à la co-présence d'organismes spécialisés dans certains types d'infractions et d'organismes compétents en matière de criminalité organisée en général, et quant à savoir si cette co-présence pourrait confiner l'action de ces derniers à des formes limitées de criminalité organisée, allant ainsi à contresens du but indiqué, c'est-à-dire le recours aux méthodes d'enquêtes spéciales pour la criminalité organisée au sens large. Dans l'ensemble, les affaires retenues semblent indiquer que le débat sur le niveau de cette spécialisation (un type donné d'infraction finale ou criminalité organisée en général) est extrêmement complexe et difficile à résoudre, notamment parce que toute solution est conditionnée par les caractéristiques des systèmes nationaux de justice pénale.

97. Un autre aspect notable qui se dégage des affaires retenues est l'importance donnée à la coordination interinstitutionnelle et à la façon dont laquelle les autorités responsables des enquêtes et des poursuites ont collaboré et se sont coordonnées avec d'autres autorités non préposées à l'application de la loi. En présentant MEX 1, une affaire de traite d'êtres humains, l'expert souligne l'importance de la coopération fournie par l'Institut National des Migrations. Dans les affaires BRA 6 et HUN 2, l'importance de la coopération fournie par l'administration fiscale apparaît clairement, notamment pour ce qui est des enquêtes sur la situation financière des présumés délinquants. De plus, les affaires des Philippines sur la traite d'êtres humains offrent un intéressant exemple d'organisation ; il s'agit de la création d'un « groupe de focalisation » élargi formé des autorités en charge de l'application de la loi, d'autres autorités administratives et d'organisations non gouvernementales. Ce groupe suit les affaires dès la première phase de l'enquête (profiling) jusqu'à la fourniture d'assistance et de protection aux victimes : les affaires PHI 1 et 4 montrent en particulier que le soutien fourni aux victimes par les organisations non gouvernementales constitue une des composantes essentielles d'une procédure réussie.

C. TECHNIQUES D'ENQUÊTE SPÉCIALES

Sommaire : utilisation réussie des techniques spéciales ; respect des droits de l'homme ; insuffisance de la réglementation dans certains pays ; surveillance, opérations d'infiltration, livraisons surveillées.

98. L'art. 20 de la Convention de Palerme oblige chaque État partie à « prendre les mesures nécessaires pour permettre le recours approprié aux livraisons surveillées et, lorsqu'il le juge approprié le recours à d'autres techniques d'enquête spéciales, telles que la surveillance électronique ou d'autres formes de surveillance et les opérations d'infiltration », dans le cadre des procédures nationales ainsi que dans le contexte de la coopération internationale. Ces mesures ont été employées dans la plupart des affaires retenues : les interceptions téléphoniques y sont toujours présentes et sont souvent associées aux opérations d'infiltration et aux livraisons surveillées. En fait, certains experts considèrent les interceptions téléphoniques comme une technique d'enquête traditionnelle. Par conséquent, ces moyens d'enquête peuvent être considérés « spéciaux » non pas parce qu'ils sont exceptionnels ou rares, mais pour d'autres raisons.

99. Ce qui permet de qualifier ces techniques d'enquête de « spéciales » est le fait que leur application est souvent coûteuse et compliquée, qu'elle exige une grande expérience et, parfois, des connaissances et des instruments technologiques sophistiqués. Leur utilisation peut tantôt poser des problèmes éthiques, tantôt représenter un danger pour la sécurité des opérateurs et, ce qui est encore plus important, peut violer les droits personnels fondamentaux (par ex. le droit à la vie privée). Par conséquent, ces techniques ne devraient être utilisées théoriquement que lorsqu'aucune autre alternative raisonnable ne permet d'obtenir des informations et des preuves. Toutefois, malgré ces difficultés, on peut tirer cette conclusion claire et indiscutable :

ENSEIGNEMENT TIRÉ

Aux fins des enquêtes et des poursuites en matière de criminalité organisée, les techniques d'enquête spéciales sont souvent irremplaçables. Celles-ci, comme illustré par les affaires retenues, ont permis à des enquêtes complexes et graves d'aboutir.

100. Dans les affaires de traite d'êtres humains les techniques d'enquête spéciales, telles que les interceptions téléphoniques ou autres formes de surveillance, ont été parfois utilisées comme source de preuve supplémentaire corroborant les dépositions des témoins ou d'autres éléments probatoires. Par contre, dans d'autres cas, la surveillance, les agents infiltrés et les livraisons surveillées ont fourni des informations fondamentales sur des réseaux internationaux, la composition et le mode opératoire de certains groupes criminels, l'identité de délinquants isolés, la préparation d'infractions, etc. en se révélant précieuses aux fins de l'approche proactive, basée sur le renseignement, qui probablement n'aurait pas été possible en cas de simple utilisation de techniques plus traditionnelles.

101. En raison des problèmes qu'elles posent, les techniques d'enquête spéciales requièrent une réglementation détaillée au niveau national qui, dans certains pays, fait encore défaut. C'est le cas du Nigeria, comme l'a fait remarquer l'expert qui se plaint de l'impact négatif qu'a eu sur l'affaire NIG 1 l'absence d'une loi sur les interceptions téléphoniques. De plus, l'expert kenyan a ajouté qu'un pays ne disposant pas d'une loi régissant les techniques spéciales ne pourra pas utiliser les preuves recueillies, dans le cadre d'une coopération internationale, par les autorités d'un autre pays grâce à ces techniques spéciales.

■ ARTICLE 20. TECHNIQUES D'ENQUÊTE SPÉCIALES

1. Si les principes fondamentaux de son système juridique national le permettent, chaque État partie, compte tenu de ses possibilités et conformément aux conditions prescrites dans son droit interne, prend les mesures nécessaires pour permettre le recours approprié aux livraisons surveillées et, lorsqu'il le juge approprié, le recours à d'autres techniques d'enquête spéciales, telles que la surveillance électronique ou d'autres formes de surveillance et les opérations d'infiltration, par ses autorités compétentes sur son territoire en vue de combattre efficacement la criminalité organisée.

102. Le texte de l'art. 20 de la Convention révèle indirectement la nécessité d'une réglementation détaillée et complète, en associant à l'obligation de prescrire ces techniques une série de critères et de conditions : « Si les principes fondamentaux de son système juridique le permettent », « compte tenu de ses possibilités et conformément aux conditions prescrites dans son droit interne », etc. Cet article prouve également que les négociateurs de la Convention étaient conscients de la difficulté d'introduire des règles internationales spécifiques sur l'usage de ces techniques, même de caractère général. Dans le même temps, le manque d'un niveau minimum d'harmonisation entre les législations nationales pourrait créer des difficultés au niveau de la coopération internationale : l'expert du Royaume Uni, par exemple, en illustrant l'affaire UK 1 regrette que, bien que Trinité, le Guyana et la Grenade aient coopéré, notamment sous forme de surveillance, les informations qu'ils ont recueillies n'ont pu être utilisées auprès du tribunal car elles étaient contenues uniquement dans un rapport écrit adressé à l'officier de police compétent, sans une main courante des activités et sans enregistrements à l'appui. Ce même expert, eu égard à UK 2, une autre affaire de trafic de drogues, indique que les informations recueillies grâce à un type d'interceptions téléphoniques réalisé légalement aux Pays-Bas mais non permis au Royaume Uni, ont fourni une aide précieuse aux poursuites effectuées dans ce dernier et que « la possibilité de produire ces pièces dans le cadre de cette affaire a indubitablement contribué de manière significative à la condamnation. »

103. À partir de l'observatoire privilégié sur le fonctionnement de la Convention qu'est l'ONUDC, on remarque que « dans les dix ans qui ont suivi la signature de la Convention sur la criminalité transnationale organisée, le recours aux techniques d'enquête spéciales est resté un secteur qui nécessite un renforcement des capacités ainsi qu'un support législatif. »⁵⁹

104. Les techniques spéciales, telles que les interceptions de communications ou les livraisons surveillées, se concentrent sur les liens existant entre les différents délinquants. Elles sont donc particulièrement importantes lorsque l'on a à faire à une organisation criminelle, car elles permettent d'en comprendre la structure et les conduites. Quoi qu'il en soit, à partir du moment où l'utilisation et la valeur des techniques spéciales sont fortement conditionnées par les caractéristiques des systèmes juridiques nationaux, tirer de « bonnes pratiques » générales des affaires retenues serait un exercice au résultat incertain. Les encadrés qui suivent contiennent des commentaires sur certaines caractéristiques de ces techniques.

⁵⁹ONUDC, «The Use of Criminal Intelligence and Special Investigative Techniques in the Fight against Transnational Organized Crime» (2010), p. 3.

SURVEILLANCE

La Convention de Palerme fait référence à la « surveillance électronique ou autres formes de surveillance », en incluant ainsi tous les différents types de surveillance autres que les livraisons surveillées et les opérations d'infiltration. Par conséquent, le terme « surveillance » inclut les techniques policières traditionnelles (par ex. filature) ainsi que l'utilisation de technologies électroniques modernes (interception de méls, de textos ou autres messages électroniques ; dispositifs d'écoute et de localisation ; dispositifs vidéos). La surveillance peut avoir pour objet les communications, les déplacements ou tout autre comportement du mis en cause. Compte tenu de l'ampleur de cette notion, un expert a par ailleurs remarqué que la surveillance en soi est une activité qui, en général, n'exige pas une autorisation judiciaire. Lorsqu'une personne est soupçonnée d'être impliquée dans une infraction, la police peut contrôler de près ses mouvements, ses actions et ses contacts.

Effectivement, certaines de ces activités peuvent être effectuées en utilisant les méthodes traditionnelles telles que les filatures et l'observation (y compris avec des téléobjectifs puissants) qui ne sont pas soumises à autorisation; tandis que les autres méthodes de surveillance, considérées plus envahissantes, sont soumises à des conditions particulières prévues par la loi, comportant quelquefois un mécanisme d'autorisation complexe. Entre les deux, il existe une série de techniques de surveillance soumises au contrôle du procureur/juge dans certains pays mais pas dans d'autres. C'est le cas par exemple de la « filature électronique » par GPS, une technologie sophistiquée dont l'utilisation dans de nombreux pays n'est pas soumise à autorisation. Toutefois, la Cour suprême des États-Unis a affirmé que, pour la loi américaine, en utilisant un GPS pour suivre les mouvements d'un véhicule pendant quatre semaines, la police avait effectué une « perquisition » qui n'aurait pu avoir lieu sans un mandat de perquisition valable.⁶⁰

Aux fins de l'identification et de la localisation des personnes, les enquêteurs utilisent également la vidéosurveillance lorsque les techniques de surveillance traditionnelles ne peuvent être employées en raison des caractéristiques du lieu où se trouve la personne concernée, ou dans les cas où celle-ci agit dans des zones caractérisées par un haut niveau de criminalité.

S'agissant des interceptions téléphoniques, dans les affaires BRA 8 et 9, l'expert brésilien a souligné les difficultés posées par les retards fréquents de la délivrance de l'autorisation judiciaire. La décision de la Cour suprême de la Colombie britannique, dans l'affaire CAN 10, permet de bien comprendre que de nombreux éléments doivent être pris en compte en détail pour vérifier que sont remplies les conditions de la législation nationale afin d'autoriser l'interception téléphonique.

L'expert suisse, à propos d'une affaire de trafic de drogues (SWI 1) où d'autres moyens de preuve ont été considérés insuffisants pour démontrer qu'un même groupe criminel était responsable de plusieurs conduites illicites, a affirmé que les résultats de la surveillance téléphonique ont dévoilé les communications que s'échangeaient les membres du groupe et ont ainsi permis de les condamner pour participation à un groupe criminel organisé.

Eu égard aux interceptions téléphoniques, les experts italiens ont soulevé un problème « technique » : la traduction des conversations. Ils ont fait remarquer que, lors d'enquêtes sur des organisations transnationales, souvent des difficultés se posent pour trouver des interprètes de certaines langues étrangères, et notamment des interprètes connaissant les dialectes utilisés par de petits groupes ethniques. Lorsque l'on parvient à les trouver, il arrive fréquemment qu'ils soient rétifs à collaborer car ils craignent les rétorsions de leurs concitoyens mis en cause. Enfin, le problème de la fiabilité de ces interprètes est une question tout autant délicate.

OPERATIONS D'INFILTRATION

Comme pour la « surveillance », la Convention de Palerme ne fournit pas la définition d'une « opération d'infiltration ». L'expression est généralement utilisée pour indiquer les opérations - autres que la surveillance et les livraisons surveillées - consistant à infiltrer une personne dans un groupe criminel organisé ou dans un réseau pour participer

⁶⁰ *United States versus Jones*, voir <http://supreme.justia.com/cases/federal/us/565/10-1259>.

à l'activité criminelle générale de ces groupes ou à des activités illicites spécifiques, pour qu'elle y joue un rôle déterminé afin de découvrir les infractions commises ou à commettre, et de transmettre les informations ainsi recueillies ; celles-ci peuvent éventuellement concerner la structure et les membres de l'organisation.

Dans l'affaire ITA 19, une importante affaire de trafic de drogues, l'expert explique quelles sont les principales caractéristiques du système juridique italien régissant les opérations d'infiltration et son évolution : d'un instrument limité permettant uniquement l'achat simulé de drogues par un policier à des méthodes complexes, utilisées pratiquement pour toutes les infractions graves, dans le cadre desquelles différentes catégories de personnes peuvent faire fonction d'agents infiltrés dans de multiples rôles. Les membres des forces de police étrangères peuvent participer, en tant qu'agents infiltrés, aux enquêtes italiennes, en bénéficiant de la même protection qui est accordée aux personnels italiens. De même, peuvent bénéficier de cette protection les personnes qui, n'ayant pas un rôle direct dans la perpétration de l'infraction, participent toutefois à l'action « illicite » de l'agent (le propriétaire d'un appartement ou d'une voiture, le chimiste qui analyse les drogues, etc.).

En Italie, une importante réforme juridique des opérations d'infiltration a été mise en place à l'occasion de la ratification de la Convention de Palerme. Les règles fondamentales d'utilisation de cette technique sont actuellement contenues dans la loi de ratification, avec toutes les autres mesures adoptées pour pouvoir appliquer cet instrument international.⁶¹

Les principaux piliers de ce système sont les suivants :

(a) les agents infiltrés bénéficient de l'exclusion de la responsabilité pénale : si les opérations d'infiltration sont correctement autorisées et documentées, les agents infiltrés ne peuvent être considérés responsables des actes qu'ils commettent;

(b) l'activité de l'agent infiltré ne constitue pas un acte d'incitation ;

(c) l'agent est protégé de plusieurs façons durant l'opération et le procès, son identité et son aspect physique doivent rester confidentiels.

D'autres affaires illustrent des systèmes juridiques nationaux qui permettent expressément de créer des personnes morales afin de simuler des activités commerciales dans le cadre d'une opération d'infiltration. Une section spécifique de la loi serbe contenant des dispositions spéciales sur la procédure pour infractions de criminalité organisée, corruption et autres délits avec circonstances particulièrement aggravantes régit la fourniture de services commerciaux ou juridiques fictifs. Dans l'affaire SAF 1, une affaire de trafic illicite de MGP, les experts ont expliqué que l'opération d'infiltration comprenait les activités suivantes : « la création d'un laboratoire pour permettre aux groupes criminels d'analyser les MGP volés, l'achat de produits illicites à des personnes préalablement identifiées durant des opérations d'infiltration, la vente de produits MGP illicites aux principaux suspects, voire proposer à l'exportateur le transport des produits illicites qui seront surveillés jusqu'à leur destination finale pour ensuite identifier les trafiquants étrangers et les comptes off-shore utilisés par les groupes criminels, aux fins du recouvrement dans une seconde phase ».

Dans une affaire de trafic de drogues des États-Unis vers l'Espagne (SPA 5), la livraison surveillée et des agents infiltrés ont été utilisés dans ces deux pays. Dans sa présentation, l'expert a expliqué que les drogues étaient transportées sous le contrôle des agents infiltrés. Malgré cela, seulement deux trafiquants de calibre moyen ont été arrêtés et il n'a pas été possible de parvenir aux chefs des groupes criminels qui étaient l'objectif des enquêteurs. L'expert présume que les circonstances étaient telles que, pour éviter des risques pour les agents infiltrés américains et espagnols, il a été nécessaire d'arrêter les deux trafiquants et il a été impossible de procéder aux étapes suivantes prévues par le programme d'infiltration.

L'affaire USA 2 est un excellent exemple de l'utilisation massive des opérations d'infiltration dans les enquêtes complexes concernant un réseau transnational illicite constitué de dangereux criminels. Dans cette affaire, deux opérations ont conduit à la condamnation de plus de 80 personnes qui « conspiraient » aux États-Unis, au Canada,

⁶¹Loi n°146, art. 9 (16 mars 2006). Le contenu de cette loi a été modifié par la loi n°136 (13 août 2010) qui a élargi les catégories d'infractions pour lesquelles cette technique peut être utilisée et a amplifié la gamme des services de police qui peuvent être autorisés à les utiliser.

en Chine et à Taiwan pour réaliser un trafic de drogues, d'armes, de faux billets, de cigarettes et d'autres marchandises. L'expert soutient que « les opérations d'infiltration, qui se faisaient simultanément sur les deux côtes des États-Unis, étaient nécessaires à la réussite de cette enquête et des poursuites sur la criminalité organisée ... Celles-ci représentaient le seul moyen efficace d'infiltrer une *conspiracy* et d'identifier un grand nombre de coupables. L'enquête a duré 8 ans et a commencé lorsque les agents infiltrés du FBI, en se feignant criminels, ont constaté que des conteneurs remplis de cigarettes contrefaites passaient sans problème les contrôles douaniers des États-Unis. Avec le temps, les agents infiltrés ont gagné la confiance des trafiquants qui leur ont demandé de faciliter d'autres expéditions illégales... ».

De plus « cette opération a été complexe et très longue. De nombreux agents fédéraux infiltrés ont négocié directement et à plusieurs reprises avec les criminels qui se trouvaient tant aux États-Unis qu'à l'étranger. La plupart de leurs conversations ont été enregistrées. La plupart d'entre eux étaient également surveillés. Étant donné que le trafic illicite représentait la principale infraction pénale, les livraisons surveillées se sont révélées un instrument d'enquête très utile.... Les preuves recueillies grâce à cette opération d'infiltration ont constitué la partie essentielle des preuves à charge ».

Les experts ont discuté longuement sur plusieurs questions concernant cette technique spéciale et notamment sur la sélection de l'agent à infiltrer. Tandis que certains pays disposent que seuls les membres des forces de police nationales peuvent exécuter ces fonctions, d'autres établissent en revanche qu'il est possible de recourir à des tiers. Les retombées pratiques et l'impact de ces approches différentes ne doivent pas être sous-estimées, car de cette différence naissent d'importants problèmes connexes, entre autres, la sécurité des personnels de police qui sont utilisés dans plus d'une opération durant une certaine période et la protection de leur identité.

LIVRAISONS SURVEILLÉES

La Convention de Palerme définit la livraison surveillée comme « la méthode consistant à permettre le passage par le territoire d'un ou plusieurs États d'expéditions illicites ou suspectées de l'être, au su et sous le contrôle des autorités compétentes de ces États, en vue d'enquêter sur une infraction et d'identifier les personnes impliquées dans sa commission. »

Parmi les techniques d'enquête spéciales, la livraison surveillée possède la plus longue histoire dans le droit international, car la Convention des Nations Unies de 1988 contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, en son art. 11, établissait déjà les règles pour son usage au niveau international. D'ailleurs, au départ, cette technique fut mise au point pour lutter contre le trafic transnational de drogues.

Les affaires du *Recueil* illustrent des situations où cette technique a été utilisée, souvent parallèlement avec des opérations d'infiltration et toujours dans un contexte d'infractions transnationales et d'enquêtes internationales. ALB 1, une affaire de trafic de cocaïne de l'Amérique du sud vers l'Albanie, constitue un exemple clair de livraison surveillée. Elle a débuté dans un pays de transit, les Pays-Bas, où l'on avait découvert un conteneur contenant des drogues. Les autorités néerlandaises ont contacté les procureurs albanais, et l'accord sur les modalités de la livraison a été établi très rapidement. Il a été ainsi possible de procéder à l'arrestation de deux organisateurs du trafic qui se trouvaient en Albanie. La rapidité avec laquelle les autorités néerlandaises ont informé spontanément le pays de destination et ont participé à l'opération doit être considérée comme le principal facteur de réussite.

Dans une affaire de trafic de faux tableaux d'importants artistes modernes tels que Mirò, Lichtenstein, Picasso et autres (ITA 6), la livraison surveillée internationale a dû être organisée en très peu de temps entre des services de police italiens et américains. Des fonctionnaires de la police italienne ont remarqué deux personnes dans un parking de l'aéroport de Rome qui signaient du nom de « Mirò » certaines lithographies à expédier aux États-Unis. Après avoir reçu l'autorisation téléphonique de ne pas procéder à la saisie des faux - qui aurait été obligatoire - les officiers de police sont parvenus à coordonner la suite de l'opération avec le FBI. Aux États-Unis, les fausses lithographies ont passé la douane et ont été livrées à leur destination finale, des galeries d'art de la côte occidentale. Une lithographie y a fait l'objet d'un pseudo-achat tandis que toutes les autres ont été saisies.

Dans l'affaire KEN 1, une affaire de trafic de drogues où une vaste coopération policière internationale a été mise en place entre le Kenya, les Pays-Bas et le Royaume-Uni, la livraison surveillée a été réalisée dans ces deux derniers pays : l'expert kenyan, comme vu plus haut, se plaint en général du fait que « le manque de dispositions claires sur ces techniques d'enquête modernes a empêché l'utilisation de certaines preuves obtenues par les Pays-Bas grâce à cette méthode. »

La majorité des affaires russes sur le trafic de drogues (RUS 1 à 6) prouvent que les livraisons surveillées internationales sont un instrument amplement utilisé.

En cas de livraison surveillée transfrontalière, il est essentiel d'assurer un contact continu avec les autorités compétentes de l'autre pays, de façon à ce que les deux parties soient pleinement et réciproquement informées et au courant de leurs actions. Des passages à vide dans les communications peuvent nuire à l'opération et peuvent avoir un effet inverse, tel que la perte des expéditions.

105. Les techniques d'enquête spéciales jouent un rôle fondamental dans la répression de la criminalité organisée mais les législateurs sont confrontés à des choix difficiles lorsqu'ils sont appelés à l'introduire dans les systèmes juridiques nationaux. L'assistance technique internationale peut être extrêmement importante pour de nombreux pays afin d'établir les principes substantiels de base, les conditions juridiques et les mécanismes techniques que suppose toute méthode d'enquête. L'expert hongrois a mis en évidence un type de livraison surveillée extrêmement risqué qui est encore à l'étude et débattu par l'Union Européenne : la livraison surveillée de personnes - c'est à dire le transport surveillé de migrants clandestins ou de personnes objet de la traite - doit-elle être absolument interdite ou bien dans quelles limites peut-elle être autorisée?

106. Eu égard aux techniques d'enquête spéciales et à d'autres activités d'enquête envahissantes en soi, l'expert canadien a expliqué ce qu'est le « mandat général »⁶². Le mandat général est une autorisation judiciaire qui permet d'utiliser des méthodes spéciales qui portent atteinte à la vie privée et qui ne sont pas régies (ni même prévues) par des dispositions législatives en matière de perquisition. Ce type de mandat est souvent utilisé lorsqu'une investigation est en cours afin que la police puisse agir sans révéler la véritable nature de l'enquête aux personnes concernées. Le mandat général permet, entre autres, d'accéder secrètement à une résidence privée ou à d'autres propriétés, de simuler un cambriolage, de procéder à une introduction par effraction ou d'effectuer une vidéosurveillance.

107. Par exemple, au cours d'une enquête sur une production illicite de stupéfiants qui s'est déroulée au Canada, un mandat général a permis à la police de pénétrer secrètement à plusieurs reprises dans un laboratoire clandestin, et ce pour une durée de 59 jours. Le mandat était nécessaire tant pour recueillir des preuves que pour des raisons de sécurité civile (c'est-à-dire pour vérifier que le laboratoire ne risquait pas d'exploser et/ou de contaminer la zone). Alors qu'un mandat de perquisition ordinaire n'aurait permis que de parvenir à une partie de ces objectifs, seul le mandat général autorisant des accès secrets à plusieurs reprises a permis à la police d'observer et de documenter le processus de production, d'identifier les complices, etc. Les nombreux avantages que présente le mandat général assurent une grande souplesse dans la gestion des opérations d'enquête, que la police peut adapter au mieux aux circonstances concrètes et changeantes qui se présentent. Enfin, étant donné que le mandat général permet des interventions répétées, l'on évite ainsi les lenteurs et la lourdeur de la demande et de l'obtention d'une autorisation pour chaque intervention.

108. Enfin, l'autre question complexe qui se pose est de savoir si la conclusion d'accords ou d'arrangements bilatéraux ou multilatéraux, tel que le suggère l'art. 20, par. 2 de la Convention de Palerme, faciliterait l'utilisation de techniques d'enquête spéciales dans le cadre de la coopération internationale. Aucune des affaires du *Recueil*

⁶²Code criminel du Canada, section 487.01.

ne fait mention de l'existence de tels accords ou arrangements ni n'en suggère les domaines d'application, alors que l'art. 20, par. 3, indiquant qu'en l'absence d'accords en matière de livraisons surveillées les décisions sont prises au cas par cas, invite à tenir compte des « ententes et des arrangements financiers quant à l'exercice de leur compétence par les États parties intéressés ».

D. AUTRES TECHNIQUES D'ENQUÊTE

Sommaire : cas particuliers : fouilles des déchets abandonnés et « informations undercover sur une infraction » ; identification de délinquants et de possesseurs de cartes SIM ; protection des témoins.

109. En sus des techniques d'enquête susmentionnées, il existe d'autres méthodes tout aussi fructueuses. Dans l'affaire USA 1, concernant l'ancien Premier Ministre d'Ukraine Pavlo Lazarenko, condamné pour blanchiment d'argent, fraude informatique et extorsion, des preuves décisives ont été recueillies en fouillant dans les déchets abandonnés provenant du bureau d'un complice, et ce pendant plusieurs mois. La réglementation des États-Unis n'impose pas un mandat de perquisition pour procéder à cette fouille si, pour ce faire, il n'est pas nécessaire de pénétrer dans la propriété possédée ou détenue par la personne qui a jeté les déchets. Cela repose sur le principe que lorsqu'une personne dépose des documents, du courrier, etc. dans une poubelle se trouvant hors de chez elle ou en dehors de son contrôle, celle-ci en perd la propriété et ne peut s'opposer à leur examen. Ce type de fouilles a apporté des éléments essentiels à l'enquête qui ont permis d'obtenir la collaboration et le témoignage du complice (qui a plaidé coupable et a obtenu une réduction de peine) de M. Lazarenko, qui ainsi a pu être poursuivi. Cette affaire prouve clairement que dans une seule et même enquête il est possible d'utiliser conjointement et avec succès des méthodes traditionnelles et des méthodes innovantes.

110. ITA 3 est une affaire bien particulière : les enquêteurs suivant un trafic transnational important de biens culturels se sont trouvés dans des circonstances les obligeant à saisir de faux tableaux, qu'ils auraient par contre préféré laisser circuler pour remonter la filière illicite. La saisie a été effectuée sur autorisation du procureur, mais les infractions indiquées dans le mandat ne correspondaient pas aux infractions réelles afin de ne pas dévoiler que les enquêteurs savaient qu'il s'agissait de faux ; ainsi les trafiquants n'ont pas eu de soupçons sur les véritables fins de l'enquête. Cette procédure a été dénommée par l'expert « informations undercover sur une infraction ».

111. Une étape importante de l'enquête, souvent problématique lorsqu'il s'agit d'une infraction transnationale, est l'identification certaine des délinquants. Les experts italiens, en se fondant sur plusieurs des affaires présentées, ont souligné cet aspect en réaffirmant que l'identification pose problème lorsque la réglementation du pays d'origine du présumé coupable permet de changer aisément de nom (ou d'identité) et d'obtenir de nouveaux papiers. L'utilisation des canaux de la coopération policière internationale peut aider à vérifier l'authenticité des pièces d'identité délivrées par un autre pays. Les experts affirment toutefois que cela n'est pas toujours aisé. L'encadré ci-dessous fournit un exemple de procédure d'identification, tel que prévu par la loi et la pratique italienne. Par identification on entend tant les activités permettant d'associer certaines informations personnelles à un individu donné, que les activités permettant d'associer un individu à la scène d'un crime ou à une infraction pénale ou à des affaires précédentes.

LA PROCÉDURE D'IDENTIFICATION DES DÉLINQUANTS EN ITALIE

Le code pénal italien punit toute personne refusant de décliner son identité. L'identification d'une personne mise en cause ou bien d'un individu pouvant « fournir des indications permettant de reconstituer les faits » est un des actes obligatoires de police judiciaire prévu par le code de procédure pénale.

Un suspect doit être identifié au moyen d'une pièce d'identité et, si nécessaire, par la prise d'empreintes, de photos et de détails anthropométriques, et éventuellement par le biais d'autres vérifications. Une des modalités de cette procédure est la dénommée garde à vue aux fins d'identification: si la personne mise en cause ou un témoin potentiel refusent de fournir une pièce d'identité ou fournissent des papiers présumés faux, ceux-ci peuvent être conduits au poste et y être retenus le temps de procéder à leur identification, mais quoi qu'il en soit pas au-delà de douze heures. Les autorités judiciaires doivent en être immédiatement informées et, le cas échéant, peuvent ordonner la remise en liberté.

La prise des empreintes digitales permet de savoir si la personne a déjà été fichée, et de comparer ses empreintes avec celles collectées sur la scène du crime. Celles-ci sont immédiatement saisies dans un système informatique national accessible à toutes les forces de police italiennes. En effet les bases de données des forces de l'ordre sont une ressource fondamentale pour les officiers de police judiciaire, car ils peuvent y puiser de précieuses informations leur permettant d'identifier les criminels.

Les profils de l'ADN à partir des cheveux, de la sueur, du sang, de liquides biologiques et de cellules épithéliales fournissent une réponse fiable sur l'identité d'une personne. La collecte d'un profil d'ADN sur la scène du crime constitue un élément important aux fins de l'enquête, car il est possible de le comparer avec celui du suspect, si suspect il y a, ou bien de chercher la personne à laquelle il appartient, ou bien encore d'exclure la culpabilité d'autres personnes. La réglementation italienne prévoit, sous certaines conditions et après autorisation des autorités judiciaires, la possibilité de procéder au prélèvement forcé d'échantillons d'ADN.

Les portraits robot et les comparaisons physiognomiques peuvent faciliter l'identification lorsqu'un témoin oculaire est à même de décrire les traits et les signes particuliers du suspect (cicatrices, tatouages, infirmité physique). De même, il peut être très utile de comparer la physiognomie d'individus filmés par une caméra de surveillance durant un épisode criminel avec les personnes mises en cause.

112. Lors de la réunion de Carthagène, le problème de l'identification des personnes a été abordé également par rapport aux interceptions téléphoniques ; il y a été fait mention des différences existant dans ce domaine entre les systèmes juridiques ainsi que de la lourdeur de l'assistance internationale. On peut citer à ce propos la nécessité de présenter une demande de commission rogatoire pour obtenir des informations sur les utilisateurs ou les abonnés du téléphone. Il est évident que cela va à l'encontre de la rapidité avec laquelle il est nécessaire d'identifier un criminel ou d'adopter des mesures privatives de liberté. En ce qui concerne l'identification des acquéreurs de cartes SIM par les commerçants, là aussi des différences sont apparues : dans certains pays celle-ci n'est pas obligatoire. De même il existe des différences entre les législations nationales pour ce qui est de la prise d'un échantillon vocal sans le consentement de la personne intéressée.

E. PROTECTION DES TÉMOINS

Sommaire : rôle central des témoins ; dispositions de la Convention de Palerme en matière de témoins ; le système de protection italien et ses lacunes ; changement d'identité .

113. L'art. 26 de la Convention de Palerme souligne l'importance des collaborateurs de justice, du plaider coupable, de l'allègement de peine et de l'immunité de poursuites. Les affaires présentées ont souvent évoqué cette question mais sans l'approfondir. Toutefois, durant leur première réunion, les experts ont mis en exergue

le rôle extrêmement significatif joué dans leur pays par le système de protection accordé tant aux témoins qu'aux collaborateurs de justice – c'est-à-dire des personnes impliquées ou membres d'un groupe criminel organisé qui décident de collaborer avec le Parquet pour bénéficier d'un allègement de peine. Les témoignages sont encore l'élément fondamental de l'accusation dans les poursuites contre les groupes mafieux ou autres groupes criminels organisés, et la possibilité de bénéficier de mesures de protection contre les actes d'intimidation ou de représailles peut constituer un élément fondamental poussant de nombreux inculpés ou témoins à collaborer.

■ ARTICLE 24. PROTECTION DES TEMOINS

1. *Chaque État partie prend, dans la limite de ses moyens, des mesures appropriées pour assurer une protection efficace contre des actes éventuels de représailles ou d'intimidation aux témoins qui, dans le cadre de procédures pénales, font un témoignage concernant les infractions visées par la présente Convention et, le cas échéant, à leurs parents et à d'autres personnes qui leur sont proches.*

2. *Les mesures envisagées au paragraphe 1 du présent article peuvent consister notamment, sans préjudice des droits du défendeur, y compris du droit à une procédure régulière:*

(a) à établir, pour la protection physique de ces personnes, des procédures visant notamment, selon les besoins et dans la mesure du possible, à leur fournir un nouveau domicile et à permettre, le cas échéant, que les renseignements concernant leur identité et le lieu où elles se trouvent ne soient pas divulgués ou que leur divulgation soit limitée ;

(b) à prévoir des règles de preuve qui permettent aux témoins de déposer d'une manière qui garantisse leur sécurité, notamment à les autoriser à déposer en recourant à des techniques de communication telles que les liaisons vidéo ou à d'autres moyens adéquats.

3. *Les États parties envisagent de conclure des arrangements avec d'autres États en vue de fournir un nouveau domicile aux personnes mentionnées au paragraphe 1 du présent article.*

4. *Les dispositions du présent article s'appliquent également aux victimes lorsqu'elles sont témoins.*

114. La Convention de Palerme oblige les parties à assurer aux témoins une protection efficace (art. 24, par.1) et laisse aux lois et aux réglementations nationales le choix des mesures concrètes et des procédures de protection (art. 24, par. 2). La Convention admet implicitement que les mesures de protection spéciale sont coûteuses et, dans certaines circonstances, difficiles à mettre en œuvre, en spécifiant que leur adoption se fait « dans la limite des moyens » de l'État concerné. Les Nations Unies ont aidé les États à élaborer ou à renforcer les lois en matière de protection des témoins et à mettre au point des programmes de protection des témoins. En 2008, l'ONUDD a publié un manuel de bonnes pratiques en la matière contenant une étude comparée des systèmes nationaux existant et recensant les principales difficultés pratiques, les exigences juridiques, les

conditions requises et les effets sur les poursuites et les personnes qui caractérisent un système de protection et sa mise en œuvre pratique⁶³.

115. Durant la première réunion les experts italiens ont illustré leur système national de protection des témoins, qui est résumé dans l'encadré suivant. Le système italien est conforme à la Convention et à l'une des conclusions du manuel de bonnes pratiques de l'ONUDC : « les effets des programmes de protection des témoins sont optimisés lorsqu'est adoptée une approche multiple, commençant par l'application de mesures policières provisoires [comme dans le système italien], [et] se poursuivant avec l'utilisation de règles spéciales de preuve durant le témoignage durant l'audience » comme, par exemple, la possibilité de déposer en visio-conférence, aspect qui n'est pas cité dans les affaires contenues dans le présent *Recueil*.⁶⁴

PROTECTION DES TÉMOINS ET DES COLLABORATEURS DE JUSTICE

Le système italien

Si les mesures traditionnelles de protection des collaborateurs de justice et des témoins (par ex. surveillance et escorte domicile/lieu de travail) sont inadéquates et si ces personnes courent un grave danger, celles-ci peuvent bénéficier d'un programme de mesures spéciales.

Par « collaborateur de justice », on entend toute personne accusée au pénal qui accepte de collaborer en rendant un témoignage sur une infraction de criminalité organisée de type mafieux ou sur d'autres infractions prévues par la loi. Par « témoin », on entend toute victime d'une infraction grave ou toute personne ayant assisté à une infraction et témoignant durant un procès en s'exposant ainsi à un grave risque imminent (par ex. les témoins de faits criminels qui se sont produits dans leur contexte familial ou social tels que les parents de membres de groupes criminels ; les entrepreneurs et les commerçants victimes du racket). Les témoins peuvent bénéficier du programme de protection indépendamment du type d'infraction qui a été commise.

La personne qui collabore doit être fiable. Dans les 180 jours à compter de la date où elle a manifesté sa volonté de collaborer, celle-ci devra fournir des informations importantes, notamment toutes celles qu'elle possède et qui permettent de reconstituer des faits et des circonstances criminelles et de localiser et d'arrêter leurs auteurs.

Le programme de protection est défini par une Commission centrale (composé d'un Sous-secrétaire d'État à l'Intérieur, de 2 juges et de 5 fonctionnaires de police) sur demande du Parquet, pour une période allant de 6 à 60 mois. Dès que l'intention de collaborer est exprimée, il est possible d'adopter un programme provisoire. Il est possible d'étendre cette protection spéciale aux personnes qui vivent habituellement avec le collaborateur ou le témoin ainsi qu'aux personnes courant des risques en raison de leurs liens avec ceux-ci.

Ce système de protection se base sur le principe du « camouflage » permettant d'assurer un anonymat total. Les personnes concernées sont relogées dans un lieu sûr et reçoivent une pièce d'identité provisoire valable uniquement durant la période de protection. Dans les cas les plus délicats, il est possible d'accorder une identité d'emprunt permanente.

Ces personnes peuvent également bénéficier de mesures visant à faciliter leur réinsertion sociale et à leur fournir un soutien matériel (logement, frais de déménagement, santé, aide juridique et psychologique et des prestations pour compenser l'impossibilité de travailler).

Le Service central de protection et les 19 Unités opérationnelles locales sont chargés de la mise en œuvre de ce programme et assurent, entre autres, une aide directe aux personnes protégées et les contacts nécessaires

⁶³Bonnes pratiques de protection des témoins dans les procédures afférentes à la criminalité organisée, (Vienne, ONUDC, 2008).

⁶⁴L'art. 24 par. 2 (b) de la Convention établit que les mesures de protection des témoins peuvent inclure « sans préjudice des droits du défendeur, y compris du droit à une procédure régulière : ... des règles de preuves qui permettent aux témoins de déposer d'une manière qui garantisse leur sécurité, notamment à les autoriser à déposer en recourant à des techniques de communication telles que les liaisons vidéo ou à d'autres moyens adéquats. »

pour faciliter leur vie quotidienne (école, santé, travail, etc.). Ils fournissent un appui à la police locale pour assurer la sécurité des personnes protégées.

Les personnes protégées s'engagent à : respecter les règles de sécurité et coopérer activement aux fins des mesures de protection ; se soumettre aux interrogatoires, aux vérifications et être disponibles pour tout acte à accomplir ; ne révéler aucun fait de la procédure à des personnes autres que les autorités policières ou judiciaires ou leur avocat ; ne contacter aucune personne impliquée dans des activités criminelles. Les collaborateurs de justice, mais pas les témoins, devront faire état de tous les biens et de toutes les propriétés dont ils disposent directement ou indirectement, qui feront l'objet d'une saisie.

Le programme cesse lorsque les conditions nécessaires ne sont plus remplies ou en raison de l'inobservance des obligations, de la perpétration d'infractions, de retour non autorisé au lieu d'origine, de révélation de la nouvelle identité ou du lieu de résidence, etc. Les personnes bénéficiant de la protection peuvent renoncer au programme après déclaration écrite.

Ce programme peut prévoir des mesures pour faciliter la réinsertion sociale au terme de la période de collaboration. Pour les collaborateurs de justice, ces mesures consistent à recevoir une allocation pendant une période allant de 2 à 5 ans, ainsi qu'une somme forfaitaire pour le logement. Pour les témoins, ces mêmes mesures peuvent s'étendre jusqu'à 10 ans et assurent à la personne concernée le même niveau de vie qu'elle avait avant de bénéficier du programme de protection. Les témoins perçoivent une somme d'argent compensant la perte de leur revenu, ils peuvent obtenir des prêts garantis et vendre leur patrimoine immobilier à des organismes du Trésor à des prix commerciaux ; s'il s'agit de fonctionnaires, ils conservent leur poste et sont placés en disponibilité rémunérée.

116. Les experts italiens ont mis en relief les lacunes que présente le système de protection de leur pays pour démontrer combien il est difficile d'atteindre la pleine performance dans ce domaine. Au niveau international, la première préoccupation naît du manque d'un cadre juridique partagé ; ainsi il est impossible de reloger des témoins et des collaborateurs de justice dans les autres pays, à moins que des accords bilatéraux soient conclus aux fins de cet échange entre les pays intéressés. Toujours dans le cadre de la coopération internationale, une autre source d'inquiétude est représentée par le recours limité à des techniques telles que les visioconférences : il serait souhaitable à l'avenir d'utiliser davantage la visioconférence pour interroger les personnes bénéficiant du régime de protection, non seulement pour leur assurer un niveau de sécurité adéquat mais également pour éliminer ou réduire les frais occasionnés par le déplacement des personnes protégées et de leur escorte.

117. S'agissant du changement d'identité définitif, un problème se pose pour les ressortissants étrangers car, pour obtenir cette nouvelle identité, ils doivent avoir obtenu la nationalité italienne. Des problèmes se présentent également pour ce qui est de l'identité temporaire accordée durant la période de collaboration. Même si elle joue un rôle important, car elle permet de cacher l'identité véritable pour assurer un maximum de sécurité, la nouvelle pièce d'identité pose à son titulaire de nombreux problèmes au moment de sa réinsertion sociale. En effet, lorsque la pièce d'identité provisoire est rendue aux autorités compétentes à la fin du programme, son titulaire devra reprendre sa véritable identité, avec toutes les difficultés pratiques et les gênes sociales qui en découlent s'il entend rester dans les lieux où il a passé sa période de protection (la dénommée « zone sûre »). Un autre problème encore est représenté par les ressortissants extracommunautaires qui, pour résider en Italie, doivent être munis d'un permis de séjour. Actuellement, on leur délivre un permis de séjour « raisons humanitaires », mais une modification de la loi est en examen afin qu'il soit possible de délivrer des permis de séjours « témoins » ou « collaborateurs ».

118. Dans de nombreux pays le besoin d'offrir, par le passé, une protection adéquate aux magistrats a conduit à l'institution des dénommés « juges et procureurs sans visage ». Ces mesures ont été toutefois progressivement abandonnées compte tenu des considérations sur les droits de l'homme et du procès équitable.



III. COOPÉRATION POLICIÈRE ET JUDICIAIRE INTERNATIONALES

A. CADRE JURIDIQUE INTERNATIONAL

Sommaire : double objectif de la Convention de Palerme ; réciprocité et instruments bilatéraux comme base de coopération internationale ; l'utilisation de la Convention de Palerme pour uniformiser les pratiques de coopération au niveau mondial ; coopération internationale pour les infractions n'ayant pas une nature transnationale.

■ ARTICLE 1. OBJET

L'objet de la présente Convention est de promouvoir la coopération afin de prévenir et de combattre plus efficacement la criminalité transnationale organisée.

119. L'article 1 de la Convention de Palerme énonce que l'objectif principal de cet instrument est de promouvoir la coopération afin de prévenir et de combattre plus efficacement la criminalité transnationale organisée. Cet énoncé doit être interprété comme ayant un double sens : il fait référence aux normes de la Convention sur la collaboration des autorités policières et judiciaires dans le secteur opérationnel, mais se reporte également aux normes de la Convention visant à renforcer les poursuites et la prévention au niveau national⁶⁵. Considérant ce dernier aspect, la convention est un instrument permettant d'augmenter le nombre des États adoptant des mesures efficaces contre la criminalité organisée (conformément aux obligations et aux propositions de la Convention) dans tous les secteurs d'intervention possibles et non seulement dans le domaine de la coopération internationale.

⁶⁵La Convention contient aussi des dispositions sur l'assistance technique internationale en tant que moyen pour renforcer les systèmes nationaux.

120. Les affaires illustrées dans le *Recueil*, ainsi que les observations des experts ayant participé aux réunions, confirment que ces dernières années les pays ont partagé les principes sur lesquels la Convention de Palerme se base et ont souvent répondu à l'appel de ce traité en réformant profondément leurs systèmes juridiques nationaux. C'est dans ce climat d'adhésion générale à l'objectif principal de la Convention que le second aspect, plus spécifique, de l'article 1 – l'action des organismes policiers et judiciaires au niveau international – a été étudié et analysé à la lumière des affaires présentées.

121. À cet égard, il faut reconnaître que l'existence d'une base juridique solide n'est pas en soi suffisante pour élaborer d'une manière efficace des pratiques d'assistance sur le plan international. Il est en outre nécessaire, pour citer un expert intervenu au cours de la deuxième réunion, de posséder une « culture professionnelle moderne de la coopération internationale » - à savoir la propension à étendre à la fois l'analyse d'une affaire et l'approche de l'enquête de façon à en couvrir les aspects transnationaux et à utiliser toutes les ressources opérationnelles aux fins de la coordination avec les autorités étrangères. Certaines affaires démontrent que la carence d'une conduite professionnelle de ce genre ainsi que l'absence de moyens concrets portent atteinte non seulement à la qualité de la réponse - lorsque l'assistance est requise par un autre pays - mais impliquent de même une faible propension à requérir la coopération. Une description représentative de ces problèmes a été fournie par l'expert de l'Afrique du Sud au cours de la première réunion d'experts, dans son exposé sur la coopération en matière de détection et de répression qui soulignait, entre autres, certaines difficultés ne provenant pas des lacunes des systèmes juridiques mais plutôt de la politique nationale en matière de criminalité et des aptitudes stratégiques d'ordre général : (a) manque de disponibilité pour s'occuper d'une infraction commise dans un autre pays (« ton infraction n'est pas mon infraction ») ; (b) manque de connaissance des phénomènes criminels locaux (par exemple le trafic de métaux précieux ou d'espèces menacées d'extinction) ; (c) conscience insuffisante de l'infraction ; (d) manque d'adhésion à des instruments juridiques internationaux ; et (e) perception différente des questions prioritaires au niveau mondial et régional. Au cours des discussions successives, les experts ont partagé l'avis que l'élaboration de programmes d'assistance technique au niveau mondial et régional – portant surtout sur la promotion de la coopération internationale – et la création d'organismes de coordination pourraient aider à surmonter ces difficultés d'ordre général.

122. De nombreuses dispositions de la Convention de Palerme concernent la coopération policière et judiciaire : lutte contre le blanchiment d'argent (art. 7) ; coopération aux fins de confiscation (art. 13) ; extradition (art. 16) ; transfert des personnes condamnées (art. 17) ; entraide judiciaire (art. 18) ; enquêtes conjointes (art. 19) ; techniques d'enquête spéciales (art. 20) ; transfert des procédures pénales (art. 21) ; différentes formes de coopération entre les services de détection et de répression (art. 27). Les trois Protocoles de la Convention contiennent eux aussi des dispositions en matière d'entraide et de coopération administrative et policière relativement à des aspects particuliers des infractions qu'ils visent.

123. Il est évident que le cadre juridique de la coopération internationale va bien au-delà des dispositions de la Convention de Palerme. L'analyse des affaires retenues permet de conclure que dans les situations où la coopération peut être accordée seulement s'il existe une disposition juridique la prévoyant (par exemple pour l'extradition et l'entraide judiciaire), la législation nationale (avec ou sans garantie de réciprocité) et les accords bilatéraux et régionaux constituent la base juridique prédominante.

124. Ceci reflète la nature « substitutive/complémentaire » de la Convention⁶⁶ et semble démontrer que les praticiens ont encore tendance à préférer les lois nationales et les arrangements bilatéraux et régionaux aux traités internationaux. De nombreuses raisons expliquent cette situation : ces lois et ces arrangements sont adaptés aux besoins spécifiques des pays concernés ; ils permettent souvent de continuer à utiliser un *modus operandi* bénéficiant d'une longue expérience ; ils correspondent mieux aux spécificités des systèmes juridiques nationaux et, notamment, répondent aux exigences particulières en matière de procédure. Il faut en outre noter que les affaires ne confirment ni n'excluent l'hypothèse que, dans le domaine de la coopération judiciaire, les autorités nationales peuvent ne pas être pleinement conscientes des potentialités des conventions multilatérales en matière pénale, ou avoir tendance à les ignorer. Pour ce qui concerne ROM 2, une affaire de cyber-fraude transnationale, l'expert roumain a souligné qu'un pays ayant reçu une requête d'assistance avait demandé une garantie de réciprocité, ce qui n'était pas nécessaire vu que les deux pays étaient Parties à la Convention de Palerme.

125. Par conséquent, étant donné que l'article 18 de la Convention régit de façon exhaustive l'entraide judiciaire (qui dans certains cas peut se révéler même plus efficace que les traités bilatéraux), la conclusion précédente peut être complétée par la recommandation suivante:

ENSEIGNEMENT TIRÉ

L'utilisation des dispositions de l'article 18 de la Convention de Palerme dans le domaine de l'entraide judiciaire devrait être encouragée. Ces dispositions offrent un régime juridique complet et moderne pouvant favoriser une assistance plus efficace dans le cadre des poursuites pénales entrant dans le champ d'application de la Convention. Conformément au paragraphe 7 de cet article, l'application des normes de la Convention devrait être vivement encouragée là où elles facilitent la coopération, comme alternative aux normes contenues dans les traités bilatéraux et régionaux et dans les lois nationales.

126. Dans l'affaire ROM 2, les autorités de poursuite de la Roumanie avaient présenté une demande formelle d'entraide (informations, éléments de preuve, documents, dépositions) à plus de 20 pays, dont seulement deux n'étaient pas Parties à la Convention de Palerme. L'assistance avait été requise sur la base de la « réciprocité », des accords bilatéraux et de la Convention de Palerme. L'expert a conclu que « l'aspect le plus problématique de la coopération judiciaire internationale est la coordination de tous les éléments lorsque plusieurs instruments

⁶⁶La fonction de la Convention de Palerme, au moins en tant qu'alternative partielle aux instruments juridiques bilatéraux et régionaux en matière d'entraide judiciaire, est clairement indiquée à l'article 18, par. 7: « Les paragraphes 9 à 29 du présent article sont applicables aux demandes faites conformément au présent article si les États parties en question ne sont pas liés par un traité d'entraide judiciaire. Si lesdits États parties sont liés par un tel traité, les dispositions correspondantes de ce traité sont applicables, à moins que les États parties ne conviennent d'appliquer à leur place les dispositions des paragraphes 9 à 29 du présent article. Les États parties sont vivement encouragés à appliquer ces paragraphes s'ils facilitent la coopération. » De même, dans le secteur de la coopération policière, l'article 27, par. 2 énonce: « les États Parties envisagent de conclure des accords ou des arrangements bilatéraux ou multilatéraux prévoyant une coopération directe entre leurs services de détection et de répression ... En l'absence de tels accords ou arrangements ... Les Parties peuvent se baser sur la présente Convention pour instaurer une coopération en matière de détection et de répression concernant les infractions visées par la présente Convention... »

juridiques sont applicables, que différents moyens et voies de communication peuvent être utilisés et que les temps de réponse sont divers selon les procédures suivies par chaque pays. »

127. Cette observation peut représenter un bon point de départ pour analyser un aspect de la Convention de Palerme n'ayant pas été examiné avec suffisamment d'attention. Outre le fait d'offrir une base juridique pour la coopération dans les situations où il n'existe pas d'autres bases disponibles et de prévoir des procédures qui, dans certaines circonstances, facilitent la coopération plus que celles établies par d'autres accords existants, la Convention peut également représenter un instrument pour promouvoir des pratiques de coopération plus uniformes au niveau mondial. Dans les affaires comme ROM 2, dans le cadre desquelles la coordination de nombreux partenaires est essentielle, une application généralisée de la Convention par tous les éventuels pays requis pourrait en soi constituer un facteur déterminant aux fins d'une coopération efficace.⁶⁷ Malgré les différences évidentes entre la coopération interrégionale et la coopération mondiale, il existe des raisons pour affirmer que les pays peuvent tirer profit de la Convention de Palerme au niveau mondial, tout comme l'ont fait les régions avec leurs instruments régionaux.

128. Le rôle significatif joué par la Convention européenne d'entraide judiciaire de 1959, par exemple, est grandement souligné dans les affaires russes, et en Europe l'opinion générale est que cet instrument, largement utilisé pendant des dizaines d'années même dans le cadre de l'Union Européenne, a consolidé la pratique de l'entraide dans la région, en définissant des concepts juridiques et des critères fondamentaux qui constituent à présent une culture commune d'entraide judiciaire et qui ont servi aussi à développer les systèmes nationaux s'y rattachant. Par conséquent, sans vouloir nier la valeur et les avantages offerts par les instruments bilatéraux et régionaux, la recommandation implicite de l'expert roumain devrait être considérée attentivement, dans la mesure où elle soutient la conclusion suivante :

ENSEIGNEMENT TIRÉ

L'utilisation de la Convention de Palerme comme base juridique aux fins de la coopération policière et judiciaire devrait être encouragée également en tant que facteur important dans l'élaboration de pratiques de coopération uniformes au niveau mondial.

Lorsque la demande de coopération est adressée à plusieurs pays, la possibilité d'utiliser la Convention de Palerme comme seule base juridique valable pour tous devrait être examinée dans le but de fournir l'assistance requise de façon plus homogène et coordonnée.

129. Même pour les infractions n'ayant pas une nature transnationale une coopération internationale en matière pénale peut être nécessaire, et ceci confirme l'utilité de la Convention de Palerme en tant qu'instrument pour uniformiser les pratiques de coopération. Les autorités nationales présentent souvent des demandes d'assistance pour des infractions à caractère purement national, car les enquêtes présentent des éléments impliquant le domaine international (par exemple lorsque l'auteur présumé d'une infraction ou les éléments de preuve et les sources de la preuve sont situés à l'étranger).

⁶⁷Les dispositions sur l'entraide judiciaire de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes et de la Convention des Nations Unies contre la corruption sont très semblables à celles de la Convention de Palerme et pourraient contribuer à la création de pratiques d'entraide judiciaire homogènes pour tous les types d'infractions transnationales.

■ ARTICLE 16. EXTRADITION ET ARTICLE 18 ENTRAIDE JUDICIAIRE

Le vaste champ d'application

Article 16, par. 1

Le présent article s'applique aux infractions visées par la présente Convention ou dans les cas où un groupe criminel organisé est impliqué dans une infraction visée à l'alinéa (a) ou (b) du paragraphe 1 de l'article 3 et que la personne faisant l'objet de la demande d'extradition se trouve sur le territoire de l'État partie requis (...)

Article 18, par. 1

Les États parties s'accordent mutuellement l'entraide judiciaire la plus large possible lors des enquêtes, poursuites et procédures judiciaires concernant les infractions visées par la présente Convention, comme prévu à l'article 3 (...) lorsque l'État partie requérant a des motifs raisonnables de soupçonner que l'infraction visée à l'alinéa (a) ou (b) du paragraphe 1 de l'article 3 est de nature transnationale, y compris quand les victimes, les témoins, le produit, les instruments ou les éléments de preuve de ces infractions se trouvent dans l'État partie requis et qu'un groupe criminel organisé y est impliqué.

130. Si d'un côté l'article 27 de la Convention de Palerme en matière de coopération policière n'admet pas d'exceptions quant à son champ d'application - qui reste limité aux infractions de nature transnationale - de l'autre les dispositions sur la coopération judiciaire prévoient une application de la Convention ne s'inscrivant pas strictement dans les limites de la « transnationalité ». Pour ce qui concerne l'extradition, l'article 16 fixe de façon autonome son champ d'application, en omettant toute référence à la nature transnationale des infractions pour lesquelles l'extradition est requise. Quant à l'entraide judiciaire, à l'article 18 la nature transnationale de l'infraction est encore une condition nécessaire, mais ce concept va bien au-delà de celui utilisé pour définir le champ d'application général de la Convention visé à l'article 3.

B. COOPÉRATION POLICIÈRE

Sommaire : *échange du renseignement sur la criminalité organisée et accords bilatéraux s'y rattachant ; rôle de la coopération dans la phase initiale et communication spontanée d'informations ; nécessité d'une coordination continue des enquêtes conduites par plusieurs pays ; coopération directe informelle.*

■ ARTICLE 27. COOPERATION ENTRE LES SERVICES DE DETECTION ET DE REPRESSION

Les États parties coopèrent étroitement, conformément à leurs systèmes juridiques et administratifs respectifs, en vue de renforcer l'efficacité de la détection et de la répression des infractions visées par la présente Convention.

131. Comme déjà évoqué, de nombreuses affaires retenues dans le *Recueil* sont caractérisées par la collecte du renseignement et par l'élargissement des enquêtes au-delà de chaque « infraction finale ». Ces deux éléments ont également un impact considérable sur les modalités de la coopération internationale, notamment pour ce qui a trait aux infractions de nature transnationale. Quant à la mise en commun du renseignement, les affaires présentent un double aspect : bien qu'elles illustrent des exemples de coopération intéressants et significatifs pour la collecte et l'échange d'informations relatives à des infractions et à des groupes criminels déjà identifiés, elles ne fournissent pas d'indications sur la coopération dans la conduite d'enquêtes et dans l'échange d'informations de nature plus générale et a priori, bien qu'elle soit prévue par l'article 27 de la Convention de Palerme. En effet cet article, et notamment son paragraphe 1, prévoit la coopération dès une phase initiale, lorsque les informations disponibles peuvent seulement indiquer une conduite criminelle suspecte (le paragraphe 1(e) mentionne le *modus operandi* généralement utilisé par les groupes criminels), ainsi que la coopération pour la détection précoce des infractions (paragraphe 1(f)).

■ ARTICLE 27. COOPERATION ENTRE LES SERVICES DE DETECTION ET DE REPRESSION

1. ... chaque État partie adopte des mesures efficaces pour :

- (a) Renforcer ou, si nécessaire, établir des voies de communication ...*
 - (b) Coopérer avec d'autres États Parties, dans la conduite d'enquêtes s'agissant des infractions visées par la présente Convention ...*
 - (c) Fournir, lorsqu'il y a lieu, les pièces ou quantités de substances nécessaires à des fins d'analyse ou d'enquête.*
 - (d) Faciliter une coordination efficace ... et favoriser l'échange de personnel et d'experts, y compris, sous réserve de l'existence d'accords ou d'arrangements bilatéraux entre les États Parties concernés, le détachement d'agents de liaison ;*
 - (e) Échanger des informations sur les moyens et procédés spécifiques employés par les groupes criminels organisés ...*
 - (f) Échanger des informations et coordonner les mesures administratives et autres prises, comme il convient, pour détecter au plus tôt les infractions visées par la présente Convention.*
-

132. Le manque d'informations sur cet aspect spécifique de la coopération policière peut dépendre de la nature des affaires retenues, qui concernent les enquêtes et la poursuite des infractions et non la vaste gamme des activités internationales des services de détection et de répression. En outre, comme l'expert de Serbie l'a indiqué, (en faisant référence en particulier aux alinéas (e) et (f) de l'article 21, par. 1), l'absence d'informations pourrait simplement indiquer que la coopération contre la criminalité organisée a désormais atteint un stade où elle est considérée comme faisant partie des pratiques ordinaires de travail. Quoi qu'il en soit, afin de vérifier comment cette disposition de la Convention a été appliquée, il serait nécessaire d'effectuer un autre type d'analyse, en commençant par l'étude des accords bilatéraux et régionaux en matière de coopération policière (qui habituellement prévoient aussi la mise en commun du renseignement criminel) et de leur application.

■ ARTICLE 27. COOPERATION ENTRE LES SERVICES DE DETECTION ET DE REPRESSION

2. ... les États parties envisagent de conclure des accords ou des arrangements bilatéraux ou multilatéraux prévoyant une coopération directe entre leurs services de détection et de répression En l'absence de tels accords ou arrangements ... les Parties peuvent se baser sur la présente Convention pour instaurer une coopération en matière de détection et de répression ...

133. L'article 27, par. 2 de la Convention oblige également les États Parties à envisager de conclure des accords bilatéraux ou multilatéraux en vue d'une coopération directe entre leurs services de détection et de répression. L'expert suisse a fourni le texte d'un accord bilatéral entre la Suisse et l'Allemagne. S'inspirant grandement des accords Schengen en vigueur entre certains États membres de l'Union européenne, cet accord bilatéral met l'accent sur la coopération dans les zones frontalières et sur les activités criminelles transfrontalières ; il prévoit une vaste gamme d'obligations et une coopération à des fins de prévention.⁶⁸ Il est fort probable que ce genre d'accord puisse aider les services chargés de l'application de la loi à instaurer un échange d'informations régulier pour ce qui concerne la nature générale des phénomènes criminels, et des alertes précoces pour les épisodes criminels spécifiques. L'encadré suivant contient certains extraits de cet accord et en illustre la vaste portée.

EXEMPLES DU CHAMP D'APPLICATION DE L' ACCORD GERMANO-SUISSE DE COOPÉRATION POLICIERE TRANSFRONTALIÈRE

Art. 1 Intérêts communs en matière de sécurité

Les États contractants se renseignent mutuellement sur les aspects saillants de leur stratégie de lutte contre la criminalité ainsi que sur les projets d'envergure dans le secteur policier qui ont des incidences sur les intérêts de l'autre État contractant. Lors de l'élaboration de stratégies policières et de l'application des mesures de police, ils tiennent dûment compte de leurs intérêts communs en matière de sécurité. Lorsqu'un État contractant estime que l'autre État contractant devrait prendre certaines dispositions pour garantir la sécurité policière, il peut soumettre une proposition à cet effet.

Art. 2. Analyse commune de la sécurité

Les États contractants s'efforcent de parvenir à un niveau d'information aussi uniforme que possible concernant l'état de la sécurité policière. À cet effet, ils procèdent, périodiquement et chaque fois que les circonstances l'exigent, à l'échange de points de la situation établis selon des critères précis et ils analysent ensemble, au moins une fois par année, les aspects saillants de la situation en matière de sécurité.

Art. 3. Prévention de menaces et lutte contre la criminalité

Les États contractants renforcent leur coopération en matière de prévention de menaces pour la sécurité ou l'ordre public ainsi qu'en matière de lutte contre la criminalité, tout en veillant à sauvegarder les intérêts de la sécurité de l'autre État contractant. Cette coopération s'inscrit dans les limites du droit interne, dans la mesure où le présent Accord n'en dispose pas autrement. Dans le secteur de la lutte contre la criminalité, la collaboration internationale des services centraux nationaux, notamment prévue au sein de l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL), est complétée par les dispositions suivantes.

⁶⁸ Accord entre la Confédération Suisse et la République Fédérale d'Allemagne relatif à la coopération transfrontalière en matière policière et judiciaire (Accord entre la Suisse et l'Allemagne en matière policière).

Art. 11. Communication spontanée d'informations

Dans des cas particuliers, les autorités de police des États contractants se communiquent spontanément les informations qui paraissent nécessaires en vue d'aider le destinataire à assurer la prévention de menaces concrètes pour la sécurité et l'ordre publics ou la répression d'infractions.

134. Un autre exemple d'échange du renseignement à caractère général a été illustré par les experts italiens qui ont présenté un modèle d'accord conclu par l'Italie avec un grand nombre de pays. Conformément à cet accord, les services de police des deux États décident non seulement de mener, le cas échéant, des activités coordonnées aux fins de la prévention et de la répression de la criminalité organisée mais aussi de faciliter un échange général d'informations « de natures technique et opérationnelle » sur des phénomènes criminels d'intérêt commun.

EXTRAITS DE MODÈLES D'ACCORD ITALIENS DE COOPÉRATION BILATÉRALE

Le texte d'un modèle d'accord énonce précisément:

Les Parties, conformément à leurs législations nationales respectives et dans le respect du droit international, s'engagent à faciliter l'échange d'informations de nature technique et opérationnelle, sur les phénomènes criminels d'intérêt commun et à mener des activités conjointes de prévention et de lutte contre la criminalité organisée.

En outre, à cette fin,

Les Parties assurent l'échange systématique et détaillé, sur requête ou de leur propre initiative, des informations relatives à des phénomènes criminels.

Création d'un groupe de travail

Un autre modèle d'accord italien prévoit la création d'un groupe de travail stable aux fins de l'échange d'informations et d'une coopération opérationnelle ; les dispositions énoncent ce qui suit :

Les deux Parties, conformément à leurs législations nationales respectives et au droit international en vigueur, se déclarent disponibles à créer un groupe de travail italo-xxx ayant la tâche de poursuivre les objectifs suivants :

- 1) échange d'analyses et d'informations d'intérêt commun, même de nature opérationnelle, sur les phénomènes criminels, les personnes impliquées, le modus operandi utilisé et les structures qui présentent un intérêt réciproque. Les résultats pourront aider à établir une carte de répartition géographique, y compris informatique, des organisations criminelles agissant dans les deux pays ;
- 2) adoption de toute initiative présentant un caractère opérationnel/d'information, visant à détecter et à localiser les avoirs criminels, également par la définition de mécanismes d'enquête communs ; approfondissement de la connaissance des régimes respectifs en matière de saisie et de confiscation des profits illicites, dans le but de trouver les meilleurs instruments juridiques pour frapper les avoirs criminels.

135. L'expert serbe a décrit la gamme des secteurs dans lesquels l'échange international d'informations a été réalisé, relativement à une affaire ayant requis une coopération internationale très étroite : « Les services d'enquête et de poursuites concernés (forces de police, parquets, autorités judiciaires) ont renforcé les contacts professionnels et la coopération entre les membres de leurs services et les partenaires étrangers dans le but d'actualiser leurs connaissances d'une manière efficace et de favoriser l'échange d'informations et de données sur leurs législations respectives, y compris notamment la communication de lois et d'autres actes juridiques,

d'analyses, de statistiques et de rapports sur la criminalité organisée et sur le blanchiment d'argent provenant d'activités criminelles commises par des groupes de criminalité organisée. »

136. Dans l'affaire ELS 1, l'expert salvadorien a expliqué que « l'affaire a commencé suite à un échange d'informations entre les services chargés du contrôle des stupéfiants du Salvador, du Nicaragua et du Costa Rica, après des saisies occasionnelles de stupéfiants effectuées par les autorités de ces deux derniers pays de 2004 à 2008. Après avoir rassemblé toutes les informations et le renseignement, les enquêtes sur l'organisation ont été entamées, y compris avec une action judiciaire formelle dans les trois pays ». Les poursuites et l'action judiciaire se sont déroulées au Salvador, pays d'appartenance des principaux organisateurs du trafic illicite et des chefs du groupe criminel organisé impliqué. Dans BRA 5, une affaire de cybercriminalité transnationale concernant le Brésil, les Pays-Bas et les États-Unis, l'enquête a été ouverte sur la base d'informations collectées aux États-Unis, pays qui par la suite n'a pas participé à la poursuite des infractions. En ce qui concerne ITA 17, une affaire concernant la découverte de faux euros en Pologne, en Espagne et en Italie, l'enquête a été entamée en Italie sur la base d'informations générales recueillies « dans le cadre d'une coopération internationale » ; les trois pays ont par la suite collaboré aux poursuites et à la procédure judiciaire.

137. Dans d'autres affaires (par exemple BRA 10) les enquêtes ont été lancées suite à des demandes d'entraide judiciaire ayant permis aux autorités requises d'établir que les infractions concernées avaient été commises dans leur juridiction. Dans UKG 2, l'échange d'informations et la coopération au niveau des enquêtes se sont succédés de façon très complexe : en 2005 la Police du Royaume-Uni a entamé une enquête sur les activités de plusieurs criminels confirmés impliqués dans l'importation et la distribution de cocaïne, ce qui a permis de découvrir des liens entre l'Espagne et les Pays-Bas. « Des protocoles d'échange efficace d'informations » ont donc été établis avec les services de police des Pays-Bas et de l'Espagne. En 2007, la Police néerlandaise a reçu des informations qui ont permis de procéder à une série d'arrestations au Royaume-Uni, d'entamer des enquêtes et d'engager des poursuites au cours desquelles les éléments de preuves collectés par les autorités des Pays-Bas se sont révélés eux aussi utiles. Dans l'affaire SER 1 l'expert précise qu' « après une analyse approfondie et détaillée des faits pertinents et des informations disponibles, un dossier a été ouvert ; les résultats de l'analyse ont été comparés avec les faits et les données provenant de sources d'informations de plusieurs pays ».

138. Dans l'ensemble, les affaires montrent que nombreuses sont les sources d'informations et les initiatives internationales pouvant déclencher une enquête, et que les renseignements provenant de l'étranger peuvent avoir des conséquences diverses. L'affaire BRA 13 concernant un trafic illicite d'espèces menacées d'extinction indique que les informations échangées aux fins d'une enquête pénale peuvent avoir été préalablement recueillies dans un contexte non criminel. L'expert brésilien a souligné que dans cette affaire la coopération internationale, qui s'est révélée essentielle pour le succès des enquêtes, concernait plusieurs États parties à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), et consistait au départ en un travail commun visant à identifier et à définir le profil de la conduite criminelle en question. À cet égard il est opportun de préciser que CITES est un système normatif pour la réglementation internationale du commerce légal ne prévoyant que quelques mesures et outils de droit pénal. Il serait intéressant de vérifier si les régimes de réglementation internationale du commerce légal (par exemple de stupéfiants ou d'armes) constituent un cadre de référence institutionnel et offrent des opportunités concrètes d'échange international d'informations pour la répression des trafics illicites et, dans l'affirmative, quelle est la portée de leur efficacité.

139. Pour ce qui concerne les affaires nigérianes, l'expert a considéré « l'échange rapide d'informations non confidentielles provenant de sources ouvertes entre les autorités policières » comme un moyen efficace pour entamer les enquêtes et la coopération internationale. À ce propos il convient de souligner que les dispositions de la Convention de Palerme sur la coopération des services de détection et de répression ne contiennent

aucune norme spécifique sur la « communication spontanée d'informations » qui est par contre prévue par l'accord conclu entre la Suisse et l'Allemagne et par certains instruments multilatéraux de droit pénal⁶⁹. Cependant, tous les mécanismes de coopération de l'article 27 peuvent donner lieu à une enquête dans un pays étranger, et notamment l'obligation, visée au paragraphe 1 (f), d'échanger des informations et de coordonner les mesures administratives pour détecter au plus tôt les infractions. De plus, l'article 18 de la Convention, par. 4 et 5, sur l'entraide judiciaire prévoit un mécanisme de « communication spontanée d'informations » en tant que mesure non obligatoire et en stipule les effets dans le détail. Il est possible que ces dispositions soient utilisées comme base juridique également par les services de police. Au cours de la réunion de Rome, le groupe d'experts a convenu de l'importance d'échanger des informations spontanées, et a noté que cet échange concerne avant tout les services d'enquête et de poursuites : les contacts directs peuvent aboutir à une utilisation plus vaste de l'alerte précoce relative aux infractions du ressort d'autres pays. Au cours de cette même réunion, l'expert italien a souligné que dans les affaires de trafic de biens culturels, par exemple, l'échange d'informations entre les services d'enquête et de poursuites représente souvent le 'premier stade du dialogue' avec un pays étranger et a expliqué combien cela s'est révélé important pour les infractions relatives aux biens culturels, un secteur où il n'existe pas de mécanismes spécialisés pour faciliter l'aide opérationnelle au niveau international.⁷⁰

140. Il ressort clairement des affaires examinées dans le *Recueil* qu'en matière de criminalité transnationale organisée, la coopération policière devrait être entamée le plus tôt possible. En théorie, dans des affaires telles que ALB 1, un exemple typique de livraison surveillée internationale dans le cadre d'un trafic de stupéfiants, ou ROM 1, au cours de laquelle les renseignements collectés au niveau international ont permis de tracer un graphique représentant les ramifications d'un réseau de traite de personnes agissant en Espagne, en France, en Italie et au Royaume-Uni, les enquêtes n'auraient pas produit d'aussi bons résultats, ou n'auraient pas été entamées, si des autorités étrangères n'avaient pas signalé de façon rapide et ponctuelle aux pays les plus concernés une présumée conduite criminelle. Par conséquent, la conclusion suivante peut être tirée.

ENSEIGNEMENT TIRÉ

Pour faire face à la criminalité transnationale organisée, les services d'enquête et de poursuites devraient dès que possible prendre contact avec les autres pays concernés. Si ce contact est établi au cours de la toute première phase de l'activité policière (par exemple avant l'établissement du plan d'enquête définitif), la coordination des enquêtes en bénéficiera énormément.

141. Les affaires présentées par les experts illustrent clairement que, pour les infractions de criminalité transnationale organisée, la coopération au niveau des enquêtes et des poursuites se limite rarement à une assistance lors d'épisodes ponctuels ; elle consiste plutôt en une série complexe d'activités régulières et reliées entre elles, conduites par deux ou plusieurs pays. Ceci implique une coordination des initiatives d'enquête, y compris leur planification, les délais et la répartition du travail. Ce genre de coopération est appuyé par des structures plus ou moins formelles, qui facilitent la coordination. Comme évoqué plus haut, la création

⁶⁹Voir, par exemple, l'article 10 de la Convention du Conseil de l'Europe de 1990 relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime.

⁷⁰Voir le nouveau mécanisme créé par INTERPOL mentionné au Chapitre V.

d'équipes communes d'enquête est l'une des mesures institutionnelles de plus haut niveau dans le cadre de la coopération aux fins des enquêtes ; toutefois, même en cas de non recours aux équipes communes d'enquête, la nature transnationale des infractions de criminalité organisée a imposé - du moins pour les affaires les plus complexes - la notion tout à fait nouvelle de cogestion de l'enquête et des poursuites. Cette notion dérive directement et inévitablement de la nature transnationale de l'infraction, surtout lorsqu'il s'agit d'un trafic illicite international (indépendamment de son objet) impliquant des infractions connexes et commises dans plusieurs pays par des individus ou des groupes ayant des rôles distincts mais coordonnés du point de vue fonctionnel.

142. En présentant SER 1, une affaire de trafic de stupéfiants pour laquelle 5 personnes ont été jugées en Serbie et 47 dans d'autres pays, l'expert serbe a souligné « qu'il ne suffit pas de coordonner les activités de services de plusieurs pays, il est aussi nécessaire que ce soient les mêmes entités qui planifient et conduisent les activités durant toute la procédure - les mêmes représentants des services de police, des parquets et des tribunaux. Cela est réalisable seulement ... si les enquêtes conjointes concernent l'ensemble de l'organisation criminelle et les activités criminelles qu'elle mène sur les territoires de tous les pays concernés. Souvent, des poursuites pénales de vastes proportions doivent être exercées simultanément sur tous les territoires concernés. Ce n'est qu'ainsi que les groupes criminels importants peuvent être démantelés. Dans le cas contraire, certains sous-groupes de l'organisation ayant échappé pour différentes raisons aux poursuites pénales dans certains pays ... poursuivent leurs activités en renouvelant leur réseau et en réanimant l'organisation toute entière. » Cette observation démontre que la complexité de la coopération internationale dans la lutte contre la criminalité organisée et la « coordination prolongée » qu'elle nécessite sont liées à la nature transnationale de la criminalité organisée, et que cette complexité ainsi que l'importance de la continuité sont toutes deux déterminantes pour les stratégies visant à démanteler l'organisation criminelle dans son ensemble.

UNE AFFAIRE DE COORDINATION COMPLEXE

L'affaire ITA 8 fournit un bon exemple de coordination complexe dans le cadre d'une enquête relative à une affaire de criminalité transnationale. Dans cette affaire, un puissant réseau formé de ressortissants serbes, croates, albanais et monténégrins domiciliés dans plusieurs pays européens et d'Amérique latine se livrait au trafic de cocaïne et d'héroïne destinées aux marchés européens. Les principaux organisateurs de ce trafic étaient installés en Europe centrale et du nord, en Albanie et en Amérique du sud, tandis que d'autres membres agissaient en Europe avec une grande mobilité et avec le soutien de cellules locales. Les opérations au niveau local et les communications entre les différentes cellules locales étaient toujours filtrées par la « coupole ».

Les poursuites ont été conduites par la Croatie, l'Allemagne, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas, avec la coopération de l'Autriche, de la Belgique et de la Slovaquie. Les enquêtes ont été entamées en Allemagne et en Italie, tandis que les autres pays ont été impliqués au fur et à mesure que l'ampleur du trafic et le grand nombre de personnes et de territoires concernés ont été établis. En raison de la participation de la Croatie et de la Slovaquie, le recours aux mécanismes de coopération policière de l'Union Européenne n'a pu être que partiel.

De l'exposé de l'affaire et de la documentation présentée, il ressort que la coordination internationale a été réalisée surtout grâce à de nombreuses réunions - auxquelles ont participé des procureurs et des fonctionnaires de police - ayant un double objectif : l'échange d'informations aux fins du développement des enquêtes, et la planification conjointe des opérations. Pour les pays membres de l'Union européenne, la coopération s'est basée sur les instruments juridiques de l'UE (notamment l'article 39 de l'accord de Schengen), sur la Convention de Palerme et les diverses conventions du Conseil de l'Europe. L'expert qui a illustré l'affaire a affirmé que des instruments « non contraignants » (ententes) ont été utilisés pour les pays extra UE. Par exemple, une entente spéciale a été établie entre la Direction nationale antimafia italienne et le Ministère de l'intérieur de la Croatie pour la coopération à des fins de confiscation, vu qu'à l'époque la Croatie n'était pas Partie à la Convention de Palerme.

Les poursuites pénales conduites par l'Italie ont abouti à la condamnation définitive de 22 personnes à des peines d'emprisonnement allant de 1 à 20 ans et à la confiscation de biens pour une valeur équivalente à plus de 8 millions d'euros.

Pour conclure, l'expert a souligné que toutes les autorités ayant participé aux enquêtes ont reconnu que la pleine coordination des différentes opérations de police au niveau national était une condition indispensable et que, pour les infractions de nature transnationale complexes, la coopération policière n'est fructueuse que si cette coordination est efficace.

143. Le paragraphe 1 (a) de l'article 27 de la Convention de Palerme prévoit des « voies de communication entre les autorités, les organismes et les services chargés de l'application de la loi pour faciliter l'échange sûr et rapide des informations » ; le paragraphe 2 du même article mentionne la conclusion d'accords et d'arrangements pour une « coopération directe entre ... les services de détection et de répression ». Ces deux dispositions soulignent qu'une coopération de ce genre pourrait réduire au minimum les formalités et que l'appui des collègues étrangers pourrait être immédiat. La plupart des affaires examinées dans le *Recueil* présentent ces caractéristiques et les experts les considèrent comme un facteur de réussite important des enquêtes. Une coopération ponctuelle, directe et informelle signifie des contacts directs entre les représentants des forces de police (ou entre les procureurs), sans intervention des autorités judiciaires, diplomatiques ou gouvernementales au plus haut niveau. Les affaires ALB 1 et BRA 3, par exemple, soulignent l'importance de ce type de contacts, importance qui est implicitement reconnue dans toutes les affaires où des officiers de liaison ou des organismes internationaux de police sont intervenus. Dans l'affaire BRA 3, l'expert a affirmé que « l'existence de canaux de coopération internationale formels, y compris les traités d'entraide judiciaire, n'exclut pas la nécessité et l'importance d'une coopération directe entre les organismes de police, notamment au cours de la première phase des enquêtes, afin d'obtenir les meilleurs résultats possibles. »

C. ASPECTS INSTITUTIONNELS

Sommaire : rôle des officiers de liaison ; les multiples fonctions des organismes et des arrangements bilatéraux de police ; organismes régionaux : les agences de l'Union Européenne.

144. La question de la spécialisation institutionnelle, qui a été examinée pour la première fois à propos des enquêtes et des poursuites au niveau national, concerne également le domaine de la coopération internationale de police. Il existe de nombreuses raisons pour affirmer que l'assistance internationale entre les différents services de police devrait être la plus rapide et informelle possible, et offerte directement au plus grand nombre d'unités et de services nationaux. En outre, un certain niveau de spécialisation permet de mieux utiliser les mécanismes de coopération internationale, et d'aboutir éventuellement à la centralisation des activités liées aux enquêtes internationales auprès d'unités ou de bureaux spéciaux.

145. Le fonctionnement d'INTERPOL au niveau national fournit un bon exemple à cet égard : d'un côté, les bureaux centraux nationaux d'INTERPOL constituent de facto un nœud pour certaines activités d'enquête internationales ; de l'autre, au moins dans certains secteurs, INTERPOL encourage elle-même d'autres entités nationales à établir des contacts directs et à recourir à ses services. Pour ce qui concerne les affaires italiennes, les canaux de communication directs établis entre les services de police de différents pays sont souvent indiqués comme des facteurs facilitant la coopération internationale. Toutefois, ceci n'exclut pas qu'un service national donné puisse être chargé de certaines fonctions fondamentales de coopération dans les enquêtes internationales. Par exemple, l'exposé des experts italiens au cours de la deuxième réunion a illustré les avantages évidents

d'avoir une « Salle de commandement internationale » unique assurant, au moins partiellement, la liaison et la coordination avec des organismes étrangers et internationaux.

146. En outre, les affaires retenues par le *Recueil* montrent que les arrangements institutionnels internationaux ont une plus grande influence sur l'efficacité de la coopération que ceux établis au niveau national. Un système international de détection et de répression fortement caractérisé par un échange continu et élargi de renseignements et par une coordination constante ou un copartage des activités d'enquête ne peut que tirer profit de l'existence d'une structure permanente, bi ou multilatérale, chargée d'apporter un appui à des enquêtes spécifiques et constituant un canal de communication permanent.

147. À ce propos, l'institution des officiers de liaison constitue l'une des premières bonnes pratiques importantes. Dans l'article 27, par. 1 (d) de la Convention de Palerme le détachement des officiers de liaison est considéré comme une forme spéciale d'échange de personnel et d'experts ; de plus, de nombreuses affaires examinées indiquent que leur participation s'est révélée essentielle pour la bonne issue des enquêtes internationales.

148. Dans l'affaire ITA 21, une affaire de coopération policière entre l'Italie et la Serbie dans la lutte contre un trafic de stupéfiants, l'expert italien a décrit le travail exceptionnel des officiers de liaison détachés en Serbie, qui a facilité l'échange d'informations avec les autorités locales – souvent décisif pour intercepter et bloquer les livraisons – et a assuré la synchronisation parfaite des opérations dans les deux pays. Selon l'expert cette coopération a été réalisée « comme s'il y avait eu une seule unité d'enquête ». De la même manière, dans l'affaire UKG 1 l'expert a affirmé que sans l'aide des officiers de liaison en matière de drogues il aurait été impossible d'apporter des preuves de la complicité d'individus se trouvant au Royaume-Uni ou l'étranger. Pour HUN 1, une autre affaire de trafic de stupéfiants - dans le cadre de laquelle les différences entre les systèmes juridiques des deux pays coopérants ont fortement affecté la possibilité de mettre en œuvre une entraide - l'expert a souligné que l'échange d'informations à travers les officiers de liaison a été néanmoins possible et fructueux ; il a notamment permis d'assurer une réponse rapide durant la phase préparatoire des enquêtes et de fournir des informations aux officiers de liaison d'autres pays pour l'identification d'autres délinquants, en permettant ainsi d'élargir l'enquête et de remonter aux plus importants maillons de la chaîne de l'organisation. Dans une autre affaire de trafic de stupéfiants, SPA 1, l'échange d'informations opérationnelles a été entièrement conduit par les officiers de liaison espagnols détachés dans les pays d'Amérique du sud. Pour terminer, l'affaire NIG 1 propose que les attachés aux affaires juridiques auprès des consulats ou des ambassades puissent eux aussi jouer un rôle déterminant dans le déroulement des enquêtes, du moins pour fournir des informations provenant de sources ouvertes et favoriser l'entraide judiciaire.

149. Dans les affaires retenues dans le *Recueil*, les officiers de liaison sont mentionnés surtout relativement à des infractions de trafic de stupéfiants. En raison de la gravité et de la diffusion d'autres infractions de criminalité organisée transnationale (comme le témoigne le *Recueil*) il faudrait se demander si les fonctions des officiers de liaison ne sont pas trop limitées, vu les nombreux aspects de la criminalité dont ils ont à s'occuper.

150. Au niveau bilatéral, des structures policières plus complexes que les officiers de liaison peuvent être créées au moyen d'accords ou d'arrangements. Ces structures ne demandent pas la création d'un service international de police, mais peuvent permettre aux officiers des deux États concernés de coopérer étroitement et de façon permanente. Leur objectif principal est de faciliter la coopération au niveau logistique : même si les officiers de chaque État continuent à agir dans les limites des pouvoirs et des tâches qui leur sont attribués par leurs lois nationales et sous la direction de leurs supérieurs, il peut leur être demandé de contribuer aux enquêtes menées par les collègues d'un autre État par l'échange d'informations et par une activité d'analyse commune et, d'une manière générale, en leur fournissant un soutien. Ils peuvent en outre participer à des

opérations sur le terrain, dans les limites établies par l'accord de coopération policière en vigueur entre les deux pays concernés. L'encadré suivant montre comment l'article 23 de l'Accord de coopération policière conclu entre l'Allemagne et la Suisse, décrit précédemment, définit ce type d'arrangement:

MODÈLE DE CENTRE COMMUN DE POLICE

Des centres communs d'échange d'informations et d'appui des autorités de police compétentes des deux États contractants peuvent être établis sur le territoire de l'un ou de l'autre État contractant, dans les zones frontalières au sens de l'article 4, paragraphe 7.

Dans les centres communs, des agents des autorités de police des deux États contractants travaillent côte à côte, dans le cadre de leurs compétences respectives, et procèdent à l'échange, à l'analyse et à la transmission d'informations dans des affaires concernant les zones frontalières – sans préjudice des relations de service et de l'échange d'informations par l'entremise des services centraux nationaux – et ils soutiennent en outre la coordination de la coopération transfrontalière au sens du présent Accord.

La fonction d'appui peut également inclure la préparation et le soutien actif de la remise d'étrangers sur la base des conventions en vigueur entre les États contractants.

L'exécution autonome de missions sur le terrain ne relève pas des centres communs. Les agents occupés dans les centres communs sont assujettis au pouvoir disciplinaire et d'instructions de leurs autorités nationales respectives.

Dans les centres communs, les agents des autorités de police peuvent également exercer, au profit et pour le compte des autorités qui les ont détachés, des activités dépourvues de caractère opérationnel et sortant du cadre des tâches visées aux paragraphes 1 à 3.

Le nombre et l'emplacement des centres communs, de même que les modalités de la coopération et de la répartition équitable des coûts, font l'objet d'une réglementation dans une convention séparée.

Les agents des autorités de police peuvent s'associer à des centres communs des États contractants, qui en assurent le fonctionnement avec un État limitrophe dans les zones frontalières communes, si et dans la mesure où l'État limitrophe consent à une telle association. Les modalités de la collaboration et la répartition des coûts sont réglées entre tous les États concernés.

151. Les affaires retenues fournissent un large éventail de bonnes pratiques concernant les mécanismes bilatéraux, mais surtout les organismes multilatéraux: INTERPOL au niveau mondial (voir sous-chapitre suivant) et, au niveau régional et sous-régional, les institutions de l'Union européenne et d'autres organismes. Au sein de l'Union européenne, Europol est l'office de coopération de police tandis qu'Eurojust est un centre où les procureurs et les juges des États membres coordonnent les poursuites.⁷¹ Ces deux organisations ont joué un rôle important dans le cadre d'enquêtes européennes très complexes. Par exemple dans SPA 4, une affaire de trafic de migrants et de traite de personnes, les enquêteurs espagnols ont appris à travers Europol que d'autres pays européens conduisaient des enquêtes sur le même groupe criminel organisé ; par la suite, d'autres réunions avec Eurojust ont facilité la coordination de ces enquêtes, en permettant même de fixer un jour précis pour procéder simultanément à l'arrestation des délinquants présumés. L'expert ayant présenté cette affaire a souligné l'importance de ce deuxième aspect de la coordination centralisée, en tant qu'instrument efficace pour éviter des doubles emplois et des conflits entre les initiatives de police des différents pays concernés. Il est en outre important de signaler qu'il n'existe probablement aucun autre système de communication plus efficace

⁷¹Pour l'institution d'Europol et d'Eurojust, voir respectivement la Décision du Conseil de l'Union européenne 2009/371/JAI et la Décision du Conseil de l'Union européenne 2002/187/JAI, ainsi que les actes législatifs de l'Union s'y rapportant.

- pour la réception et la diffusion d'informations sur des enquêtes en cours et reliées entre elles - qu'un organisme central régional stable tel qu'Europol.

LE RÔLE DE COORDINATION DES ORGANISMES

RÉGIONAUX/SOUS-RÉGIONAUX : EUROPOL ET EUROJUST

Un excellent exemple de coopération internationale est constitué par HUN 3, une affaire de trafic de migrants de grande envergure concernant de nombreux pays européens (la Hongrie comme pays d'entrée ; l'Allemagne, la Slovaquie, la République tchèque et l'Autriche comme pays de transit ; la France et le Royaume-Uni comme pays de destination).

L'expert qui a présenté cette affaire a fait remarquer qu'Europol et Eurojust ont tenu de nombreuses réunions opérationnelles et que cette coordination des opérations a permis de procéder à des arrestations et à mener d'autres activités pendant six « jours d'action commune ». La présence des procureurs aux réunions a contribué à l'orientation des enquêtes dans les différents pays et à l'organisation des poursuites, afin d'éviter le *non bis in idem*. La réunion des procureurs a en outre accéléré et facilité la mise en place de l'entraide judiciaire. Autrement dit, la coordination des multiples activités au niveau national a permis de réaliser un système de véritable cogestion de l'affaire.

Dans d'autres affaires aussi le rôle d'Eurojust a permis d'éviter les problèmes de *non bis in idem*.

L'expert a souligné également le rôle d'Europol en tant que mécanisme efficace d'échange de renseignements. Il a notamment rappelé que la Planification stratégique opérationnelle globale pour la police d'Europol - un instrument multilatéral de détection et de répression - a aussi fonction de garantir que les autorités compétentes des États membres de l'UE utilisent le support analytique d'Europol, en particulier les fichiers de travail à des fins d'analyse (AWF). Une nouvelle version des fichiers AWF a été récemment mise en place pour collecter, en temps réel, les informations concernant les résultats d'une enquête donnée.

La capacité d'une institution sous-régionale de servir de centre de collecte et de transmission de renseignements est également illustrée par une autre affaire de trafic de migrants, ITA 20, dans laquelle la coopération interrégionale a été favorisée par Europol et Eurojust. L'expert a souligné que, d'un côté l'enquête italienne a tiré profit de l'analyse effectuée par le Groupe Cible STORM d'Europol, qui étudie le phénomène dont il est question dans cette affaire, c'est-à-dire le trafic de migrants afghans, kurdes, irakiens et pakistanais vers plusieurs pays européens à travers la Grèce. De l'autre, les résultats de l'enquête italienne ont été incorporés dans cette analyse et utilisés, ensuite, à travers le Groupe Cible, dans le cadre d'une poursuite française qui a été considérée comme la suite de l'affaire italienne.

Ces deux aspects ont également été mentionnés dans l'affaire ITA 15 par l'expert qui a résumé le rôle d'Europol comme suit : « les canaux de coopération utilisés ont été principalement INTERPOL et Europol qui, grâce à des rapports de vérifications croisées basés sur l'AWF COPY, ont fourni un soutien en temps réel aux services d'enquêtes des pays de l'Union européenne concernés... En outre, des techniques d'enquête innovantes ont été utilisées : le détachement à l'étranger de représentants de la police judiciaire italienne pour examiner la documentation saisie au cours d'irruptions effectuées dans les autres pays s'est révélé une mesure particulièrement efficace, tout comme l'utilisation du bureau mobile d'Europol pour le traitement immédiat d'une grande quantité de données. »

En présentant l'affaire ROM 1, l'expert a mis l'accent sur le rôle de coordination d'Europol et d'Eurojust dans la création de la première équipe commune d'enquête établie en Europe dans le cadre d'une affaire de traite de personnes.⁷²

152. Dans d'autres régions, il existe des organismes répressifs multilatéraux qui, dans certains cas, peuvent ne pas avoir la même capacité opérationnelle que les instances de l'UE mais qui peuvent néanmoins contribuer de façon significative à la mise en place d'une politique, d'une stratégie et d'une activité de renseignement

⁷²Voir le sous-chapitre E sur les équipes communes d'enquête.

communes ainsi qu'à faciliter les procédures de coopération. Par exemple, l'encadré ci-dessous contient les indications fournies par l'expert de l'Afrique du Sud concernant l'Organisation régionale de coopération entre les chefs de police de l'Afrique australe (SARPCCO) et ses rapports fonctionnels avec INTERPOL

ORGANISATIONS RÉGIONALES DE POLICE

L'Organisation régionale de coopération entre les chefs de police de l'Afrique australe (SARPCCO) est un organisme officiel composé des chefs de la police de l'Afrique australe. Elle a été fondée en 1995 Ses pays membres sont les suivants : Afrique du Sud, Angola, Botswana, Lesotho, Malawi, Île Maurice, Mozambique, Namibie , Swaziland, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe.

Un Secrétariat, formé de représentants des pays membres, a été créé en tant qu'organe technique et administratif permanent à travers lequel la SARPCCO agit ... INTERPOL fournit les moyens pour une communication efficace entre les pays membres et accomplit toutes les tâches administratives dérivant de l'activité de la SARPCCO. Dans l'ensemble, la SARPCCO constitue le principal mécanisme opérationnel de l'Afrique australe pour la prévention et la lutte contre les infractions transfrontalières, y compris le trafic d'armes. Depuis sa fondation, la SARPCCO est devenue une ressource importante dans la régionalisation des activités de l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL), en devenant dans les faits son bras opérationnel sous-régional ... Le Bureau sous-régional d'INTERPOL pour l'Afrique australe de Harare fait également fonction de secrétariat pour la SARPCCO.

Les objectifs de la SARPCCO ... sont soumis aux dispositions des lois nationales et consistent à :

- promouvoir, renforcer et maintenir la coopération, favoriser les stratégies communes pour combattre la criminalité transfrontalière sous toutes ses formes ainsi que les infractions connexes ayant des implications régionales ;
- préparer et diffuser les informations sur les activités criminelles lorsque cela est nécessaire pour aider les pays membres à faire face à la criminalité dans la région ;
- réexaminer de façon régulière les stratégies communes de lutte contre le crime sur la base des besoins et des priorités nationales et régionales ;
- garantir un fonctionnement et une gestion efficaces des fichiers informatiques sur la criminalité ainsi qu'un suivi conjoint performant des infractions transfrontalières, en exploitant au mieux les structures disponibles à travers INTERPOL ;
- formuler les recommandations nécessaires aux gouvernements des pays membres sur les questions ayant un impact sur l'efficacité de l'action policière dans la région de l'Afrique australe ;
- établir des politiques et des stratégies systématiques dans le domaine de la formation au niveau régional, en tenant compte des exigences et des besoins en termes de performance des forces/services de police régionaux ; et
- mettre en œuvre toutes les stratégies ou les actions appropriées dans le but de favoriser la coopération et la collaboration policière au niveau régional ainsi que l'exige la situation régionale.⁷³

⁷³En Afrique, il existe d'autres organisations de police régionales : le Comité des chefs de police de l'Afrique de l'Ouest (CCPAO), le Comité des chefs de police de l'Afrique centrale (CCPAC) et l'Organisation de coopération des chefs de police d'Afrique de l'Est (OCCPAE). Dans d'autres régions les organismes suivants ont été créés : l'Association des chefs de police des nations de l'Asie du Sud-est (ASEANAPOL), la Commission des chefs de police de l'Amérique centrale et des Caraïbes (CJPCAC), la Conférence des chefs de police du Pacifique Sud (SPCPC) et l'Association des chefs de police des Caraïbes (ACCP). Les Bureaux régionaux d'INTERPOL fournissent à toutes les organisations africaines le même appui qu'ils offrent à SARPCCO.

D. INTERPOL

Sommaire : importance de la présence d'INTERPOL dans des affaires internationales ; fonction de liaison entre les services chargés de l'application de la loi ; appui opérationnel ; échange d'informations et bases de données ; programmes spéciaux.

153. L'Organisation internationale de police criminelle– INTERPOL, avec ses 190 États membres, mène des activités policières dans quasiment tous les pays du monde. INTERPOL fournit une assistance précieuse et des services utiles aux organismes chargés de l'application de la loi, conformément aux objectifs et aux modalités spécifiquement prévus par son statut. INTERPOL ne devrait pas être considérée comme une alternative aux organismes bilatéraux ou régionaux : ses activités complètent celles menées par ces organismes, s'ils existent, et les étendent au niveau mondial. De plus, en l'absence d'organismes bilatéraux ou régionaux, l'aide fournie par INTERPOL comprend les fonctions de base de la coopération internationale dont ont besoin les services de police nationaux.

154. De nombreuses affaires mentionnent INTERPOL et la consultation de ses bases de données par les personnels des services de police nationaux ; d'autres affaires montrent en revanche qu'INTERPOL, et notamment ses Bureaux centraux nationaux (BCN), constitue un instrument important pour assurer une liaison internationale entre les forces de police. La fiabilité du canal INTERPOL comme voie de communication internationale est mise en exergue dans de nombreuses affaires présentées par les experts albanais, hongrois, italiens, mexicains, marocain et roumains.⁷⁴ Lorsque les experts mentionnent INTERPOL en tant que canal de coopération internationale, il ne faut pas entendre par là la simple utilisation de ses technologies de communication sécurisée (Système mondial de communication policière sécurisée I-24/7 d'INTERPOL) mais aussi sa compétence eu égard aux procédures à suivre et à l'identification des organismes ou des services étrangers à contacter pour obtenir les meilleurs résultats en matière de coopération. Outre sa capacité à favoriser, si besoin est, une interaction à l'échelon international entre les officiers de police, INTERPOL a aussi créé un réseau d'officiers de contact, ainsi que l'a souligné le représentant d'INTERPOL au cours de la deuxième réunion d'experts : « une lutte efficace et couronnée de succès contre la criminalité peut être menée au mieux par une communauté de policiers habitués à travailler ensemble, qui se connaissent et se font confiance, qui savent de quoi ils parlent ...qui ont une expérience commune importante en la matière. »

155. L'expert d'INTERPOL a aussi expliqué que l'assistance fournie par l'organisation n'est pas limitée à la communication et à la liaison, mais qu'elle consiste également en une série de services d'appui comprenant la coordination, au cas par cas, des enquêtes menées au niveau international. Il a en outre mis l'accent sur l'aide *ad hoc* apportée par les Équipes de réponse aux incidents (IRT). À la demande du pays intéressé, INTERPOL déploie une équipe afin de fournir une assistance sur le terrain, surtout pour ce qui concerne les aspects internationaux de l'enquête. Ces équipes opérationnelles multidisciplinaires prêtent un concours immédiat et qualifié aux pays engagés dans d'importantes enquêtes. Par exemple, dans le domaine du trafic de stupéfiants, INTERPOL a récemment dépêché quatre IRT à l'appui d'affaires survenues en Afrique occidentale et qui se sont achevées par d'importantes saisies de drogues. Une autre IRT a été déployée en Afrique du Sud aux fins de la libération du bateau *Irene*, détourné par des pirates au large des côtes somaliennes.

156. INTERPOL fournit également du renseignement criminel. En effet, cette organisation collecte des données personnelles sur des malfaiteurs connus, sur les victimes de certaines infractions et sur les éléments de

⁷⁴Les communications entre les BCN et le Secrétariat général d'INTERPOL sont facilitées par le Centre de commandement et de coordination, situé auprès du Secrétariat général, qui sert de premier contact pour tout pays membre devant faire face à une situation de crise ou nécessitant une aide opérationnelle urgente.

preuve, et les met à la disposition des enquêteurs en vue de leur utilisation dans le cadre d'enquêtes internationales. L'encadré ci-dessous contient une liste exhaustive des bases de données d'INTERPOL.

PRINCIPALES BASES DE DONNÉES D'INTERPOL

Données nominatives – contient plus de 162 525 enregistrements sur les malfaiteurs internationaux connus des services de police, personnes disparues et cadavres, y compris leurs photographies, empreintes digitales, antécédents judiciaires, etc.

Profil génétique – les profils génétiques, qui sont la codification numérique des marqueurs génétiques propres à chaque individu, permettent d'élucider des affaires et d'identifier des personnes disparues ou des cadavres.

Empreintes digitales – un système automatisé de comparaison/reconnaissance d'empreintes digitales contenant près de 151 500 fiches décadactylaires et plus de 5 000 empreintes relevées sur des lieux d'infraction et transmises par les pays membres par voie électronique ou par courrier.

Documents de voyage volés ou perdus – contient des informations sur plus de 31 millions de documents de voyage déclarés perdus ou volés de 161 pays. Cette base de données permet aux BCN d'INTERPOL et à d'autres organismes autorisés, comme par exemple les services d'immigration et la police des frontières, de vérifier la validité d'un document de voyage suspect en quelques secondes.

Documents administratifs volés – contient des informations sur près de 440 000 documents officiels servant à identifier des objets (par exemple les documents d'immatriculation des véhicules et les certificats de dédouanement utilisés pour les importations/exportations).

Véhicules volés – contient des éléments d'identification détaillés concernant environ 7,1 millions de véhicules déclarés volés dans le monde entier. En 2011, plus de 42 000 véhicules volés ont été identifiés grâce à cette base de données.

Œuvres d'art volées – permet aux pays membres d'effectuer des recherches sur plus de 38 000 œuvres d'art et biens culturels déclarés volés par 125 pays.

Groupe Fusion – cette base de données contient environ 11 600 noms de personnes soupçonnées d'être liées à des activités terroristes. Actuellement elle est alimentée par près de 105 pays membres.

Armes à feu – Le tableau de référence INTERPOL des armes à feu permet aux enquêteurs d'identifier avec certitude une arme à feu utilisée pour commettre une infraction. Il contient plus de 250 000 références d'armes à feu et 57 000 images de haute qualité. Le Réseau INTERPOL d'information balistique est une plateforme internationale d'échange et de comparaison de données balistiques comptant plus de 100 000 enregistrements fournis par huit pays.

Images d'abus pédophiles – A ce jour, des milliers de victimes et d'auteurs d'abus ont pu être identifiés par les enquêteurs grâce à la base de données internationale sur l'exploitation sexuelle des enfants (ICSE). Des centaines d'enquêteurs ont été formés à l'utilisation de cet outil et de nombreux pays comptent des services spécialisés connectés à cette base de données.

157. De nombreuses affaires illustrées dans le *Recueil* montrent l'importance de ces bases de données sur le plan opérationnel, car elles permettent à la communauté policière mondiale d'opérer des rapprochements entre des données n'ayant en apparence aucun lien entre elles mais pouvant être utiles aux enquêtes, à la prévention des infractions et à la résolution des affaires. Toutes les bases de données, à l'exception de celle sur l'exploitation sexuelle des enfants, sont accessibles à partir du Tableau de Bord I-24/7, un portail Internet à accès restreint. De nombreux pays ont garanti l'accès à ces bases de données non seulement à leurs propres Bureaux centraux nationaux (BCN), mais aussi aux personnels de police opérationnels, tels que ceux de la police des frontières, afin qu'ils puissent consulter les bases de données sur les personnes recherchées (données nominatives), les documents de voyage volés ou perdus et les véhicules volés. Ainsi, les opérateurs peuvent lancer simultanément

une recherche dans une base de données nationale et dans une base de données INTERPOL, et recevoir les deux réponses en quelques secondes. Par exemple, au Royaume-Uni, 43 bureaux de police des Comtés ont un accès direct aux bases de données INTERPOL. L'affaire qui suit, présentée par l'expert d'INTERPOL, illustre à quel point l'utilisation combinée des différentes bases de données et des systèmes d'information d'INTERPOL peut se révéler fructueuse:

UTILISATION DES BASES DE DONNÉES ET DES SYSTÈMES D'INFORMATION D'INTERPOL

En procédant à des vérifications informatisées dans les bases de données INTERPOL au moyen de I-24/7 via une connexion distante, des agents de l'aéroport de Tivat (Monténégro) ont pu identifier et arrêter un dangereux malfaiteur. Grâce à une vérification de routine dans la base de données INTERPOL sur les documents de voyage volés ou perdus, il a été vérifié que le passager se déplaçait avec une pièce d'identité non valable. Des contrôles plus approfondis ont permis d'établir sa véritable identité et ont révélé qu'il faisait l'objet d'une 'notice rouge' publiée à la demande du BCN de Moscou, qu'il était recherché pour des infractions graves, dont un meurtre, et considéré comme le chef d'un groupe criminel. Arrêté en octobre 2009, cet individu a été extradé vers la Russie en mai 2010.

158. Les bases de données sur les profils d'ADN et les empreintes digitales montrent combien les bases de données INTERPOL sont utiles et importantes. Les services de police des pays membres peuvent enregistrer les profils d'ADN provenant d'auteurs d'infraction, de lieux d'infractions, de personnes disparues ou de cadavres non identifiés dans la base de données sur les profils d'ADN, connue sous le nom de Passerelle ADN. Créée en 2002, cette base de données contenait en 2011 plus de 117 000 profils d'ADN transmis par 61 pays membres. Les pays participants utilisent la Passerelle ADN à travers le système I-24/7. Outre les Bureaux Centraux Nationaux des pays membres, l'accès à la base de données peut être étendu aux instituts de sciences légales et aux laboratoires. Le système ne contient aucune donnée nominative susceptible de permettre le rapprochement entre un profil d'ADN et un individu : un profil d'ADN est simplement constitué d'une série de chiffres correspondant aux caractéristiques de l'ADN d'une personne et formant un code numérique pouvant être utilisé pour différencier les individus. Le profil d'ADN ne contient pas d'informations sur les caractéristiques physiques ou psychologiques d'une personne, ni sur les maladies dont elle souffre ou ses éventuelles prédispositions à certaines autres pathologies. Les pays membres qui utilisent la Passerelle ADN demeurent propriétaires des profils et décident à ce titre, conformément à leur législation nationale, de leur éventuelle communication ou effacement et des pays pouvant y accéder.

159. Les informations contenues dans la base de données des empreintes digitales peuvent être saisies et consultées par les utilisateurs autorisés des pays membres au moyen d'un système convivial de reconnaissance automatisée d'empreintes digitales (AFIS). Les enregistrements sont conservés et échangés au format défini par l'Institut national des normes et de la technologie (National Institute of Standards and Technology – NIST). En 2009, les chefs des Bureaux centraux nationaux ont voté à l'unanimité en faveur de la mise à jour du système avec l'enregistrement d'empreintes digitales liées à des affaires criminelles non élucidées et de profils d'empreintes digitales provenant d'auteurs d'infraction étrangers. En 2010, un nouveau système AFIS a été adopté ; celui-ci permet de rechercher et de stocker des empreintes palmaires et des traces palmaires latentes. Un système de vérification automatisée des empreintes décadactylaires permet désormais de réaliser un plus grand nombre de recherches qu'auparavant et avec un temps de réponse de 10 minutes, soit plus de 1 000 comparaisons par jour avec la base de données d'INTERPOL sur les empreintes digitales. En 2011, INTERPOL a procédé à plus de 1 800 identifications grâce à l'accroissement des échanges et des comparaisons de données entre les pays membres.

160. Le système des Notices et des Diffusions d'INTERPOL est un mécanisme bien connu, créé pour aider les services nationaux chargés de l'application de la loi à faire face aux exigences concrètes pouvant survenir au cours d'enquêtes particulières. Il s'agit de messages d'alerte internationaux utilisés par les services de police pour communiquer à leurs homologues dans le monde entier des informations concernant des infractions, des malfaiteurs et des menaces ; ils sont publiés par INTERPOL dans la partie sécurisée de son site Web à l'intention des pays membres, à la demande d'un BCN ou d'un organisme international autorisé. Les informations diffusées au moyen des notices ou des diffusions concernent les individus recherchés pour des infractions graves, les personnes disparues, les cadavres non identifiés, d'éventuelles menaces, les évasions et les *modus operandi* des malfaiteurs. Les notices et les diffusions contiennent deux principaux types d'informations : des éléments d'identification (signalement, photographie, empreintes digitales, numéro des pièces d'identités, etc.) ainsi que des éléments juridiques (qualification de l'infraction dont est accusé l'individu concerné ; références des dispositions de la loi pénale réprimant l'infraction ; peine infligée ; références du mandat d'arrêt ou de la décision de condamnation rendue par un tribunal, etc.). Les notices et les diffusions peuvent aussi être utilisées par le Conseil de sécurité des Nations Unies, la Cour pénale internationale et les tribunaux pénaux internationaux.⁷⁵

NOTICES ET DIFFUSIONS D'INTERPOL

Notice rouge – Utilisée pour localiser et arrêter un individu recherché par une autorité judiciaire ou un tribunal international en vue de son extradition. La base juridique de la notice rouge est constituée par le mandat d'arrêt ou la décision judiciaire rendue par les autorités judiciaires d'un pays. De nombreux pays membres d'INTERPOL reconnaissent à la notice rouge la valeur de demande d'arrestation provisoire. En outre, INTERPOL est considérée comme une voie officielle de transmission des demandes d'arrestation provisoire par un certain nombre de traités d'extradition bilatéraux et multilatéraux, tels que la Convention européenne d'extradition, la Convention d'extradition de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), et le traité-type d'extradition élaboré par l'Organisation des Nations Unies.

Notice bleue – Utilisée pour localiser, identifier ou obtenir des informations sur un individu dans le cadre d'une affaire pénale.

Notice verte – Utilisée pour signaler les activités criminelles d'un individu si celui-ci est considéré comme une éventuelle menace à la sécurité publique.

Notice jaune – Utilisée pour retrouver une personne disparue ou pour identifier une personne non en mesure de fournir son identité.

Notice noire – Utilisée pour recueillir des informations sur des personnes décédées dont le corps n'a pu être identifié.

Notice orange – Utilisée pour signaler un événement, un individu, un objet ou une situation constituant une menace imminente et un danger pour les personnes ou les biens.

Notice spéciale INTERPOL – Conseil de sécurité des Nations Unies – Utilisée pour attirer l'attention des pays membres d'INTERPOL sur un individu ou une entité visés par les sanctions prises par les Nations Unies.

Notice mauve – Utilisée pour fournir des informations sur les *modus operandi*, les procédures, les objets, les dispositifs ou les caches utilisés par les malfaiteurs.

Les *diffusions* sont des alertes informelles publiées pour les mêmes raisons que les notices, mais transmises directement par un pays membre ou par un organisme international aux pays de leur choix. Les diffusions sont elles aussi enregistrées dans les bases de données d'INTERPOL.

⁷⁵Le Secrétariat général a publié environ 26 500 notices et diffusions en 2011 ; 40 836 notices et 48 310 diffusions étaient en cours de validité fin 2011 et 7 958 personnes ont été arrêtées sur la base d'une notice ou d'une diffusion en 2011.

161. En outre, INTERPOL a lancé une série de projets axés sur des phénomènes criminels spécifiques, sur la base d'accords conclus avec les pays intéressés. Ces projets ont pour but la collecte, le traitement et l'analyse des données sur des questions spécifiques, ainsi que le recoupement des informations disponibles au niveau national et des données dont INTERPOL dispose. Ces projets sont conçus sur la base d'une stratégie commune décidée par les services chargés de l'application de la loi des pays intéressés et fixent des objectifs détaillés, les développements futurs et les délais prévus. Les projets actuellement en cours concernent les domaines suivants : trafic de stupéfiants, atteintes à l'environnement, armes à feu, atteintes à la propriété intellectuelle, piraterie maritime, criminalité pharmaceutique et terrorisme. Certains de ces projets seront examinés dans les prochains chapitres.

E. ÉQUIPES COMMUNES D'ENQUÊTE

Sommaire : dispositions limitées de la Convention de Palerme ; l'expérience de l'Union européenne ; nécessité d'un ensemble articulé de normes ; modèle d'accord bilatéral ; accord sur l'exercice de la compétence pénale ; enquêtes conjointes en l'absence d'une équipe commune ; avantages des poursuites « parallèles » dans deux ou plusieurs pays.

162. L'article 19 de la Convention de Palerme oblige les États Parties à envisager de conclure des accords généraux en vue d'établir des instances d'enquêtes conjointes. La Convention ne décrit pas les principales caractéristiques de ces instances ; des théories valables à l'échelle mondiale doivent encore être développées. Par comparaison avec les mesures plus limitées en matière de coopération visées à l'article 27 de la Convention et sur la base de l'expérience régionale actuelle (en Europe), il semble raisonnable de présumer que la notion d'instance d'enquêtes conjointes va au-delà de la coordination des activités d'enquête (y compris la gestion concertée de plans d'enquêtes complets) car elle inclut le partage de pouvoirs d'investigation. Selon cette notion, la création d'une équipe commune d'enquête transforme les enquêtes coordonnées au niveau bilatéral et multilatéral en une seule et unique enquête commune. Une équipe commune implique la création d'une nouvelle instance juridique officielle, l'équipe elle-même, ayant ses propres fonctions et ses pouvoirs d'investigation (même si ces pouvoirs doivent être exercés de façon non exclusive, sans porter atteinte aux droits des services d'enquête et de poursuites nationaux et dans le respect des normes nationales régissant les enquêtes et les poursuites).

163. Les affaires qui illustrent les équipes communes d'enquête ne concernent que les États membres de l'Union européenne et ne précisent pas si et à quel point ces instruments ont été utilisés dans d'autres régions ou sous-régions. Par conséquent, en partant de l'hypothèse que les équipes communes d'enquête sont plus amplement utilisées au sein de l'UE qu'ailleurs, on peut supposer que cette plus large utilisation est attribuable à deux facteurs : l'intensif effort législatif de l'Union européenne pour produire son propre cadre juridique régissant ces équipes⁷⁶ et le contexte institutionnel de l'Union. Le premier a été le facteur déterminant de la mise en œuvre, bien qu'il n'existe, pour les États membres, aucune obligation spécifique d'adopter ce mécanisme dans la pratique. Quant au deuxième facteur, il faut souligner tout particulièrement le rôle actif d'Europol et d'Eurojust qui, comme le démontrent les affaires retenues, ont largement participé à la création et au fonctionnement des équipes communes.

⁷⁶En 2000, avant l'entrée en vigueur de la Convention de Palerme, l'Union européenne avait adopté la Convention d'entraide judiciaire en matière pénale, entrée en vigueur en 2005; l'article 13 prévoit des équipes communes d'enquêtes et en définit les normes de création et de fonctionnement. D'autres initiatives législatives ou de droit mou ont été adoptées par la suite, y compris la Résolution du Conseil sur un modèle d'accord pour la création d'une équipe commune d'enquête (26 février 2010).

164. La Convention d'entraide judiciaire de l'UE ne contient qu'un ensemble de normes de base, et répond ainsi à la recommandation visée à l'article 19 de la Convention de Palerme de conclure un accord général entre les États concernés. Toutefois, la Convention de l'UE prévoit, le cas échéant, des accords ultérieurs ad hoc entre les États concernés pour des affaires données. Par conséquent, l'alternative proposée par la Convention de Palerme (accord général opposé à accord au cas par cas) se transforme en un double accord obligatoire. Cela renforce l'idée que la création d'équipes communes d'enquête nécessite un ensemble articulé de normes. Elle est facilitée par l'existence de structures régionales opérationnelles et par l'engagement de toutes les parties concernées à coopérer, sur la base d'une confiance mutuelle totale et d'une vaste expérience en matière d'enquêtes coordonnées. Les dispositions de la Convention de l'UE reprises dans l'encadré suivant donnent une idée des aspects principaux qu'un accord régional devrait régir:

CONVENTION DE L'UE EN MATIÈRE D'ENTRAIDE JUDICIAIRE

Article 13. Équipes communes d'enquête

1. Les autorités compétentes de deux États membres au moins peuvent, d'un commun accord, créer une équipe commune d'enquête, avec un objectif précis et pour une durée limitée pouvant être prolongée avec l'accord de toutes les parties, pour effectuer des enquêtes pénales dans un ou plusieurs des États membres qui créent l'équipe. La composition de l'équipe est arrêtée dans l'accord. Une équipe commune d'enquête peut notamment être créée lorsque :

(a) dans le cadre d'une procédure d'enquête menée par un État membre pour détecter des infractions, il y a lieu d'effectuer des enquêtes difficiles et impliquant la mobilisation d'importants moyens, qui concernent aussi d'autres États membres ;

(b) plusieurs États membres effectuent des enquêtes concernant des infractions qui, en raison des faits qui sont à l'origine de celles-ci, exigent une action coordonnée et concertée dans les États membres en question. La demande de création d'une équipe commune d'enquête peut émaner de tout État membre concerné. L'équipe est créée dans l'un des États membres dans lesquels l'enquête doit être effectuée.

2. Outre les indications visées dans les dispositions pertinentes de l'article 14 de la Convention européenne d'entraide judiciaire et à l'article 37 du traité Benelux, les demandes de création d'une équipe commune d'enquête comportent des propositions relatives à la composition de l'équipe.

3. L'équipe commune d'enquête intervient sur le territoire des États membres qui la créent dans les conditions générales suivantes:

(a) le responsable de l'équipe est un représentant de l'autorité compétente participant aux enquêtes pénales de l'État membre sur le territoire duquel l'équipe intervient. Le responsable de l'équipe agit dans les limites des compétences qui sont les siennes au regard du droit national ;

(b) l'équipe mène ses opérations conformément au droit de l'État membre sur le territoire duquel elle intervient. Les membres de l'équipe exécutent leurs tâches sous la responsabilité de la personne visée au point a), en tenant compte des conditions fixées par leurs propres autorités dans l'accord relatif à la création de l'équipe ;

(c) l'État membre sur le territoire duquel l'équipe intervient crée les conditions organisationnelles nécessaires pour lui permettre de le faire.

4. Au présent article, des membres de l'équipe commune d'enquête provenant d'États membres autres que celui sur le territoire duquel l'équipe intervient sont désignés comme membres « détachés » auprès de l'équipe.

5. Les membres détachés auprès de l'équipe commune d'enquête sont habilités à être présents lorsque des mesures d'enquête sont prises dans l'État membre d'intervention. Toutefois, le responsable de l'équipe peut, pour des raisons particulières, en décider autrement, dans le respect du droit de l'État membre sur le territoire duquel l'équipe intervient.

6. Les membres détachés de l'équipe commune d'enquête peuvent, conformément au droit de l'État membre d'intervention, se voir confier, par le responsable de l'équipe, la tâche de prendre certaines mesures d'enquête, moyennant le consentement des autorités compétentes de l'État membre d'intervention et de l'État membre qui a procédé au détachement.

7. Lorsque l'équipe commune d'enquête a besoin que des mesures d'enquête soient prises dans un des États membres qui l'ont créée, les membres détachés auprès de l'équipe par ledit État membre peuvent demander à leurs autorités compétentes de prendre ces mesures. Ces mesures sont considérées dans l'État membre en question selon les conditions qui s'appliqueraient si elles étaient demandées dans le cadre d'une enquête nationale.

8. Lorsque l'équipe commune d'enquête a besoin de l'aide d'un État membre autre que ceux qui l'ont créée, ou d'un État tiers, la demande d'entraide peut être adressée par les autorités compétentes de l'État d'intervention à leurs homologues de l'autre État concerné, conformément aux instruments ou arrangements pertinents.

9. Un membre détaché auprès de l'équipe commune d'enquête peut, conformément à son droit national et dans les limites de ses compétences, fournir à l'équipe des informations qui sont disponibles dans l'État membre qui l'a détaché aux fins des enquêtes pénales menées par l'équipe.

10. Les informations obtenues de manière régulière par un membre ou un membre détaché dans le cadre de sa participation à une équipe commune d'enquête, et qui ne peuvent pas être obtenues d'une autre manière par les autorités compétentes de l'État membre concerné, peuvent être utilisées aux fins suivantes :

(a) aux fins pour lesquelles l'équipe a été créée ;

b) pour détecter, enquêter sur et poursuivre d'autres infractions pénales sous réserve du consentement préalable de l'État membre où l'information a été obtenue. Le consentement ne peut être refusé que dans les cas où une telle utilisation représenterait un danger pour les enquêtes pénales menées dans l'État membre concerné, ou pour lesquels cet État membre pourrait refuser l'entraide ;

c) pour la sécurité publique et sans préjudice des dispositions du point b) si, par la suite, une enquête pénale est ouverte ;

d) à d'autres fins, pour autant que cela ait été convenu par les États membres qui ont créé l'équipe.

11. Les dispositions du présent article ne portent pas atteinte à d'autres dispositions ou arrangements existants relatifs à la création ou à l'intervention d'équipes communes d'enquêtes.

12. Dans la mesure où le droit des États membres concernés ou les dispositions de tout instrument juridique applicable entre eux le permettent, des arrangements peuvent être conclus pour que des personnes autres que des représentants des autorités compétentes des États membres qui créent l'équipe commune d'enquête prennent part aux activités de l'équipe. Il peut s'agir, par exemple, d'agents d'instances créées en vertu du traité sur l'Union européenne. Les droits conférés aux membres et aux membres détachés auprès de l'équipe en vertu du présent article ne s'appliquent pas à ces personnes, sauf disposition contraire figurant explicitement dans l'accord.

165. Les équipes communes d'enquête exigent aussi un support technique considérable, et une œuvre de sensibilisation est nécessaire afin que les autorités nationales s'habituent à l'idée d'y recourir fréquemment. Les extraits suivants du Rapport Eurojust 2010 décrivent les énormes efforts d'Eurojust et les formations régulières dispensées aux praticiens :

Au cours de l'année 2010, Eurojust a continué à appuyer les Équipes communes d'enquête (ECE) et a favorisé leur création en fournissant des informations et des conseils aux praticiens Les membres nationaux d'Eurojust ont participé à 20 ECE, en qualité soit de représentants d'Eurojust, soit d'autorités nationales compétentes pour des types de criminalité comprenant, inter alia, la fraude, la corruption, le vol de véhicules, le trafic de drogues et la TEH [traite d'êtres humains]. Par ailleurs, Eurojust a reçu 11 notifications provenant d'États membres et concernant la constitution d'ECE.... Eurojust continue de

favoriser et d'appuyer le développement de la formation judiciaire sur l'utilisation des ECE dans l'Union européenne mais également hors de l'Union européenne. Eurojust a participé au programme de formation interne d'Europol sur les ECE.... En décembre 2010, Eurojust et Europol ont organisé conjointement la sixième réunion annuelle du réseau d'experts nationaux sur les ECE dans les locaux d'Europol. Celle-ci a rassemblé des experts et des praticiens de 22 États membres Différents thèmes, notamment les aspects pratiques de plusieurs systèmes nationaux pour constituer des ECE, l'assistance apportée aux ECE, les relations des ECE avec les États tiers et les tendances futures en matière d'ECE, ont été présentés. Deux ateliers ont été organisés ; l'un concernait « le profil des experts ECE à l'échelle nationale, leur rôle et leur mission », et l'autre une discussion axée sur les solutions portant sur des problématiques fréquemment rencontrées lors de la constitution, du fonctionnement et de la cessation des ECE, identifiées par les praticiens.⁷⁷

166. Dans ROM 1, une affaire où a été employée une équipe commune d'enquête créée sur initiative d'Europol et d'Eurojust et opérant sous leur coordination directe, l'expert roumain a décrit la conclusion de l'accord et les activités d'enquête des membres de l'équipe comme suit : « Le 1er septembre 2008, des procureurs et des fonctionnaires du Projet Reflex, faisant partie d'une délégation roumaine, se sont rendus auprès du siège d'Europol à La Haye où ils ont signé, avec leurs homologues britanniques, un accord pour la création de la première équipe commune d'enquête dans le cadre d'une affaire de TEH en Europe ... Il a été en outre discuté du détachement au Royaume-Uni de deux officiers de police roumains chargés d'activités spécifiques. Il fut décidé d'intégrer ces deux officiers au sein du Metropolitan Police Service de Londres pendant un an, sans qu'il leur soit possible d'imposer des mesures coercitives dans le pays hôte ... les officiers roumains ont mené les activités opérationnelles suivantes : enquêtes, vérifications dans les bases de données, prises de dépositions et utilisation de procédures spéciales prévues par le droit roumain et britannique. L'accord a permis aux procureurs et aux officiers de police roumains de se rendre au Royaume-Uni pour entendre plusieurs mineurs victimes d'exploitation ainsi que leurs parents. En outre, les autorités britanniques ont procédé à un échange d'informations sur les dossiers de mineurs victimes d'exploitation au Royaume-Uni, en indiquant dans le détail les types d'infractions, les dates auxquelles celles-ci ont été commises, les noms des complices et, souvent, même les fausses identités utilisées devant les autorités britanniques. » Dans l'affaire ROM 1, l'équipe commune est intervenue dans un seul pays. En revanche, dans l'affaire FRA 1, où pour la première fois une équipe commune d'enquête s'est occupée d'un trafic de drogues, l'expert a souligné que les enquêtes ont été menées dans deux pays, la France et l'Espagne.

167. Ces deux affaires montrent comment la mise en place d'une équipe commune d'enquête a comporté une activité de coordination totale et a élargi et accéléré l'enquête. L'affaire française décrit également l'un des avantages les plus importants des équipes communes opérant selon les normes de l'UE : la simplification d'activités qui, autrement, auraient été régies par des règles d'entraide judiciaire plus complexes. L'article 13, par. 7 de la Convention de l'UE en matière d'entraide judiciaire confère à l'officier de l'État A, qui est un membre de l'équipe intervenant dans l'État B, le droit de demander à son autorité nationale d'autoriser ou d'adopter une mesure nécessaire aux fins de l'enquête dans l'État B, sans commission rogatoire ni requête formelle d'entraide judiciaire. L'affaire française montre aussi que les membres d'une équipe commune peuvent être aussi bien des officiers de police que des procureurs ou des représentants de l'autorité judiciaire (par exemple les procureurs appartenant à l'ordre judiciaire ou les juges enquêteurs). Dans ses conclusions, l'expert français a souligné que « l'E.C.E est une procédure plus flexible, dans une affaire pénale, que la commission rogatoire internationale. Les deux représentants de la Justice ont besoin de communiquer en temps réel, tout comme les officiers chargés de l'affaire. »

⁷⁷Conseil de l'Union Européenne, Rapport d'Eurojust 2010, p. 36.

168. Les experts espagnols ont signalé dans leurs observations combien il est essentiel, dans le cadre de cette forme avancée de coopération encore plutôt récente, d'informer les praticiens sur les bases et les conditions juridiques nécessaires aux fins de la création d'une équipe commune d'enquête ; de leur expliquer quels sont les critères permettant d'établir si pour une affaire donnée ce genre d'équipe peut se révéler utile ; de dissiper tout malentendu sur les modalités de travail de l'équipe et d'en expliquer les avantages. Ils ont en outre fourni le texte d'un accord bilatéral pour la création d'une équipe commune, signé par deux États membres de l'UE, qui est conforme au modèle adopté par le Conseil de l'Union. L'extrait de cet accord bilatéral (qui figure dans l'encadré ci-dessous) et l'article 13 de la Convention européenne d'entraide judiciaire (2000), donnent une idée des normes et des règles nécessaires à la mise en place d'une équipe commune.

ACCORD POUR LA CRÉATION D'UNE ÉQUIPE COMMUNE D'ENQUÊTE

1. Parties à l'Accord

...

2. Mission de l'ECE

La finalité de l'ECE est de faciliter les activités d'une enquête pénale conjointe en effectuant les opérations nécessaires selon les modalités suivantes

Les objectifs spécifiques de cette ECE consistent à :

- localiser les imprimeries et les entrepôts illégaux sur le territoire de ... pour la production de faux euros, en prêtant une attention particulière aux billets de banque d'une valeur faciale de 50, 100 et 200 euros ;
- découvrir les lieux de stockage des billets de banque en faux euros, en prêtant une attention particulière aux billets de banque d'une valeur faciale de 50, 100 et 200 euros ;
- découvrir les moyens avec lesquels les faux billets de banque susmentionnés sont exportés depuis ... vers d'autres États membres de l'Union européenne, en particulier vers ... ;
- identifier et arrêter les auteurs de ces infractions ainsi que leurs complices, qui agissent principalement, mais non exclusivement, sur le territoire de ... en ... ;
- localiser et démanteler les imprimeries de production ainsi que les lieux de stockage des fausses pièces d'identité : pièces d'identité, passeports et permis de conduire internationaux ;
- suivre les mouvements des fausses pièces d'identité, principalement mais non exclusivement depuis ... vers ... ;
- identifier et arrêter les auteurs d'infractions concernant les fausses pièces d'identité ainsi que leurs complices, qui agissent principalement, mais non exclusivement, sur le territoire de ... en ... ;
- découvrir et démanteler les ateliers de fabrication de faux moyens de paiement électronique et procéder à leur saisie ;
- suivre les mouvements des faux moyens de paiement électronique ;
- identifier et arrêter les responsables des infractions de « fabrication de faux moyens de paiement » ainsi que leurs complices ;
- L'ECE met en œuvre un plan d'action opérationnel qui définit les moyens pour atteindre les objectifs fixés par l'Accord.
- Les Parties qui composent l'ECE peuvent redéfinir l'accord conformément à la mission spécifique et au champ d'application de l'ECE;

3. *Durée de l'Accord*

L'Accord entre en vigueur à la date de la signature de la dernière Partie contractante, pour une durée de validité de 6 mois, période pouvant être prolongée par consentement mutuel ...

La date d'expiration du présent Accord peut être reportée par consentement mutuel de ...

4. *États membres dans lesquels l'ECE va opérer*

L'ECE va opérer dans les États membres désignés ci-après :

- ... et - ... ;

Conformément à l'article 13(3)(b) de la Convention et à l'article 1(3)(b) de la décision-cadre, l'équipe mène ses opérations conformément au droit de l'État membre où elle intervient à quelque moment que ce soit. Si l'ECE est amenée à déplacer sa base opérationnelle dans un autre État membre, le droit de ce dernier est alors applicable.

5. *Chefs de l'ECE*

Les parties ont désigné la personne dont le nom figure ci-après et qui représente les autorités compétentes des États membres dans lesquels l'équipe intervient comme responsable de l'ECE et sous la direction duquel les membres de l'ECE effectueront leur mission dans l'État membre auquel il appartient :

6. *Membres de l'ECE*

Outre les personnes visées au point 5, les personnes dont le nom figure ci-après ont été désignées comme membres de l'ECE :

6.1 Autorités judiciaires : ... ;

6.2 Autorités de police : ... ;

7. *Participation d'Eurojust et d'Europol à l'ECE*

Les dispositions concernant les représentants d'Eurojust et d'Europol participant à l'ECE sont traitées en annexe au présent Accord.

8. *Conditions générales de l'Accord*

D'une manière générale, les conditions prévues à l'article 13 de la Convention et par la décision-cadre s'appliquent telles qu'elles sont mises en œuvre par chaque État membre où l'ECE intervient.

9. *Éléments de preuve*

Les Parties chargent le chef de l'ECE de fournir un avis sur la collecte des preuves. Son rôle consiste à donner des orientations aux membres de l'ECE sur les aspects et les procédures à prendre en compte aux fins de la collecte des preuves.

10. *Évaluation interne*

Tous les six mois au moins, les chefs de l'ECE évaluent les progrès réalisés dans l'accomplissement de la mission générale de l'ECE, tout en identifiant et en traitant les problèmes éventuellement recensés. Après la cessation d'activité de l'ECE, les parties peuvent, le cas échéant, organiser une réunion pour évaluer les résultats obtenus par l'ECE. L'ECE peut établir un rapport de l'opération illustrant éventuellement la manière dont le plan d'action opérationnel a été mis en œuvre et les résultats obtenus.

11. *Conditions spécifiques de l'Accord*

Les conditions spécifiques suivantes peuvent s'appliquer dans le cadre du présent Accord :

11.1 Toutes les informations obtenues légitimement sur le territoire de tout État membre dans lequel l'ECE intervient seront considérées comme des éléments de preuve.

11.2 Les conditions auxquelles l'ECE peut demander une entraide judiciaire, conformément à la Convention et à d'autres traités internationaux : les demandes d'entraide judiciaire seront transmises, le cas échéant, à d'autres États qui ne sont pas Parties au présent Accord.

11.3 Au cas où une des Parties à l'Accord devrait demander l'entraide judiciaire à un État tiers, l'État requérant qui est Partie à l'Accord demande à l'État requis une autorisation à partager les preuves obtenues au cours de son activité avec l'autre Partie à l'Accord sur l'ECE.

11.4 ... : Le droit national et les Traités de l'Union européenne sur la protection des données personnelles et sur la protection des informations confidentielles seront applicables, ainsi que l'Accord entre ... et ... en matière d'entraide

11.5 ... : Les membres détachés ne seront pas autorisés à porter/utiliser des armes sur le territoire de l'État où l'intervention a lieu, sauf décision contraire.

12. Solutions organisationnelles

12.1 ... Tous les frais de repas, d'hébergement, d'assurance, de voyage des membres de l'ECE ainsi que ceux de traduction seront pris en charge par l'État d'accueil.

La traduction des éléments de preuve sera effectuée par le pays hôte.

12.2 Équipe technique : La base opérationnelle de l'ECE, indiquée à l'article 4 du présent Accord, peut être située à et à L'État membre où se déroulent les enquêtes est chargé de fournir l'équipement technique nécessaire (locaux, télécommunications, équipements spéciaux, etc.) afin que les membres de l'ECE puissent exécuter les tâches qui leur ont été attribuées.

12.3 ... Les langues officielles de l'ECE sont et

12.4 ... L'enquête ainsi que les rapports relatifs aux activités ont un caractère confidentiel pour ce qui concerne les mesures prises et les activités menées à ... et à ..., à moins que les Parties n'en décident autrement.

169. Malgré cet ensemble de dispositions détaillées, même dans le cadre juridique de l'Union européenne un aspect important du mécanisme de l'équipe commune d'enquête risque de demeurer non réglementé: les conséquences de sa constitution et de ses activités sur la répartition et l'exercice de la compétence pénale. Pour ce qui concerne l'affaire FRA 1, l'expert français a expliqué que depuis 2004 la France a signé plus de 50 accords pour la création d'équipes communes d'enquête, principalement en matière de terrorisme et de criminalité organisée et que, selon l'expérience française, une équipe commune « couvre les deux procédures judiciaires engagées dans les deux pays concernés par les activités d'un même groupe criminel organisé. Aucune des deux procédures ne doit prévaloir sur celle engagée dans l'autre État. En effet, les deux États exercent simultanément leur compétence pénale. Dans le cadre des poursuites, après l'arrestation des présumés criminels, chaque État ayant signé un accord aux fins d'une enquête conjointe tend à faire juger par ses tribunaux les personnes arrêtées sur son territoire. Par conséquent, aux fins d'une bonne administration de la justice l'un des deux États doit renoncer à juger les infractions pénales en faveur de l'autre, afin qu'un seul et unique jugement soit rendu par une seule des deux juridictions. Cette stratégie peut être décidée dans un accord préalable ou au moment de la signature de l'accord aux fins des enquêtes conjointes. »

170. Toutefois, aucun exemple d'accords de ce type n'a été présenté aux fins du *Recueil*, exception faite du Mémorandum entre l'Afrique du Sud et le Royaume-Uni mentionné au paragraphe 172. Dans une autre affaire française (FRA 2), l'expert a exprimé sa déception face aux difficultés tenant au fait que le tribunal de l'autre pays participant à l'équipe commune d'enquête avait jugé deux délinquants sans en avoir averti le magistrat français de l'équipe d'enquête. Au niveau de l'Union européenne, aucun des instruments juridiques applicables (Convention de Palerme, Convention de l'Union européenne en matière d'entraide judiciaire, Modèle d'accord

de l'Union européenne pour la création d'une Équipe commune d'enquête) ne mentionne cette question délicate.

171. Si l'on considère le potentiel considérable du mécanisme des Équipes communes d'enquête et les observations indiquées ci-dessus sur la complexité des conditions juridiques et institutionnelles nécessaires aux fins de son application, la conclusion suivante peut être tirée (en gardant à l'esprit – comme pour toute autre affaire – le scénario limité offert par les affaires examinées et donc la faible valeur paradigmatique de cet enseignement) :⁷⁸

ENSEIGNEMENT TIRÉ

Une équipe commune d'enquête peut se révéler un instrument efficace pour la concertation des activités de police et de poursuites concernant des infractions de criminalité organisée impliquant deux ou plusieurs pays. Sa création permet une coordination maximale entre ces pays, unissant les efforts opérationnels en une seule instance ; elle facilite en outre l'exécution des différentes mesures en surmontant les difficultés liées aux exigences des procédures d'entraide judiciaire.

Toutefois, la combinaison problématique des pouvoirs dérivant de deux ou plusieurs systèmes judiciaires distincts ainsi que les nombreuses questions juridiques pouvant découler de l'intervention d'une équipe commune, laissent entendre que la création d'une équipe commune ne devrait pas être simplement une réponse aux nécessités immédiates d'une affaire concrète, mais devrait plutôt s'inspirer de, et être prévue par, un ensemble de normes générales substantielles et par une réglementation extrêmement détaillée, décidés au niveau bilatéral ou régional.

Les pays particulièrement intéressés à la création d'équipes communes devraient entreprendre des initiatives pilotes et préparatoires communes.

172. Le travail préparatoire minutieux, nécessaire aux fins de la création d'une équipe commune d'enquête, est parfaitement illustré dans le Mémoire d'entente signé par les autorités de police de l'Afrique du Sud et du Royaume-Uni et mentionné dans l'affaire SAF 1.⁷⁹ Ce Mémoire, adopté alors que les Parties étaient en train de définir un « accord opérationnel commun », précise d'une manière fort détaillée non seulement les domaines d'enquête pour lesquels l'Afrique du Sud demandait l'assistance de l'Autorité centrale des poursuites du Royaume-Uni, mais aussi les finalités, les objectifs stratégiques et tactiques possibles, y compris le pays où les poursuites auraient été conduites.

⁷⁸Un premier développement du sujet abordé pourrait prévoir, par exemple, la prise en compte des projets pilotes intégrés des services de police des États-Unis et du Canada ainsi que des initiatives entamées sur la base des Équipes intégrées de la police des frontières créées en 2001.

⁷⁹Le texte du Mémoire d'entente peut être consulté sur le cédérom contenu dans la présente publication.

173. Une véritable équipe commune ne remplace pas les organismes et les services des États participants, mais les complète en tant que nouvelle instance et ne les remplace qu'en partie dans le cadre de l'enquête. Toutefois, les affaires retenues fournissent plusieurs exemples d'enquêtes conjointes qui n'ont pas donné lieu à la création d'une nouvelle instance, mais qui prévoyaient simplement des enquêtes parallèles et coordonnées ayant un objectif commun. L'article 19 de la Convention de Palerme, tant dans son titre que lorsqu'il mentionne les accords au cas par cas, fait référence aux enquêtes conjointes et non pas aux équipes communes ; cela peut être interprété comme un encouragement pour les Parties à créer une nouvelle instance uniquement sur la base d'accords généraux, et à se replier éventuellement sur les enquêtes coordonnées en l'absence de tels accords.⁸⁰ Comme l'indiquent les paragraphes sur la « transnationalité » et la compétence pénale concurrente, les affaires illustrent amplement ce type d'enquête conjointe et attestent le niveau d'efficacité élevé qu'elle peut atteindre.

174. Dans ITA 11, une affaire de fraudes « carrousel » et de blanchiment d'argent ayant conduit à la confiscation de biens pour une valeur de 38 millions d'euros, et dans ITA 15, une affaire de trafic de produits contrefaits, les experts italiens ont mis l'accent sur les résultats obtenus grâce à la coordination des activités policières. Dans l'affaire ITA 11, la coordination mise en place principalement par les enquêteurs britanniques et italiens avec la participation d'autres pays européens a été considérée extrêmement fructueuse car l'échange rapide d'informations et les résultats obtenus ont facilité le bon déroulement de l'enquête ainsi que l'élargissement des poursuites à des infractions constatées dans un deuxième temps. Cette coordination a en outre permis d'assurer une gestion parfaite du « jour d'intervention commun » et d'aboutir à de nombreuses arrestations et saisies. L'expert a affirmé que cela a été également possible grâce à la rapidité avec laquelle les pays participants ont organisé et pris part à de nombreuses réunions internationales et ont fourni une assistance directe aux collègues des pays partenaires. Pour ce qui concerne la deuxième affaire, l'expert a déclaré que, dans ce type d'affaire, les « équipes communes d'enquête auraient donné aux solutions adoptées une structure plus organique. Néanmoins, les agents des États membres ont créé de facto des unités mixtes partageant les connaissances communes dérivant d'activités particulièrement délicates, telles que les écoutes téléphoniques et les surveillances électroniques ».

175. En revanche, dans ITA 10, une affaire de traite d'êtres humains du Nigeria vers l'Europe, l'expert a affirmé que la valeur ajoutée des poursuites pénales et des procédures parallèles, en Italie, au Nigeria et aux Pays-Bas, est supérieure à celle des enquêtes coordonnées concernant ces trois pays. Des poursuites parallèles ont permis de faire face d'une manière efficace à toutes les composantes du trafic illicite, avec un impact important sur les cellules opérationnelles de l'ensemble du réseau, un résultat qui n'aurait pu être obtenu en regroupant les poursuites dans un seul pays et en recourant aux mécanismes de l'entraide judiciaire. Dans cette perspective, les enquêtes conjointes contribuent à renforcer l'efficacité des investigations et à soutenir la politique d'élargissement des enquêtes afin de démanteler le groupe criminel ou le réseau dans son ensemble.

176. Pour conclure, les équipes communes d'enquête représentent en général le meilleur choix (bien que quelquefois elles puissent être difficiles à créer), mais il ne faut pas minimiser l'utilité des enquêtes conjointes ordinaires. De plus, la structure des enquêtes conjointes peut adopter différents modèles selon, par exemple, le niveau d'implication des autorités de poursuites et judiciaires dans le mécanisme de coordination, ou le

⁸⁰ L'interprétation de l'article 19 est partiellement compliquée en raison de l'emploi de termes vagues : les accords généraux établissent des instances, terme qui peut indiquer une structure permanente au lieu d'une équipe créée pour enquêter sur une seule affaire. Pour cette interprétation, voir le projet de rapport du Groupe de travail informel d'experts sur les enquêtes conjointes : conclusions et recommandations (CTOC/COP/2008/CRP5) examiné par la Conférence des parties à la Convention de Palerme au cours de sa huitième session. Ce rapport présente les équipes communes d'enquête et les enquêtes parallèles/coordonnées comme deux modèles distincts et alternatifs de coopération, sans solution intermédiaire.

niveau de dépendance de ce mécanisme par rapport à l'existence d'une structure de partage des renseignements entre les pays participants. On aboutit ainsi à une autre conclusion :

ENSEIGNEMENT TIRÉ

Dans les affaires concernant des infractions de criminalité organisée impliquant plusieurs pays, si les circonstances ne permettent pas de créer une équipe commune d'enquête, les pays devraient s'accorder sur des procédures assurant une coordination continue et concertée de leurs enquêtes, en recourant à des poursuites autonomes mais parallèles afin de renforcer l'efficacité globale des enquêtes et étendre la gamme des objectifs à atteindre.

Lors de la définition du mécanisme de coordination, ces pays devraient considérer les particularités de l'affaire et favoriser la participation des autorités judiciaires et de poursuites, comme prévu par la loi, afin de renforcer la capacité opérationnelle des instances coordonnées concernées.

F. ENTRAIDE JUDICIAIRE ET EXTRADITION

***Sommaire :** importance de l'entraide judiciaire et utilisation des dispositions de la Convention de Palerme ; coopération policière et entraide judiciaire ; comment surmonter les difficultés traditionnelles : contacts directs, confiance mutuelle, préparation informelle, réunions, contacts entre les autorités judiciaires ; double incrimination ; la Convention de Palerme aux fins de l'extradition.*

177. Quasiment la moitié des affaires du *Recueil* concernent l'entraide judiciaire et l'extradition : l'importance de ces formes de coopération internationale dans les procédures concernant les infractions de criminalité transnationale organisée est incontestable. La possibilité d'appliquer les normes de la Convention de Palerme à des affaires concernant des infractions de nature non transnationale accroît l'importance de cet instrument dans ce domaine, comme souligné plus haut. En illustrant certaines affaires, les experts ont expressément reconnu les efforts de coopération entrepris par les autorités d'autres pays, et ont mis en évidence que les résultats obtenus ont été essentiels pour la bonne issue des poursuites. Pour ce qui a trait aux difficultés posées par ces formes de coopération internationale, les affaires ne s'écartent pas de l'analyse habituelle. Quant à l'entraide judiciaire, le problème traditionnel d'une réponse tardive ou incomplète aux demandes d'assistance constitue le problème principal, comme le démontrent plusieurs affaires.

178. Les discordances dans le droit procédural des pays concernés créent d'autres difficultés communes en matière d'entraide judiciaire. Les différences dans les phases de la procédure en sont un exemple : certaines activités d'enquête pour lesquelles l'entraide est nécessaire peuvent faire partie de la phase confidentielle des enquêtes de police dans le pays requérant, tandis que dans le pays requis elles sont menées sous contrôle judiciaire et nécessitent donc de commissions rogatoires. Pour ce qui concerne HUN 2, une affaire où de nombreux autres aspects de la coopération internationale ont permis d'aboutir à des résultats satisfaisants, l'expert hongrois a illustré un exemple de ce problème : une opération de livraison surveillée n'a pu être organisée car la loi néerlandaise prévoyait une demande d'entraide formelle, tandis que la loi hongroise

considérerait cette opération comme ayant un caractère purement policier (le bureau du procureur de la Hongrie n'est concerné que si un agent infiltré participe à une opération de livraison surveillée).

179. Au cours de la première réunion d'experts, plusieurs participants ont indiqué que les pratiques actuelles en matière d'entraide sont trop axées sur les conditions juridiques de l'État requis et pas assez sur celles de l'État requérant. Ils ont estimé que ce devrait être le contraire, afin que les résultats de l'assistance fournie puissent être utilisés par l'État requérant. Cette observation soulève la question des limites des normes internationales, qui à cet égard ne peuvent être considérées particulièrement « progressistes ». L'article 18, par. 17 de la Convention de Palerme réaffirme le principe qu'une demande d'assistance doit être exécutée conformément au droit interne de l'État requis et que les procédures spécifiées dans la demande devraient être suivies exclusivement « dans la mesure où cela ne contrevient pas au droit interne de la Partie requise et lorsque cela est possible ». Les critiques soulevées au cours de la première réunion d'experts demandent implicitement le développement futur de ces principes. Les praticiens et les législateurs pourraient donc envisager de proposer des changements dans ce domaine. Il serait utile de réaliser une étude internationale sur la possibilité d'adopter un critère plus adéquat comme, par exemple, le fait que les procédures requises soient suivies dans la mesure où elles ne sont pas contraires aux principes fondamentaux ou aux normes de base du système juridique de l'État requis. L'institution d'un tel critère pousserait les autorités de l'État requis à adopter de nouvelles et de plus amples procédures, qui représenteraient une nouveauté et qui ne seraient pas en ligne avec les normes non fondamentales de leur système national.

180. Les affaires et, notamment, les débats durant les réunions d'experts ont proposé des solutions possibles pour surmonter ces difficultés. La Convention de Palerme, tout comme de nombreux autres instruments internationaux de droit pénal, ne fait en général pas de distinction nette entre « entraide judiciaire » et « coopération policière ». L'article 18 de la Convention, concernant l'entraide judiciaire, contient une notion générale d'assistance comprenant non seulement les procédures judiciaires mais aussi les enquêtes et les poursuites. L'inévitable nature judiciaire de certaines activités nécessaires pour donner suite aux demandes d'entraide ne constitue pas une raison suffisante pour estimer que l'expression « coopération judiciaire » puisse éclaircir cette distinction, et ceci pour au moins deux raisons : il peut exister des activités d'entraide n'ayant pas une nature judiciaire ; et, même si les fonctions d'exercice de l'action publique font partie de l'entraide, dans la plupart des systèmes nationaux les procureurs ne sont pas des autorités judiciaires. Par conséquent, dans le but d'interpréter et d'appliquer la Convention de Palerme, toute définition spécifique de nature substantielle devrait être évitée, et l'entraide judiciaire devrait être considérée comme faisant partie des activités énoncées à l'article 18, par. 3 lorsque les procédures établies dans ce même article sont appliquées.

181. Selon cette description qui n'est pas une définition, l'entraide judiciaire et l'assistance policière sont fonctionnellement associées et, en quelques circonstances et dans la mesure où la loi le permet, elles sont toutes deux utilisables. Certaines activités visées à l'article 18, par. 3 de la Convention peuvent être mises en œuvre à travers des contacts directs informels entre les personnels de police sous certaines conditions, ainsi que pour certains usages procéduraux (voir, par exemple, lettre (e): « Fournir des informations ... et des estimations d'experts »). En outre, cette combinaison fonctionnelle permet d'éviter les formalités de l'entraide pour satisfaire aux besoins et aux finalités immédiates de la phase préliminaire des enquêtes. Elle peut accélérer les enquêtes, comme l'a souligné l'expert italien dans ITA 1, une des affaires de trafic de biens culturels ; la demande et l'obtention d'une coopération informelle d'un service de police étranger par courriel, par fax ou même par téléphone peut être suivie d'une demande d'entraide formelle.

182. Durant la première réunion d'experts, le représentant espagnol a illustré les mécanismes visant à faciliter la coopération judiciaire. Il s'est attaché à deux mécanismes particulièrement utiles pour les pays ayant une coopération importante en cours ainsi que pour les entités d'enquête et de poursuites instituées pour une affaire

donnée : l'organisation de réunions régulières entre les autorités centrales et les réseaux judiciaires. L'expert espagnol a mentionné le Réseau judiciaire européen, créé en 1998, qui a joué longtemps un rôle d'intermédiaire entre les autorités des États membres de l'UE concernés par les pratiques d'entraide et les unités du Réseau ibéro-américain de coopération juridique (IberRed) dans le domaine de la coopération en matière de justice pénale entre les praticiens des pays de langue espagnole.

183. Les experts ont en outre souligné que la nature formelle de l'entraide judiciaire n'exclut pas le recours aux relations informelles avec les autorités d'un autre pays. Établir un climat de confiance mutuelle, y compris une confiance basée sur l'expérience personnelle et une coopération antérieure, peut être utile aux fins d'une entraide efficace. Une procédure formelle d'entraide peut aussi être préparée d'une manière non officielle par les autorités des pays concernés. L'expert espagnol a souligné l'importance d'établir des contacts directs entre les autorités judiciaires, en vue de faciliter la transmission et l'exécution des demandes de coopération et d'éviter un refus suite à des malentendus (par ex. une mauvaise compréhension des règles formelles de l'État requérant). Dans l'affaire RSA 1, l'expert de l'Afrique du Sud a illustré les avantages d'une « pré-réunion » avec les autorités étrangères qui pourraient fournir leur assistance, afin d'expliquer les raisons, les modalités, la durée et les objectifs concrets de l'assistance requise. Dans ce contexte, la création d'une autorité centrale nationale recevant les demandes d'entraide judiciaire et y répondant (comme prévu par l'article 18, par. 13 de la Convention de Palerme) devrait être considérée comme une façon non seulement de créer et de tirer profit d'une spécialisation au niveau national de la gestion de l'entraide, mais aussi d'établir une communauté internationale d'instances ayant une expérience commune et consolidée et, par conséquent, versée dans la pratique de s'adapter aux besoins des autres partenaires.

184. Compte tenu de ces mesures, et sans reprendre ce qui a déjà été dit au sujet de la coopération entre les services de police, la conclusion suivante peut être tirée:

ENSEIGNEMENT TIRÉ

Fournir une entraide judiciaire est une procédure difficile et compliquée, vu les nombreuses conditions juridiques devant être respectées et en raison du fait que deux ou plusieurs systèmes judiciaires nationaux, souvent aux caractéristiques très différentes, doivent converger d'une manière efficace.

Par conséquent, les autorités de poursuite et judiciaires devraient collaborer autant que possible dans un climat de confiance mutuelle, et destiner tous les moyens opérationnels aux demandes d'entraide informelles et directes qui précèdent et préparent les procédures officielles d'entraide.

Les autorités centrales spécialisées, les réseaux internationaux des autorités de poursuite et judiciaires ainsi que les réunions avec les fonctionnaires étrangers (réunions générales et réunions ad hoc dans le cadre de chaque affaire) peuvent jouer un rôle important en vue de faciliter l'entraide judiciaire.

185. Ces méthodes complémentaires ne peuvent toutefois éviter les contraintes typiques des conditions juridiques de l'entraide judiciaire et de l'extradition, telles que la double incrimination (par ex. lorsque les faits

objet de l'enquête ou des poursuites constituent une infraction dans les deux pays). Conformément à la Convention de Palerme pour l'extradition, cette condition doit être obligatoirement respectée (article 16, par. 1) tandis que, pour l'entraide judiciaire, l'État requis décide à son gré de fournir son assistance, indépendamment du fait que l'acte constitue ou non une infraction conformément à son droit interne (article 18, par. 9). Cette disposition flexible est souvent reprise dans les droits internes et dans les traités bilatéraux et régionaux prévoyant toutes ou certaines formes d'entraide : parfois, ladite condition doit être remplie seulement si l'entraide judiciaire comporte des mesures coercitives ou envahissantes. Par conséquent, les lignes de conduite et les pratiques nationales à cet égard sont vraiment diverses.

■ ARTICLE 18. ENTRAIDE JUDICIAIRE

Flexibilité de la réglementation sur la double incrimination

9. Les États parties peuvent invoquer l'absence de double incrimination pour refuser de donner suite à une demande d'entraide judiciaire prévue au présent article. L'État partie requis peut néanmoins, lorsqu'il le juge approprié, fournir cette assistance, dans la mesure où il le décide à son gré, indépendamment du fait que l'acte constitue ou non une infraction conformément au droit interne de l'État partie requis.

186. La double incrimination est donc particulièrement problématique pour ce qui concerne les infractions visées par la Convention de Palerme, car certains aspects des normes internationales peuvent porter à des conclusions différentes. Le premier aspect concerne le champ d'application ouvert de la Convention. Comme il a déjà été indiqué au chapitre I, la Convention prévoit, entre autres, une catégorie ouverte d'infractions graves, comprenant les infractions que les Parties sont libres d'incriminer ou pas. Par conséquent, la Convention ne garantit pas la double incrimination pour cette catégorie d'infractions. Dans la présentation de SAF 1, une affaire de trafic de métaux précieux bruts, l'expert sud-africain a souligné à plusieurs reprises que l'un des principaux problèmes de la coopération internationale est le fait qu'une conduite constituant une infraction grave dans un pays pourrait ne pas être érigée en infraction dans les pays qui devraient accorder l'entraide judiciaire. Cependant, cette remarque concerne non seulement les dispositions juridiques régissant la coopération internationale en matière pénale, mais aussi, et principalement, la politique générale de la communauté internationale en matière d'incrimination. La flexibilité des États quant à la condition de la double incrimination pourrait être une solution pour l'entraide, mais non pour l'extradition. Dans les deux cas - et nécessairement pour l'extradition - l'incrimination universelle d'une conduite spécifique prévue par un traité de droit pénal international ad hoc reste la solution principale (bien que complexe).

187. Le deuxième aspect problématique concerne les incriminations obligatoires, prescrites par la Convention de Palerme. En effet, la Convention oblige à ériger en infraction pénale quatre conduites principales (participation à un groupe criminel organisé, corruption, blanchiment d'argent et entrave au bon fonctionnement de la justice) tandis que ses trois Protocoles incriminent d'autres conduites spécifiques. La Convention et ses Protocoles fournissent une définition détaillée des conduites devant être érigées en infraction pénale. Cela garantit une harmonisation globale des dispositions nationales en matière d'incrimination, et évite le risque que la double incrimination ne couvre pas cette vaste et importante gamme d'infractions pénales (même si les Parties peuvent modifier certains termes des textes d'incrimination internationaux ou leur structure générale

lorsqu'ils introduisent les infractions dans leur droit interne).⁸¹ Cet aspect extrêmement intéressant de la Convention et de ses Protocoles a été bien illustré par l'expert roumain au sujet de ROM 3, une affaire de fraude fiscale, de falsification de documents et de blanchiment d'argent, dans le cadre de laquelle un des criminels a été extradé sur la base de la Convention de Palerme : « Cette affaire est importante dans la mesure où elle englobe les dispositions fondamentales de la Convention et celles concernant la coopération judiciaire internationale, notamment l'extradition. Le fait que la Convention tend à harmoniser les dispositions juridiques fondamentales des États Parties, pour ce qui concerne certains types d'infractions, permet de présumer dès le début - au moins dans les affaires de blanchiment d'argent, comme dans ce cas - que la condition de la double incrimination, essentielle pour les procédures d'extradition, est remplie. »

188. S'agissant de l'extradition, les affaires du *Recueil* permettent de constater qu'elle est moins fréquente que l'entraide judiciaire ; toutefois, l'extradition a été illustrée par plusieurs affaires. L'affaire BRA 1 ainsi que d'autres affaires colombiennes fournissent des exemples d'extradition de ressortissants colombiens vers d'autres pays, et notamment les États-Unis, et montrent que dans certaines circonstances la décision d'accorder l'extradition correspond à un intérêt concret du système de justice pénale. La procédure décrite dans LIT 1 montre comment une personne, accusée de traite d'êtres humains et de participation à un groupe criminel organisé, peut être extradée vers un pays sur la base d'éléments de preuve indiquant qu'un groupe criminel, et non nécessairement la personne accusée, était impliqué activement dans la commission d'infractions dans ce pays. Le tribunal du Royaume-Uni devant trancher sur l'extradition a établi que l'accusé était un membre d'un groupe criminel organisé et que, en raison de sa situation personnelle, il pouvait être considéré responsable de toutes les activités menées par le groupe en Lituanie pour recruter des femmes que l'accusé exploitait à des fins de prostitution au Royaume-Uni ; c'est pour cette raison qu'il a pu être extradé en Lituanie.

189. L'affaire LIT 1 constitue un point de départ intéressant pour déterminer le rôle que le chef d'accusation de *conspiracy* ou de participation à un groupe criminel peut jouer dans la procédure d'extradition. Malheureusement, les affaires du *Recueil* ne fournissent pas d'autres exemples et laissent ainsi en suspens l'importante question de l'interprétation de l'article 5 de la Convention. Les dispositions de la Convention de Palerme établissant l'incrimination de la *conspiracy* et de la participation à un groupe criminel (figurant à l'article 5 sous un même titre – participation à un groupe criminel organisé) sont-elles suffisantes pour résoudre les problèmes de la double incrimination liés à ces types d'infractions ? Les dispositions de l'article 5 peuvent-elles être considérées comme des bases juridiques suffisantes pour affirmer que la double incrimination existe lorsque l'extradition est demandée pour l'une des deux infractions, mais que le pays requis n'a incriminé que l'autre ? Bien que l'incrimination des deux infractions soit fondée sur la même politique pénale et qu'elle soit justifiée par la même logique juridique, les importantes différences dans leurs définitions mènent à cette prudente conclusion : la double incrimination n'est pas garantie et cela atténue les effets positifs de l'incrimination prévue par la Convention sur la question de la double incrimination.

190. Dans KEN 1, une affaire dans le cadre de laquelle le Kenya et les Pays-Bas ont eu une bonne expérience pratique de coopération, l'expert a affirmé qu'il a été impossible d'extrader un des criminels car entre les deux pays n'existait aucun traité d'extradition. Sur la base de cette expérience négative l'expert a conclu que « l'utilisation des traités devrait être abolie pour l'extradition car la procédure est trop longue ». Toutefois, cette

⁸¹L'article 11, par. 6 de la Convention de Palerme, tout comme d'autres dispositions similaires ou identiques prévues par de nombreux autres traités de droit pénal international, énonce : « Aucune disposition de la présente Convention ne porte atteinte au principe selon lequel la définition des infractions établies conformément à celle-ci ... relève du droit interne d'un État partie ». Cette disposition est généralement interprétée dans le sens que la définition de la Convention ne doit pas nécessairement être transposée à la lettre dans le droit interne : pour respecter l'obligation d'incrimination, il suffit que toutes les conduites définies par la Convention soient considérées comme des infractions pénales dans le système juridique de l'État partie.

conclusion radicale aurait pu être modérée en tenant compte du fait que, dans les procédures d'extradition, les traités multilatéraux en matière pénale peuvent se révéler utiles. Cette affaire n'explique pas les raisons pour lesquelles les dispositions sur l'extradition visées par la Convention de Palerme n'ont pas été utilisées comme base juridique pour l'extradition, puisqu'il semble que le Kenya et les Pays-Bas auraient pu tous deux accepter cette solution, vu les déclarations des deux Parties au sujet de l'article 16 (Extradition) de la Convention.⁸²

191. En effet, l'article 16 de la Convention (contrairement à l'article 18 sur l'entraide judiciaire) ne fournit pas l'ensemble du cadre juridique nécessaire pour exécuter une extradition : des normes supplémentaires dans les droits internes ou dans les traités bilatéraux ou régionaux en matière d'extradition se révèlent nécessaires.

ENSEIGNEMENT TIRÉ

Si les droits internes de deux pays contiennent les normes nécessaires régissant les aspects essentiels des procédures d'extradition, la Convention de Palerme peut être efficacement utilisée comme base juridique conventionnelle dans les cas où, pour accorder l'extradition, le système juridique du pays requis exige un traité d'extradition.

⁸² Article 16, par. 4 : « Si un État partie qui subordonne l'extradition à l'existence d'un traité reçoit une demande d'extradition d'un État partie avec lequel il n'a pas conclu pareil traité, il peut considérer la présente Convention comme la base légale de l'extradition pour les infractions auxquelles le présent article s'applique. » Voir aussi l'article 16, par. 5 sur la déclaration sur l'extradition requise au moment de la ratification.



IV. MESURES CONCERNANT LE PRODUIT DU CRIME

A. STRATEGIES ET CADRE JURIDIQUE

Sommaire : *valeur et finalités de la confiscation dans la lutte contre la criminalité organisée ; normes des conventions de droit pénal de l'ONU ; variété des procédures nationales de confiscation ; incrimination du blanchiment d'argent.*

192. Dans la théorie du droit pénal et dans la pratique judiciaire des dernières décennies, la confiscation du produit du crime a assumé un rôle prépondérant parmi les mesures de répression des infractions graves, notamment celles liées à la criminalité organisée.⁸³ L'argument le plus évoqué et convaincant en faveur de la confiscation est qu'en privant le criminel du produit de son activité illicite, elle constitue à la fois une sanction appropriée et un outil de prévention efficace. La confiscation constitue un puissant moyen de dissuasion pour les criminels motivés par le profit et un mécanisme efficace pour leur soustraire les ressources financières et matérielles qu'ils pourraient utiliser pour commettre d'autres infractions. En outre, la confiscation empêche les criminels de réinvestir les biens illicitement acquis, contribuant ainsi largement à la lutte contre l'infiltration de la criminalité organisée dans les activités légales.

193. Evidemment, la fonction préventive de la confiscation (y compris, dans ce contexte spécifique, la confiscation des instruments du crime) est en ligne avec la politique de « démantèlement du groupe criminel organisé ». Comme plusieurs experts l'ont fait remarquer, la privation de biens touche en général l'organisation dans son ensemble, même lorsque ces biens appartiennent à un seul de ses membres. A cet égard, si le groupe criminel est stable et conduit ses activités illicites à la manière d'une entreprise, il est possible que les biens

⁸³Sauf indication contraire, le terme « confiscation » désigne la dépossession permanente de biens (tout type de bien) sur décision d'une autorité compétente. Voir l'article 2 de la Convention de Palerme : « Aux fins de la présente Convention : ... (g) « Confiscation », qui comprend la déchéance de propriété, le cas échéant, désigne la dépossession permanente d'un bien par décision d'un tribunal ou de toute autre autorité compétente ». Comme expliqué dans les sous-chapitres qui suivent, la confiscation peut être une mesure ou une sanction pénale ou civile.

directement obtenus par la commission d'une infraction soient considérés par ses membres comme une réserve de ressources commune leur permettant de poursuivre leurs activités illicites (et licites).

194. L'importance de la confiscation est bien illustrée dans les affaires présentées dans le *Recueil*. En effet, plusieurs d'entre elles ont conduit à la confiscation (ou à la saisie, si l'affaire n'était pas encore tranchée) d'un montant élevé de profits et d'une grande quantité d'instruments du crime. Les présentations soulignent l'attention accordée à cet aspect par les services d'enquête et de poursuites et par les autorités judiciaires.

AFFAIRES DE CONFISCATION

Dans l'affaire BRA 1, une importante affaire de trafic de drogues qui n'a pas encore abouti à un jugement définitif, la saisie de presque 5 millions de dollars américains en espèces, de diamants, d'appartements de luxe et de 12 exploitations agricoles a été complétée par la saisie de 22 avions et de dizaines de voitures. La portée de ces mesures donne une indication claire de l'impact destructif que la confiscation peut avoir sur les moyens opérationnels d'un groupe ou d'un réseau criminel organisé.

Dans une autre affaire de trafic transnational de drogues, ITA 6, les biens ayant fait l'objet de mesures conservatoires comprenaient des polices d'assurance et des comptes bancaires pour une valeur de 10 millions d'euros ; quatre sociétés ; 50 voitures, des camions et des embarcations ; ainsi que 12 logements et d'autres immeubles, dont un situé hors d'Italie. En expliquant les caractéristiques principales de cette affaire, l'expert a souligné qu'il s'agissait là d'un bon exemple des résultats satisfaisants que l'on peut obtenir en « attaquant » les produits du crime si la collecte des preuves de la conduite criminelle et la détection des avoirs illicites du criminel présumé font partie intégrante de l'enquête dès le départ.

Une autre affaire marquante de confiscation est présentée dans l'affaire USA 2. Elle décrit huit ans d'investigations et de poursuites qui ont abouti à la condamnation de plus de 80 personnes provenant du Canada, de Chine, de Taiwan et des Etats-Unis pour les infractions suivantes : trafic de drogues, de produits du tabac et d'armes à feu, faux-monnayage et blanchiment d'argent. Les confiscations pénales qui ont été ordonnées ont privé les trafiquants d'un montant total de 24 millions de dollars américains, ainsi que de voitures, de bijoux et d'immeubles.

Il s'agit là de trois exemples importants de confiscation de produits du crime. Il ne faut pas oublier non plus la valeur considérable des biens faisant l'objet des trafics illicites qui sont normalement soumis à confiscation car ils sont considérés des biens illicites en soi. Dans l'affaire SPA 1, la saisie plutôt considérable de produits du crime (4 millions d'euros, 5 embarcations et plusieurs voitures de luxe) a été précédée par la confiscation de 3 400 kilos de cocaïne. Dans l'affaire USA 2, les confiscations pénales concernaient également des stupéfiants, des cigarettes contrefaites et de faux billets pour un montant total de plus de 44 millions de dollars américains. Dans deux affaires brésiliennes relatives à la criminalité environnementale (BRA 12 et 13), 300 animaux sauvages protégés et des tonnes de bois de jacaranda ont été saisis.

195. La Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988 a été le premier instrument multilatéral contenant un ensemble organique de normes internationales portant sur la confiscation du produit du crime et sur les matières s'y rapportant directement, telles que la localisation, le gel, la saisie et la coopération internationale. Cette Convention a également été le premier instrument de ce type à prescrire l'incrimination du blanchiment d'argent. La Convention de Palerme contient des normes presque identiques, avec l'adjonction de dispositions en matière de coopération internationale (de nature administrative) visant fondamentalement à la détection du blanchiment d'argent. La Convention des Nations Unies contre la corruption ajoute à cela d'autres mesures de coopération internationale ; entre autres, elle définit des normes innovatrices relatives à la restitution des biens confisqués à l'Etat d'origine.

196. Les normes internationales n'imposent pas un modèle unique de confiscation. Elles prescrivent un ensemble restreint de principes substantiels et un nombre très limité de normes procédurales⁸⁴ ; la détermination dispositifs répressifs et judiciaires nécessaires pour la confiscation et des dispositions fixant les obligations et les limites substantielles est laissée aux traditions juridiques ou aux initiatives législatives autonomes de chaque Etat ou région. La Convention de Palerme impose à chaque système juridique national de prévoir et d'assurer la confiscation des produits obtenus par la commission d'infractions, ainsi que des instruments utilisés pour les commettre, et de prendre des mesures conservatoires des biens (par exemple, la saisie, le gel). En outre, la Convention définit largement les catégories de biens passibles de confiscation qui comprennent les biens en lesquels les profits du crime ont été transformés ou convertis ainsi que leurs « produits », et les biens illicites qui sont mêlés à des biens acquis légitimement. Enfin, de nombreux passages suggèrent implicitement que la Convention, en prescrivant la confiscation, poursuit les objectifs énoncés en début de chapitre, et notamment la prévention (article 12, par. 1 à 9).

197. Les différents systèmes juridiques nationaux présentent une grande variété de modèles de confiscation. Les procédures de confiscation peuvent, par exemple, être soumises aux règles du droit pénal ou du droit civil. Aux fins de la confiscation, les autorités peuvent agir contre les criminels ou contre leurs avoirs. La confiscation peut être strictement liée au produit de chaque infraction ou être étendue à tous les avoirs illicitement acquis, ou la confiscation peut encore être consécutive à une condamnation pénale ou être prononcée en l'absence de celle-ci.

198. Les affaires du *Recueil* n'illustrent qu'en partie la variété des procédures de confiscation nationales ; elles ne se limitent le plus souvent qu'à citer les biens saisis ou confisqués sans préciser les principes et les procédures appliqués. Quoi qu'il en soit, il ne fait nul doute que les développements les plus récents des législations nationales ont élargi les pouvoirs de confiscation et que le fondement de cet élargissement réside dans la fonction préventive de la confiscation, tel que prescrit par la politique d'affaiblissement du potentiel des structures criminelles organisées. La liberté que les conventions laissent aux législations nationales pourrait avoir contribué à un tel résultat : même si les lois nationales en matière de confiscation sont généralement alignées sur les normes internationales, elles ne dérivent pas toujours complètement de ces dernières et, parfois, sont même plus avancées.

199. Dans presque la moitié des affaires concernant la saisie et la confiscation du produit du crime, le blanchiment d'argent a également été au cœur des enquêtes et/ou a été imputé aux accusés. En effet, l'accumulation de grandes quantités d'avoirs illicites entraîne inévitablement des pratiques de blanchiment. Par conséquent, toute investigation exhaustive sur la criminalité organisée devra inévitablement inclure une enquête financière parallèle sur d'éventuelles activités de blanchiment d'argent. L'incrimination de ces pratiques est une base indispensable pour le bon déroulement des enquêtes sur la richesse suspecte des criminels. A cet égard, l'expert espagnol a souligné que tous les pays devraient disposer d'autorités de police, de poursuites et judiciaires spécialisées ou d'unités spécialement formées en matière de blanchiment d'argent et de criminalité organisée⁸⁵. En effet, les opérations de blanchiment d'argent sont souvent très complexes et exigent des enquêteurs un certain niveau de connaissances techniques et une vaste expérience du domaine leur permettant de démasquer des opérations financières et des systèmes « de camouflage » extrêmement compliqués. Les affaires citées dans l'encadré ci-dessous sont deux exemples de blanchiment d'argent, l'un complexe et l'autre extrêmement simple.

⁸⁴Voir l'article 12 de la Convention de Palerme.

⁸⁵En ce qui concerne les différentes spécialisations des services d'enquête et de poursuite, voir le sous-chapitre B du Chapitre II.

AFFAIRES LIEES AU BLANCHIMENT D'ARGENT

Dans l'affaire ITA 11, une série d'achats simulés de services téléphoniques internationaux pour une valeur de plus de 2 milliards d'euros ont permis aux criminels d'empocher 370 millions d'euros (correspondant à la valeur de la TVA non versée sur les transactions frauduleuses). Cette somme a été introduite dans le système financier légal en déposant l'argent en Autriche, en Italie et au Royaume-Uni, sur des comptes bancaires au nom de sociétés off-shore. Ces dépôts étaient justifiés par de faux documents comptables afin de garder secret l'origine illicite de cette somme, origine illicite qui a encore été dissimulée par des transferts croisés entre ces sociétés off-shore. Ensuite, l'argent a été déposé dans des établissements bancaires à Chypre, à Hong Kong, aux Seychelles, à Singapour, en Suisse et aux Emirats arabes unis. En dernier lieu, les fonds ont été recouvrés par des banques situées au Luxembourg, à Saint-Marin, en Suisse et au Royaume-Uni et, une fois rentrés en Italie, ont été investis dans des biens immobiliers, voitures de luxe et embarcations, bijoux et bijouteries. Ces fonds ont été rapatriés en Italie essentiellement par virements bancaires ordinaires même si l'expert a fait remarquer qu'une petite partie de ces fonds a été introduite en Italie par le système traditionnel de transport transfrontalier d'espèces.

Dans l'affaire **VEN 1**, sept personnes rentrant d'Allemagne au Venezuela ont été interpellées à l'aéroport en possession d'une somme de 600 000 euros dont elles ne pouvaient démontrer l'origine licite. Elles ont été condamnées pour blanchiment d'argent et association de malfaiteurs. L'argent a été confisqué car considéré comme produit du crime.

Cette affaire atteste combien l'incrimination du blanchiment d'argent peut être « incisive » si le texte d'incrimination inclut même la simple possession du produit du crime⁸⁶ et si l'infraction principale peut être présumée sans devoir la prouver. A cet égard, l'expert a affirmé ce qui suit: « Un des aspects positifs de cette affaire consiste en ce qu'il a établi un précédent qui donne la possibilité de condamner un groupe de personnes pour blanchiment d'argent en tant que délit indépendant et autonome, dans le sens où il n'a pas fallu démontrer l'infraction principale d'origine; dans cette affaire, l'origine illicite des fonds a été indirectement constatée sur la base de preuves circonstancielles de l'activité criminelle liée au trafic de drogues, ce qui a permis de présumer que l'argent était d'origine illicite. »

200. En commentant l'affaire SPA 6, l'expert espagnol a affirmé que l'on devrait renforcer les fondements permettant d'ériger en infraction pénale le blanchiment d'argent en introduisant ou en élargissant la caractérisation de l'infraction complémentaire d'« enrichissement illicite ». Lors des réunions d'experts, les représentants italien et portugais ont remarqué que cette infraction avait été introduite dans leur système national de droit pénal mais qu'elle avait été par la suite invalidée par leur Cour constitutionnelle.

⁸⁶Le délit de blanchiment d'argent, introduit dans le droit pénal vénézuélien à l'article 4 de la loi contre la criminalité organisée (2006), prévoit entre autres que « Quiconque, personnellement ou par personne interposée, possède ou détient des capitaux, des biens, des avoirs ou des profits provenant, directement ou indirectement, d'activités illicites, sera puni d'une peine d'emprisonnement de huit à vingt ans et d'une amende correspondant à l'augmentation illicite de son patrimoine. » Aux termes de la Convention de Palerme, l'« acquisition, la détention ou l'utilisation de biens dont celui qui les acquiert, les détient ou les utilise sait, au moment où il les reçoit, qu'ils sont le produit du crime » seront considérées comme infractions pénales (blanchiment du produit du crime) « sous réserve des concepts fondamentaux de son système juridique » (article 6, par. 1(b)(i)).

B. CONFISCATION ELARGIE. CONFISCATION IN REM. CONFISCATION EN L'ABSENCE DE CONDAMNATION

Sommaire : confiscation élargie ; confiscation in rem ; autres formes de confiscation en l'absence de condamnation.

201. Malgré l'ampleur de la définition de produit du crime pouvant faire l'objet d'une confiscation et la possibilité de confisquer « des biens à concurrence de la valeur estimée du produit », dans la Convention de Palerme la notion de confiscation est encore fondamentalement liée aux avoirs provenant d'infractions individuelles constatées. Dans ce sens, la confiscation correspond à la notion, commune à de nombreux systèmes juridiques nationaux, de décision d'expropriation adoptée par un juge et concernant le produit d'une infraction spécifique sur laquelle il a statué.

202. La nécessité de lutter plus efficacement contre l'acquisition de biens illicites, associée à la capacité toute récente des services d'enquête d'assurer un traçage fiable des biens illicites des membres de la criminalité organisée, a encouragé de nombreux pays à introduire un nouveau type de confiscation: la confiscation élargie. La confiscation élargie est le pouvoir de confisquer non seulement le produit du crime pour lequel un individu a été condamné, mais aussi d'autres avoirs dont il dispose et dont on a prouvé qu'ils proviennent, ou qui sont réputés provenir, directement ou indirectement d'activités criminelles. Pour procéder à la confiscation, une condamnation doit avoir été prononcée. La loi établit généralement que celle-ci doit concerner des infractions de criminalité organisée ou d'autres infractions similaires.

203. SWI 1 est une affaire de trafic de drogues impliquant un groupe criminel organisé caractérisé par des liens familiaux étroits et possédant des biens surtout dans le pays d'origine de ses membres. L'expert s'est attardé sur l'article 72 du Code pénal suisse, qui prévoit que dans toutes les poursuites pénales où l'infraction d'« organisation criminelle » (article 260 du Code) est constatée, « le juge prononce la confiscation de toutes les valeurs patrimoniales sur lesquelles une organisation criminelle exerce un pouvoir de disposition. Les valeurs appartenant à une personne qui a participé ou apporté son soutien à une organisation criminelle sont présumées soumises, jusqu'à preuve du contraire, au pouvoir de disposition de l'organisation. ». Il est probable que les valeurs patrimoniales d'un groupe criminel ne soient pas toutes le produit des infractions faisant l'objet des poursuites ; certaines d'entre elles pourraient avoir été acquises au préalable ou de façon différente. Par conséquent, la loi suisse introduit un type de confiscation qui, sous certains aspects, peut être considérée comme une confiscation élargie telle que définie au paragraphe précédent. Cependant, en droit suisse, l'origine licite ou illicite des biens n'est pas prise en compte ; il suffit qu'ils appartiennent au groupe criminel. D'après la jurisprudence et la doctrine suisses, il apparaît clairement que la logique sous-jacente à ce type de confiscation ne se fonde pas sur l'hypothèse selon laquelle tous les biens du groupe proviennent d'activités criminelles.

204. L'affaire SER 5, concernant un trafic de drogues et d'autres formes graves de criminalité, a mis en application la loi serbe de 2009 sur le recouvrement du produit du crime : cinq appartements et six véhicules ont été saisis sur le fondement de cette loi et, après le jugement définitif, une demande de confiscation sera probablement déposée. La loi s'applique aux affaires de « criminalité organisée » et à d'autres catégories d'infractions définies de façon générale ; l'article 3 établit que « l'on entend par produit du crime tous les biens d'un accusé, d'un collaborateur de justice ou d'une personne décédée qui sont manifestement disproportionnés par rapport à leurs revenus déclarés ». Le juge ne peut ordonner la confiscation si la procédure a abouti à un non-lieu ou à un acquittement. Il s'agit là d'un exemple de confiscation élargie fondée sur la condamnation. L'experte serbe a souligné que « la grande nouveauté de cette loi... réside dans le fait qu'elle transfère, du procureur au propriétaire, la charge de la preuve de l'origine des biens réputés être le produit d'activités criminelles » et, plus exactement, que « le procureur doit faire état devant le tribunal des biens de l'accusé, de ses revenus légaux

et de la disproportion manifeste entre ses biens et ses revenus légaux, tandis que, au titre du renversement de la charge de la preuve, il revient à l'accusé de réfuter les allégations du procureur. On pourrait parler dans ce cas d'une atténuation de la charge de la preuve pesant sur le procureur. »

205. Le renversement de la charge de la preuve peut toujours poser problème quand il s'agit de confiscation élargie. Dans de nombreux systèmes juridiques nationaux, des doutes sont souvent soulevés quant au respect des principes constitutionnels. En outre, la confiscation élargie s'applique aux biens accumulés pendant un parcours criminel présumé (souvent long) qui ne constitue pas l'objet principal des poursuites et qu'il n'est pas nécessaire de prouver pour retenir la responsabilité pénale de l'accusé. Par conséquent, la notion même de confiscation élargie implique des systèmes de preuve particuliers ou une redéfinition de ce qui est à prouver. A cet égard, les expériences italienne et portugaise sont très intéressantes.

DEUX AFFAIRES DE CONFISCATION ELARGIE

L'Italie a un système juridique riche et complexe en matière de confiscation et ses tribunaux peuvent avoir recours à plusieurs formes de confiscation. L'article 12-sexies de la loi 356 (1992) prévoit une hypothèse de confiscation élargie. Ce mécanisme de confiscation est illustré par ITA 14, une affaire de trafic de produits contrefaits et de blanchiment d'argent, dans laquelle les saisies de biens immobiliers et de sommes d'argent ont été tellement importantes que, si elles étaient confirmées, elles pourraient conduire à la confiscation de centaines de millions d'euros.

Ce système de confiscation, sur lequel se sont exprimées à plusieurs reprises la Cour de cassation et la Cour constitutionnelle, implique que l'accusé soit condamné pour l'une des infractions figurant sur une liste incluant toutes les infractions liées à la criminalité organisée les plus courantes ainsi que d'autres infractions ayant une forte connotation de « criminalité économique ». Dès les premières phases de l'enquête, le procureur peut recueillir des informations et des preuves concernant les biens détenus par l'accusé. Si celui-ci est condamné, le procureur peut alors demander la confiscation élargie.

Le procureur doit prouver que la valeur des biens est disproportionnée par rapport aux sources licites de revenu de la personne condamnée ; afin d'éviter la confiscation, celle-ci doit démontrer « l'origine » licite de ses biens et des moyens par lesquels elle les a acquis. Ainsi, contrairement au système de confiscation suisse, dans lequel l'origine (criminelle ou non criminelle) des avoirs n'a aucune incidence, dans le mécanisme de confiscation italien, l'origine des biens est un élément du jeu probatoire, basé sur la dichotomie « disproportion prouvée par rapport aux sources licites de revenu/origine licite prouvée. »

Dans POR 1, une affaire de trafic de drogues, le régime de la confiscation élargie prévu par la loi 5/11 (janvier 2002) a été appliqué. L'expert a expliqué que la loi a permis de confisquer des biens dont l'origine (produit de l'infraction pour laquelle l'accusé a été condamné ou d'autres infractions similaires) n'a pas été prouvée mais simplement présumée sur la base d'une série de faits qui en laissaient raisonnablement supposer l'origine illicite.

Il convient également de noter que cette loi n'a pas été mentionnée par le procureur lors de la formulation des chefs d'accusation mais qu'elle a été appliquée *ex-officio* par le tribunal.

206. Ces affaires illustrent d'autres aspects de la confiscation élargie qui pourraient poser des problèmes en sus du renversement de la charge de la preuve : la difficulté d'établir le rapport entre la confiscation élargie et la procédure pénale dans le cadre de laquelle elle s'inscrit et la condamnation pénale qui est la condition nécessaire pour qu'elle puisse être ordonnée. La loi serbe semble permettre et même prescrire la conduite parallèle des procédures relatives à la responsabilité pénale et à la confiscation. Cependant, dans certaines affaires, les enquêtes financières requises afin de procéder à la confiscation élargie n'ont été entamées qu'après la condamnation. Le système italien permet, dès le départ, de mener parallèlement les enquêtes concernant

ces deux aspects et d'appliquer aux biens des mesures conservatoires ; la confiscation peut toutefois être prononcée même longtemps après la condamnation dans le cadre d'une procédure distincte devant le juge de l'application des peines. En commentant l'affaire POR 1, l'expert portugais juge favorablement la possibilité d'avoir recours à la confiscation élargie même si le procureur n'envisage pas d'appliquer ce régime spécial et recommande de suivre une procédure différente : « établir lors de l'accusation le montant à confisquer et préciser la disposition légale correspondante. » Toutes ces observations conduisent à la conclusion suivante :

ENSEIGNEMENT TIRÉ

La confiscation des instruments et des produits du crime ne constitue pas une sanction d'importance secondaire; au contraire, elle devrait être considérée comme un élément essentiel de la réaction de la justice pénale à la criminalité organisée. Par conséquent, les enquêteurs et les procureurs devraient considérer les enquêtes financières et les mesures conservatoires des biens de l'accusé comme partie intégrante et indispensable de leurs actions en sus de l'établissement de la responsabilité pénale. Dans les limites de la législation nationale, les enquêtes financières et les mesures conservatoires devraient être intégrées dès le début dans l'action planifiée des services d'enquête et de poursuite ; dans les cas où la confiscation élargie est possible, elle devrait concerner tous les biens détenus par les criminels présumés.

207. Outre les confiscations prononcées dans le cadre d'une procédure pénale, il existe d'autres formes de confiscation qui, tout en étant liées à la commission d'une infraction, sont indépendantes des poursuites et de l'éventuelle condamnation pénales.

208. Dans les pays de droit coutumier, il est en général possible de recourir à un système de confiscation civile dénommé « confiscation *in rem* », une forme de confiscation frappant les biens dans le cadre d'une procédure au civil, afin d'en faire bénéficier le gouvernement. Ces biens doivent être des instruments ou le produit d'un crime ; cela peut être prouvé selon les règles de preuve des procédures civiles qui sont moins strictes que celles des procédures pénales. Il est possible de recourir à la confiscation civile lorsque le procès au pénal portant sur la même infraction est en cours ou lorsqu'il s'est conclu par un non-lieu ou un acquittement. L'expert jamaïcain a remarqué que dans JAM 1, une affaire d'escroquerie à la loterie (*lottery scam*), la confiscation du produit du crime avait eu un effet dissuasif significatif, démontrant au monde criminel que la législation civile était elle aussi efficace contre la criminalité organisée. L'affaire sud-africaine SAF 4, illustrée ci-dessous, est un parfait exemple de l'indépendance et de l'autonomie de la confiscation civile (*in rem*) par rapport aux poursuites pénales.

L'AFFAIRE PROPHET : LA CONFISCATION IN REM EN AFRIQUE DU SUD

Dans l'affaire SAF 4, trois personnes ont été accusées de produire des méta-amphétamines en enfreignant la loi sur les stupéfiants. L'un des trois prévenus, Simon Prophet, était accusé d'utiliser son domicile comme laboratoire

de production de stupéfiants. L'Etat a parallèlement engagé une procédure de confiscation civile de l'immeuble, à laquelle Simon Prophet, en qualité de propriétaire, a fait opposition⁸⁷.

Simon Prophet a été acquitté au pénal en raison de vices de procédure remettant en cause le mandat de perquisition et de saisie ayant conduit à la découverte du laboratoire. Cependant, la demande de confiscation civile a abouti et le tribunal a ordonné que l'immeuble soit confisqué au profit de l'Etat, au motif qu'il avait été utilisé à des fins de production de stupéfiants.

Dans un premier temps, Simon Prophet a présenté une demande de suspension de la procédure civile de confiscation en attendant l'issue du procès au pénal. Il soutenait que la procédure civile violait son droit au silence. Sa requête a été rejetée car le juge a estimé que son opposition à la confiscation de ses biens ne le contraignait pas à renoncer à son droit au silence : Simon Prophet était en effet libre de choisir de se défendre contre la confiscation ou bien de garder le silence. Le tribunal a estimé qu'il n'était pas tenu de protéger Simon Prophet des conséquences de ce choix.

Après son acquittement au pénal, Simon Prophet a affirmé que la confiscation était injuste, parce que le tribunal pénal n'avait pas démontré que les faits qui lui avait été reprochés avaient effectivement été commis. La cour d'appel a estimé que l'Etat avait démontré, par application du droit civil, que l'immeuble avait été utilisé pour produire des méta-amphétamines et que les conclusions du tribunal pénal n'affectaient pas la procédure de confiscation.

Simon Prophet a ensuite saisi la Cour constitutionnelle pour qu'elle déclare que la décision de confiscation constituait une violation injuste de son droit à un procès équitable, de son droit de propriété et de son droit à la suspension de la procédure de confiscation civile en attendant l'issue du procès au pénal. Sa demande a été rejetée.

En commentant cette affaire, l'expert sud-africain a souligné ce qui suit : « Pour la première fois, le juge a décidé que les biens pouvaient être confisqués au profit de l'Etat parce qu'ils constituaient des instruments ou produits du crime, nonobstant l'acquittement des accusés à l'issue du procès au pénal. En d'autres termes, même si l'infraction n'a pas été prouvée avec certitude absolue, la confiscation a été autorisée sur la base de critères civils d'évaluation des probabilités. Le tribunal a également réaffirmé l'importance de la confiscation civile s'agissant de criminalité organisée, les sanctions pénales classiques étant souvent inadéquates dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée. »

Cependant, les remarques de l'expert soulignent que, même si les vices de procédure remettant en cause le mandat de perquisition avaient donné lieu à l'acquittement lors du procès pénal, la preuve de la production des stupéfiants avait été néanmoins déterminante : le tribunal civil statuant sur la confiscation in rem a jugé très satisfaisantes les preuves qui soutenaient que les stupéfiants étaient produits à l'intérieur de l'immeuble de l'accusé.

En outre, pour démontrer que la confiscation de l'immeuble ne violait pas la protection constitutionnelle du droit de propriété, il a été prouvé que les problèmes liés à la drogue étaient très répandus dans la zone où se trouvait le laboratoire. Sur la base de ces preuves, le tribunal a estimé que la décision de priver Simon Prophet de son immeuble n'était pas disproportionnée, face aux conséquences sociales dévastatrices liées à l'abus de stupéfiants. Cette affaire est donc aussi très intéressante car elle met en exergue l'importance de mesures extraordinaires telles que la confiscation civile de biens dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et le trafic de drogues.

La confiscation civile n'est pas toujours totalement et absolument indépendante des poursuites pénales comme le démontre l'affaire Lazarenko (USA 1). Pour la première fois aux Etats-Unis, un ancien chef d'Etat étranger a été poursuivi pour blanchiment d'argent et les poursuites auraient pu aboutir à une confiscation importante si le dossier avait été géré différemment. En essayant d'obtenir la confiscation, les procureurs ont commis des erreurs qui ont été constatées par les juges. L'activité de blanchiment d'argent de Lazarenko était

⁸⁷La confiscation civile est visée à l'article 48, par. 1 de la Loi 121 (1998) sur la prévention de la criminalité organisée.

connue depuis 1999 mais ce n'est qu'en 2005 qu'une demande de confiscation civile a été présentée, demande qui a été rejetée car le délai de prescription était écoulé (5 ans). Ensuite, une confiscation pénale a été ordonnée, mais cette décision a été infirmée par la Cour d'appel sur la base du principe de la chose jugée (*res judicata*), étant donné que le rejet de la confiscation civile constituait une décision définitive sur le fond de la même affaire. L'expert américain a déclaré que selon les autorités judiciaires, si les procureurs avaient présenté plus tôt une requête de confiscation civile et avaient demandé un report de la procédure dans l'attente du jugement pénal, ils auraient pu éviter le problème du *res judicata*. L'expert a conclu que « ...une leçon importante peut être tirée de l'échec de la tentative de confiscation des fonds. ... La connaissance insuffisante de la législation relative à la confiscation est très fréquente chez les procureurs fédéraux et pourrait avoir contribué à la tardive et infructueuse tentative de confiscation. ... Compte tenu de la complexité de la confiscation civile et pénale et du fait que les procureurs ne peuvent pas tous être des experts en la matière, il serait opportun de disposer de procureurs spécialisés en confiscation qui seraient chargés de suivre ces affaires délicates dès le départ. »

209. De façon plus générale, il faut garder à l'esprit tant l'avantage de disposer de plusieurs systèmes de confiscation que le fait que certains de ces systèmes sont particulièrement complexes et présentent des subtilités juridiques et techniques, et que le rapport entre les différents types de procédure peut lui aussi être problématique. Par conséquent, on peut tirer la conclusion suivante :

ENSEIGNEMENT TIRÉ

Les services d'enquête et de poursuite devraient garantir qu'un certain nombre d'agents et de procureurs se spécialisent en procédures de confiscation et participent dès le départ aux affaires les plus complexes en contribuant par leurs connaissances et leur expérience à la planification et au développement des initiatives de confiscation.

Une attention particulière devrait être accordée à l'association ou à l'utilisation alternative des différentes formes de confiscation possibles.

210. La confiscation en l'absence de condamnation⁸⁸ n'a pas nécessairement un caractère civil. Dans des circonstances particulières, elle peut être prononcée même dans le cadre de procédures pénales. Par exemple, la Commission européenne a récemment présenté une proposition de directive qui, si elle était adoptée, élargirait les pouvoirs de confiscation des Etats membres de l'Union européenne et introduirait une forme spécifique de confiscation en l'absence de condamnation en sus de la confiscation consécutive à une condamnation et de la confiscation élargie. L'article 5 de cette proposition (confiscation en l'absence de condamnation) dispose que « chaque Etat membre prend les mesures nécessaires pour permettre la confiscation des produits et instruments en l'absence de condamnation pénale, à l'issue d'une procédure qui, si le suspect ou l'accusé avaient été en mesure d'être jugés, aurait pu conduire à une condamnation pénale lorsque : (a) le décès ou la maladie

⁸⁸L'expression « Confiscation en l'absence de condamnation » est ambiguë car la confiscation élargie, tout en étant subordonnée à une condamnation, n'est pas fondée sur celle-ci dans la mesure où les biens confisqués et leur origine illicite peuvent ne pas être liés à l'infraction donnant lieu à la décision de condamnation. Il semble plus judicieux de considérer la confiscation élargie et la confiscation en l'absence de condamnation comme deux notions distinctes et indépendantes.

permanente du suspect ou de l'accusé empêchent l'engagement de poursuites ; ou (b) la maladie du suspect ou de l'accusé ou le fait de s'être soustrait aux poursuites ou à la peine empêchent l'exercice de poursuites effectives dans un délai raisonnable et entraînent un risque élevé d'extinction de l'action publique pour cause de prescription »⁸⁹.

211. Au cours de la première réunion de Rome, les experts italiens ont présenté un modèle de confiscation introduit en 1965, appelé, dans le langage juridique italien, « mesure de prévention patrimoniale »⁹⁰. Cette confiscation n'est pas subordonnée au prononcé d'une condamnation et est ordonnée par un tribunal à l'encontre d'un individu soupçonné d'être membre d'un groupe criminel organisé de type mafieux ou d'avoir commis certaines des infractions graves figurant sur la liste prévue par la loi. Les biens pouvant faire l'objet de la confiscation sont ceux dont dispose l'intéressé, à moins qu'il ne prouve leur origine licite. En Italie, les procédures concernant ce type de confiscation se déroulent souvent en parallèle avec les poursuites pénales pour des infractions liées à la criminalité organisée. Le droit pénal albanais prévoit un type de confiscation analogue⁹¹.

C. COOPERATION INTERNATIONALE POUR L'EXECUTION DES MESURES DE CONFISCATION

Sommaire : *limites des normes internationales ; difficultés posées par les différences entre les systèmes de confiscation nationaux ; avantages des procédures spécialement conçues pour l'entraide judiciaire internationale : reconnaissance des décisions étrangères de confiscation.*

212. Une coopération internationale efficace aux fins de la confiscation est d'une importance capitale dans la lutte contre la criminalité organisée. Transférer et dissimuler à l'étranger des biens provenant directement ou indirectement d'une infraction pénale est, naturellement, un système très commun de préservation de richesses illicites. La criminalité organisée est fréquemment de nature transnationale, caractéristique qui est renforcée par l'implication de plusieurs pays dans le blanchiment et l'attribution définitive des biens. Si les biens devant être confisqués se trouvent à l'étranger, les différences entre les systèmes de confiscation nationaux peuvent poser des difficultés lors de l'exécution de la confiscation, difficultés qui s'ajoutent aux obstacles habituels des enquêtes financières et patrimoniales internationales.

213. Aux termes de la Convention de Palerme (article 13, par. 3), les normes concernant l'entraide judiciaire (article 18) régissent aussi plusieurs aspects de la coopération internationale aux fins de confiscation. Deux aspects non couverts par l'article 18 ne favorisent pas une coopération vaste et efficace: premièrement, l'obligation d'exécuter une confiscation à la demande d'un autre Etat peut rencontrer des limites dans la législation interne

⁸⁹Article 5 de la *Proposition de Directive du Parlement européen et du Conseil concernant le gel et la confiscation des produits du crime dans l'Union européenne* (12 mars 2012), doc.COM (2012) 85, définitive, de la Commission européenne. La décision cadre 2005/212/JAI du Conseil de l'Union européenne, du 24 février 2005, relative à la *Confiscation des produits, des instruments et des biens en rapport avec le crime* oblige déjà les Etats membres à introduire dans leur législation la confiscation élargie consécutive à une condamnation.

⁹⁰Le décret législatif 159 du 6 septembre 2011 portant Code des lois anti-mafia et des mesures de prévention, entré en vigueur le 23 novembre 2011, a introduit une toute nouvelle réglementation concernant ce type de confiscation.

⁹¹Loi 10192, *Prévention et lutte contre la criminalité organisée et le trafic au moyen de mesures préventives contre la propriété* (3 décembre 2009).

de l'Etat requis⁹² (par ex. la possibilité de ne confisquer que le produit de certains types d'infraction) ; deuxièmement, la procédure suivie par l'Etat requis est définie par sa législation et sa jurisprudence (article 13, par. 1) et elle pourrait aller à l'encontre des modalités procédurales et des délais de l'Etat requérant⁹³. En outre, en l'absence d'un régime obligatoire universel d'exécution des demandes de confiscation, l'article 13 de la Convention de Palerme ne peut constituer le fondement juridique d'un « rapprochement » mondial des pratiques de coopération ; par contre, d'après les experts l'article 18 pourrait constituer un fondement juridique pour d'autres aspects de l'entraide judiciaire. Il s'ensuit que :

ENSEIGNEMENT TIRÉ

Plus encore que dans d'autres secteurs de la coopération internationale, l'expérience, la connaissance des systèmes juridiques nationaux des pays concernés, l'activité préparatoire bilatérale précédant une requête et les arrangements pratiques établis au cas par cas, sont des facteurs essentiels pour la bonne issue des procédures de confiscation internationale.

214. Dans plusieurs affaires (entre autres, MEX 4, SPA 1, SPA 6, RSA 1 et ITA 6), les demandes de coopération aux fins de confiscation ont été satisfaites totalement ou en partie. Ces affaires illustrent également l'aide reçue au cours des enquêtes pour identifier les biens ainsi que les mesures conservatoires adoptées à l'étranger. Malheureusement, les affaires présentées ne précisent pas si et comment les instruments juridiques disponibles permettent aux pays où se trouvent ces biens de coopérer dans le cadre des différents types de confiscation (par ex. la confiscation élargie ou la confiscation en l'absence de condamnation). Cet aspect revêt une importance particulière lorsque la confiscation est prononcée (ou simplement envisagée) par l'Etat requérant selon une procédure qui n'existe pas dans l'Etat requis ou lorsque l'Etat requérant a recours à la confiscation élargie si celle-ci n'est pas admise par le droit interne de l'Etat requis⁹⁴. Des travaux de recherche et des analyses approfondies au niveau mondial sur cette question de coopération internationale seraient très utiles pour les praticiens souhaitant connaître les possibilités actuelles permettant de faire aboutir les confiscations des avoirs des délinquants situés à l'étranger ; cela constituerait également un point de départ pour les prochains développements internationaux (par ex. lois types ou traités types, instruments juridiques non contraignants)⁹⁵.

⁹²Conformément à l'article 13, par. 1 de la Convention, l'Etat requis est tenu d'agir « dans toute la mesure possible dans le cadre de son système juridique national ».

⁹³Aux termes de l'article 13, par. 1 de la Convention de Palerme, l'Etat requis a la faculté de choisir entre les deux options visées aux alinéas (a) et (b) ; si l'option (a) est choisie, il pourra utiliser toutes les procédures de confiscation disponibles au niveau national.

⁹⁴L'Union européenne a initialement réglementé la confiscation élargie en laissant aux Etats la possibilité de choisir entre plusieurs options (Décision-cadre du Conseil relative à la confiscation des produits, des instruments et des biens en rapport avec le crime, 2005/212/JAI [24 février 2005]). Ensuite, elle a fixé des dispositions très détaillées pour la coopération entre les Etats membres en matière de confiscation (Décision-cadre du Conseil relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions de confiscation, 2006/783/JAI [6 octobre 2006]). Aux termes de l'article 8 de cette décision, la reconnaissance et l'exécution peuvent être refusées si la décision de confiscation de l'Etat d'émission ne relève pas de l'option adoptée par l'Etat d'exécution.

⁹⁵L'initiative globale des points focaux INTERPOL sur le programme de recouvrement d'avoirs, qui concernait au départ les affaires de corruption, aide les services d'enquête à comprendre et à formuler des requêtes de gel/saisie de biens, notamment grâce à des réunions préparatoires techniques multilatérales. L'expert d'INTERPOL a déclaré que l'Organisation a fourni une aide dans le cadre de cette initiative dans plusieurs cas, et notamment dans les cas où les pays n'exécutaient pas, dans les délais prévus dans le pays requérant, les demandes de gel en cours.

215. Il convient de remarquer que la Convention des Nations Unies contre la corruption contient, en matière de confiscation, des dispositions plus fermes que celles de la Convention de Palerme. En sus d'un article très semblable à l'article 13 de la Convention de Palerme, l'article 54, par. 1 (a) de la Convention contre la corruption oblige les Etats parties à introduire dans leur législation un système de reconnaissance (*exequatur*) et d'exécution des décisions de confiscation d'un pays étranger (« Chaque Etat partie ... prend les mesures nécessaires pour permettre à ses autorités compétentes de donner effet à une décision de confiscation d'un tribunal d'un autre Etat Partie »). La possibilité d'utiliser une procédure tout à fait distincte des procédures de confiscation internes et expressément conçue pour l'entraide internationale, augmente les possibilités de satisfaire les requêtes provenant de l'étranger, puisque les éventuelles différences entre deux systèmes de confiscation nationaux ne constitueront plus nécessairement un obstacle et les possibilités de rejet diminueront sensiblement⁹⁶.

216. Au cours de la première réunion de Rome, l'expert américain a présenté les normes récemment adoptées par son pays permettant de donner effet aux « décisions de confiscation civile ou pénale » provenant d'un pays Partie à la Convention de Vienne de 1988 contre le trafic illicite de stupéfiants ou à tout traité d'entraide en matière de confiscation⁹⁷. Les motifs de non-exécution de ces décisions concernent la non compétence du pays requérant ou l'absence d'un procès équitable. Comme vu préalablement de façon générale, de légères différences entre les systèmes juridiques des deux pays n'entraveront pas l'exécution de la confiscation. Un tel système de reconnaissance existe déjà dans les pays de *droit civil*. Ainsi, même si les seules affaires présentées ne permettent pas de tirer une conclusion substantielle, la perspective très prometteuse offerte par la Convention contre la corruption ainsi que par les dispositions nationales qui vont dans le même sens permettent d'affirmer ce qui suit:

ENSEIGNEMENT TIRÉ

Afin de faciliter l'entraide internationale aux fins de l'exécution des décisions de confiscation provenant de l'étranger, il serait opportun de mettre au point des procédures spécifiques de confiscation distinctes des procédures de confiscation nationales. Sur la base de l'article 51, par. 1 (a) de la Convention des Nations Unies contre la corruption, ces procédures pourraient consister à reconnaître et à donner effet à la décision de confiscation initiale rendue par un tribunal de l'Etat requérant.

⁹⁶L'article 54, par. 1 (c) de la Convention contre la corruption oblige les Etats parties « à envisager de prendre les mesures nécessaires pour permettre la confiscation de tels biens en l'absence de condamnation pénale lorsque l'auteur de l'infraction ne peut être poursuivi pour cause de décès, de fuite ou d'absence ou dans d'autres cas appropriés ».

⁹⁷Ces dispositions sont intégrées au Titre 28 du Code des Etats-Unis, Section 2467, *Enforcement of foreign judgment*.



V. INFRACTIONS PARTICULIERES ET LEURS CARACTERISTIQUES

217. Les chapitres précédents concernent chacun un stade spécifique de la réaction de la justice pénale à la criminalité organisée plutôt que les différentes catégories d'infractions. Toutefois, les affaires présentées fournissent un aperçu de certains aspects des formes spécifiques de criminalité permettant ainsi de disposer d'une analyse utile et intéressante de la criminalité organisée. Le présent chapitre complète cette approche générale du *Recueil* et explore et approfondit les caractéristiques spécifiques de certaines catégories d'infractions de criminalité organisée, dont la piraterie maritime, le trafic illicite d'armes à feu, la criminalité environnementale, le trafic de biens culturels et la cybercriminalité. Le fait de se focaliser sur ces infractions ne veut pas dire que celles-ci sont plus graves que d'autres mais plutôt qu'elles présentent des caractéristiques spécifiques qui méritent une certaine attention et qui auraient pu être négligées si ces infractions n'avaient pas été examinées séparément.

A. PIRATERIE MARITIME

Sommaire : *piraterie maritime au large des côtes de la Somalie ; limite à l'exercice de la compétence ; élaboration de dispositions juridiques et rôle potentiel de la Convention de Palerme ; initiatives d'INTERPOL.*

218. Dans le cadre de la réalisation du *Recueil*, dix-huit affaires de piraterie maritime ont été présentées, dont six par les Seychelles et douze par le Kenya. Toutes ces affaires concernent le très grave phénomène des actes de piraterie en haute mer, perpétrés par des ressortissants somaliens au large des côtes de leur pays et dans l'océan indien. La principale différence entre les deux groupes d'affaires réside dans le fait que les tribunaux des Seychelles ont jugé les délinquants ayant été interpellés par leur propre armée de mer ou leur propre police, tandis que les personnes jugées par le Kenya avaient été interpellées en haute mer par l'armée de mer d'un autre pays et avaient ensuite été remises aux autorités kenyanes qui ont exercé leur compétence pénale souvent en vertu d'un accord international qui disposait en ce sens⁹⁸.

⁹⁸Voir aussi les commentaires sur l'affaire KEN 2 au sous-chapitre E du Chapitre I.

219. Ces affaires permettent de formuler deux remarques sur le rapport entre la piraterie maritime et la notion générale de criminalité organisée. Premièrement, la politique de « démantèlement des groupes criminels » n'a vraisemblablement pas d'écho dans la réaction de la justice pénale à la piraterie maritime. Les procédures judiciaires analysées ne visaient que les infractions « finales » de piraterie commises en haute mer au moment de l'interpellation et les personnes ayant matériellement perpétré ces actes. Dans certains cas, les poursuites ont été étendues aux délinquants présumés se trouvant à bord d'une grande embarcation (navire-mère ou « baleinière ») utilisée par les pirates comme base logistique à partir de laquelle ils se lançaient à l'abordage de leurs cibles à bord d'embarcations plus petites et rapides. Dans peu de cas, il a été possible d'imputer l'infraction de « commandement d'un bateau pirate » en tant qu'infraction distincte de l'abordage d'une embarcation. Les noms des organisateurs et des chefs de ces activités criminelles (bailleurs de fonds, recruteurs, armateurs des bateaux pirates, administrateurs des produits du crime) n'apparaissent dans aucune de ces affaires. Cela est probablement dû au fait que ces criminels se trouvaient en Somalie et que la situation actuelle de ce pays ne permet pas aux institutions locales de mener des enquêtes et d'engager des poursuites judiciaires adéquates (même sous forme d'entraide avec un autre pays). En outre, les tribunaux des Seychelles et du Kenya ont invoqué leur compétence pour juger des actes de piraterie en haute mer en se fondant sur le principe de compétence universelle pour la piraterie *jure gentium*, ou bien sur des normes internes. Toutefois, cette large notion de compétence est en contradiction avec un exercice de l'action publique restreint : il semblerait que cet exercice de la compétence ait été conçu comme étant limité aux criminels interpellés et amenés devant un tribunal et qu'il ne puisse être étendu à des personnes n'ayant pas participé directement aux actes de piraterie qui ont donné lieu à l'interpellation.

220. Cette conception restreinte de la poursuite d'actes de piraterie est particulièrement évidente pour les armes à feu. Dans toutes les affaires retenues, la détention, et bien souvent l'utilisation, d'armes à feu par les pirates ont été largement prouvées. Par ailleurs des armes à feu ont souvent été saisies, examinées par les experts et présentées comme preuves au tribunal. Toutefois, dans les dossiers des affaires, on ne fait mention d'aucune tentative de traçage de ces armes et d'élucidation des caractéristiques de leur trafic. Là encore, les raisons sont probablement les mêmes que celles énoncées au paragraphe précédent.

221. Deuxièmement, la piraterie maritime est une forme typique de criminalité transnationale organisée et que les procédures s'y rapportant ont une forte connotation internationale (les criminels, les victimes, les témoins et même les policiers ou officiers de marine qui interviennent sont souvent des ressortissants étrangers). Toutefois, aucune des affaires retenues ne mentionne la Convention de Palerme, même lorsqu'il aurait été utile de s'y référer. En particulier, dans l'affaire KEN 12, l'article 18, par. 18 de la Convention de Palerme, qui aurait pu étayer la décision du tribunal de permettre l'audition des témoins étrangers en visioconférence, n'est nullement mentionné. En général, aucune affaire ne fait référence aux obligations d'entraide prévues par les instruments internationaux contraignants. En outre, certains jugements illustrés indiquent que des problèmes persistent en matière de droit pénal matériel, tant quant à l'exercice de la compétence extraterritoriale qu'à l'interprétation de l'infraction de piraterie (notamment dans l'hypothèse où l'ancienne notion de piraterie *jure gentium*, la définition de piraterie visée à l'article 101 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et les normes pénales internes seraient applicables cumulativement).

222. Ces considérations soulèvent deux questions de nature théorique. Tout d'abord, la communauté internationale, qui fait déjà des efforts concrets pour lutter contre la piraterie maritime, serait-elle à même de renforcer son action en instaurant un dialogue international sur les aspects juridiques liés à la piraterie et notamment sur les aspects de droit pénal matériel ?

223. Ensuite, la Convention de Palerme pourrait-elle être utilisée comme base juridique pour la coopération internationale, notamment pour l'entraide judiciaire, et comme source de réflexion pour incriminer et

poursuivre au pénal les infractions qui accompagnent souvent les actes de piraterie? A cet égard, les infractions de participation à un groupe criminel organisé (article 5 de la Convention) et de trafic d'armes à feu (Protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, additionnel à la Convention) pourraient avoir une importance particulière.

224. La Conférence des Parties à la Convention de Palerme, lors de sa 5ème session, a demandé à l'ONUDC, via la résolution 5/6, de fournir une aide technique aux Etats aux fins de l'application des dispositions de la Convention aux formes nouvelles et émergentes de criminalité transnationale organisée, y compris la piraterie maritime. Compte tenu du fait que la piraterie maritime ne constitue pas une infraction nouvelle et qu'elle constitue, depuis toujours, une infraction transnationale commise selon des modalités de criminalité organisée, cette résolution devrait être interprétée comme un appel lancé à la justice pénale afin de fournir une riposte globale à l'inquiétante recrudescence de la piraterie maritime, notamment au large des côtes de la Somalie, et afin de mettre en place la coopération internationale nécessaire à cette fin⁹⁹.

225. L'experte kenyane, dans son exposé intéressant et détaillé sur la piraterie lors de la dernière réunion, a souligné que les procureurs qui poursuivent les infractions de piraterie déplorent l'inadéquation du cadre juridique national (et international) en la matière. L'experte a félicité le Comité juridique des Nations Unies pour le travail effectué afin de faciliter l'application de la Convention sur le droit de la mer tout en remarquant qu'il restait encore beaucoup à faire. Pour donner un exemple concret, elle a fait état du manque de réglementation des activités menées par la police dès l'interpellation en haute mer des pirates présumés jusqu'à leur remise aux procureurs des pays qui les poursuivront en justice. Elle a également souligné la nécessité d'envisager le recours aux différents instruments juridiques prévus par la Convention de Palerme, y compris une application plus large des dispositions contre le blanchiment d'argent.

226. Enfin, et à titre d'exemple, pour ce qui est de la coopération policière internationale, des organisations internationales telles qu'INTERPOL et l'ONUDC ont mis au point toute une série de projets et d'initiatives, souvent en collaboration avec d'autres partenaires internationaux, visant à soutenir les Etats membres dans leur lutte contre la piraterie maritime. Ces projets incluent entre autres : a) la mise en place, au niveau d'INTERPOL, d'une Task Force sur la piraterie maritime pour aider les enquêteurs des Etats concernés dans la difficile tâche de collecte des preuves en milieu maritime ; b) l'élaboration d'un manuel de police distribué aux armateurs afin de pour garantir la préservation des preuves à bord des embarcations détournées et l'intégrité de la scène du crime ; c) la création, en 2011, d'une base de données mondiale sur la piraterie maritime contenant plus de 4000 enregistrements sur des pirates et des actes de piraterie afin de favoriser l'identification et l'arrestation des personnes impliquées dans la piraterie maritime ainsi qu'un album numérique contenant plus de 300 photos de pirates présumés ; et d) l'adoption d'une série d'initiatives en matière d'assistance technique visant à dispenser des formations et à fournir des équipements spéciaux d'enquête.

⁹⁹Pour les actions entreprises par la communauté internationale et les problèmes à résoudre, voir le « Rapport du Directeur exécutif de l'ONUDC à la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale », E/CN.15/2011/18. Les dispositions de la Convention de Palerme particulièrement pertinentes ne sont pas reprises dans ce rapport. Toutefois, le rapport fait état d'un problème spécifique qui est également souligné dans les affaires présentées par le Kenya : l'indisponibilité ou la réticence à comparaître des victimes/témoins, souvent des marins ou des officiers de marine étrangers, ce qui prolonge inévitablement les procès.

B. ARMES A FEU

Sommaire : liens entre les infractions liées aux armes à feu et la criminalité organisée ; normes prévues par le Protocole sur le traçage et l'identification des armes à feu ; bases de données d'INTERPOL ; importance du traçage des armes à feu en tant qu'instrument pour élargir les enquêtes.

227. Les armes à feu sont liées à des faits de criminalité organisée pour différentes raisons : obtenir et maintenir le pouvoir, commettre des infractions et en faire un commerce illicite. De plus, elles peuvent donner lieu à d'autres infractions (par ex. la détention ou le port illicite, etc.) prévues par la réglementation nationale en matière de contrôle des armes à feu.

228. L'article 5 du Protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (ci-après dénommé Protocole sur les armes à feu), oblige les Etats Parties à instituer trois infractions spécifiques en matière d'armes à feu: la fabrication illicite, le trafic illicite et la falsification ou l'altération de la (des) marque(s). Aucune des affaires du *Recueil* en matière d'armes à feu ne concerne des infractions relatives à la (aux) marque(s). En sus d'une affaire colombienne relative aux groupes paramilitaires et de guérilla, cinq affaires concernent les groupes criminels organisés actifs dans le domaine du trafic transnational d'armes à feu ; trois affaires concernent les groupes organisés impliqués dans plusieurs types de trafics illicites, dont le trafic d'armes, trois affaires encore concernent la détention illicite d'armes à feu et une dernière affaire concerne à la fois le trafic et l'assemblage, intégrant ainsi un élément de l'infraction de fabrication illicite.

229. D'un point de vue conceptuel, les liens entre les infractions liées aux armes à feu et la criminalité organisée sont nombreux. Tout d'abord, les affaires retenues indiquent que le trafic illicite d'armes à feu, lorsqu'il est mené à grande échelle, nécessite une organisation complexe et implique, par conséquent, la participation de groupes criminels organisés dans l'acquisition, le transport et la livraison des armes et dans les activités commerciales et financières associées. Il n'est donc pas étonnant que le trafic d'armes à feu soit souvent géré par des groupes criminels organisés bien structurés (dans la plupart des cas avec de forts liens ethniques ou une connotation mafieuse) normalement actifs dans le trafic de drogues ou d'autres biens illicites lucratifs. Les affaires BRA 3, SPA 6 et USA 2 fournissent des exemples à cet égard : des trafiquants de drogues géraient également un trafic transnational d'armes à feu et d'autres biens illicites. Malgré l'absence de détails sur le trafic d'armes, ces affaires prouvent que les groupes criminels bien structurés peuvent aisément diversifier leurs trafics, grâce justement à leur structure solide, à leur système de pouvoir et à leur collaboration stable et éprouvée avec d'autres réseaux.

230. L'affaire USA 2, concernant des groupes criminels organisés asiatiques, est particulièrement digne d'attention et met en exergue la variété de biens illicites qui peuvent faire l'objet d'un trafic. Comme l'a indiqué l'expert américain, « les enquêtes et les poursuites ont montré l'habileté des groupes criminels organisés asiatiques (tout comme les groupes criminels du monde entier) à concevoir et à développer des activités illicites lucratives, ceux-ci ne reculant devant rien pour faire des bénéfices ... L'enquête, qui a duré huit ans, a débuté lorsque des agents infiltrés du FBI, qui se faisaient passer pour des délinquants, ont fait en sorte que des conteneurs remplis de cigarettes contrefaites puissent transiter à travers la douane des Etats-Unis sans être interceptés. Peu à peu, les agents infiltrés ont gagné la confiance des trafiquants qui leur ont demandé de faciliter d'autres expéditions illégales de drogues et de millions de dollars en « superbillets ». Par la suite, les trafiquants sont passés au trafic d'armes militaires chinoises, y compris des missiles sol-air QW-2 ». Cette affaire prouve également que les caractéristiques du groupe criminel et l'ampleur de ses activités illicites ont conduit les enquêteurs à adopter une approche globale et non pas à mener des enquêtes distinctes pour chaque infraction commise.

231. Il existe toutefois des trafiquants qui se sont spécialisés dans les armes à feu ou dont l'activité criminelle est limitée aux armes à feu. Dans l'affaire SER 4, deux douzaines de kalachnikovs et de mitraillettes provenant de Bosnie-Herzégovine ont été revendues sur le marché noir français par un groupe dirigé par une personne résidant en Serbie. Vraisemblablement, l'expédition avait été conduite sans s'assurer au préalable d'acheteurs potentiels. Dans les affaires BRA 8 et BRA 9, des groupes criminels ont transféré des armes à feu d'Europe et des Etats-Unis au Paraguay, et ensuite au Brésil (directement ou en passant par la Bolivie). Ces groupes étaient apparemment devenus les fournisseurs d'armes à feu d'un réseau plus vaste de groupes organisés s'adonnant à d'autres types de trafics. Voilà le deuxième lien conceptuel important entre les infractions liées aux armes à feu et la criminalité organisée : les groupes criminels sont souvent des groupes armés ou bien des groupes qui s'arment lors d'occasions particulières ; il s'agit donc des destinataires finaux du trafic d'armes. Les deux affaires brésiliennes constituent des exemples de vaste trafic d'armes à feu commandées par des groupes criminels organisés agissant au Brésil. Une affaire analogue mais non identique est l'affaire ITA 4, où les armes à feu provenant de l'ancienne Yougoslavie ont été acheminées vers l'Italie pour être revendues aux groupes criminels organisés italiens qui étaient des clients habituels de ces trafiquants.

232. Dans COL 14, une affaire plus ancienne de trafic transnational d'armes à feu, les trafiquants souhaitent transférer en Colombie 50 000 fusils provenant d'Europe, en passant par le Pérou. Ces armes étaient destinées aux FARC, le groupe de guérilla colombien. L'expert colombien a expliqué que des desseins criminels tels que celui-ci, caractérisés par un commerce illicite d'une certaine ampleur et importance, impliquaient souvent la corruption de hauts fonctionnaires. Dans cette même affaire, le trafic avait été organisé par le chef des Services du renseignement du Pérou et l'achat des armes avait été négocié en Jordanie par deux hauts responsables du Ministère de la défense péruvien.

233. Dans une autre affaire, BRA 2, sur laquelle il n'a pas encore été statué de façon définitive, a été découvert un vaste marché illégal et bien consolidé d'armes à feu, de pièces et de munitions et plus de 300 armes à feu ont été saisies. Les trafiquants faisaient partie du monde des armes à feu (des professionnels tels que des propriétaires de stand de tir ou des amateurs tels que des tireurs sportifs ou des collectionneurs). La plupart d'entre eux disposaient d'une autorisation pour exercer cette activité à titre professionnel ou amateur et parmi leurs clients on ne comptait aucun groupe criminel organisé. Dans cette affaire, la composante « criminalité organisée », si elle était démontrée, serait constituée par l'organisation des personnes impliquées, ayant toutes participé régulièrement à ce commerce illicite avec des rôles différents : un réseau de personnes que l'expert a défini comme « groupe criminel » (*quadrilha o bando criminoso*).

234. Le troisième lien entre les armes à feu et la criminalité organisée réside dans le fait que celles-ci sont souvent utilisées pour commettre des infractions de criminalité organisée, ou bien que des armes à feu sont trouvées et saisies durant les enquêtes sur des infractions de criminalité organisée, leur détention illicite pouvant constituer un chef d'accusation supplémentaire. Des exemples à cet égard nous viennent des affaires SER 1, concernant notamment un trafic de drogues, et ROM 1, au cours de laquelle les enquêteurs ont découvert vingt-deux armes à feu détenues par des criminels se livrant à la traite des personnes. Dans ces affaires, les armes à feu n'ont pas directement été utilisées pour, pendant ou dans le cadre de la commission des infractions faisant l'objet de l'enquête. Par conséquent, on peut raisonnablement présumer que les délinquants détenaient ces armes à des fins de défense, d'agression violente ou d'intimidation.

235. Quelques-unes des affaires mentionnent, rapidement et sans entrer dans les détails, des enquêtes conduites sur les armes à feu afin d'en identifier le type et l'origine. Cet aspect mérite une attention particulière dans la mesure où les armes saisies non seulement peuvent apporter des preuves quant à leur utilisation dans d'autres infractions, mais leur historique et leur parcours peuvent aussi fournir de nouvelles pistes d'enquête et permettre d'établir des liens avec d'autres infractions et d'autres groupes criminels.

236. Le Protocole sur les armes à feu oblige les Parties à définir un régime réglementaire efficace (articles 7 à 15) et introduit des mesures à caractère préventif¹⁰⁰ pouvant être utiles à des fins d'enquête. Ces mesures sont les suivantes : le marquage des armes à feu (article 8), différents mécanismes d'enregistrement associés à leur fabrication, leur commerce et leur neutralisation (articles 7 et 10), l'obligation d'échange d'informations au niveau international (article 12). Le Protocole est fortement marqué par la juxtaposition d'instruments de droit pénal et réglementaires, en tant que composantes d'un seul et même système d'application de la loi, étroitement et fonctionnellement liées entre elles. Dans ce système, le traçage et l'identification des armes à feu sont au cœur des activités de prévention et de répression : par ex., l'article 7 établit clairement l'obligation de conserver les informations sur le marquage et les transactions internationales d'armes à feu afin de prévenir et de détecter la fabrication et le trafic illicites. Le traçage d'une arme trouvée et identifiée lors d'une enquête portant sur une seule infraction peut être utile à l'enquête elle-même et également contribuer à déceler d'autres comportements criminels.

237. Il peut être utile de conserver et d'échanger des informations sur les armes à feu perdues, volées ou ayant fait l'objet de contrebande ou de trafic. A cette fin, INTERPOL travaille à la création d'une base de données mondiale (Système INTERPOL de gestion des données sur les armes illicites et du traçage des armes, iARMS). Les utilisateurs autorisés pourront interroger le système et déterminer immédiatement si les armes à feu qu'ils ont saisies ont été signalées à INTERPOL par un autre pays membre. Le projet iARMS, qui prendra fin en décembre 2012, s'ajoutera à d'autres outils INTERPOL déjà existants, tel que le Système INTERPOL de traçage des armes à feu qui permet à un enquêteur de demander au pays d'origine ou d'importation licite d'une arme à feu l'historique de ses propriétaires. Le tableau de référence INTERPOL des armes à feu (IFRT) permet aux enquêteurs soumettant une demande de traçage d'identifier avec précision une arme à feu (fabricants, modèle, calibre et numéro de série) et d'augmenter les possibilités de reconstituer l'historique de ses propriétaires. Enfin, on peut citer le Réseau d'information balistique INTERPOL (IBIN). Chaque arme à feu laisse des marques microscopiques uniques sur la surface des douilles et des balles qui ont été tirées. L'IBIN est capable de déceler en quelques minutes les similitudes entre deux balles ou deux douilles et aide ainsi les experts légistes à fournir rapidement aux enquêteurs des informations sur les infractions et les suspects.

238. A l'occasion de la dernière réunion, l'expert canadien a présenté une enquête menée avec succès grâce au traçage des armes à feu, celle-ci dénommée projet CANXXX Triple X, concernait des armes importées des Etats-Unis vers le Canada. Un groupe criminel ayant illicitement approvisionné en armes à feu une certaine province du Canada pendant plusieurs années a été entièrement démantelé (106 personnes ont été arrêtées), ce qui a permis de réduire considérablement le taux de violence dans la zone en question. Ce résultat a été obtenu grâce à une activité approfondie et scrupuleuse de traçage des armes, menée en collaboration avec les autorités des Etats-Unis. On a découvert que certaines armes provenaient d'un magasin au Texas. A partir de ce magasin, on a identifié un acheteur qui a été interpellé aux Etats-Unis lorsqu'il franchissait la frontière avec le Canada. Grâce à la collaboration de cette personne, l'ensemble du réseau a été dévoilé. L'expert canadien a également souligné l'importance d'un bon mécanisme de traçage et, compte tenu de la nature souvent transnationale des infractions liées aux armes à feu, de la définition de procédures adéquates et éprouvées dans un but de coopération internationale en matière de traçage. A partir de ces observations, on peut tirer la conclusion suivante :

¹⁰⁰Les dispositions du Protocole sur les armes à feu introduisant des mesures à caractère préventif sont contenues dans les articles 7 à 13 et s'appliquent conjointement aux les mesures de prévention visées par la Convention de Palerme.

ENSEIGNEMENT TIRÉ

Dans les enquêtes sur le trafic d'armes à feu ou lorsque l'on trouve des armes à feu pendant une enquête, l'examen balistique, leur identification et en particulier leur traçage peuvent fournir des preuves et des informations très utiles dans le cadre des poursuites liées à l'infraction originale et même permettre d'établir un lien entre cette infraction et une série d'autres crimes ou délits ainsi qu'entre les accusés et un réseau de délinquants et groupes criminels, selon le principe d'une approche globale qui est particulièrement adaptée en matière de criminalité organisée.

Les dispositions du Protocole sur les armes à feu, prévoyant l'introduction de mesures en matière de conservation et d'échange d'informations sur les armes à feu, devraient être considérées comme une base solide pour le traçage de ces armes. La coopération internationale dans ce domaine devrait être développée autant que possible.

239. Enfin, pendant la dernière réunion d'experts, un autre lien entre les armes à feu et la criminalité organisée a été mis en exergue : la législation pénale interne peut prévoir qu'une infraction, lorsqu'elle est commise avec une arme à feu, devienne plus grave ou soit considérée comme une infraction aggravée, en permettant ainsi aux enquêteurs d'avoir recours aux instruments juridiques renforcés que la loi prévoit pour la criminalité organisée et/ou grave. L'expert canadien a mentionné, à titre d'exemple, le projet de loi canadien C-2 (1er mai 2008) prévoyant que la peine minimale d'emprisonnement pour certaines infractions (telles que l'extorsion, le vol, la prise d'otages, l'enlèvement et la tentative de meurtre) passe de 4 à 5 ans si celles-ci sont commises avec une arme à feu au profit ou sous la direction d'un groupe criminel organisé ou en association avec celui-ci.

C. CRIMINALITE ENVIRONNEMENTALE

Sommaire : *aspects de criminalité transnationale organisée dans une affaire brésilienne de déforestation illicite ; utilisation du « géo-renseignement » ; trafic d'espèces animales protégées ; autres secteurs de la protection de l'environnement : pollution et trafic de déchets ; projets d'INTERPOL.*

240. Le premier Chapitre du *Recueil* fait référence à des affaires brésiennes de criminalité environnementale liées à la criminalité organisée. Une autre affaire brésilienne, BRA 15, concernant la déforestation illicite de la forêt pluviale amazonienne, qui n'a pas encore été jugée de façon définitive, fournit d'autres éclaircissements sur ce type d'infractions. Cette affaire est particulièrement intéressante car elle dénote la complexité du mode opératoire de la criminalité environnementale actuelle. Les auteurs présumés de l'infraction auraient obtenu une autorisation officielle pour la coupe des arbres et le commerce du bois de façon frauduleuse, par exemple en présentant de fausses déclarations quant à la nature et à la propriété des terres concernées, en utilisant de faux « crédits forestiers », en falsifiant le Registre des forêts (« *Inventario Florestal* »), en présentant des projets fictifs de gestion des forêts (« *Planos de Manejo Florestal* »), ainsi qu'en corrompant des agents publics devant donner une suite rapide et favorable à leurs demandes d'autorisation. Au total, 172 personnes ont été accusées de plusieurs infractions comprenant non seulement des infractions spécifiquement liées à l'exploitation

forestière mais aussi la corruption (à laquelle auraient participé des hauts fonctionnaires et un membre du Parlement) et la participation à une association de malfaiteurs..

241. En identifiant les raisons du succès de l'enquête, l'expert brésilien a mis l'accent sur la combinaison de techniques d'enquête classiques et de techniques modernes de géo-renseignement. Dans l'affaire BRA 15, des techniques de télédétection et de géo-traitement ont été largement utilisées. Selon l'expert, l'analyse multi-temporelle d'images satellitaires des territoires concernés est une méthode unique et irremplaçable de collecte de preuves car, puisqu'elle est basée sur la « production autonome d'informations et de renseignements », elle est comparable à une approche d'enquête proactive. La démarche utilisée dans cette affaire est devenue, pour les autorités brésiliennes, un modèle à suivre lors de toutes les enquêtes sur l'exploitation et le trafic transnational illicites de ressources forestières et minérales.

242. Il est également intéressant de noter que, d'après l'expert, les fonctionnaires et les techniciens corrompus (par ex. : ingénieurs, topographes ou autres experts) ayant facilité la délivrance des autorisations n'étaient pas de simples facilitateurs dans le cadre de ces activités criminelles. Bien au contraire, en poursuivant leurs intérêts personnels, ils ont été un des « moteurs » du dessein criminel, en y contribuant tout autant que les propriétaires fonciers ou des scieries, les transporteurs et les gestionnaires de projets forestiers titulaires d'une autorisation. Ce type de scénario où plusieurs personnes ou plusieurs groupes de personnes unissent leur expertise et leurs intérêts afin d'obtenir des profits illicites permet de qualifier cette conduite criminelle de criminalité organisée. L'expert a conclu que dans ces cas, l'action de prévention et de répression doit être planifiée de manière globale, en tenant compte des différentes catégories de malfaiteurs potentiels. Cette affaire est importante aussi en raison du fait que le travail des enquêteurs a permis d'attaquer en justice 12 hauts fonctionnaires¹⁰¹

243. L'expert brésilien a toutefois affirmé que, malgré les succès remportés par la police dans l'affaire BRA 15, l'insuffisance des ressources des services d'enquête et de poursuite risque d'entraver les futures enquêtes. Un suivi et des services de renseignement fiables et l'intégration du droit pénal environnemental dans la législation en matière de criminalité organisée sont les mesures proposées pour renforcer la réaction de la justice pénale.

244. Pour ce qui est des aspects transnationaux de ce type de criminalité environnementale, l'expert a affirmé que 80 % des produits forestiers sont destinés à l'étranger, et notamment aux Etats-Unis, à la Chine et aux pays européens. Pour plusieurs raisons, y compris l'absence de normes pénales internationales adéquates, les trafiquants réussissent à exporter leur marchandise en utilisant des documents qui en attestent l'origine et la commercialisation licites, et les acheteurs peuvent aisément se retrancher derrière le principe de la bonne foi qui protège les intérêts légitimes des tiers (principe des « tiers de bonne foi »). Pour surmonter cet écueil, l'expert a suggérer d'adopter une approche analogue à celle des normes internationales en matière de blanchiment d'argent et a souligné l'urgence d'élaborer et d'adopter des dispositions internationales afin d'appliquer aux produits forestiers et minéraux un cadre réglementaire analogue à celui qui est déjà en vigueur pour le blanchiment d'argent.

245. Le fait que l'expert brésilien ait associé, à plusieurs reprises, les ressources et les produits minéraux aux produits forestiers nous permet de rattacher les remarques formulées dans ce chapitre au problème de l'absence

¹⁰¹ L'expert a rappelé que selon la Banque Mondiale les profits de la déforestation et du trafic illicites dans le monde s'élèveraient à 10-15 milliards de dollars par an.

de normes pénales internationales concernant le trafic de métaux précieux, soulevé par l'expert sud-africain en ce qui concerne l'affaire RSA 1¹⁰².

246. Au sein des Nations Unies, la question du rôle du droit pénal dans la protection de l'environnement et l'élaboration de normes internationales de droit pénal a été débattue, entre autres, lors du douzième Congrès des Nations Unies sur la prévention du crime et la justice pénale, qui s'est tenu à Salvador, Brésil (12-19 avril 2010). Dans sa déclaration politique finale, la « Déclaration de Salvador sur les stratégies globales pour faire face aux défis mondiaux : les systèmes de prévention du crime et de justice pénale et leur évolution dans un monde en mutation », le Congrès affirme être conscient du problème que posent les nouvelles formes de criminalité qui ont un impact important sur l'environnement et encourage les États Membres à renforcer leurs lois, politiques et pratiques en matière de prévention du crime et de justice pénale dans ce domaine et à intensifier la coopération internationale, l'assistance technique et l'échange de bonnes pratiques¹⁰³.

247. D'autres affaires, telles que SPA 8 et BRA 12 concernent le trafic d'espèces animales protégées. Dans l'affaire SPA 8, les enquêteurs espagnols ont découvert un groupe criminel (15 personnes au total) structuré sur deux niveaux : un premier niveau s'occupait de la capture de rapaces protégés ou de la collecte de leurs œufs ou oisillons tandis que le deuxième niveau les revendait sur le marché interne ou international. L'expert espagnol a souligné que ce deuxième niveau détenait l'initiative et que parfois les trafiquants ou les acheteurs finaux passaient de véritables commandes d'oiseaux à capturer. Les trafiquants ont été également accusés de faux et usage de faux car ils avaient essayé de dissimuler l'origine illicite des oiseaux au moyen de faux documents (par exemple en posant de fausses bagues d'identification). Dans l'affaire BRA 12, qui concernait le trafic international d'animaux protégés provenant de plusieurs réserves et parcs naturels du Brésil, les chiffres sont beaucoup plus élevés : 102 accusés, 72 mandats d'arrestation, 102 ordres de saisie et 300 000 animaux saisis. L'expert brésilien a estimé que le volume annuel de ce trafic s'élevait à 500 000 animaux pour une valeur de 20 millions de réaux brésiliens. Face à ces chiffres impressionnants, l'expert a remarqué que « pour ce qui est de la législation en vigueur au Brésil visant à prévenir et à combattre la criminalité environnementale, la loi 9605/98 n'a pas qualifié d'infraction pénale le trafic international d'animaux sauvages ; dans cette affaire, compte tenu de la nature internationale de l'infraction, les prévenus ont été accusés de contrebande aux termes de l'article 334, par. 3, du code pénal brésilien ».

248. Les affaires brésilienne et espagnole ne couvrent qu'une partie de la criminalité environnementale. Afin que l'on puisse tirer des conclusions générales sur la criminalité contre l'environnement et sur ses liens avec la criminalité organisée, d'autres exemples de criminalité environnementale, notamment en matière de pollution et de trafic de déchets, devront être analysés. Les experts italiens ont mentionné l'existence, dans leur pays, d'affaires très graves de trafic et d'écoulement illicites de déchets en affirmant que dans certaines régions (notamment en Campanie), ces infractions sont étroitement liées aux intérêts de groupes criminels organisés de type mafieux locaux qui sont pleinement impliqués.

¹⁰² Voir par. 86.

¹⁰³ « Déclaration de Salvador sur les stratégies globales pour faire face aux défis mondiaux : les systèmes de prévention du crime et de justice pénale et leur évolution dans un monde en mutation », doc. A/CONF.213/18, op. par. 14. Lors du Congrès, l'Institut international des hautes études en sciences criminelles et l'Association internationale de droit pénal ont présenté un rapport (doc. A/CONF.213/NGO/10) qui met l'accent sur l'impact limité qu'ont les instruments juridiques internationaux actuels (conventions *et al.*) en matière de protection de l'environnement sur l'élaboration de normes pénales, notamment au niveau international. Le rapport analyse les possibilités d'instaurer un dialogue global sur le rôle du droit pénal et sur la façon dont le droit pénal international pourrait contribuer à la protection de l'environnement.

249. Un rapport de la Direction nationale anti-mafia italienne¹⁰⁴ de 2009, donnant un aperçu général de ce type de criminalité en Italie, a souligné la nécessité d'inclure ces infractions parmi celles relevant de sa compétence, afin qu'elle puisse, le cas échéant, superviser et coordonner les enquêtes et les poursuites judiciaires impliquant des groupes mafieux bien implantés et caractérisés par de forts liens familiaux et territoriaux. Les affaires mentionnées dans ce rapport relatives à l'élimination illicite de déchets dangereux ou ordinaires concernaient la délivrance d'autorisations frauduleuses par des agents publics corrompus. Vu sous cet angle, les affaires italiennes ont plusieurs points communs avec les infractions décrites dans l'affaire BRA 12. Il faut donc conclure que, pour lutter contre ces infractions, un cadre réglementaire strict et des mécanismes de prévention efficaces, dont des mesures anti-corruption, sont aussi importants que des outils de droit pénal.

250. Un aperçu des différents domaines où le droit pénal pourrait intervenir aux fins de protection de l'environnement est fourni par la liste des projets réalisés ou envisagés par INTERPOL :

Projet Predator : ses objectifs consistent à accroître les capacités des services d'enquête des 13 pays où le tigre sauvage est encore présent et à améliorer l'échange d'informations afin de disposer d'un panorama global des activités criminelles menaçant les tigres. Le projet *Wisdom* vise pour sa part à la préservation des éléphants et des rhinocéros à travers des initiatives internationales, une meilleure communication et la formation des polices locales.

Projet Leaf : initiative conjointe d'INTERPOL et du Programme des Nations Unies pour l'Environnement visant à lutter contre l'exploitation illégale des forêts et d'autres infractions forestières. Elle vise à assurer l'application des législations en la matière, à fournir un support tactique et en termes de formation et à améliorer la collecte des informations.

Projet Clean Seas : ce projet assure des formations dans le domaine de l'application de la loi et prévoit l'élaboration d'un manuel sur les enquêtes en matière de pollution par les navires de haute mer. Des outils d'aide aux enquêtes sur les déversements illégaux des navires sont également en préparation.

Projet Pollution Crime Forensics : ce projet entend créer un réseau d'experts environnementaux légistes et techniques, promouvoir les meilleures pratiques de forensie environnementale et par la suite les compiler dans un manuel destiné à publication.

Global E-Waste : ce projet vise à mettre au point et à conduire une analyse globale, basée sur le renseignement, des liens entre la criminalité organisée et l'exportation illégale de déchets électroniques.

D. BIENS CULTURELS

Sommaire : affaires italiennes d'exportation de pièces archéologiques ; dissimulation de l'origine illicite des œuvres d'art ; propositions sur les questions de droit pénal et civil ; suggestions techniques en matière d'entraide judiciaire et étapes fondamentales pour renforcer la coopération internationale.

251. Une autre forme émergente de trafic illicite, liée de plus en plus étroitement à la criminalité organisée, est le trafic de biens culturels. Comme précisé au chapitre I, afin d'enrichir le *Recueil*, plusieurs experts italiens ont présenté des affaires portant sur les infractions liées aux biens culturels. À l'exception d'ITA 3, une affaire

¹⁰⁴Pour une description de la nature et des fonctions de cet organisme spécial en mesure de mettre en mouvement l'action publique, voir par. 96.

relative à la réalisation et à la vente de faux tableaux d'artistes modernes et contemporains, toutes les autres affaires concernent des pièces archéologiques provenant de fouilles illicites exportées illégalement d'Italie. Dans toutes ces affaires, la nature transnationale et organisée est la principale caractéristique de la conduite criminelle. Dans ITA 1, une affaire de trafic de plus de 20 000 objets, dont certains avaient une valeur économique et culturelle considérable (estimée à plus de 100 millions d'euros), l'expert italien a déclaré ce qui suit :

...la criminalité organisée est fréquemment présente sur le marché de l'art, un secteur très spécialisé qui demande une expertise et des compétences diversifiées, allant de celles des « tombaroli » [pilleurs de tombes] ou voleurs, à celles des courtiers, des transporteurs, des douaniers, des revendeurs, des experts, des restaurateurs, des employés des maisons de vente, etc. Toutes ces personnes travaillent souvent ensemble, au sein d'organisations en réseau ou pyramidales transnationales qui se consacrent à l'achat de biens culturels et à leur exportation illicite du pays d'origine, à la réalisation d'expertises surestimant leur valeur, à des activités de blanchiment afin de dissimuler l'origine illicite des biens... Les infractions contre le patrimoine culturel ne sont plus, comme par le passé, l'apanage de petits délinquants, de cultivateurs ou de citoyens pauvres que le destin a placé à côté de sites fabuleux ou bien de petits marchands qui revendaient le butin des pillages ou des vols commis par ceux-ci. Aujourd'hui, les agressions généralisées contre le patrimoine culturel sont perpétrées...par des groupes criminels transnationaux disposant d'une structure commerciale solide, d'importants moyens logistiques et parfois même de la complicité et du soutien des institutions politiques et administratives de l'Etat.

252. Dans la plupart des affaires italiennes, les prévenus ont été accusés de participation à un groupe criminel. La coopération policière et judiciaire internationale a été essentielle pour l'aboutissement des poursuites engagées par les autorités italiennes. Récupérer les pièces (souvent à l'étranger) et les restituer au grand public ont toujours été les principaux objectifs des enquêteurs et des procureurs, parallèlement au démantèlement du trafic illicite.

253. A cet égard, il convient de noter qu'il existe une différence entre les cas où les forces de l'ordre interviennent lorsque la marchandise est encore dans les mains des pilleurs (ou des transporteurs ou des premiers destinataires) et ceux où la marchandise est déjà parvenue à sa destination finale. Dans le premier cas, la saisie des pièces archéologiques est plus simple. Par exemple, l'affaire ITA 6 a permis de récupérer 1670 pièces provenant de fouilles illicites sur deux sites archéologiques. 100 pièces ont été retrouvées aux Etats-Unis et étaient encore détenues par les transporteurs, les autres se trouvaient encore en Italie, prêtes à être transportées en Suisse et en Autriche. L'enquête a permis d'établir que le plan criminel avait été orchestré par un individu ayant créé un réseau de personnes chargées d'exporter la marchandise. Dans ce cas, les pièces ont été transférées à l'étranger à l'intérieur des bagages de voyageurs aériens au-dessus de tout soupçon. Les transports vers les Etats-Unis ont été effectués par des ressortissants américains d'origine italienne qui rentraient en Italie pour leurs vacances et ont emporté les pièces avec eux lors de leur retour au Connecticut.

254. Il en va différemment pour les cas où les trafiquants ont adopté des procédures de « blanchiment » pour masquer l'origine illicite des objets avant de les introduire sur le marché. Cette activité de dissimulation est au cœur des préoccupations des experts. L'affaire ITA 1 illustre en détail les méthodes de blanchiment utilisées pour faire disparaître ou dissimuler la provenance illicite des objets ou leur exportation illicite : faux documents, procédures complexes de cession de propriété (même avec l'implication de galeries d'art et de salles de vente aux enchères), conservation temporaire dans un musée, transferts fictifs des objets, faux certificats tirés de bases de données, etc. Dans cette affaire, les pièces archéologiques ont été transférées d'Italie en Suisse où elles ont été stockées dans les ports francs de Genève ou de Bâle, puis enregistrées comme appartenant à des sociétés qui faisaient office de « chambres de compensation et machines à blanchir ». Elles ont enfin été transférées en Angleterre, en Allemagne, aux Etats-Unis, au Japon ou en Australie. Ces mécanismes complexes de

trafic profitent souvent de législations nationales laxistes. Compte tenu du risque concret (comme pour la criminalité environnementale) que les acheteurs finaux des pièces archéologiques puissent faire valoir leur statut inattaquable de tiers de bonne foi, l'expert italien recommande d'envisager la possibilité d'accuser les malfaiteurs de blanchiment, une infraction qui pourrait également s'appliquer à la dissimulation de l'origine illicite des œuvres d'art et qui, d'après son expérience, mettrait les acheteurs dans une position plus compromettante.

255. L'expert a également recommandé de bien vouloir considérer les mesures générales suivantes pour faire face au trafic de biens culturels :

- Lors de l'incrimination du trafic de biens culturels, utiliser une définition large pouvant s'appliquer à tous les biens volés, pillés et illicitement exportés ou importés, et qualifier l'infraction d'infraction grave conformément à, dans la mesure du possible, la Convention de Palerme (afin, entre autres, de pouvoir appliquer cette Convention).
- Evaluer la possibilité d'ériger en infraction pénale l'importation de biens illicitement exportés d'un autre pays (en vertu de l'article 6 de la Convention de l'UNESCO de 1970¹⁰⁵).
- Considérer la conduite criminelle des « blanchisseurs » ou des acheteurs finals comme une infraction continue afin de contourner la prescription. Cela parce que les trafiquants très souvent « gèlent » les biens culturels à l'étranger en attendant plusieurs années avant de procéder à leur vente définitive.
- Evaluer et, si possible, étendre le pouvoir de confiscation des biens culturels même en cas de prescription ou d'acquiescement pour absence des éléments subjectifs de l'infraction.
- Parvenir à une harmonisation des décisions judiciaires civiles car les « tribunaux nationaux privilégient souvent les intérêts nationaux ou privés au détriment des valeurs supérieures de culture et de dignité des peuples ». La création d'un groupe d'arbitres internationaux qui devrait obligatoirement être saisi des affaires à des fins de médiation pourrait représenter une bonne solution.

256. Les affaires concernant les biens culturels présentent des problématiques très intéressantes tenant à la réaction de la justice pénale dans son ensemble. Pour ce qui est des techniques d'enquête et de la coopération entre les autorités policières et judiciaires, les affaires italiennes ne font pas état de lacunes ou de bonnes pratiques autres que celles qui ont été évoquées, en général, dans les chapitres précédents. Toutefois, l'insuffisance de l'intégration, dans les législations pénales nationales, des infractions en matière de biens culturels aggrave les difficultés rencontrées et les conclusions découlant de ces affaires, notamment d'ITA 1, méritent qu'on s'y attarde. En ce qui concerne les commissions rogatoires, l'expert italien, qui estimait que l'assistance formelle est considérablement facilitée par des contacts directs et informels entre les autorités compétentes (il se définit d'ailleurs comme « procureur itinérant »), a formulé quatre conseils généraux qui, d'après son expérience, pourraient s'appliquer à tous les pays requis:

1. Chaque système juridique a son propre langage. Etant donné que les demandes d'assistance sont adressées à une autorité étrangère, il convient d'éviter d'utiliser une terminologie trop spécifique et de décrire en termes simples ce que l'on souhaite obtenir plutôt que d'employer des termes trop techniques.
2. Quasiment tous les systèmes juridiques exigent de statuer sur la pertinence des preuves. Toutes les demandes d'assistance devraient donc tenir compte de cette nécessité et spécifier clairement pourquoi et

¹⁰⁵Convention concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites de biens culturels (14 novembre 1970)

dans quelle mesure l'élément de preuve recherché est pertinent aux fins de l'enquête ou des poursuites judiciaires. Dans la plupart des systèmes juridiques, il n'est pas permis d'aller à la « pêche aux informations ». Toutes les demandes d'assistance devraient être circonscrites et mentionner nécessairement l'objet principal des investigations. Toutefois, il revient aux autorités requérantes d'établir si les informations requises sont nécessaires et utiles à la procédure en cours. En outre, le champ de recherche des preuves est forcément plus vaste lors des premières phases d'une enquête que lorsque l'enquête est déjà avancée. Une certaine latitude devrait donc être tolérée par l'autorité requise lorsque la vérification des faits n'en est encore qu'à sa phase initiale.

3. Lors de la préparation d'une requête, les procureurs devraient préciser sous quelle forme ou de quelle façon les preuves doivent être produites afin qu'elles soient admissibles lors du procès. Ces impératifs doivent, dès le départ, être spécifiés en détail dans la demande.

4. Les délais de réponse aux demandes d'assistance sont assez longs. S'il est vrai que des situations d'urgence peuvent toujours se produire, les enquêteurs et les procureurs devraient néanmoins essayer de présenter les demandes à temps, en indiquant des délais de réponse raisonnables tenant compte des ressources de l'Etat requis.

257. L'expert italien a déclaré que la coopération internationale pour la répression des infractions contre le patrimoine culturel avait fait des progrès mais qu'elle avait encore un long chemin à parcourir. Il est convaincu que, dans ce domaine, « tous les systèmes juridiques sont en plein développement et peuvent offrir des interprétations des lois favorisant la coopération entre les Etats, une coopération basée tant sur les aspects formels que substantiels » et qu'une nouvelle politique ou un nouvel ordre public international sont en train d'émerger. Selon lui, le moment est venu d'essayer d'affirmer une fois pour toutes les principes juridiques fondamentaux découlant de cette politique ou de cet ordre, par exemple :

- (a) En droit civil, l'applicabilité des dispositions juridiques contraignantes en vigueur dans un pays étranger concernant l'annulation des contrats, par exemple les contrats relatifs aux pièces archéologiques exportées d'un pays en violation des lois nationales qui en interdisent l'exportation ;
- (b) Pour ce qui est des demandes de restitution de pièces archéologiques, un assouplissement de la charge de la preuve incombant aux autorités requérantes, qui doivent souvent fournir des preuves (probatio diabolica) sur la provenance et la propriété des biens ou la date des fouilles illicites. A cet égard, l'expert a formulé plusieurs suggestions que les autorités requises pourraient prendre en compte lorsqu'elles veulent obtenir une preuve certaine de l'acquisition et de l'exportation illicites ;
- (c) Considérer la destruction du patrimoine culturel comme une violation des droits de l'homme.

E. CYBERCRIMINALITE

Sommaire : *nature complexe de la cybercriminalité ; différentes approches de l'incrimination et de la poursuite des actes de cybercriminalité ; modalités complexes de commission des infractions de cybercriminalité et nécessité de disposer d'enquêteurs spécialisés ; liens entre la cybercriminalité et la criminalité organisée ; prévention.*

258. Comme l'a souligné un expert lors de la première réunion de Rome, la « cybercriminalité organisée » constitue une menace croissante pour la communauté internationale. Les pertes subies par les victimes d'activités criminelles en ligne, telles que l'hameçonnage ou l'usurpation d'identité, sont en constante augmentation. La condamnation de ce type de crimes est la riposte qu'il faut donner aux délinquants « qui pensent que le monde virtuel est un lieu où l'on peut commettre impunément des infractions ». Le Chapitre I avait déjà évoqué la

complexité de la cybercriminalité. Les dix affaires de cybercriminalité répertoriées dans le *Recueil* confirment cette constatation initiale. On peut analyser deux volets distincts de la cybercriminalité : la vaste gamme de conduites criminelles couvertes par le terme « cybercriminalité » et les modalités techniques extrêmement sophistiquées utilisées pour la commission de ces infractions.

259. Pour ce qui est du premier volet, certaines affaires concernent des infractions (telles que la violation des droits d'auteur dans HUN 1, l'extorsion dans RUS 13, la pédopornographie dans MEX 2, la fraude dans NIG 1) pouvant être commises, en général, tant en utilisant des moyens informatiques que de manière traditionnelle. Dans ces affaires, les charges pesant sur les malfaiteurs n'étaient fondées que sur des dispositions qualifiant de façon générale les infractions, sans mentionner aucunement l'utilisation de cybertechniques. En d'autres termes, les lois internes ne considèrent pas comme des infractions distinctes les infractions traditionnelles commises avec des techniques cybernétiques. Mais cette méthode élémentaire d'incrimination et de formulation des charges ne va de pair ni avec la complexité des techniques utilisées par les malfaiteurs ni avec les difficultés qui se posent au niveau des enquêtes et des poursuites. Un exemple intéressant à cet égard est fourni par la conduite criminelle décrite dans HUN 1 et RUS 13.

EXEMPLES DE CYBERCRIMINALITE

Dans l'affaire HUN 1, les deux principaux organisateurs d'un groupe d'environ 30 personnes fournissaient légalement des services de serveur et d'hébergement à plusieurs particuliers et sociétés commerciales. Grâce à cette activité licite, ils ont dissimulé des centaines de « smswarez » (une expression qui, dans le langage de l'Internet, se rapporte au commerce illicite de contenus protégés par les droits d'auteur contre paiement par SMS), de « smswebs » (une page web d'où l'on peut télécharger des contenus protégés par les droits d'auteur contre paiement par SMS) et de « torrents » (un système par lequel un internaute télécharge les fichiers souhaités ou des segments de ces fichiers non pas à partir d'un serveur central mais à partir d'autres usagers ayant déjà téléchargé ces fichiers). L'avantage de ce dernier système réside dans le fait que, si un fichier devient très populaire, il est téléchargé par de plus en plus de personnes ce qui favorise sa diffusion. Dans l'affaire HUN 1, les organisateurs et leurs complices utilisaient des spams pour faire de la publicité à ces services illicites. Ainsi, 48 serveurs illégaux de 200 à 250 téraoctets et du matériel high-tech ont été saisis dans 16 locaux différents. L'expert hongrois a affirmé qu'« un groupe criminel organisé agissant via Internet et ayant des rapports professionnels dans tout le pays a été démantelé. La gravité de sa conduite a été confirmée par le fait que, d'après les informations disponibles, le volume des données illégales saisies dans le monde entier s'élève à 45 téraoctets. Après cette opération, l'échange de données sur l'Internet, au niveau national, a diminué de 10 % ».

RUS 13 est une affaire d'extorsion à très grande échelle dont les victimes étaient principalement des bookmakers britanniques. Des agents de la National Hi-Tech Crime Unit du Royaume-Uni (NHTCU, par la suite intégrée à la Serious Organized Crime Agency, SOCA) et les services secrets des Etats-Unis ont participé directement à l'enquête. Un groupe criminel avait décidé d'exploiter un réseau d'ordinateurs auquel ils avaient accès et qu'ils avaient infecté avec un programme malveillant spécialement écrit, à l'insu de leurs propriétaires. A partir de ces ordinateurs ils pouvaient lancer, à l'insu des usagers, des attaques par déni de service distribué (DDoS). Les rôles attribués aux membres du groupe criminel exigeaient des compétences et connaissances informatiques poussées : par exemple, préparer un module de programme spécial exécutant des programmes autoreproducteurs et exploitant les points faibles du système d'exploitation Windows afin de prendre le contrôle d'ordinateurs distants à l'insu des usagers ; suivre les étapes d'une attaque frappant les serveurs et remédier aux défaillances et dysfonctionnements ; développer de nouveaux virus à utiliser par la suite par le groupe. Afin de dissimuler leurs activités illicites, les malfaiteurs utilisaient entre autres des serveurs proxy anonymes, des services VPN (Virtual Private Network) et des serveurs de messagerie anonymes. Les fonds extorqués ont été envoyés, via les réseaux internationaux de paiement existants, à des personnes installées en Lettonie qui ont ensuite organisé leur transfert vers la Fédération de Russie. Les victimes de l'extorsion étaient des sociétés de pari en ligne dont l'activité commerciale dépendait complètement de l'utilisation constante de l'Internet. Lors d'une attaque DDoS,

par exemple, le serveur de la société ciblée a été inondé de requêtes venant d'environ 425 adresses IP univoques qui ont établi plus de 600 000 connexions simultanées avec le serveur web de la société. Les messages étaient envoyés à une vitesse de plus de 70 Mo par seconde (dans des conditions normales, le serveur web pouvait recevoir jusqu'à 2 Mo par seconde). Suite à cette attaque, la connexion du site web de la société a été coupée. En menaçant de poursuivre leurs attaques jusqu'à provoquer la ruine complète de la société, les délinquants ont réussi à obtenir la somme de 40 000 dollars.

260. Dans d'autres cas de cybercriminalité, même si des conduites criminelles auraient pu être qualifiées d'infractions traditionnelles (fraude, escroquerie, vol), le droit pénal prévoit désormais des infractions spécifiques lorsque ces actes sont commis en ayant recours à la cybertechnologie. Si la conduite criminelle et ses effets sont principalement caractérisés par l'utilisation de cybertechnologies, alors l'introduction d'une infraction spécifique distincte est justifiée. Tel est le cas de l'affaire USA 3, où les sept défendeurs ont été formellement accusés « de conspiracy pour commettre une fraude informatique ». Ils ont été accusés d'avoir participé à un plan criminel consistant à poster des annonces frauduleuses sur eBay et sur d'autres sites web de vente de voitures et d'embarcations de luxe que les malfaiteurs ne possédaient pas. Lorsque des victimes potentielles aux Etats-Unis se déclaraient intéressées par la marchandise, elles étaient contactées directement par courrier électronique par un prétendu vendeur. D'après le dossier judiciaire, les victimes étaient ensuite invitées à effectuer un virement bancaire électronique sur « eBay Secure Traders », entité n'ayant aucun lien avec eBay et utilisée afin de persuader les victimes qu'elles versaient leur argent sur un compte bloqué sécurisé dans l'attente de recevoir et de contrôler leur achat. Au contraire, l'argent des victimes était transféré directement sur des comptes bancaires en Hongrie, en Slovaquie, en République tchèque et en Pologne, contrôlés par des complices.

261. ROM 2 et 4 sont des affaires concernant respectivement des ventes aux enchères frauduleuses en ligne et des tentatives de vol en utilisant de fausses cartes de crédit. Les délinquants ont été poursuivis tant pour les infractions traditionnelles de fraude et escroquerie, tel que prévu par le code pénal roumain, que pour des infractions relativement récentes introduites par la loi roumaine 161 de 2003 en matière de prévention et de lutte contre la cybercriminalité. Dans ROM 2, un groupe de 36 personnes a réalisé des escroqueries et des fraudes informatiques sous forme de fausses ventes aux enchères sur eBay. Les délinquants utilisaient les comptes eBay d'usagers légitimes en prétendant être des agents de eBay. Grâce à cette « garantie », les victimes avaient l'impression que les biens mis aux enchères existaient réellement et acceptaient d'acheter et de payer aux conditions établies par les criminels. En réalité, ces biens n'existaient pas. L'argent des victimes était encaissé aux Etats-Unis et dans plusieurs pays européens (Hongrie, Allemagne, Espagne) par des personnes dénommées « flèches » à travers Western Union ou Money Gram et ensuite transféré, par ces mêmes canaux, en Roumanie. Les délinquants ont été également poursuivis pour « abus de dispositifs » (article 46 de la loi 161/2003) punissant la production, la vente, la distribution et la détention illicites de dispositifs ou de programmes informatiques, mots de passe, codes d'accès ou données informatiques aux fins de commettre des infractions, ainsi que pour « falsification informatique » (article 48) punissant la saisie, l'altération et la suppression illicites de données informatiques ou la limitation illicite de l'accès à ces données.

262. Dans l'affaire ROM 4, six personnes avaient créé un groupe criminel organisé afin de falsifier des moyens de paiement électronique (cartes de crédit) et afin de les utiliser par la suite pour commettre des fraudes informatiques. L'expert roumain a décrit la conduite illicite comme suit : « le groupe criminel a été créé afin de cloner des cartes de crédit et retirer ensuite de l'argent des distributeurs automatiques de billets. A cette fin, l'un des délinquants a commandé un dispositif de skimming (copieur de carte) qu'il a ensuite adapté pour qu'il ressemble à la fente d'un distributeur automatique de billets (l'espace où l'on introduit la carte bancaire). Son intention était de se rendre, avec les autres membres du groupe, dans des zones touristiques en Croatie

et en Turquie, accueillant généralement un grand nombre de touristes aisés, afin d'installer le « skimmer » lui permettant d'enregistrer sur des cartes magnétiques vierges les données des cartes de crédit des clients. Le groupe criminel organisé était structuré sur trois niveaux : le premier niveau regroupait les coordinateurs qui achetaient et préparaient les dispositifs de skimming ; le deuxième niveau était chargé de prélever l'argent et de mettre au point les détails administratifs pour d'autres voyages à l'étranger ; et le troisième niveau était notamment chargé de pirater et de vérifier les données des cartes de crédit. ... Les enquêtes ont permis d'établir qu'aucune activité frauduleuse n'avait été réalisée ». Les malfaiteurs ont été accusés, entre autres, « d'abus de dispositifs » (article 46) et d'« accès illégal » (article 42, punissant l'accès non autorisé à un système informatique), en vertu de la loi roumaine sur la cybercriminalité, ainsi que de « détention d'équipements dans le but de falsifier des instruments de paiement électronique », infraction prévue par l'article 25 de la loi roumaine 365/2002.

263. Il convient de noter que la plupart des infractions imputées dans les deux affaires roumaines ne sont que des actes préparatoires (article 46 de la loi 161/2003¹⁰⁶ et article 25 de la loi 365/2002¹⁰⁷) ou bien des comportements qui ne peuvent être considérés comme des actes préparatoires ou qui ne sont caractérisés par aucune intention ou fin criminelles mais qui constituent simplement des conduites illicites (articles 42, 44 et 48 de la loi 161/2003). Il est ainsi possible d'affirmer que le législateur roumain a voulu abaisser le seuil de sanction pour les crimes électroniques et cybernétiques. Cet objectif a été atteint en considérant la protection des droits individuels (tels que le droit à la protection des données et systèmes informatiques) comme un

¹⁰⁶La loi roumaine 161/2003 relative à la prévention et la lutte contre la cybercriminalité contient, en son Titre III, les dispositions suivantes :

Article 46 (Abus de dispositifs)

1. Constitue une infraction et est passible d'une peine d'emprisonnement de 1 à 6 ans :
 - (a) le fait de produire, vendre, importer, distribuer ou mettre à disposition, sous n'importe quelle forme, sans droit, un dispositif ou un programme informatique conçu pour ou adapté à la commission d'une des infractions visées aux articles 42 à 45 ;
 - (b) le fait de produire, vendre, importer, distribuer ou mettre à disposition, sous n'importe quelle forme, sans droit, un mot de passe, un code d'accès ou toutes autres données informatiques similaires fournissant tout ou partie d'un code d'accès ou toutes autres données informatiques permettant d'accéder à tout ou partie d'un système informatique, dans l'intention de commettre l'une des infractions visées par les articles 42 à 45.
2. Est passible de la même peine la possession, sans droit, d'un dispositif, d'un programme informatique, d'un mot de passe, d'un code d'accès ou de données informatiques visés au par. (1), dans l'intention de commettre l'une des infractions visées par les articles 42 à 45.

Article 48 (Falsification informatique)

Le fait de saisir, modifier ou supprimer, sans droit, des données informatiques ou de limiter, sans droit, l'accès à ces données, donnant lieu à des données faussées, dans le but de les utiliser à des fins juridiques, constitue une infraction et est passible d'une peine d'emprisonnement de 3 à 12 ans.

Article 42 (Accès illégal)

1. L'accès, sans droit, à un système informatique constitue une infraction et est passible d'une peine d'emprisonnement de 6 mois à 3 ans.
2. Le fait visé au par. (1), commis dans le but d'obtenir des données informatiques, est passible d'une peine d'emprisonnement de 6 mois à 5 ans.
3. Le fait visé aux par. (1) et (2), commis en violation des mesures de sécurité, est passible d'une peine d'emprisonnement de 3 à 12 ans.

Article 44 (2)

Le transfert non autorisé des données d'un système informatique est passible d'une peine d'emprisonnement de 3 à 12 ans.

¹⁰⁷La loi roumaine 365/2002, article 25 (*Détention d'équipements dans le but de falsifier des instruments de paiement électronique*) : « La fabrication ou la détention d'équipements, et notamment de matériel et de logiciel, à des fins de falsification d'instruments de paiement électronique sont passibles d'une peine d'emprisonnement de 6 mois à 5 ans. »

intérêt public devant être opportunément sauvegardé par le droit pénal et en qualifiant de comportement illicite même les tout premiers actes préparatoires. Les fondements et les résultats de cette approche (ainsi que son impact sur l'efficacité des enquêtes et des poursuites pénales) méritent d'être approfondis, notamment à travers une étude comparative au niveau mondial. De nombreux pays ne disposent pas de normes pénales spécifiques en matière de cybercriminalité. L'affaire BRA 5 constitue un cas extrême concernant un groupe criminel international, comprenant un ressortissant brésilien, s'adonnant au trafic de « botnets » (ordinateurs infectés utilisés pour des attaques cybernétiques) pour un montant de 25 millions d'euros. Le malfaiteur brésilien a été accusé uniquement de fraude fiscale et d'infractions monétaires.

264. Dans ITA 22, plusieurs faux courriels ont été envoyés à des employés du Ministère des affaires étrangères et d'autres services publics italiens. L'adresse de l'expéditeur avait été falsifiée et les courriels semblaient parfaitement fiables. En réalité, ces messages contenaient des logiciels cachés (« chevaux de Troie ») qui capturaient les identifiants et les mots de passe permettant d'accéder à des bases de données confidentielles. Ces identifiants de connexion étaient envoyés à un serveur en Malaisie pour être vendus ou utilisés frauduleusement. Les malfaiteurs ont été accusés, aux termes du code pénal italien et de ses lois de modification, d'accès illicite à un système informatique (article 615-ter) ; de détention et diffusion illicite de codes d'accès (article 615-quater) ; d'atteinte à l'intégrité de données et systèmes informatiques (article 615-quinquies) ; de fraude informatique (article 640-ter) ; d'interception d'informations et de communications (article 617). La diversité de ces infractions montre que le droit pénal italien regroupe toutes les conduites criminelles examinées jusqu'à présent. En effet, dans cette affaire, les chefs d'accusation retenus comprenaient l'infraction traditionnelle d'interception de communications, l'infraction traditionnelle de fraude requalifiée de fraude informatique pour y inclure les caractéristiques cybernétiques ainsi que d'autres infractions qui couvrent de nouvelles conduites illicites ayant un contenu cybernétique. C'est ainsi que le droit pénal italien relatif à la cybercriminalité¹⁰⁸ adopte une combinaison de différentes approches d'incrimination.

265. Pour ce qui est du deuxième volet, les modalités « high-tech » utilisées par les cybercriminels pour commettre leurs infractions, qui rendent particulièrement complexe la lutte contre la cybercriminalité, ont été déjà amplement illustrées par les affaires ci-dessus. Il ne fait aucun doute que la réaction de la justice pénale exige des enquêteurs de disposer du même niveau d'expertise technologique que les criminels. L'expert italien a souligné les actions spécifiques requises lors d'une enquête : analyse technique approfondie du logiciel utilisé pour capturer la séquence de touches saisie par les victimes et des en-têtes de courriels afin de remonter à l'origine de la communication ; conservation et examen des fichiers de log concernant les activités des criminels ; et inspection des logiciels de système du serveur pour exclure toute infection incontrôlée. Ces activités imposent la création d'unités ou de services spécialisés, tels que ceux mentionnés dans les affaires retenues.

266. Dans les affaires de cybercriminalité, le temps est également un facteur crucial. Par exemple, les opérateurs de télécommunication ne conservent pas toujours les données concernant les communications qui pourraient donc être perdues en l'espace de quelques heures. La lutte contre ce type de criminalité doit donc pouvoir compter sur des moyens de communication rapides, notamment lorsque la coopération internationale est nécessaire. Les affaires présentées ne prennent pas en compte certains aspects juridiques de la cybercriminalité qui pourraient s'avérer tout aussi problématiques. Par exemple, les experts n'ont pas évoqué le problème du pays disposant de la compétence pénale compte tenu du fait qu'en matière d'infractions informatiques, le *locus commissi delicti* (lieu de commission de l'infraction) n'est pas facilement identifiable, le cyberspace ne pouvant être décrit en termes de territoire..

¹⁰⁸ La plupart des normes pénales relatives à la répression de la cybercriminalité, y compris celles que l'on vient de mentionner, ont été introduites dans le système juridique italien par la loi 547 (23 décembre 1993).

267. Même si les affaires présentées n'ont pas de valeur statistique, elles conduisent toutes à la conclusion que la présence d'un groupe criminel organisé est une constante dans les affaires de cybercriminalité. Cela redimensionne le rôle attribué aux hackers qualifiés d'acteurs principaux de la cybercriminalité. En réalité, les affaires retenues montrent que la nature et le potentiel des infractions informatiques conduisent à l'adoption de plans criminels élaborés, souvent transnationaux, qui impliquent nécessairement l'organisation de moyens et ressources humaines importants. Par conséquent, la dimension liée à la « criminalité organisée », avec toutes les implications illustrées dans les chapitres précédents, doit être dûment prise en compte dans les affaires de cybercriminalité.

268. Enfin, même s'il existe des situations où le comportement des victimes ne contribue pas à la commission de l'infraction (par ex. les violentes cyberattaques en mesure de pénétrer même les systèmes les plus protégés), certaines affaires (notamment celles de fraudes électroniques) révèlent la vulnérabilité des systèmes informatiques lorsque l'utilisateur ne respecte pas les règles élémentaires de sécurité et n'utilise pas prudemment son ordinateur. A cet égard, l'expert italien souligne la nécessité d'une sensibilisation au niveau individuel à des fins de navigation sûre sur Internet.

269. La conclusion générale que l'on peut tirer est que la prévention de la cybercriminalité mérite une attention particulière et un engagement approprié, et ce même au niveau international.



VI. PREVENTION

A. GENERALITES

Sommaire : effet préventif des poursuites pénales ; nature préventive des mesures complémentaires faisant suite à une condamnation ; contrôle des activités financières des criminels potentiels ; art 31, par. 2 de la Convention de Palerme ; mesures de prévention administratives ; fonction préventive des réglementations : la coopération internationale aux fins de prévention.

270. Les affaires retenues concernent surtout les enquêtes et les poursuites pénales et n'abordent pas l'aspect de la prévention. Cependant, au cours des réunions, les experts ont tous convenu que les effets préventifs de la réaction de la justice pénale revêtent une importance capitale dans la lutte contre la criminalité organisée et que les mesures de prévention administratives jouent également un rôle fondamental à cet égard¹⁰⁹. En général, les services d'enquête et de poursuite considèrent les mesures de prévention comme un complément indispensable de leur action. La Convention de Palerme non seulement identifie la prévention, tout comme les enquêtes et les poursuites, comme l'un des domaines d'intervention auxquels s'appliquent ses dispositions (article 3), mais elle prévoit aussi une série de mesures de prévention spécifiques (article 31). Chacun des trois Protocoles additionnels à la Convention comprend une série de mesures de prévention ad hoc adaptées aux infractions qu'ils couvrent.

271. Les effets préventifs des poursuites pénales présentent des caractéristiques particulières lorsque la criminalité organisée est en jeu. Comme vu aux chapitres précédents, la condamnation des membres d'un groupe criminel organisé peut non seulement avoir un effet dissuasif considérable, mais aussi des répercussions déstabilisantes pour une organisation criminelle complexe et parfois pour une catégorie d'infractions, tout du moins dans certains pays ou territoires. Même dans les affaires où le démantèlement n'est pas total, la soustraction des ressources matérielles et humaines issue d'une condamnation peut avoir des conséquences importantes sur le potentiel criminel d'un groupe organisé ou d'un réseau.

¹⁰⁹ Les débats se sont axés sur les mesures de prévention de la criminalité directement liées aux enquêtes et aux poursuites et ont délibérément exclu de plus larges considérations d'ordre social liées à la prévention du crime.

272. Au cours de la dernière réunion, les experts du Royaume Uni et de l'Afrique du Sud ont rappelé que, dans certaines des affaires qu'ils ont présentées, le but de l'enquête était, dès le départ, d'éradiquer le phénomène criminel dans son ensemble plutôt que de se limiter à la simple poursuite de certaines infractions. Ces mêmes experts et le représentant hongrois ont également rappelé que, puisque les enquêtes sur les infractions de criminalité organisée constituent un moyen très efficace pour dégager des informations sur l'ampleur, les méthodes et les *modus operandi* des groupes criminels, il est possible d'en tirer des enseignements utiles non seulement aux futures enquêtes mais aussi à des fins de prévention. La conséquence directe de ces enquêtes a été l'adoption de mesures concrètes à caractère éminemment préventif (mesures législatives, administratives ou se matérialisant par des accords avec le secteur privé)¹¹⁰. Au sujet d'une affaire de trafic international de métaux précieux, l'expert sud-africain a fait remarquer que la connaissance approfondie des acheteurs du marché international acquise au cours des enquêtes a permis d'adopter des mesures de prévention.

273. Ces remarques illustrent bien les caractéristiques des poursuites contre la criminalité organisée, et notamment la stratégie de « démantèlement du groupe criminel », « l'approche proactive et holistique » et « les enquêtes élargies ». Ainsi, la prévention fait partie intégrante de la réaction de la justice pénale.

274. De même, la confiscation des produits du crime a été présentée au Chapitre IV comme un moyen de prévention très important. Cela prouve que le lien entre prévention et justice pénale est très fort, la confiscation étant subordonnée à une condamnation ou, tout du moins, à la commission d'une infraction.

275. Dans ROM 4, une affaire mentionnée au chapitre sur la cybercriminalité, l'expert roumain a souligné que l'action concertée de plusieurs services d'enquête a empêché les criminels de commettre l'infraction finale qu'ils avaient planifiée (la soustraction d'argent à l'aide de moyens de paiement électronique clonés). Ce résultat a été rendu possible par l'incrimination des activités préparatoires qui est prévue par la loi roumaine relative à la cybercriminalité. En revanche, dans UKG 3, une affaire concernant un trafic important de produits de coupage de drogues, la collecte des preuves a été entravée par le fait que l'importation et la détention de ces produits chimiques n'étaient en soi pas illégales et un travail complexe a donc été nécessaire pour démontrer que « dès le début, les personnes impliquées étaient conscientes et souhaitaient fournir ces produits chimiques à des trafiquants de drogues »¹¹¹.

276. Même les mesures complémentaires faisant suite à une condamnation ont souvent un caractère préventif. Au cours de la dernière réunion, l'expert britannique a présenté une liste de 68 personnes condamnées pour blanchiment d'argent, infractions en matière de drogues, fraude, contrefaçon et trafic de migrants qui avaient fait l'objet de peines complémentaires allant de 3 à 15 ans. Ces décisions concernent parfois les déplacements et les communications personnels (par exemple, défense de se rendre à l'étranger, utilisation limitée de véhicules, notification de domicile ou résidence, maximum de 3 téléphones mobiles). Celles-ci affectent pour la plupart les activités financières de l'intéressé, la plus fréquente étant l'obligation de signaler toutes les transactions financières effectuées pendant une période de 15 ans. D'autres imposent des limites à certains types d'opérations ou d'activités financières (par exemple, défense de posséder plus d'un compte courant bancaire, défense de détenir plus d'un certain montant en espèces, restrictions aux transferts d'argent, notification de tout

¹¹⁰Voir les affaires UKG 3, SAF 1 et HUN 3 et, au chapitre II, par. 85, l'encadré « Enquêtes élargies ».

¹¹¹L'article 12 (« Substances fréquemment utilisées dans la fabrication illicite de stupéfiants ou de substances psychotropes ») de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants ou de substances psychotropes établit une réglementation internationale stricte pour le contrôle des produits chimiques ou d'autres substances utilisés pour la production de stupéfiants et se concentre sur les mesures visant à prévenir leur détournement. Les normes contenues dans cette Convention relatives à l'importation/exportation de ces substances semblent avoir inspiré les dispositions relatives à l'importation/exportation des armes à feu dans le Protocole sur les armes à feu.

changement). Il n'a pas été fait mention des rapports de ces 68 personnes avec la criminalité organisée. Cependant, les finalités préventives de ces mesures et leur applicabilité aux membres condamnés de groupes criminels organisés sont évidentes. Le fait que ces mesures complémentaires concernent essentiellement les activités financières témoigne de l'importance attribuée par les autorités judiciaires du Royaume-Uni aux ressources financières des criminels dans la mesure où elles leur permettraient de commettre d'autres infractions.

277. Parallèlement, comme vu à propos des buts et des effets de la confiscation des produits du crime, le contrôle des activités financières des groupes criminels organisés fait partie de la stratégie de prévention dont l'un des objectifs principaux est d'endiguer la présence de ces groupes sur les marchés licites. A ce propos, l'article 31, par. 2, de la Convention de Palerme constitue une source de dispositions détaillées.

■ ARTICLE 31. PRÉVENTION

...

2. *Conformément aux principes fondamentaux de leur droit interne, les Etats parties s'efforcent de réduire, par des mesures législatives, administratives ou autres appropriées, les possibilités actuelles ou futures des groupes criminels organisés de participer à l'activité des marchés licites en utilisant le produit du crime. Ces mesures devraient être axées sur :*

(a) *Le renforcement de la coopération entre les services de détection et de répression ou les magistrats du parquet et entités privées concernées, notamment dans l'industrie ;*

(b) *La promotion de l'élaboration de normes et procédures visant à préserver l'intégrité des entités publiques et des entités privées concernées, ainsi que de codes de déontologie pour les professions concernées, notamment celles de juriste, de notaire, de conseiller fiscal et de comptable ;*

(c) *La prévention de l'usage impropre par les groupes criminels organisés des procédures d'appel d'offres menées par des autorités publiques ainsi que des subventions et licences accordées par des autorités publiques pour une activité commerciale ;*

(d) *La prévention de l'usage impropre par des groupes criminels organisés de personnes morales ; ces mesures pourraient inclure :*

(i) *L'établissement de registres publics des personnes morales et physiques impliquées dans la création, la gestion et le financement de personnes morales ;*

(ii) *La possibilité de déchoir les personnes reconnues coupables d'infractions visées par la présente Convention, par décision de justice ou par tout moyen approprié, pour une période raisonnable, du droit de diriger des personnes morales constituées sur leur territoire ;*

(iii) *L'établissement de registres nationaux des personnes déchues du droit de diriger des personnes morales ; et*

(iv) L'échange d'informations contenues dans les registres mentionnés aux sous-alinéas d) i) et iii) du présent alinéa avec les autorités compétentes des autres Etats parties.

...

278. En ce qui concerne la prévention de l'usage abusif de personnes morales, les dispositions du paragraphe 2(d) de l'article 31 mettent l'accent sur les décisions des tribunaux visant à déchoir certains individus du droit de diriger des personnes morales. Ainsi, la Convention propose une mesure dans la même veine que celles figurant sur la liste des mesures complémentaires du Royaume-Uni : dans ce cas aussi l'effet préventif est obtenu au moyen d'une intervention judiciaire faisant suite à une condamnation. De plus, cette forte interdépendance entre poursuites pénales et prévention est confirmée à la lettre (a) du même paragraphe qui encourage la coopération entre les services d'enquête et de poursuite et le secteur privé. Les affaires UKG 3, HUN 3 et SAF 1, ainsi que les remarques de l'expert italien dans le domaine des biens culturels (ITA 1), indiquent clairement l'importance attachée à cette coopération, surtout lorsque les groupes criminels organisés se livrent au trafic illicite de certains types de biens qui peuvent faire également l'objet, dans certaines circonstances et dans certaines limites, d'un commerce légal.

279. En revanche, les paragraphes 2 (b) et (c) de l'article 31 (relatifs à la protection de l'intégrité des entités publiques et privées, ainsi que des professions concernées telles que celles d'avocat, de notaire ou d'expert-comptable) prescrivent l'adoption de mesures administratives (ou de codes de déontologie), indépendamment de toute poursuite pénale. Une mesure de ce genre qui a été en vigueur en Italie pendant longtemps a été décrite par les experts italiens lors de la réunion de Carthagène : en Italie, pour constituer une nouvelle société, ainsi que pour obtenir certaines autorisations administratives, notamment afin de participer à un appel d'offres, il était nécessaire de présenter un certificat spécial (Certificato antimafia) attestant que la personne concernée n'avait aucun lien avec des groupes criminels organisés ou n'était pas impliquée dans des infractions de criminalité organisée.

280. Des réglementations strictes peuvent produire un effet préventif considérable dans certains secteurs d'activité licites. Cette remarque a déjà été formulée à l'égard de la réglementation introduite au niveau international par le Protocole sur les armes à feu, contenue dans la Partie II de ce Protocole et qui s'intitule justement « Prévention ». Il convient ici de remarquer que des mesures comme le marquage des armes à feu (article 8) et les dispositions concernant les systèmes de licences ou d'autorisations d'exportation, d'importation et de transit (article 10) permettent effectivement d'assurer le traçage des armes à feu, de constater des infractions et de mener des enquêtes, mais elles constituent surtout des outils de prévention efficaces en mesure d'entraver le détournement de ce type d'articles vers les marchés illicites.

281. Un autre exemple de réglementation à des fins de prévention est donné à l'article 7 de la Convention de Palerme, « Mesures de lutte contre le blanchiment d'argent », qui impose aux Etats parties de mettre en place un régime national complet concernant les institutions financières afin de prévenir et de détecter toutes formes de blanchiment d'argent.

282. Enfin, comme le prouvent lesdites dispositions de la Convention de Palerme ainsi que le Protocole sur les armes à feu, l'adoption de mesures préventives au niveau national devrait être accompagnée d'un niveau adéquat de coopération internationale. Bien que les affaires présentées dans le *Recueil* ne donnent pas d'indications spécifiques à cet égard, la question mériterait d'être approfondie au niveau mondial.



ANNEXE I. LISTE DES ABREVIATIONS PAR PAYS

Albanie.....	ALB
Argentine.....	ARG
Brésil.....	BRA
Canada.....	CAN
Colombie.....	COL
El Salvador.....	ELS
France.....	FRA
Allemagne.....	GER
Hongrie.....	HUN
Italie.....	ITA
Jamaïque.....	JAM
Kenya.....	KEN
Mexique.....	MEX
Maroc.....	MOR
Nigeria.....	NIG
Philippines.....	PHI
Portugal.....	POR
Roumanie.....	ROM
Fédération de Russie.....	RUS
Serbie.....	SER
Seychelles.....	SEY
Afrique du Sud.....	SAF
Espagne.....	SPA
Ukraine.....	UKR
Royaume-Uni.....	UKG
Etats-Unis.....	USA
Venezuela.....	VEN

ANNEXE II. LISTE DES AFFAIRES REPARTIES PAR TYPE D'INFRACTION

INFRACTION ^a	AFFAIRE	DENOMINATION	INFRACTIONS CONNEXES
Corruption	RUS 6	Rapport	Participation à un groupe criminel organisé et autres infractions graves.
	POR 3	Procès n° 109/08.2TAETR	Participation à un groupe criminel organisé et autres infractions graves.
Contrefaçon / Faux monnayage	ITA 15	Opération Gomorra	Participation à un groupe criminel organisé et autres infractions graves.
	ITA 16	Opération Milan	Participation à un groupe criminel organisé et autres infractions graves.
	ITA 17	Opération Most	
	ITA 18	Opération Giotto	
Cybercriminalité	BRA 5	Opération Holland Connection	Fraude fiscale, participation à un groupe criminel organisé.
	HUN 1	Procureur c. Baksa Tímea et autres	Participation à un groupe criminel organisé et blanchiment d'argent.
	ITA 22	Opération Stop Intrusion	
	MEX 2	Opération Canadiense-Tijuana	Blanchiment d'argent.
	MOR 3	Rapport de police	
	NIG 1	République Fédérale du Nigeria c. Harrison Odiawa	Participation à un groupe criminel organisé, contrefaçon et escroquerie.
	ROM 2	Non spécifié Imputation datant de 2007	Falsification.
	ROM 4	Non spécifié Imputation datant de 2007	Escroquerie et participation à un groupe criminel organisé.
	RUS 5	Rapport	
	USA 3	Opération Pletnyov	Blanchiment d'argent.
Trafic de drogues et autres infractions liées à la drogue	ALB 1	Affaire de trafic de drogues - Non spécifié.	Participation à un groupe criminel organisé
	BRA 1	Opération Diamante	Participation à un groupe criminel organisé
	BRA 2	Opération Carabelas	Blanchiment d'argent.
	BRA 3	Opération Fenix	Trafic d'armes à feu, blanchiment d'argent et participation à un groupe criminel organisé.
	BRA 8	Opération Gladio	Trafic d'armes à feu, corruption et participation à un groupe criminel organisé.

^a Les infractions indiquées ne correspondent pas toujours aux incriminations prévues par les législations nationales. Parfois, le terme utilisé (par ex. « cybercriminalité ») indique une classe de conduites caractérisées par des modalités spécifiques.

INFRACTION	AFFAIRE	DENOMINATION	INFRACTIONS CONNEXES
Trafic de drogues et autres infractions liées à la drogue	BRA 9	Opération Liquidação	Trafic d'armes à feu et participation à un groupe criminel organisé.
	BRA 14	Opération Farol da Colina	Blanchiment d'argent, trafic d'armes à feu, corruption, infractions contre le système financier national et participation à un groupe criminel organisé.
	CAN 2	Affaire Terezakis	Participation à un groupe criminel organisé.
	CAN 7	Affaires Punko 2010 et 2011.	Participation à un groupe criminel organisé.
	CAN 8	Affaire Meloche	Trafic de substances réglementées (tabac), participation à un groupe criminel organisé.
	CAN 10	Affaire Giles.	Participation à un groupe criminel organisé.
	CAN 11	Affaire Cedeno	Participation à un groupe criminel organisé.
	CAN 14	Hells Angels Motorcycle Club	Participation à un groupe criminel organisé.
	CAN 19	R. c. Bodenstein	Participation à un groupe criminel organisé.
	CAN 23	R. c. Wagner	Participation à un groupe criminel organisé.
	CAN 25	Chatterjee c. Ontario	
	CAN 26	R. c. Cook	
	CAN 27	R. c. Craig	
	CAN 29	Saskatchewan c. Mihalyko	
	CAN 30	R. c. Nguyen	
	CAN 32	Ontario c. 170 Glenville Road, King	
	CAN 33	Ontario c. Lok	
	CAN 34	R. c. Ouellette	
	CAN 36	R. c. Hells Angels Motorcycle Corp.	Extorsion, trafic d'armes à feu.
	CAN 37	R. c. La	
	CAN 39	R. c. Tran	
	CAN 40	R. c. Wu	
	CAN 41	R. c. Wyatt	Détention d'armes à feu et de munitions.
	CAN 42	R. c. Bonassin	
	CAN 43	R. c. Darby	
	CAN 44	R. c. Grywacheski	
	CAN 45	R. c. Knight	<i>Conspiracy.</i>
	CAN 47	R. c. Luong	Vol.
	CAN 49	Saskatchewan c. Mihalyko	
	CAN 52	R. c. Ouellette	
	CAN 53	R. c. Brooks	
	CAN 54	Sa Majesté la Reine c. Ha	
	CAN 55	Regina c. Lauda	
	CAN 57	R. c. Shafapay	
	CAN 58	Scotia Mortgage Corp. C. Leung	

INFRACTION	AFFAIRE	DENOMINATION	INFRACTIONS CONNEXES
Trafic de drogues et autres infractions liées à la drogue	COL 1	Opération Vanguardia - Affaire FARC	Trafic d'armes à feu, actes de terrorisme.
	COL 2	Opération Zeus	<i>Conspiracy.</i>
	COL 3	Opération Cronos	Blanchiment d'argent.
	COL 4	Affaire Beto Renteria	<i>Conspiracy.</i>
	COL 8	Affaire Cuchillo	<i>Conspiracy</i> , meurtre, fabrication et trafic d'armes à feu ou de munitions, extorsion, déplacement forcé, vol aggravé, entrave à la propriété privée, endommagement de ressources, pollution environnementale, gestion de ressources à des fins de terrorisme et d'enlèvement.
	COL 9	Affaire Garra	<i>Conspiracy</i> et blanchiment d'argent.
	COL 10	Affaire Chely	<i>Conspiracy</i> , meurtre aggravé, extorsion, déplacement forcé, enlèvement, disparition de personnes et évasion de détenus.
	COL 15	Affaire Ramón Sanclemente	Participation à un groupe criminel organisé.
	ELS 1	Opération Elena	Participation à un groupe criminel organisé.
	FRA 1	Opération Stihl	
	FRA 2	Opération Venture	
	HUN 2	Procureur c. Dénes Güray Dicle et autres	Participation à un groupe criminel organisé.
	ITA 6	Opération Morgan	Participation à un groupe criminel organisé.
	ITA 8	Opération Accord	Participation à un groupe criminel organisé.
	ITA 10	Opération Viola	Participation à un groupe criminel organisé, traite de personnes et trafic de migrants.
	ITA 19	Opération Andromeda	Blanchiment d'argent.
	ITA 21	Opération Loptice	Blanchiment d'argent.
	JAM 2	Procureur c. Norman Ramcharan Etal	Blanchiment d'argent et participation à un groupe criminel organisé.
	JAM 3	Procureur c. Robert Fowler	Participation à un groupe criminel organisé.
	MEX 4	Opération Coliseo	Blanchiment d'argent.
	MEX 6	Opération Argentum	Blanchiment d'argent.
	MEX 8	Opération Fiji	Blanchiment d'argent.
	MOR 1	Rapport de police	Trafic de migrants.
	NIG 3	Opération James Nnamdi	Blanchiment d'argent.
	PHI 10	Peuple des Philippines c. Lo Ho Wing et autres (Opération : OPLAN SHARON 887)	
	PHI 11	Peuple des Philippines c. Lin Zian Tian	
	PHI 12	Peuple des Philippines c. Li Yu Xuan	
	POR 1	Procès n° 1425/02.2JAPRT	
	ROM 5	Non spécifié –Session publique 2011	Trafic de métaux précieux et groupe criminel organisé.
	RUS 1	Rapport	

INFRACTION	AFFAIRE	DENOMINATION	INFRACTIONS CONNEXES
Trafic de drogues et autres infractions liées à la drogue	SER 1	Opération Niva	Détention illégale d'armes à feu et d'explosifs et participation à un groupe criminel organisé.
	SER 3	Opération Valter	Participation à un groupe criminel organisé, extorsion, détention illégale d'armes à feu et d'explosifs, incitation au meurtre, recel de malfaiteurs, falsification de documents.
	SAF 3	Projet Deer	
	SAF 4	Simon Prophet c. directeur national des enquêtes du Ministère public	
	SPA 1	Opération Guadana	Participation à un groupe criminel organisé.
	SPA 2	Opération Destello	Participation à un groupe criminel organisé.
	SPA 5	Opération Chicago	Participation à un groupe criminel organisé.
	SWI 1	Affaire de trafic de drogues	Blanchiment d'argent et participation à un groupe criminel organisé.
	SWI 2	Affaire de trafic de drogues 2	Blanchiment d'argent et participation à un groupe criminel organisé.
	UKG 1	Opération Clostern	Participation à un groupe criminel organisé.
	UKG 2	Opération Chappel	Participation à un groupe criminel organisé.
	UKG 3	Opération Junko	Blanchiment d'argent et participation à un groupe criminel organisé.
	UKG 4	Opération Tanglewood	Participation à un groupe criminel organisé.
Criminalité environnementale	BRA 11	Opération Nautilus	Participation à un groupe criminel organisé.
	BRA 12	Opération Oxossi	Participation à un groupe criminel organisé.
	BRA 13	Opération Woodstock	Participation à un groupe criminel organisé.
	BRA 15	Opération Jurupari	
	SPAN 8	Opération Rapiña	
Extorsion	CAN 1	Affaires Lindsay 2004 et 2005	Participation à un groupe criminel organisé.
	CAN 20	R. c. Coates	Participation à un groupe criminel organisé.
	COL 5	Opération Apocalipsis	Homicide, vol aggravé, enlèvement, extorsion et coups et blessures.
	COL 11	Affaire Domingo Biohó	Extorsion et coups et blessures.
Financement du terrorisme	COL 6	Affaire Alberto Martínez	Gestion de ressources liées à des actes de terrorisme, <i>conspiracy</i> .
	COL 7	Opération Fenix II	Gestion de ressources liées à des actes de terrorisme.
Infractions liées aux armes à feu (détention illicite, trafic illicite, etc.)	BRA 7	Opération Chumbo Grosso	Participation à un groupe criminel organisé.
	CAN 22	R. c. Rodrigue	Participation à un groupe criminel organisé.
	CAN 46	R. c. Lucas	Trafic de drogues.
	COL 12	Opération Strawberry	Trafic de drogues, falsification et participation à un groupe criminel organisé.
	COL 13	Affaire Sandoval	Trafic de drogues et participation à un groupe criminel organisé.
	COL 14	Opération Siberia	Corruption et falsification.

INFRACTION	AFFAIRE	DENOMINATION	INFRACTIONS CONNEXES
Infractions liées aux armes à feu (détention illicite, trafic illicite, etc.)	COL 16	Buque Otterloo	Corruption, falsification, entrave à la justice et participation à un groupe criminel organisé.
	ITA 4	Opération Red Skorpion	Participation à un groupe criminel organisé.
	SER 5	Opération Victor	Participation à un groupe criminel organisé.
	USA 4	Affaire Victor Bout	
Falsification	CAN 5	Affaire Beauchamp	Participation à un groupe criminel organisé.
	CAN 50	R. c/ National Post	
Fraude	CAN 12	Affaire Ellis	Participation à un groupe criminel organisé.
	POR 2	Procès n° 1425/02.2JAPRT	Adultération alimentaire. Infraction contre la qualité ou la composition d'aliments ou d'additifs alimentaires.
Blanchiment d'argent	BRA 10	Opération Curaçao	Infraction contre le système financier national et participation à un groupe criminel organisé.
	CAN 28	Lin c. Ontario	
	ITA 11	Opération Broker	Participation à un groupe criminel organisé.
	ITA 14	Opérations Ultimo Imperatore et Grande Muraglia	Participation à un groupe criminel organisé et contrefaçon.
	JAM 1	Procureur c. Kerry-Ann Graham.	Participation à un groupe criminel organisé.
	ROM 3	Non spécifié – Incrimination datant de 2008	
	RUS 4	Rapport.	
	SER 4	Opération Walker	Participation à un groupe criminel organisé.
	SAF 1	Opération Project Yield	Corruption et participation à un groupe criminel organisé.
	USA 1	Etats-Unis c. Pavel Ivanovich Lazarenko.	Fraude et utilisation de biens volés.
	USA 2	Opérations Smoking Dragon et Royal Charm	Participation à un groupe criminel organisé, trafic d'armes à feu et de munitions et faux monnayage.
	VEN 1	Affaire de saisie	Participation à un groupe criminel organisé.
	VEN 2	Affaire Ana Mercedes Ocanto	Participation à un groupe criminel organisé.
Piraterie	KEN 2	Hassan M. Ahmed & 9 autres c. République	
	KEN 3	Affaire n° 72/2011	
	KEN 4	Affaire n° 105/2010	
	KEN 5	Affaire n°1184/2009	
	KEN 6	Affaire n°840/2009	
	KEN 7	Affaire n°1374/2009	
	KEN 8	Affaire n°1695/2009	
	KEN 9	Affaire n°3486/2008	
	KEN 10	Affaire n°434/2006	
	KEN 11	Affaire n°1939/2009	
	KEN 12	Affaire n°2006/2011	
	SEY 1	Affaire n°21/2011	

INFRACTION	AFFAIRE	DENOMINATION	INFRACTIONS CONNEXES
Piraterie	SEY 2	Affaire n°14/2010	
	SEY 3	Affaire n°51/2009	
	SEY 4	Affaire n°75/2010 (10 accusés)	
	SEY 5	Affaire n°75/2010 (5 accusés)	
	SEY 6	Affaire n°19/2011	
Contrebande et détournement de fonds	BRA 4	Opération Columbus	Corruption, infractions contre l'administration publique, contrebande, détournement de fonds et participation à un groupe criminel organisé.
	BRA 6	Opération Diluvio	Corruption, infractions contre le système financier national et participation à un groupe criminel organisé.
	ITA 7	Opération Alfabeto	Contrebande de produits du tabac étrangers, de produits illicites et participation à un groupe criminel organisé.
Trafic de migrants	HUN 3	Opération Lotus	
	ITA 12	Non spécifié – Affaire de trafic de migrants 2009/2011	
	ITA 20	Opération Ticket to Ride	
	ITA23	Rapport	
	MEX 5	Opération: 17 mars 2004	Blanchiment d'argent.
	RUS 3	Report.	
	SER 2	Opération Tisa	Participation à un groupe criminel organisé.
	SPA 3	Opération Petrolero	
Trafic de biens culturels	ITA 1	Procureur c. Giacomo Medici et Gianfranco Becchina – Italie	Participation à un groupe criminel organisé.
	ITA 2	Opération Sesterzio	
	ITA 3	Opération Plotter	Contrefaçon, blanchiment d'argent et participation à un groupe criminel organisé.
	ITA 5	Opération Augusto Imperatore	
	ITA 9	Opération Boucher	Blanchiment d'argent et participation à un groupe criminel organisé.
	ITA 13	Opération Ulisse	
Traite de personnes	ELS 3	Affaire Guatemala	Participation à un groupe criminel organisé.
	HUN 4	Opération THB	
	MEX 1	Opération Asociación religiosa – Opération Colombia	
	MEX 3	Opération Globberitos – Operation Tapachula	
	MEX 9	Tenancingo Atlanta	Participation à un groupe criminel organisé.
	PHI 1	Peuple des Philippines c. Alice Tongco y Terrado	
	PHI 2	Peuple des Philippines c. Nelia Ogalesco y Torio	

INFRACTION	AFFAIRE	DENOMINATION	INFRACTIONS CONNEXES
Traite de personnes	PHI 3	Peuple des Philippines c. Glendyl Micabalo et autres	
	PHI 4	Peuple des Philippines c. Flora Cabral y Aldenese	
	PHI 5	Peuple des Philippines c. Roselyn Estrada et autres	Participation à un groupe criminel organisé.
	PHI 6	Peuple des Philippines c. Lito Manalo y Tapiculin et autres	
	PHI 7	Peuple des Philippines c. Gregorio Garcia y Felix et autres	
	PHI 8	Peuple des Philippines c. Denis Reci et autres	
	PHI 9	Peuple des Philippines c. Rosie T. Ociel et autres	Participation à un groupe criminel organisé.
	PHI 13	Peuple des Philippines c. Hadja Jarma Lalli y Purih	
	ROM 1	Opération Europa	Blanchiment d'argent, participation à un groupe criminel organisé et détention illégale d'armes à feu et de munitions.
	RUS 2	Rapport.	
	SAF 2	Opération The Ranch	Blanchiment d'argent, corruption et participation à un groupe criminel organisé.
	SPA 4	Opération Trufas	
	SPA 7	Opération Clubs	Trafic de migrants.

ANNEXE III. LISTE DES EXPERTS

M. ALEKSEEV, Yury – Comité des investigations du Ministère de l'intérieur (Fédération de Russie).

M^{me} ALFANO, Sonia – Membre du Parlement européen et Rapporteur sur la criminalité organisée dans l'Union européenne.

M. ANDREANI, Alberto – Bureau du Représentant spécial et Coordonnateur de la lutte contre la traite d'êtres humains (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe).

M. BALDI, Gianni – Sous-direction des organisations criminelles et des stupéfiants, O.I.P.C. INTERPOL (Interpol).

M. BALOG, Gábor – Office national des investigations, Division pour la lutte contre l'immigration illégale, Département de criminalité organisée, (Hongrie).

M. BEHAN, James – Prévention et conseils tactiques, Centre contre la traite d'êtres humains du Royaume Uni, Agence pour la lutte contre la grande criminalité organisée (Royaume Uni).

M. BEZERRA, Getúlio – Direction pour la lutte contre la criminalité organisée, DICOR (Brésil).

M. BISHOP, Peter – Unité des investigations spéciales contre la corruption, Siège de Pretoria (Afrique du Sud).

M^{me} BORBOLLA, Laura Angelina – Direction pour l'analyse juridique internationale, Direction générale pour les extraditions et l'entraide judiciaire, Parquet général de la République (Mexique).

M. BURROWS Thomas N. – Service des affaires internationales, Département de justice (Etats-Unis)

M. CAPOLUONGO, Gennaro – Service de coopération policière internationale –Direction centrale de la police criminelle, Ministère de l'intérieur (Italie).

M. CASTILLO, Alejandro – Direction anti-drogue, Parquet de la République (Venezuela).

M. CONDE, João – Parquet général (Portugal).

M. CUMING, Andrew – Agence pour la lutte contre la grande criminalité organisée, SOCA (Royaume Uni).

M. CURIA, Eugenio María – Mission permanente de l'Argentine en Autriche, Ministère des affaires étrangères (Argentine).

M. DISPENZA, Filippo – Préfecture de police (Questura) d'Alessandria (Italie).

M. DELGADO, Rodolfo –Division de la criminalité organisée, Parquet général de la République (El Salvador).

M. FAIRCLOUGH, David – Direction anti-crime, Investigations criminelles et financières, Division criminalité et détention, Agence pour les frontières (Royaume Uni)

M. FERRI, Paolo, Parquet général et Ministère pour la protection des biens culturels (Italie).

M^{me} GIANMARINARO, Grazia Maria – Représentante spéciale pour la lutte contre la traite d'êtres humains (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe).

M. GONZÁLEZ, Mario Manuel – DG Extraditions et assistance juridique, Parquet général (Mexique).

M^{me} GRISHINA, Yulia – Département des nouveaux défis et menaces, Ministère des affaires étrangères (Fédération de Russie).

M^{me} HARKIN, Tricia - Coopération judiciaire en matière pénale (Commission européenne).

M^{me} HAY, Patricia – Office du Directeur de l'action publique, Ministère de la justice (Jamaïque).

M. HERNANDEZ RAMOS, Sergio Leonardo – Direction des renseignements policiers, DIPOL, Police nationale (Colombie).

M. HINDS, Glenmore – Police d'Etat de Jamaïque (Jamaica Constabulary Force).

M. IBÁÑEZ CUESTA, Luis – Division de lutte contre les drogues, Parquet (Espagne).

M. JAIME, Norberto Mujica – Direction des renseignements policiers, DIPOL, Police nationale (Colombie).

M^{me} JANICIJEVIC, Gordana – Département des affaires internationales et de l'assistance judiciaire, Parquet de la République (Serbie).

M. JANKOVIC, Lazar – Département de lutte contre la criminalité organisée, Ministère de l'intérieur (Serbie).

M. KULICAJ, Agron – Police d'Etat de Tirana (Albanie).

M. LABERCHE, Patrick – Office central pour la répression du trafic illicite de stupéfiants (France).

M. LAFÓNT NICUESA, Luis – Bureau de coordination de l'immigration, Parquet national (Espagne).

M. LAMORDE, Ibrahim – Commission des infractions économiques et financières (Nigeria).

M. LANZILLOTTI, Giuseppe – Division des affaires multilatérales, Département de la sécurité publique, Ministère de l'intérieur (Italie).

M. LAZRAK, Nabil – Direction de la police judiciaire, Direction générale de la sécurité nationale (DGSN) (Maroc).

M. LEIMLEHNER, Erich – Unité d'analyse criminelle, Police criminelle fédérale FEDPOL (Suisse).

M. LETCANU, Răzvan – Division pour la lutte contre la traite de personnes (Roumanie).

M^{me} LOZANO, Nancy - Conseil inter-agences pour la lutte contre la traite, Département de justice (Philippines).

M^{me} MARCANO, Yemina – Direction anti-drogues, Parquet général (Venezuela).

M. MARTINI, Claudio – Service de coopération internationale de police – Direction centrale de la police criminelle, Ministère de l'intérieur (Italie).

M. MARTINEZ, Carlos - Affaires internationales, Direction des renseignements policiers, DIPOL, Police nationale (Colombie).

M. MENDOZA COLLOLY, Javier – Division d'analyse juridique, Direction générale des extraditions et de l'assistance judiciaire, Parquet général (Mexique).

M^{me} MIRITA, Emanuela – Division du droit international et de la coopération judiciaire, Ministère de la justice (Roumanie). Mr. MORENO ORTIZ, José Manuel — Intelligence Centre against Organized Crime, Public Prosecutor's Office (Spain).

M. MORENO ORTIZ, José Manuel – Centre de renseignements pour la lutte contre la criminalité organisée, Parquet national (Espagne).

M. NARDINI, William – Procureur (Etats-Unis).

M^{me} ODUOR, Dorcas – Direction de l'action publique et Unité de criminalité organisée (Kenya).

M. PALMERA, Luisito – Police nationale (Philippines).

M. PARIS, Vincent – Procureur de la Couronne, Direction des services de soutien en matière d'armes à feu, Service nationaux de police (Canada).

M^{me} PINEDA, Elvira – Parquet général de la République (Mexique).

M. RODRIGUEZ, Mauricio – Direction des renseignements policiers, DIPOL, Police nationale (Colombie).

M. SARMIENTO NIEBLES, Cesar Augusto – Division nationale pour la lutte contre les organisations criminelles émergentes, Parquet (Colombie).

M. SCIACCHITANO, Giustino – Parquet général, Direction nationale anti-mafia.

M. SEFERI, Pëllumb – Office central national, Ministère de l'intérieur, Direction générale de la police d'Etat (Albanie).

M^{me} SIMION, Raluca Nicoleta – Département du droit international et des traités internationaux, Ministère de la justice (Roumanie).

M. SIMON, Ralf – Office central d'investigation des douanes (ZKA), Ambassade d'Allemagne en Colombie (Allemagne).

M. SPIEZIA, Filippo – Direction nationale anti-mafia (Italie).

M^{me} SPINU, Nadina – Direction d'investigation sur la criminalité organisée et le terrorisme, Ministère public (Roumanie).

M. STEVENS, Clive – Commandement de la grande criminalité organisée (SCD7), Metropolitan Police (Royaume Uni).

M. SZTANKOVICS, Gabor – Unité de la criminalité organisée liée à l'immigration, Département de lutte contre la criminalité organisée (Hongrie).

M^{me} TENHAFF, Bettina – Service des douanes de l'Ambassade d'Allemagne en Italie (Allemagne).

M^{me} TRIMI, Anila – Ministère de l'ordre public (Albanie).

M. VARGAS VALENCIA, Jorge Luis – Direction des renseignements policiers DIPOL, Police nationale (Colombie).

M. VARRICA, Adriano – Parlement européen.

M. VIDES GUARDADO, Francisco Antonio – Parquet général (Le Salvador).

M. VILLARÁN MOLINA, Rubén Osmín – Division spéciale pour la lutte contre la criminalité organisée, Police civile nationale (Le Salvador).

M. ZUCCARELLI, Fausto – Parquet (Italie).



ONUDC

Office des Nations Unies
contre la drogue et le crime

Vienna International Centre, PO Box 500, 1400 Vienna, Austria
Tel.: (+43-1) 26060-0, Fax: (+43-1) 26060-5866, www.unodc.org